هكذا من الأصل

TRENTE-SIXIÈME ANNÉE — N° 10 599 — 42 PAGES — MARDI 27 FÉVRIER 1979

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,80 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,80 dir.; Tunisie, 130 m.; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 12 sch. ; Belgique, 13 fr. ; Canada, $ 0,85 ; Côte-d'Ivoire, 155 F CFA ; Danemark, 3,75 kr. ; Espagne, 50 pes. ; Grande-Bretagne, 25 p. ; Grèce, 25 dr. ; Iran, 58 rls. ; Italie, 400 L. ; Liban, 250 p. ; Luxembourg, 13 fr. ; Norvège, 3 kr. ; Pays-Bas, 1,25 fl. ; Portugal, 27 esc. ; Sénégal, 150 F CFA ; Suède, 2,60 kr. ; Suisse, 1,10 fr.; U.S.A., 75 cts; Yougoslavie, 16 din.

Tarif des abonnements page 7

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C. C. P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

EN OUGANDA

L'invasion d'opposants soutenus par la Tanzanie menace le régime du maréchal Amin

LIRE PAGE 9

Les conflits du Proche-Orient

Des soldats américains dans le Golfe ?

Le président Carter, tentant de reprendre la main après une impressionnante série de revers, vient d'annoncer que la conférence ministérielle de Camp David pourrait être suivie par une réunion, au même endroit, des « deux premiers ministres » égyptien et israélien. Cette étrange formule, qui se traduirait par une sorte de « demi-sommet » dont serait absent le président Sadate, a créé une vive surprise à Jérusalem, et rien ne prouve que M. Begin fera un voyage que plusieurs membres de son cabinet lui déconseillent.

Les Américains jugent-ils la négociation en très bonne voie et veulent-ils seulement épargner à M. Sadate l'avant-dernière étape ? La seule information communiquée pendant les derniers entretiens de Camp David — à savoir qu'Egyptiens et Israéliens étaient prêts à s'attaquer à leurs divergences en un seul « paquet » — va dans le sens de cette hypothèse. Il semble d'ailleurs qu'Américains et Egyptiens soient tombés d'accord sur le texte de la lettre annexe par laquelle les signataires du traité de paix exposeraient leurs conceptions du processus d'autonomie en Cisjordanie et à Gaza, ce qui explique peut-être que la présence du président Sadate n'ait pas été jugée nécessaire pour la seconde phase.

Quelle que soit la suite, l'épisode montre que la Maison Blanche a compris les dangers de l'inaction relative dans laquelle elle était retombée depuis décembre et cherche à conclure les négociations sans délai. La crise iranienne une fois « réglée », si l'on peut dire, au moins en ce qui concerne le rôle des Etats-Unis, M. Carter entend reprendre l'initiative dans les pays de la périphérie du Golfe, comme l'avait annoncé M. Brzezinski. Il convient pour cela, d'une part, de conduire à son terme le processus de paix entre l'Egypte et Israël ; d'autre part, d'arrêter en montrant du « muscle » les tentatives de déstabilisation dans la région.

Ce dernier souci vient d'être manifesté par deux membres du gouvernement au cours de déclarations télévisées dimanche. M. Harold Brown, secrétaire à la défense, a dit notamment : « La protection du flot de pétrole en provenance du Proche-Orient fait clairement partie de nos intérêts vitaux... Nous entreprendrons pour la sauvegarde de ces intérêts toute action appropriée, y compris l'emploi de la force militaire. » M. Schlesinger, secrétaire à l'énergie, a confirmé la même détermination, ajoutant : « La question d'une présence militaire américaine (dans le Golfe) est à l'examen. »

C'est certainement la première fois qu'un langage aussi martial est tenu depuis de longs mois. Il s'agit de rassurer une opinion qui s'inquiète à la fois de l'effacement du rôle des Etats-Unis dans le monde et de l'« indécision », voire de la « faiblesse » de leur président.

A l'extérieur, cette faiblesse a engendré la mauvaise humeur chez certains partenaires très loyaux des Etats-Unis : M. Sadate, peut-être — son refus apparent de participer en personne à un second sommet de Camp David pourrait en être un signe, — mais sans doute plus encore les dirigeants saoudiens : ceux-ci n'ont pas réservé un excellent accueil à M. Brown lors de sa récente visite à Ryad et ont causé un petit incident diplomatique, démentant brutalement que l'ajournement de la visite du prince Fahd à Washington soit dû à des « raisons de santé », comme l'avait assuré la Maison Blanche.

Les Etats-Unis font savoir avec éclat qu'ils sont prêts à faire le maximum pour stabiliser la situation au Moyen-Orient, et qu'ils ne le font pas seulement pour rassurer leurs alliés. La protection de leurs intérêts vitaux est l'impératif suprême. Reste à savoir si M. Carter réussira à rendre cette détermination suffisamment crédible pour rassurer durablement ses amis et décourager ses ennemis.

(Lire nos informations page 5.)

De violents combats opposent les forces des deux Yémens

La « petite guerre de frontières » que se livrent, depuis octobre dernier, les deux Yémens, a dégénéré, en fin de semaine, en conflit ouvert. Aden et Sanaa se sont accusés mutuellement d'être à l'origine des combats qui, selon les dernières informations de ce lundi 27 février, semblent se dérouler surtout en territoire nord-yéménite. Le dernier communiqué à Aden fait, en effet, état de « violents combats » dans la région d'Alwazia, à 60 kilomètres au sud-ouest de Taez. Le communiqué ajoute que plusieurs tribus nord-yéménites, dirigées par le Front national démocratique du nord (mouvement d'opposition au gouvernement de Sanaa) se sont jointes à la bataille contre les forces régulières nord-yéménites.

Sanaa et Aden s'accusent mutuellement d'agression

Le Yémen du Sud a affirmé samedi que ses forces avaient repoussé une attaque du Yémen du Nord sur son territoire et qu'elles avaient poursuivi l'agresseur sur son propre territoire. Un communiqué diffusé par la suite par la radio d'Aden annonçait que les deux villes frontalières nord-yéménites de Qaataba et de Moryes étaient tombées aux mains des combattants du front national démocratique et que de violents combats se poursuivaient dans les régions frontalières d'Al-Bayda et d'Al-Wasseiya. La radio sud-yéménite diffusait également un appel du Front d'opposition nord-yéménite invitant les populations du Yémen du Nord à s'insurger et à « *renverser le régime de Sanaa* ».

A Sanaa, une déclaration diffusée par la radio après une réunion extraordinaire du conseil des ministres, indiquait que l'offensive sud-yéménite avait commencé vendredi et que le pays était en « *état d'alerte* ». La déclaration précisait que la ville frontalière de Qaataba était soumise depuis mardi dernier à un bombardement de l'artillerie sud-yéménite.

A Djeddah, M. Mahmoud Riad, secrétaire général de la Ligue arabe a annoncé que les deux pays avaient accepté la tenue d'une réunion sous l'égide de la Ligue arabe pour résoudre leur conflit frontalier.

D'autre part, M. Salah Moutei, ministre sud-yémenite des affaires étrangères, s'est rendu à Ryad où il a été reçu par son collègue saoudien, le prince Soaud el Fayçal. Cette visite devait permettre de préparer le voyage, en Arabie Saoudite, du président sud-yémenite, M. Abdel Fattah Ismail, qui est en même temps le secrétaire général du parti unique « *fondé sur les principes du socialisme scientifique* ».

LE YÉMEN DU SUD : un Cuba arabe

Lire p. 4 le début de l'enquête de Jean Gueyras.

L'offensive chinoise au Vietnam

• Des unités de Pékin se trouveraient à 80 kilomètres au-delà de la frontière
• Hanoï se déclare prêt à soutenir une « longue guerre »

La percée chinoise au Vietnam s'est accentuée au cours du week-end. Une colonne aurait atteint les abords de Nganson, à quatre-vingts kilomètres au-delà de la frontière. Au nord-ouest, les assaillants ont progressé d'une dizaine de kilomètres dans la province de Laocai. La « contre-attaque » punitive annoncée à l'origine par Pékin apparaît de moins en moins limitée dans l'espace et dans la durée. M. Deng Xiaoping a aujourd'hui l'espoir que l'offensive serait plus courte que le conflit de 1962 avec l'Inde, qui avait duré trente-trois jours.

M. Wang Zhen, un des vice-premiers ministres chinois, a, de son côté, déclaré, dimanche, que son pays « n'avait pas encore achevé de donner une bonne leçon au Vietnam ». Il a seulement précisé que ses troupes n'avaient pas l'intention de pousser jusqu'à Hanoï. M. Phan Hien, vice-ministre vietnamien des affaires étrangères, a, pour sa part, affirmé samedi que son pays était prêt à soutenir une « longue guerre ». Dimanche, à Pékin, le secrétaire au Trésor américain, M. Blumenthal, a affirmé l'opposition de son pays à l'« invasion du Cambodge par le Vietnam et, consécutivement, à une pénétration frontalière chinoise à l'intérieur du Vietnam » et ses « profondes inquiétudes devant la possibilité d'un élargissement de ce conflit ». La presse soviétique a critiqué néanmoins cette visite, dans laquelle elle voit un « encouragement clair » à l'« agression » chinoise.

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Hongkong. — Dix jours après le déclenchement de leur offensive « *limitée* » contre le Vietnam, les forces chinoises poursuivaient ce lundi 26 février leur pénétration en profondeur entamée avant le week-end (*le Monde* des 24 et 25-26 février). Selon le correspondant de l'A.F.P. à Hanoï, une colonne chinoise aurait atteint les abords de la ville de Nganson, à 80 kilomètres à l'intérieur du Vietnam. Nganson est située dans la province de Bacthai, sur la route nationale n° 3 Caobang-Hanoï, à environ 200 kilomètres au nord de la capitale. Sur cet axe, la progression chinoise vers le cœur du Vietnam, depuis samedi, aurait été d'environ 50 kilomètres.

On signale, d'autre part, que le corps d'armée engagé au nord-ouest, dans la province de Laocai, a progressé d'au moins une dizaine de kilomètres vers la plaine. D'après le dernier communiqué publié dimanche par Hanoï, de violents combats se poursuivaient sur plus de 500 kilomètres, depuis la frontière vietnamo-laotienne au nord-ouest jusqu'à la région est de Langson, dans les provinces de Laichau, Hoanglienson, Hatuyen et Caoleng (qui réunit les régions de Caobang et de Langson). Les Vietnamiens, qui ne publient pas leurs pertes, affirment avoir mis hors de combat, du 17 au 23 février, seize mille soldats chinois — dont dix-huit bataillons « *anéantis ou décimés* », — depuis cent soixante blindés et capturé un important matériel de guerre.

R.-P. PARINGAUX.

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

DIMANCHE PROCHAIN

Il y a quelque vingt-cinq ans, une rengaine à la mode racontait les amours d'un cow-boy inquiétant et de sa fiancée : — Quand allons-nous nous marier, nous marier ?, demandait l'un. — On fera ça dimanche prochain, dimanche prochain, répondait l'autre.

C'est ainsi qu'on se déclare la guerre de nos jours, si l'on en croit les rumeurs qui viennent d'U.R.S.S. Le rendez-vous est pris, on fera ça dimanche prochain, après les élections au Soviet suprême.

La chanson voulait montrer le peu d'empressement des futurs époux. Espérons qu'il en est de même des adversaires éventuels : à moins que ce ne soit une dangereuse et sinistre façon de jouer à... « loup y es-tu »)?

ROBERT ESCARPIT.

L'ESPAGNE « DÉSENCHANTÉE »

Les Espagnols éliront, le 1er mars, leurs députés aux Cortès. Pour être relativement dépourvue de passion, la campagne n'en est pas moins importante : les deux principaux partis, l'Union du centre démocratique, de M. Suarez, au pouvoir, et le parti socialiste ouvrier espagnol, de M. Gonzalez, sont, selon tous les sondages, au coude à coude, et les hésitants feront pencher la balance.

L'un des thèmes les plus fréquemment abordés par les orateurs est celui des autonomies régionales — un des plus complexes que le pays ait à résoudre — avec, au Pays basque, son cortège de violences. L'ETA a revendiqué, le 24 février, un nouvel assassinat : celui d'un garde civil tué la veille à Deva.

I. — Faire du nouveau avec de l'ancien

De notre correspondant CHARLES VANHECKE

Madrid. — « *Mets ton vote au travail* », conseillent les affiches communistes. « *U.C.D. tient parole* », affirment celles du centre. « *Un gouvernement ferme pour un pays sûr* », demande le parti socialiste. « *Les choses ne sont pas centrées* », accuse la droite en jouant — assez mal — sur le fait que le pays est dirigé depuis vingt mois par l'Union du centre démocratique.

Lente à démarrer, la campagne pour les élections législatives du 1er mars s'est achevée dans la dernière semaine. M. Adolfo Suarez est descendu pour la première fois dans l'arène et a subi le choc des quolibets en Estramadure et en Andalousie. M. Felipe Gonzalez, premier secrétaire du parti socialiste, a recommencé, la rose au poing, le marathon qui a si bien réussi en *juin 1977* et tenu une centaine de meetings en vingt jours. M. Fraga Iribarne, chef de la droite, fait sa prédication favorite sur « *l'insécurité permanente* ». M. Blas Pinar, caudillo du parti néo-fasciste Fuerza nueva, s'est fait baptiser « *le pèr. de la patrie* » dans un meeting madrilène. Quant à M. Santiago Carrillo, fidèle à ses habitudes, il a concentré le tir sur ses « amis » socialistes, a accusé le P.S.O.E. d'être un parti de l'étranger (en raison de ses liens avec la social-démocratie allemande) et s'est efforcé d'en débaucher l'électorat.

Les grandes manœuvres idéologiques n'ont pas caractérisé le débat qui s'achève. Une fois satisfaites les revendications de liberté qui avaient dominé la campagne de 1977, les principaux partis se préoccupent surtout des tâches concrètes qui attendent le pays : réduire le chômage, mettre fin au terrorisme, achever la réforme de l'Etat, satisfaire les revendications régionales, rassurer l'industriel, le militaire, le policier, le citoyen qui a peur d'être agressé, le Basque qui craint « *un nouvel Ulster* », le Canarien oublié, l'Andalou marginal — bref, rassurer tout le monde.

(Lire la suite page 8.)

Arthur Koestler
Janus
Une synthèse de sa réflexion scientifique et philosophique... une interrogation sur la condition humaine.
L'EXPRESS
CALMANN-LÉVY

DEUX DÉCLARATIONS AU « MONDE »

● *M. Mulley, ministre britannique de la défense :*

« La coopération nucléaire avec la France se heurte à des difficultés techniques et politiques. » (page 6).

● *M. Giraudet, président d'Air France :*

« L'abaissement anarchique des tarifs ne pourra pas durer indéfiniment » (page 37).

LES FRANÇAIS ET LEUR TÉLÉVISION

Le prix de la création

par THOMAS FERENCZI

Les Français n'ont jamais vraiment accepté leur télévision. Ils entretiennent avec elle d'étranges relations, faites de fascination et de haine, qui les conduisent à réagir avec passion à tout mouvement de grève. Depuis près de trois semaines, deux attitudes apparemment contradictoires s'affirment ainsi au fil des jours. D'une part, on s'indigne d'être privé des programmes habituels ou tout au moins, les soirées n'étant que peu touchées, de ceux de l'après-midi et du week-end. Pensez aux personnes âgées, aux malades, aux familles, gronde la rumeur publique, relayée par quelques journaux prompts à saisir l'occasion de manifester leur colère.

D'autre part, comme par l'effet d'un dépit amoureux, on se dit satisfait d'échapper pendant quelque temps au bombardement de l'image électronique et l'on découvre avec émerveillement les plaisirs de la conversation, le bonheur de la lecture, les joies du cinéma ou de la promenade. Voyez comme les enfants sont sages, font bien leurs devoirs et se couchent de bonne heure quand ils sont arrachés à la contemplation du petit écran, susurre la *vox populi*, qui, faisant écho à la méfiance ancienne des intellectuels, communie dans le mythe du paradis perdu de la « galaxie Gutenberg ».

Ces deux thèmes — la tristesse de la frustration et le contentement de la liberté retrouvée — ne sont pas aussi opposés qu'ils en ont l'air. Ils ont en commun de refléter la faible estime dans laquelle sont tenus les gens de télévision.

(Lire la suite page 16.)

« LULU » AU PALAIS GARNIER

Un opéra à la mémoire d'un ange ?

Dans les *halls* vertigineux et froids d'une cité sans âme, une petite fille, objet des désirs universels, passe comme un ange et agonise, empalée sur le couteau d'une gouape, ultime avatar d'une société impitoyable. Tel pourrait être le résumé de la « Lulu », d'Alban Berg, présentée samedi soir au palais Garnier par Patrice Chéreau et Pierre Boulez, devant un public qui réunissait, avec le chancelier Helmut Schmidt et M. Edward Heath, M. Raymond Barre et de nombreuses personnalités parisiennes, la critique musicale européenne au grand complet. Evénement considérable donc, non seulement par la splendeur de cette interprétation incarnée par Teresa Stratas, mais plus encore par le triomphe de cette création, enfin intégrale, d'un chef-d'œuvre qui date déjà de quarante-quatre ans (1).

La fondation Alban-Berg n'avait autorisé qu'à titre expérimental cette série de représentations de l'opéra avec son troisième acte, dont l'orchestration a été achevée par Friedrich Cerha. Il lui sera désormais impossible de revenir sur cette permission : l'œuvre est apparue ainsi tellement plus parfaite, tellement plus grande, qu'on ne pourrait concevoir qu'elle fût à nouveau mutilée. Les spécialistes se pencheront sur la réalisation de Cerha avec une grosse loupe, mais on peut affirmer que ce troisième acte sonne tout entier comme l'ensemble de la musique de Berg, sans la moindre faiblesse.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 13.)

(1) Cf. *le Monde* du 15 février.

Le Monde

idées

HOLOCAUSTE

Requiem pour un peuple vierge

par MAREN SELL (*)

NOUS avons frappé à la porte qui nous sépare du passé, avec les armes de la critique et la critique des armes. Nous nous sommes penchés sur l'abîme de l'histoire allemande, confondant le noir objectif avec notre faible regard, l'inconcevable avec notre impuissance à comprendre. Nous avons fermé les yeux et nous avons rôdé comme des chiens dans un désert de pierre où le soleil pour toujours s'était obscurci. Chiens aveugles, hantés par la nuit. Nous étions affamés de vie, de bonheur, de paroles, du droit d'espérer, d'aimer, d'être aimés... Comme tout le monde partout ailleurs.

Mais *il y avait* ceci :

Un pays coupé en deux ; une identité en ruine ; quinze ans d'histoire occultés, refoulés ; le silence ; l'incertitude ; l'angoisse de faire partie d'un peuple qui, dans son ensemble s'était rendu complice d'un projet d'extermination. De n'avoir aucun critère pour distinguer les coupables des lâches, les assassins des simples obéissants. Un pays neutre, prospère, sans passé. Avec la perspective radieuse de servir de modèle, pour avoir vendu son âme. Quand nous nous sommes révoltés, c'était pour ne pas ressembler à nos parents. Quand nous avons lutté, c'était pour rendre présente à la conscience la scène du passé qui nous terrorisait. On nous a expulsés du consensus social comme des corps impurs. Les mêmes qui avaient déjà écartés tous ceux qui étaient inassimilables par la rationalité nazie —juifs, malades mentaux, homosexuels, pacifistes, mendiants, paresseux, gitans, socialistes, intellectuels, anarchistes, témoins de Jéhovah, communistes, — ont laissé faire encore une fois. On nous a repoussés dans les ghettos de la marginalité, poursuivis, ridiculisés, chassés, enfermés. Quelques-uns en sont morts, d'autres sont devenus fous, tous ont été désespérés.

Des orphelins de l'âme dans une paix de cimetière

Plusieurs ont quitté le sol de leurs pères. C'est que leur pays les avait abandonnés. Quel pays ? l'Allemagne : un miroitement d'angoisse, la rigidité de la retenue, le blanc de l'aphasie. Et nous ? les orphelins de l'âme dans une paix de cimetière.

Le tapis de velours sur lequel nous marchions — l'Allemagne était devenue très riche, avait-elle vraiment perdu la guerre ? — devait nous faire oublier que, sous nos pieds, il n'y avait rien, pas de fond, il n'y avait plus cette terre que nous appelions « Heinat », « *ce qui apparait pendant l'enfance et où personne encore n'était* » (Ernst Bloch). Cette terre où vont les désirs était à jamais perdue, projetée dans le futur, à l'aide d'utopies. La nostalgie du retour donne le rythme aux vers des poètes, aux mélodies des enchantés du chant. Donne le ton à tous ceux qui combattent pour un monde meilleur. En Allemagne comme dans tous les pays, et dans tous les temps.

Mais il y avait ceci :

Nous étions aussi sans patrie. Nulle part ailleurs qu'en Allemagne, après 1945, il ne fut aussi difficile de parler d'un « nous » pour évoquer cet ensemble dont on fait partie : un peuple, une nation. La nation s'était effondrée, avec la défaite de la guerre. Le peuple (« Volk », un mot que personne pendant vingt ans n'osait prononcer, tant il évoquait ce qui semblait être sa gloire et devint sa trahison), le peuple allemand est divisé, séparé par un mur de béton. Le mur de Berlin : barre qui coupe en deux le corps du pays, barre du refoulement. Comment faire le deuil du passé, se remémorer la faute qu'on a commise, la travailler, la comprendre, s'en libérer, quand ceux qui jadis s'étaient embarqués ensemble sur le vaisseau du nazisme soudain ne peuvent plus se voir, plus se parler, plus se rencontrer ? Un peuple, pour reconnaître ses actes, doit pouvoir dire : voilà ce que nous avons fait, nous, maintenant les garants que jamais cela ne se répétera.

L'Allemagne fut notre croix

Ce « nous » n'existe plus, le tronc de l'identité est arraché, les Russes et les Américains se disputant les parts. Il ne faut pas oublier que l'Allemagne, à l'Est comme à l'Ouest, est un pays occupé. La place de Hitler vide, les Alliés servaient de modèle d'identification. Pas de deuil, pas de regret, pas de larmes, pas de désir politique : les Allemands, en tirant sur la corde du progrès, tiraient un trait sur leur honte, devenaient des esclaves par excellence. Ceux qui font tout pour cacher leur mauvaise conscience ne se révoltent pas. N'est-ce pas le rêve des grandes puissances ? Le résultat : à l'Est et à l'Ouest, un Etat qui se ressemble. Un Etat fort, technocratique, dont la justification politique est de prévenir le danger d'une subversion par des pensées et des actes non conformes à la Constitution. Il s'agit de renforcer alors l'armée, la police, les appareils de surveillance, comme dans tous les systèmes autoritaires.

Le non-dit du passé commun reste comme un cadavre dans la bouche des gens. Mais pour ceux dont le métier est de mettre en place des idéologies, de couvrir le vide avec des mensonges pour les hommes d'Etat, le non-dit permet de dire autre chose, de brouiller les codes tout en parlant la même langue : vertige des conceptions, paradoxe des mots. Vérité d'un côté du mur devient mensonge au-delà. Les meilleurs citoyens ici sont de l'autre côté des ennemis de l'Etat. Pour les uns comme pour les autres, l'autre moitié du corps devient ce qu'il y a de plus redoutable. Le plus proche doit être le plus lointain. Nous sommes un cas de schizophrénie blanche.

Pour notre génération, il y avait cette double barre : celle entre les parents et les enfants, le passé et aujourd'hui ; et celle qui a coupé en deux le corps de notre pays. Autant dire que l'Allemagne *fut notre croix*. Nous y consentons, nous la portons. Engagés sur le chemin du retour, en route vers un immense cadavre, la vérité : le massacre, les tortures, les camps. Dans nos oreilles, nous avions les mots d'Adorno, ce grand philosophe juif, dont nous étions les disciples : « *Après Auschwitz, il n'est plus possible de faire des poèmes.* » Le pire était arrivé ; la vérité n'était pas représentable. Nous avons renoncé aux plaisirs esthétiques pour ne pas déshonorer les morts. Et nous sommes devenus secs en imagination, prudents en écrivant nos phrases, effrayés devant l'innommable. L'enjeu était trop terrifiant. Adorno était hégélien. Sévère comme tous les penseurs de l'absolu. Mais si le corps tient au monde et le monde tient aux corps, la vérité n'est rien d'autre que la déchirure du moment. L'universel passe dans le singulier, y fait signe et se rend. *Holocauste* en Allemagne : le refoulé revient à la surface, le passé retourne au présent ; soudain, la retenue éclate, des pleurs, des paroles, de la pitié, des remords, tous ces rituels qui tissent les liens du corps social. Oui, nous pouvons espérer, car l'Allemagne n'est pas morte. Espérer, non pas que nous aurons réglé un jour la dette de nos parents, mais que nous pourrons regarder ailleurs. C'est aux parents maintenant d'enterrer leurs morts.

Trente ans plus tard, ces mêmes Américains qui, après la guerre, avaient cassé le miroir dans lequel un peuple devait se regarder, l'ont remis en place. C'est revenu par où c'était parti. Les parents se sont vus. Trente ans trop tard. Les trente ans qu'ils nous ont volés. Une jeunesse, notre bel âge. Voilà la fin de la nuit où nous avons voulu mourir. Alors, enfin, autre chose peut commencer. Nous serons libres d'aimer et de haïr, de vivre notre vie, de mourir notre mort.

Et je passe, bonsoir.

Car la nuit appartient aux amants.

(*) Allemande de la génération d'après la guerre, Maren Sell a écrit, en français, un livre intitulé *Mourir d'absence* (Grasset, voir *le Monde* du 15 novembre 1978).

Une marque indélébile

par CHARLOTTE DELBO (*)

« C'EST *une injure aux martyrs* », a dit (à peu près, je cite de mémoire) Elie Wiessel. Il a raison. Ceux qui ont péri dans les chambres à gaz et dans les camps nazis, les rares survivants de l'au-delà, méritaient mieux que ce mauvais feuilleton.

Mauvais à tous les égards. Mal joué par la plupart des interprètes, mal doublé (que ces voix parlaient faux, souvent !), bourré d'erreurs. (Au regard d'un budget énorme, les honoraires d'un conseiller historique n'auraient guère pesé pourtant.)

Et, pour les Français, mauvaise action. Que de mises en garde avant la projection ! Que de recommandations ! Attention, on risque de vous rendre germanophobes ; ce n'est pas le moment, à la veille des élections pour l'Europe. Je ne crois pas qu'on ait à craindre cette conséquence. Dans *Holocauste*, les nazis sont nettement distingués.

La mauvaise action, c'est de carrer les Français dans leur bonne conscience, la bonne conscience des victimes. Car ils sont du côté des victimes, n'est-ce pas ? Le sont-ils tous ?

Holocauste innocente les miliciens, les brigades spéciales de la police française, qui ont livré les résistants à la Gestapo, c'est-à-dire au peloton d'exécution et aux camps d'extermination ; innocente Darquier et ses semblables du commissariat aux affaires juives, les délateurs, les collabos et les lâches.

Pour les erreurs, je laisse aux historiens le soin de les relever, mais ne parler des persécutions en Allemagne que lorsqu'elles s'exercent contre les juifs, après la « Nuit de cristal » (1938), passer sous silence le fait que communistes, socialistes et syndicalistes allemands ont été assassinés, arrêtés, internés dès 1934, présenter Buchenwald comme si le camp n'était peuplé que de juifs, alors qu'ils y étaient minorité, c'est fausser l'analyse du nazisme.

Mauvais, enfin, cet *Holocauste*, parce que l'émotion ne passe pas.

Quand je me suis assise devant l'écran, j'avais la gorge nouée. Je redoutais une émotion incontrôlable au rappel de ce qui, d'après les articles que j'avais lus, serait certainement insoutenable. Presque tout de suite, ma gorge s'est desserrée. Non, cela ne me touchait pas. Ne croyez pas que je sois endurcie parce que je suis une revenante d'Auschwitz. Je serais au contraire bien plus vulnérable que personne. Qu'une seule image me soit montrée, et aussitôt se lève de ma mémoire un cortège d'images, plus violentes, plus précises, plus atroces que tout ce qu'on pourra jamais me montrer.

Pourquoi l'émotion ne passe-t-elle pas ? Parce que c'est une fiction ? Tout le théâtre est fiction, et pourtant... Même au cinéma, on est quelquefois bouleversé par des histoires. Il y a des films qui prennent aux entrailles. Chacun peut en citer.

Comment expliquer le choc qu'a produit cet *Holocauste* sur le peuple américain, sur le peuple allemand ? Quelqu'un a dit : « *C'est un méchant feuilleton, mais le résultat est là : il est efficace. Il a provoqué chez les Allemands une prise de conscience.* »

Un autre a avancé que, le film étant joué par des acteurs, il se rapproche du théâtre et a sur le spectateur un effet cathartique, comme la tragédie antique. Je n'y vois rien de semblable. Ce mélodrame est trop loin de Sophocle. S'il se produit quelque chose qui approche de la catharsis, cela tient, il me semble, à la télévision même, à la télévision comme moyen : au fait que des millions de gens voient, en même temps, la même chose, et que tous en parlent ensuite.

Alors, comment expliquer que ce mauvais film ait provoqué pareille commotion ? Je crois que l'explication est ailleurs. Si le film touche, c'est que la déportation, la solution finale, sont entrés dans la conscience universelle. On a parlé d'oubli. On s'est trompé. S'il est exact que, par vouloir-vivre, les individus ont essayé d'oublier (c'est dur de vivre dans la culpabilité, et à quoi sert le remords, de toute façon ?), on constate qu'à leur insu les consciences individuelles ont été marquées. Il y a résonance parce qu'il y a boîte de résonance. La boîte de résonance, c'est la conscience. Des cicatrices y étaient gravées. Preuve ? Il suffit d'un médiocre feuilleton pour les raviver.

Tous les survivants des camps ont craint de n'être pas entendus, ont eu le sentiment de n'être pas crus, tant ce qu'ils rapportaient est incroyable. Et ils se disaient : « *Nous disparus, tout sera englouti dans l'oubli.* » Qu'ils se rassurent.

Il y a sur les camps nazis, sur les chambres à gaz et le génocide de populations entières (juifs, tziganes), un grand nombre de livres, de témoignages irréfutables. Cet *Holocauste* ne leur ajoute rien, mais il a révélé que la conscience historique de l'humanité a été marquée de manière indélébile.

(*) *Le Convoi du 24 janvier*, de Charlotte Delbo, vient d'être réédité aux Editions de Minuit. Elle est aussi l'auteur d'une trilogie intitulée *Auschwitz et après (Aucun de nous ne reviendra, Une connaissance inutile, Mesure de nos jours)*. Même éditeur.

La résurrection des morts

par PAUL GINIEWSKI (*)

APRES *Holocauste*, il apparaît utile d'ajouter un trait, d'exprimer une idée que ses images n'ont pas montrés.

Quels effets ont opéré les morts de l'holocauste sur les juifs survivants ? Ils ont été nombreux et variés. Des Juifs ont tenté de disparaître, par l'assimilation, la conversion. Des théologiens ont mis en cause l'existence même de Dieu : ils ont parlé de son éclipse, de sa mort. Et il y a eu l'Etat juif : car en un sens, c'est d'Auschwitz qu'Israël est né.

Pour les Juifs israéliens, ces six millions de morts ont le même sens que pour nous. Mais avec une différence.

∴

Après la guerre de six jours de juin 1967, Israël a publié un recueil de lettres de soldats tombés au champ d'honneur.

Quelques jours avant sa mort, un jeune officier de parachutistes, Mordehaï Ofer, avait visité le musée des victimes du nazisme au kibboutz Lohame Haguettaoth. Il avait écrit à sa fiancée : « *Je ressens l'angoisse et l'horreur qu'expriment leurs regards, la souffrance des Juifs derrière les barbelés. Je ne l'oublierai jamais. Mais de cette horreur et de cette impuissance est née en moi la volonté inébranlable d'être fort, fort jusqu'aux larmes, fort et acéré comme un couteau, calme, terrible et dangereux. Voilà ce que je veux être, pour qu'il n'y ait plus jamais des regards comme ceux-là derrière des barbelés électrifiés. Il n'y en aura plus si je suis fort, si nous sommes tous des Juifs forts et fiers qui ne se laissent jamais plus conduire à l'abattoir.* »

Quand Mordehaï Ofer est monté à l'assaut, il n'était pas simplement animé par le souvenir des Juifs assassinés. En réalité, ces Juifs revivaient en lui et en chaque combattant. Car dans leurs wagons plombés, dans leurs chambres à gaz, chacun de ces Juifs a rêvé de tenir une arme et de faire face à ses bourreaux.

Chaque Israélien éprouvait le même sentiment, le même aiguillon et sentait que ces millions de morts lui indiquaient la voie. Ils soutenaient son bras, comme jadis l'Eternel quand il avait tenu le bras défaillant de Moïse. Pas seulement ceux qui s'étaient battus dans les ghettos. Mais les femmes, les vieillards, les enfants marchaient à côté de chaque combattant. Et les victoires d'Israël ont été leurs victoires. Ils sont ainsi moins atrocement, moins inutilement, moins réellement morts aujourd'hui. Si leur mémoire, leur présence, leur existence produisent de tels effets, c'est qu'ils ont, dans un sens, ressuscité. Les disparus ont rejoint les rangs de la nation et ne font plus qu'un avec elle. Israël sera un peuple fort, comme au temps de Moïse, tant que ce bras restera étendu, tant que le souvenir des morts de l'holocauste l'animera. Ou encore, tant qu'Israël saura qu'il se bat et existe pour empêcher un nouvel holocauste.

∴

En 1973, un autre soldat tué avait écrit un dernier message. A son père : « *Quand j'ai vu leurs chars foncer sur moi de toutes parts, je n'ai pu me souvenir que d'une seule chose : du numéro que tu as, tatoué sur l'avant-bras. C'est à cause d'Auschwitz que je me suis battu.* »

C'est la leçon qu'Israël a tirée de l'holocauste. Israël fait régresser l'horreur de l'immense pogrom de 1933-1945. Israël rend plus sereine notre douleur, quand nous voyons la mort des assassinés produire de tels effets.

Il faut croire à la résurrection des morts. Israël en est l'une des formes.

(*) Ecrivain et journaliste.

Et l'antisémitisme ordinaire ?

TANDIS que la France versait encore des larmes sur Holocauste, *une commerçante du dix-septième arrondissement subissait les invectives d'une cliente irascible, qui lui reprochait d'être juive, et menaçait de le faire savoir à tous les habitants de la rue. Dans un café, deux hommes, commentant le film, s'indignaient d'abord de la cruauté nazie, pour exposer ensuite leurs griefs... contre les juifs.*

*On doute qu'*Holocauste *ait suscité, parmi les téléspectateurs, la moindre réflexion sur le racisme ordinaire. Et pourtant, la barbarie qu'on leur montrait en était la conséquence extrême.* Holocauste *n'aura peut-être servi qu'à procurer une « belle âme » aux antisémites. Ils pourront ensuite, s'étant apitoyés comme il convenait, le cœur tranquille, l'esprit soulagé, continuer de nourrir leurs tristes chimères. Ce film n'aura pas entamé l'image qu'ils ont d'eux-mêmes. Une œuvre est médiocre lorsqu'elle évite de nous atteindre dans nos retranchements. On n'a pas le droit d'être médiocre sur un grand sujet.*

FRANÇOIS BOTT.

Le sang de l'ironie

par TAHAR BEN JELLOUN (*)

J'AVAIS treize ou quatorze ans. Notre professeur d'histoire nous projeta à la salle Bastianelli à Tanger *Nuit et brouillard*, le film d'Alain Resnais et de Jean Cayrol.

Nous découvrions avec stupeur le meurtre colossal commis en plein jour de l'histoire. Traumatisés, nous ravalions nos larmes en silence. Une élève s'évanouit. Ce fut pour nous un enseignement et un choc qui mettaient fin à notre adolescence.

Tôt, nous avons appris que l'homme est capable, n'importe quand, n'importe où, de pratiquer la haine et la mort systématique sur l'homme. Tôt, nous avons su que les valeurs humaines n'étaient souvent qu'un voile mis sur l'horreur : le calcul égoïste de l'économie ; le désir violent de la domination ; la haine acharnée de la différence.

Notre professeur nous fit ensuite une leçon de langage : ceci est un génocide. Pas unique. L'histoire en compte d'autres : les Indiens d'Amérique, les Arméniens, etc.

En ce temps-là, la France envoyait ses enfants à la guerre en Algérie. En ce temps-là, la France avait déjà commis le massacre de Sétif (1) et son armée pratiquait dans les caves les tortures sur des résistants algériens.

Ainsi commença notre chemin de la désillusion, et notre adolescence ne fut pas un bel âge. L'histoire avait sa logique implacable : un massacre peut en entraîner un autre.

Non, jamais nous n'avions dit : « *Hitler, connais pas.* »

Tôt, nous sûmes que l'histoire peut avoir de l'ironie, une ironie sanglante. Car nous apprenions, à peu près au même âge, qu'un village arabe avait été décimé, un village de Palestine, Deir-Yassine (2).

(*) Ecrivain marocain.

(1) 8 mai 1945.
(2) 9 avril 1948.

Le souvenir ne suffit pas

par GUY AURENCHE (*)

LES partisans d'*Holocauste* justifient sa diffusion en disant : « *Il faut se souvenir, se souvenir toujours pour que ce massacre ne se reproduise plus jamais.* » Je suis scandalisé par le caractère partiel d'une telle réaction qui nous donne bonne conscience.

Comment peut-on prononcer ces phrases sans ajouter immédiatement... que le même type de massacre est une réalité d'aujourd'hui à travers le monde. Comment oublier que les hommes de 1979 ont pu faire disparaître un million de Cambodgiens, torturer quatre-vingt mille à cent mille chrétiens, exterminer plus de cent mille hommes et femmes de la Guinée équatoriale, psychiatriser ou rééduquer plusieurs centaines de milliers de Soviétiques...

Le souvenir ne suffit pas, sous peine de reléguer au musée du passé ce qui constitue aujourd'hui l'écrasement de l'homme par l'homme. Par exemple la torture est un mode de gouvernement dans tous les continents, y compris le nôtre, qui après l'attitude française en Algérie, connaît la destruction de certains prisonniers en R.F.A. par la technique de l'isolement sensoriel, le broyage psychologique de trois mille prisonniers dans les camps d'Irlande du Nord.

Non, vraiment le souvenir ne suffit pas, sous peine d'être un alibi, servant d'utile soupape de décompression pour une opinion publique à laquelle on veut faire avaler des « bavures » de plus en plus nombreuses.

Qui nous a dit que la « bavure » du commissariat peut conduire à la répétition de l'holocauste nazi ?

Qui nous a dit non seulement : « *Souvenez-vous* », mais aussi, « *Regardez autour de vous !* »

Quelle publicité a été faite à la télévision lors de la sortie de la version française du rapport d'Amnesty International ? Un tel ouvrage est, par exemple, le complément indispensable à l'évocation de la période nazie.

Le souvenir ne suffit pas. Il faut également montrer les milliers d'êtres humains qui aujourd'hui luttent pour défendre les Droits de l'homme. Attirer l'attention des éducateurs sur l'importance de ce feuilleton télévisé est une chose. Il nous reste à avoir le courage de dire que ce mal n'a pas déserté la Terre, mais que l'holocauste est présent et nous menace tous. Puis nous nous mettrons tous au travail.

(*) Avocat à la cour d'appel de Paris. Responsable de la section française du mouvement international des juristes catholiques, président de l'action des chrétiens pour l'abolition de la torture.

Comment rêvent les français
Jean Duvignaud
Françoise Duvignaud, Jean Pierre Corbeau
La banque des rêves
essai d'anthropologie du rêveur contemporain
"... une France différente, la France des fantasmes et des songes, la France de la nuit"
JOSETTE ALIA (LE NOUVEL OBSERVATEUR)
PAYOT

Peut-on vivre
Roumanie aujourd
Pau
Gom
Le tremblen
des homm



هكذا من الأصل

Le Monde

étranger

LA GUERRE SINO-VIETNAMIENNE

Alors que les Etats-Unis se mettent à prêcher la modération — le sous-secrétaire d'Etat, M. Warren Christopher, a reçu, samedi 24 février, l'ambassadeur chinois et son homologue soviétique, — le Kremlin poursuit ses attaques contre l'« encouragement » américain à l'« agression » chinoise contre le Vietnam. Dimanche, la « Pravda » a affirmé que la visite en Chine du secrétaire au Trésor américain, M. Blumenthal (voir l'article de notre correspondant à Pékin), « *peut seulement servir à encourager l'agresseur à faire la guerre sur le territoire d'un autre Etat* ». *L'« Etoile rouge »*, le quotidien de l'armée, a pris une position similaire. L'agence Tass, dans une dépêche datée de Pékin, avait accusé la Chine, samedi, de semer des fausses nouvelles « par l'intermédiaire des ambassadeurs de certains pays occidentaux » et avec l'« aide des correspondants de presse » de ces pays.

Samedi, au cours de la réunion du Conseil de sécurité des Nations unies à New-York, le délégué vietnamien, M. Ha Van Lau, a affirmé que « Washington et Tokyo ont donné leur accord, sinon leur encouragement, à l'agression chinoise » et « prouvé leur complicité avec les agresseurs de Pékin » en liant les questions sino-vietnamienne et vietnamo-cambodgienne. Après s'être réuni samedi et dimanche, le *Conseil a ajourné ses débats à mardi. Dimanche*, Chinois et soviétiques, auteurs chacun d'un projet de résolution, se sont violemment affrontés. Le représentant du Kremlin a laissé entendre qu'il opposerait son veto à toute résolution qui ne condamnerait pas l'« agression » chinoise. Les autres membres du Conseil continuent de se consulter en privé pour tenter de parvenir à un accord sur un texte susceptible de mettre fin au conflit indochinois. Les cinq pays de l'ASEAN (Association des nations d'Asie du Sud-Est) ont fait circuler un projet de résolution demandant le retrait de toutes les troupes étrangères des zones de conflit, ce qui inclurait à la fois les troupes chinoises se trouvant au Vietnam et les troupes de Hanoï qui occupent le Cambodge.

En Allemagne fédérale, M. Schmidt a critiqué, dimanche à la télévision, l'« action punitive » chinoise, nous indique notre correspondant à Bonn. Se référant à l'invasion préalable du Cambodge, le chancelier a ajouté que personne ne devrait envoyer de troupes en territoire étranger. Il a estimé que, face au conflit sino-vietnamien, l'Union soviétique se conduisait d'« une façon très réservée, et je voudrais presque dire avec sagesse ». La question se pose toutefois de savoir combien de temps les choses pourraient en rester là si « des opérations militaires de plus grande envergure » étaient entreprises à la frontière sino-vietnamienne.

Samedi, le représentant de la France au Conseil, M. Leprette, avait déclaré : « Le gouvernement français considère que les opérations en cours doivent cesser immédiatement et les forces d'intervention qui ont pénétré au Vietnam se retirer à l'intérieur de la frontière internationale. » « La France se voit aujourd'hui confirmer, comme elle l'était déjà par les événements du Cambodge, dans la conviction qu'il n'est d'autre moyen d'assurer le maintien de la paix et de la stabilité dans la région que par le respect scrupuleux de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de chacun des Etats qui la composent. »

Nous n'avons pas encore achevé de donner une bonne leçon au Vietnam

déclare l'un des vice-premiers ministres chinois

De notre correspondant

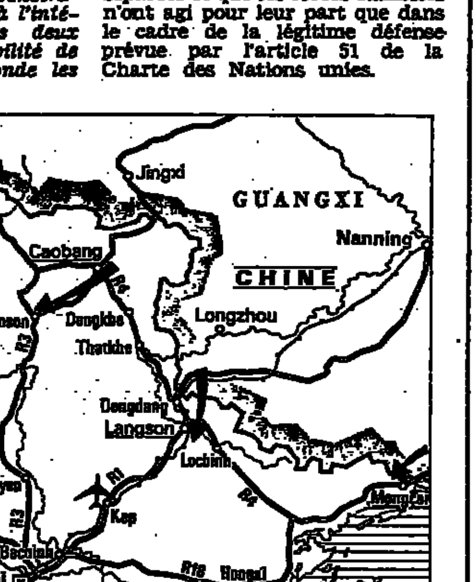
Pékin. — Pour la première fois depuis le début du conflit, quelques précisions ont été données, dimanche soir 26 février, à Pékin sur les objectifs des forces chinoises au Vietnam. Répondant aux questions des journalistes qui accompagnent le ministre britannique de l'industrie, M. Varley, le vice-premier ministre M. Wang Zhen a assuré que les troupes de l'A.P.L. n'avaient « *aucune intention* » d'atteindre Hanoï ou la région du delta du fleuve Rouge. Interrogé sur la durée probable des opérations, il a de nouveau souligné leur caractère « *limité* ». « *Ce que nous voulons*, a-t-il dit, *c'est défendre notre région frontalière et y sauvegarder la paix.* » Il a cependant ajouté que la Chine « *n'avait pas encore achevé de donner une bonne leçon au Vietnam* ».

Les observateurs rapprochent les précisions données par le vice-premier ministre chinois d'indications en provenance de l'étranger, mais en partie recoupées à Pékin, suivant lesquelles les forces chinoises auraient l'intention de pénétrer assez profondément en territoire vietnamien sur deux axes principaux à partir de Laocai et de Langson pour arriver à proximité — à portée d'artillerie — des deux importants aérodromes de Yenbai et de Kep (*le Monde* des 25-26 février). Ces deux localités sont en effet situées à l'orée de la région montagneuse qui s'étend vers le sud depuis la frontière et en bordure de la plaine de Hanoï. Yenbai et Kep sont cependant situées respectivement à 125 et 75 kilomètres de la frontière. On imagine avec inquiétude l'âpreté et la durée des combats qui vont se dérouler si tels sont bien les objectifs des Chinois.

Cette inquiétude a été exprimée sans ambiguïté dimanche soir — et avec une franchise notable, compte tenu des circonstances — par le secrétaire américain au trésor, M. Blumenthal, lors du banquet offert en son honneur par le ministre chinois des finances, M. Zhang Jingfu. Après avoir souligné que les relations bilatérales sino-américaines « *ne sauraient s'épanouir que dans un monde de paix et de stabilité* », M. Blumenthal a mis ses hôtes en garde contre « *les invasions limitées* » qui comportent le risque de guerres plus étendues et dressent l'opinion publique contre leurs auteurs. « *Dans les dernières semaines*, a-t-il ajouté, *nous avons assisté à une invasion du Cambodge par le Vietnam et, consécutivement, à une pénétration frontalière chinoise à l'intérieur du Vietnam. Ces deux actions menacent la stabilité de l'une des régions du monde les plus importantes et les plus prometteuses, l'Asie du Sud-Est. Nous nous sommes opposés à ces deux actions militaires... Nous continuons à faire connaître nos profondes inquiétudes devant la possibilité d'un élargissement de ce conflit avec d'imprévisibles et graves conséquences pour les nations de la région et au-delà.* »

La presse, qui rend compte du banquet offert en l'honneur du secrétaire américain au Trésor, ne cite pas ce passage de son allocution. On remarque, d'autre part, qu'elle n'avait pas encore fait état lundi du message personnel adressé par le maréchal Tito au président Hua Guofeng et qui a été remis samedi soir au ministre chinois des affaires étrangères par l'ambassadeur de Yougoslavie.

Certains observateurs estiment que la publicité donnée à Pékin à diverses prises de position étrangères — roumaine notamment — réclamant le retrait simultané des troupes vietnamiennes du Cambodge et chinoises du Vietnam indique porbablement le genre de règlement souhaité par la Chine quoi qu'en dise sa délégation à l'ONU qui maintient que les deux affaires sont séparées et que les forces chinoises n'ont agi pour leur part que dans le cadre de la légitime défense prévue par l'article 51 de la Charte des Nations unies.



En même temps toutefois, on s'inquiète de la prolongation des opérations au-delà des limites dans lesquelles un élargissement du conflit peut être évité. Les sources soviétiques dans la capitale chinoise continuent d'affirmer que l'U.R.S.S. n'a aucune intention d'entamer des opérations militaires sur sa frontière avec la Chine. Mais les mêmes sources commencent à dire que Pékin fait tout pour provoquer une telle réaction, y compris en faisant savoir que des mesures de précaution ont déjà été prises dans la région du Xinjiang.

Dans l'immédiat, la question est de savoir jusqu'à quel point le projet d'opération chinois s'est modifié depuis qu'il a été lancé. Le 20 février, M. Geng Biao, membre du bureau politique, affirmait à un interlocuteur suédois que l'affaire serait terminée dans un délai d'une semaine. Ce n'est pas la tournure que les événements prennent sur le terrain. Une raison supplémentaire d'inquiétude vient de la décision américaine de ne plus communiquer à la presse d'informations sur les opérations militaires, la situation étant désormais jugée « *trop sérieuse* » pour autoriser des confidences dont la publication pourrait restreindre la liberté de mouvement des parties intéressées.

ALAIN JACOB.

SUR LA FRONTIÈRE SINO-SOVIÉTIQUE

Un dimanche comme les autres à Khabarovsk...

De notre envoyé spécial

Khabarovsk. — *C'est un dimanche comme les autres à Khabarovsk, la plus grande ville de l'Extrême-Orient soviétique avec son demi-million d'habitants à une trentaine de kilomètres de la frontière chinoise sur le confluent de l'Amour et de l'Oussouri, les deux fleuves qui séparent les deux frères ennemis du communisme.*

Tout paraît calme, les gens sont très nombreux à déambuler sur l'avenue Karl-Marx, la seule grande artère de la ville qui conduit de l'aéroport jusqu'au parc de la culture et des loisirs surplombant le bassin de l'Amour. En face, les premiers contreforts montagneux appartiennent déjà à la Chine. Dans le parc, un haut-parleur hurle en français des chansons de Mireille Mathieu. Bien qu'il fasse près de moins 10 degrés, des queues se forment sur les trottoirs devant les marchands de glaces ou devant les magasins plutôt bien approvisionnés en légumes. Si la viande manque sur le marché officiel, on en trouve au marché parallèle en payant six fois plus cher. Dans l'ensemble l'approvisionnement a l'air satisfaisant, presque au niveau de Moscou, mais il est normal que des régions stratégiques soient plus ou moins prioritaires. Le soir au restaurant, tout le monde boit vodka et champagne soviétiques avant de danser au rythme des derniers succès anglo-saxons.

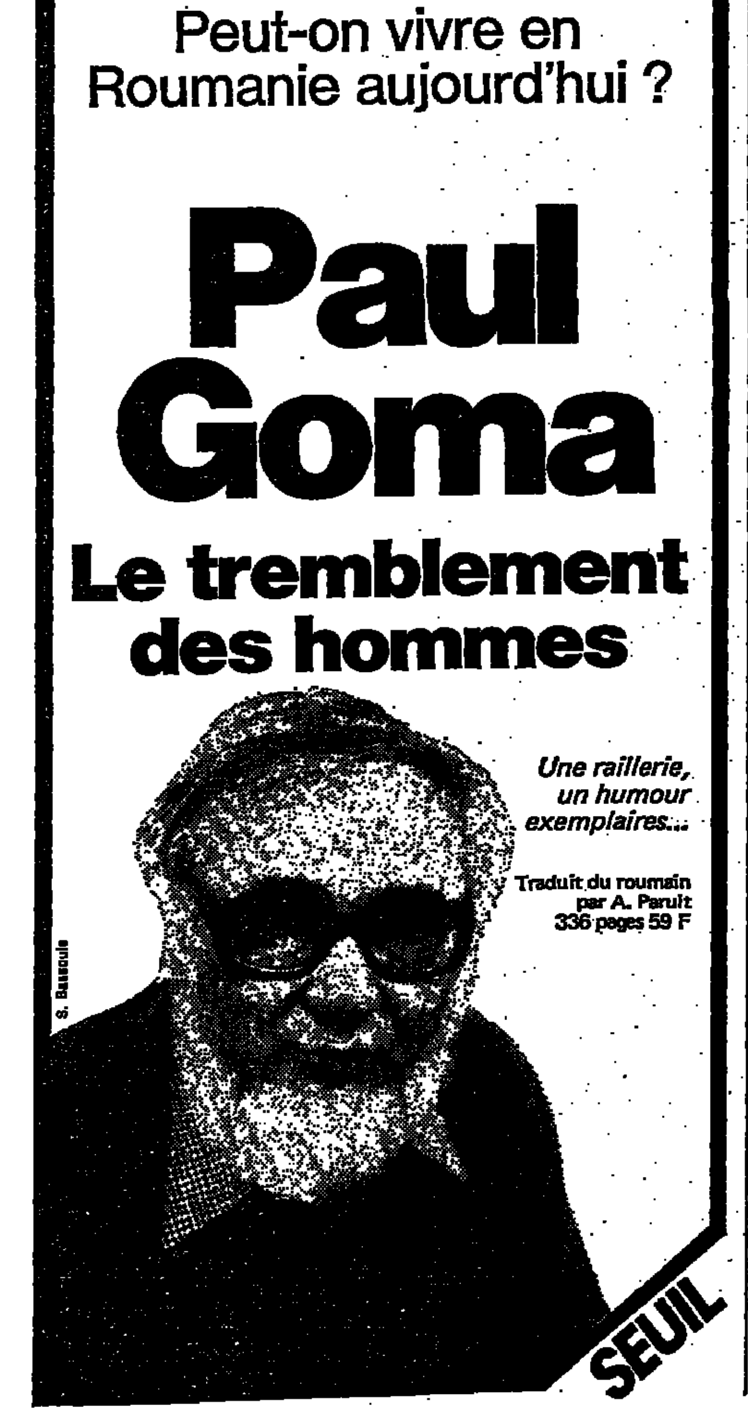
Rien ne trahit l'inquiétude d'une population pourtant bien placée pour connaître les conséquences dramatiques de la rivalité sino-soviétique. C'est, en effet, dans la région de Khabarovsk qu'ont eu lieu, il y a presque dix ans, des incidents les plus graves entre Soviétiques et Chinois. Le 2 et le 15 mars 1969, de violents combats ont opposé les gardes-frontières des deux pays pour le contrôle de l'île Damansky (Chen-Pao en chinois) sur le cours moyen de l'Oussouri. Après ces combats, qui auraient fait huit cents victimes du côté chinois et plus de deux cents du côté soviétique, des négociations sur le tracé des frontières se sont ouvertes à Pékin et, théoriquement du moins, elles n'ont pas été rompues. L'année dernière à la même époque, un incident moins grave s'était également produit non loin de Khabarovsk, sur le fleuve Amour. La ville fait partie de ces territoires périodiquement revendiqués par les Chinois à propos desquels Mao disait, en 1964 : « Nous n'avons pas encore présenté la note. »

Des réservistes rappelés ?

Construite sur une position stratégique qui commande l'accès de la Mandchourie, Khabarovsk est une des villes de garnison les plus importantes d'U.R.S.S. et le centre d'une grande région militaire qui, selon des sources chinoises, serait commandée par le général Petrov, ancien chef des conseillers militaires soviétiques en Ethiopie. Les nombreux militaires rencontrés dans les rues dimanche après-midi font donc partie du paysage. Ils tuent le temps entre les cafés et les cinémas, d'autres sont allés faire du ski dans les environs. Chargés des trouvailles rapportées de Moscou, les officiers, aperçus dans l'avion, ne semblaient pas regagner leur poste en toute hâte. Aussi les rumeurs complaisamment répandues dans la capitale sur la suppression des permissions dans les unités cantonnées à la frontière sino-soviétique paraissent-elles relever pour l'Extrême-Orient du moins, de la plus haute fantaisie. Seul indice d'une situation pas complètement normale : nous avons pu voir dans les rues de Khabarovsk des officiers de réserve en uniforme, ce qui donne à penser que des réservistes ont été rappelés.

Ce calme apparent est-il trompeur ? Un jugement définitif serait bien téméraire après quelques heures passées en ville (les environs sont pratiquement fermés aux étrangers). Mais, si les Soviétiques doivent riposter à l'invasion chinoise du Vietnam, rien n'indique pour le moment qu'ils le feront dans cette région. On ne sent ici aucune anxiété populaire comme d'ailleurs aucun intérêt spécial pour le conflit. Les journaux ne font preuve d'aucune originalité. Khabarovsk propose, certes, une variétés de slogans politiques supérieures à la moyenne, mais pas un n'exalte la solidarité avec Hanoï. C'est seulement dans l'avion venant de Moscou que les passagers ont été invités à penser au conflit quand l'hôtesse a proposé pour 5 roubles des pantoufles de ficelle fabriquées au Vietnam : une « contribution à l'aide à un peuple héroïque ».

DANIEL VERNET.



REMANIEMENT MINISTÉRIEL A HANOÏ

Le gouvernement vietnamien vient de procéder à un remaniement ministériel, qui a été annoncé, samedi 24 février, par l'agence vietnamienne d'information. M. Vo Chi Cong, l'un des sept vice-premiers ministres, a été déchargé du portefeuille de l'agriculture qu'il détenait depuis 1977 et qui a été attribué à M. Nguyen Ngoc Trieu. Un autre vice-premier ministre, M. Huynh Tan Phat — ancien chef du G.R.P. sud-vietnamien, — a été nommé président de la commission d'Etat pour la construction de base. Enfin, M. Vu Lap est relevé de son poste de président de la commission des nationalités, et remplacé par le ministre des forêts, M. Nguyen Van Kieu, auquel succède à ce poste M. Nguyen Tuan Tai. — *(Reuter.)*

[M. Vo Chi Cong, un des quatorze membres du bureau politique du P.C. vietnamien, était aussi un des principaux dirigeants de la résistance sudiste. Le fait qu'il ait été déchargé de ses fonctions moins de deux ans après avoir été nommé, est étonnant dans un pays où la longévité politique est la règle. Il faut toutefois noter qu'il avait été nommé pour redresser une situation agricole difficile — en particulier au Sud — et que celle-ci n'a cessé de se dégrader depuis lors.

D'autre part, la question des nationalités a pris, ces derniers temps, une importance accrue. En effet, les minorités ethniques du Nord vivent dans les provinces frontalières de la Chine — où les combats se déroulent — et des dissensions s'y sont fait jour depuis la suppression, en 1975, de leur statut d'autonomie.]

Hanoï se déclare prêt à soutenir une «longue guerre»

(Suite de la première page.)

Loin de se limiter dans le temps, l'espace et les moyens mis en œuvre, l'offensive chinoise s'étend en s'appuyant sur de considérables réserves en hommes. Des sources diplomatiques occidentales à Hongkong assurent que les forces de Pékin mobilisées pour cette véritable guerre comptent, pour le moment, deux cent cinquante mille hommes. Sur dix-sept divisions déployées avant le 17 février le long des 700 kilomètres de la frontière commune, sept à huit (soit de soixante-dix à quatre-vingt mille hommes) sont directement engagées au Vietnam. Elles disposent d'une couverture aérienne importante (plus de sept cents avions Mig-19 et F-9) et de l'appui des blindés et de l'artillerie lourde, dont les canons de 122 et 130 millimètres à tir rapide ont une portée de 30 kilomètres.

Vendredi, selon les mêmes sources, l'armée de l'air chinoise avait effectué de nombreuses missions d'appui au sol et de reconnaissance dans les limites des zones de combat. Des renforts de troupes et de matériel ont encore été envoyés la semaine dernière dans les provinces méridionales de la Chine. C'est bien plus qu'il n'en faudrait pour une opération limitée, même compte tenu de la valeur des forces armées de Hanoï.

Face à cette masse de chair et de fer, les Vietnamiens avaient aligné sept divisions des forces régionales et les milices locales d'autodéfense, soit environ cent mille hommes, qui ont opposé une forte résistance à la percée adverse, et continuent à le faire, en évitant cependant les engagements frontaux sur une grande échelle. Il ne semble toujours pas que la force aérienne vietnamienne soit intervenue directement contre celle de ses adversaires. On indique toutefois que des chasseurs-bombardiers F-5 (de fabrication américaine) pris en 1975 à l'armée de Saigon, et utilisés depuis plusieurs mois au Cambodge contre les troupes des Khmers rouges, ont été transférés à Hanoï ces jours derniers.

Les quatre à cinq divisions d'élite qui forment bouclier autour de la capitale n'avaient toujours pas bougé dimanche. En revanche, on indiquait de mêmes sources ici que les Vietnamiens avaient lancé vers la fin de la semaine dernière, avec des éléments de leurs troupes stationnées dans la province laotienne de Phong-Saly, une contre-offensive dans les régions de Laichau et Loacai, au Nord-Ouest.

Il y a deux jours, M. Phan Hien, vice-ministre des affaires étrangères du Vietnam, déclarait à deux parlementaires américains en visite à Hanoï que son pays était prêt, s'il le fallait, à soutenir une « *longue guerre* » pendant des mois et mêmes des années. Interprétant ce propos à sa façon, Chine nouvelle écrit ce lundi : « *Les dirigeants vietnamiens appellent ouvertement à une longue guerre contre la Chine...* » Une hypothèse que l'on ne peut pas non plus exclure.

R.-P. PARINGAUX.

PROCHE-ORIENT

LE YÉMEN DU SUD : un Cuba arabe

I. — L'élimination de la « gauche opportuniste »

De notre envoyé spécial JEAN GUEYRAS

Aden. — Les murs de la ville sont littéralement recouverts d'affiches à la gloire du parti unique qui vient de naître. Elles rappellent que la République démocratique et populaire du Yémen est depuis la mi-octobre dotée d'un *« parti d'avant-garde d'un type nouveau »* : le parti socialiste du Yémen. Celui-ci consacre désormais l'unité d'action qui existait depuis 1975 entre la principale formation politique du pays, le Front national de libération, et ses deux alliés, l'Union démocratique populaire, de tendance communiste, et le parti de l'avant-garde populaire, formé d'anciens baasistes.

Les inscriptions qui dans les quartiers populaires du Crater et de Cheikh-Osman, recouvrent parfois les graffiti tracés à la hâte par les militants du F.N.L., il y a près de quinze ans, au cours de la lutte armée contre les Britanniques, soulignent que l'objectif essentiel du nouveau parti est *« la construction du socialisme en terre yéméniste »* ; que désormais c'est à lui seul qu'incombe la tâche de *« diriger et orienter la révolution et l'Etat »*, *« armé de la seule idéologie de la classe ouvrière »*, dans le but d' *« élever le niveau de vie de la population »*, tout en *« resserrant les liens d'amitié avec les pays socialistes »*.

D'autres inscriptions rappellent qu'il y a encore quelques mois, fin juin, le rôle dirigeant du parti avait été mis en question. Elles stigmatisent *« les tendances individualistes »*, et soulignent que *« c'est le parti qui dirige le fusil et non le contraire »*. Au Yémen du Sud, proclament-elles, *« il n'y a plus de place pour la droite réactionnaire et la gauche opportuniste et conspiratrice »*. Il y a belle lurette que la « droite réactionnaire » a disparu de la scène politique, éliminée graduellement au terme d'épurations successives qui ont fait du F.N.L., à l'origine une formation nationaliste arabe d'inspiration nassérienne, un parti monolithique s'inspirant des principes du « socialisme scientifique ». C'est désormais la lutte contre la « gauche opportuniste » qui est à l'ordre du jour et bon nombre d'affiches dénoncent les méfaits du « culte de la personnalité », assimilé en l'occurrence à l'action de l'ancien président de la République, Salem Ali Robaya, éliminé du pouvoir en juin dernier et exécuté à l'issue d'un procès sommaire.

La légende de « Salmine »

L'élimination de « Salmine », nom de guerre de l'ancien chef de l'Etat qui avait été l'un des héros de l'insurrection armée contre les Britannique, a été suivie d'une longue et méthodique campagne d'explication dans le pays dans le but de détruire la légende que l'ancien chef de l'Etat avait réussi à créer autour de son personnage. Leader charismatique, « Salmine » était incontestablement le plus populaire des dirigeants historiques du F.N.L. Issu d'une famille de paysans pauvres, il était demeuré très proche des petites gens avec lesquels il entretenait des contacts personnels. Tous ceux qui avaient des problèmes à régler s'adressaient à lui directement et étaient sûrs de recevoir satisfaction. Travailleur infatigable — il passait pour ne dormir que trois heures par nuit — il connaissait le pays dans ses moindres recoins et n'hésitait pas à accomplir de longs déplacements en province pour régler des problèmes qui normalement étaient du ressort des autorités régionales.

Le procès posthume conduit par le parti pour démythifier le personnage de « Salmine » revêt à la fois l'aspect d'une autocritique et d'un règlement de comptes. L'ancien chef de l'Etat est devenu le bouc émissaire auquel sont désormais attribués tous les aspects négatifs du régime depuis près de onze ans. C'est ainsi que le curieux article du code pénal interdisant aux Yéménites de parler aux étrangers, même arabes — disposition aujourd'hui tombée en désuétude — aurait été imposé par « Salmine ». On lui impute aussi le projet de regrouper tous les non-Yéménites dans le quartier de Khormaksar qui aujourd'hui abrite la plupart des ambassades étrangères. Ce projet n'a jamais été mis en exécution

Salem Ali Rubaya était depuis août 1971, date à laquelle l' *« aile réactionnaire »* du F.N.L. avait été définitivement écartée du pouvoir, président du conseil présidentiel, partageant les responsabilités de l'Etat avec les deux autres membres de l'instance suprême du régime, M. Abdel Fattah Ismail, secrétaire général et idéologue du parti et M. Ali Nasser Mohamed, chef du gouvernement. C'était d'ailleurs Abdel Fattah Ismail lui-même qui avait proposé la candidature de « Salmine » au poste de chef de l'Etat, tout en connaissant — nous assure-t-on aujourd'hui — ses tendances « individualistes et anti-parti ». En fait, le secrétaire général du F.N.L. espérait que Salem Ali Rubaya, dont les options politiques n'étaient pas encore bien définies, évoluerait rapidement et qu'il se soumettrait à la loi d'airain du parti.

Le pot de terre et le pot de fer

C'est le contraire qui se produisit. Dès son accession à la magistrature suprême de l'Etat, « Salmine » prit ses distances à l'égard du parti tel que l'envisageait son secrétaire général, estimant que le Yémen du Sud n'avait nullement besoin d'un « parti d'avant-garde », mais plutôt d'un « parti démocratique » qui ne serait que l'un des rouages de l'Etat et non son moteur. A l'époque, toutefois, les divergences étaient demeurées superficielles et n'avaient pas empêché une collaboration fructueuse au sein de la troïka.

Les relations entre les « dirigeants historiques » du F.N.L. ne tardèrent pas s'envenimer dès qu'il fut question, au cours des années 1973-1975, de la création d'un parti unique. Ali Robaya mit tout en œuvre pour écarter une telle éventualité, multipliant les mesures d'intimidation et les menaces à l'égard des dirigeants communistes et baasistes qu'Abdel Fattah Ismail voulait intégrer au parti pour marquer d'une manière irréversible l'orientation socialiste du régime. A cet égard, le « congrès d'unification » qui donna naissance, en octobre 1975, à l'Organisation politique unifiée — Front national — constitua la première défaite politique de « Salmine ». Il ne s'avouait cependant pas vaincu : l'unité n'était pas encore totale et les communistes et socialistes qui avaient adhéré au F.N.L. maintenaient intactes leurs organisations respectives au cas où de nouvelles difficultés viendraient empêcher la création du « parti d'avant-garde » qui devait se substituer au Front national.

Implacable, la lutte entre « Salmine » et le secrétaire général du F.N.L., Abdel Fattah Ismail, « gardien de l'orthodoxie du parti » était par trop inégale. Contre un dirigeant s'appuyant sur la majorité du bureau politique et du gouvernement, l'appareil du parti et les militants du F.N.L. *« éduqués sur la base du socialisme scientifique »*, ainsi que sur les experts du camp socialiste qui encadraient l'armée, les forces de sécurité et les milices populaires, « Salmine » ne disposait que de sa popularité et de son réseau de fidèles.

« C'était le combat du pot de fer contre le pot de terre et son issue ne faisait guère de doutes », nous a déclaré à ce propos un expert étranger qui a vécu de près les péripéties de ce conflit. Amené à prendre le contre-pied de la politique officielle du régime dans presque tous les domaines, le chef de l'Etat s'opposait avec acrimonie à son puissant rival.

Les apparences étaient toutefois sauves et les membres du conseil présidentiel continuaient d'afficher en public une unanimité feinte. Se sentant de plus en plus isolé au sein du bureau politique du parti, dont il est nominalement le secrétaire général adjoint, et dont l'appareil est repris énergiquement en main par Abdel Fattah Ismail, « Salmine » cherche, à partir de mars 1978, à renforcer ses positions avec l'armée où il disposait encore de fidèles concours, notamment au sein des unités stationnées dans le troisième gouvernorat ou dépendant directement de la présidence de la République. La réplique ne tarde pas. En avril, le parti nommait Hussein Qamatah, le commandant des milices populaires, à la tête d'un comité spécial chargé de réorganiser les forces armées. De nombreux militaires partisans du chef de l'Etat, hostiles à toute politisation de l'armée, furent alors démis de leurs fonctions et emprisonnés.

Ainsi tous les éléments d'une confrontation décisive sont en place lorsque, le 24 juin, la radio de Sanaa annonce que le chef de l'Etat nord-yéménite a été tué par l'explosion de l'attaché-case d'un envoyé personnel de Salem Ali Robaya. Sommé de s'expliquer sur les accusations de Sanaa devant le comité central du parti convoqué dès le lendemain, « Salmine » refuse de se justifier et est contraint de démissionner de toutes ses fonctions. En échange, il reçoit l'assurance qu'il pourra quitter le Yémen du Sud pour le pays de son choix — en l'occurrence l'Ethiopie — avec tous les honneurs militaires dus à son rang. Le comité central se réunit dans la soirée au siège du gouvernement — qui fait face au palais présidentiel situé sur une colline fortifiée du nord d'Aden — pour entériner les décisions du bureau politique. La séance se déroule sans incident, mais les principaux dirigeants du régime, réunis peu après dans la résidence du chef du gouvernement située dans les jardins de la présidence du conseil, sont surpris vers 2 h du matin par un pilonnage d'artillerie provenant du Palais Rond. Ce bâtiment, en forme de rotonde, qui domine la baie d'Aden, est lié au palais présidentiel par des souterrains où, on l'apprendra par la suite, « Salmine » avait installé son « état-major insurrectionnel ».

Pris de court par le bombardement, le secrétaire général du parti, Abdel Fattah Ismail, le chef du gouvernement, Mohamed Ali Nasser, ainsi que les principaux membres du gouvernement, s'éparpillent dans les collines avoisinantes. Ils mettront plusieurs heures pour entrer en contact avec leurs troupes et organiser la riposte. Celle-ci ne sera effective que tôt dans la matinée du 26 juin, avec l'entrée en action des Mig-21 qui, toute la journée, se relaieront par groupe de trois au-dessus du quartier général présidentiel pour le pilonner avec une remarquable précision.

Les milices populaires, pour leur part, se chargent de « neutraliser » les partisans de Salmine, dans les différents quartiers de la capitale, notamment dans le secteur de l'aéroport, à Khormaksar, où, selon certains témoignages, le chef de l'état-major de l'armée aurait été tué. Vers 6 heures du soir, Salmine sentant la partie perdue, se rendit. Jugé à huis clos par un tribunal spécial, il fut exécuté trois heures plus tard avec deux de ses plus proches collaborateurs. Cette hâte était sans doute destinée à démoraliser ses partisans qui, en dépit de l'épuration entreprise depuis avril, demeuraient assez nombreux dans l'armée, notamment dans le troisième gouvernorat, où il fallut près de trois jours aux milices populaires pour réduire les dernières poches de résistance.

Etant donnée la disproportion des forces en présence, on peut s'interroger sur les motifs qui ont poussé l'ancien chef de l'Etat à se lancer dans une entreprise suicidaire. Comptait-il sur des appuis étrangers qui ont tardé à venir ? A-t-il surestimé son degré de popularité et son influence au sein de l'armée ? Autant de questions qui demeurent sans réponses. Autre point d'interrogation majeur : Salem Ali Robaya a-t-il vraiment téléguidé l'assassinat du colonel Ghachemi ? Les dirigeants d'Aden n'en doutent pas. Officieusement, on explique que l'ancien chef de l'Etat, sentant le pouvoir lui échapper, a voulu, en provoquant une grave crise dans la région, reprendre le contrôle de la situation à la faveur d'un conflit armé entre le Yémen du Sud et ses « voisins réactionnaires ». Cette thèse paraît plausible à ceux qui connaissaient bien Salem Ali Robaya. En dépit de sa réputation de *« réaliste »* et de *» modéré »*, il demeurait le partisan terroriste résolu qu'il avait été contre les Britanniques et il ne répugnait pas à utiliser parfois contre ses adversaires des méthodes d' « action directe » peu orthodoxes. Toutefois, aucun des documents officiels dénonçant l'action de « Salmine », n'apporte la moindre preuve matérielle pour étayer une accusation, qui demeure surtout fondée sur une présomption. Il est d'ailleurs significatif que certains milieux de l'opposition nord-yéménite, pourtant proches du régime d'Aden, n'excluent pas, dans les conversations privées, que le colonel Ghachemi, ainsi que l'émissaire sud-yéménite, porteur du fatal attaché-case piégé, aient pu être les victimes d'une machination montée de toutes pièces par les services de renseignements de Sanaa.

Après la liquidation de Salmine et de la « gauche conspiratrice et opportuniste », tout le pouvoir appartient désormais au parti, qui a les mains libres pour organiser le pays sur la base du « socialisme scientifique ».

Prochain article :

DES ALLIÉS FERVENTS DE MOSCOU

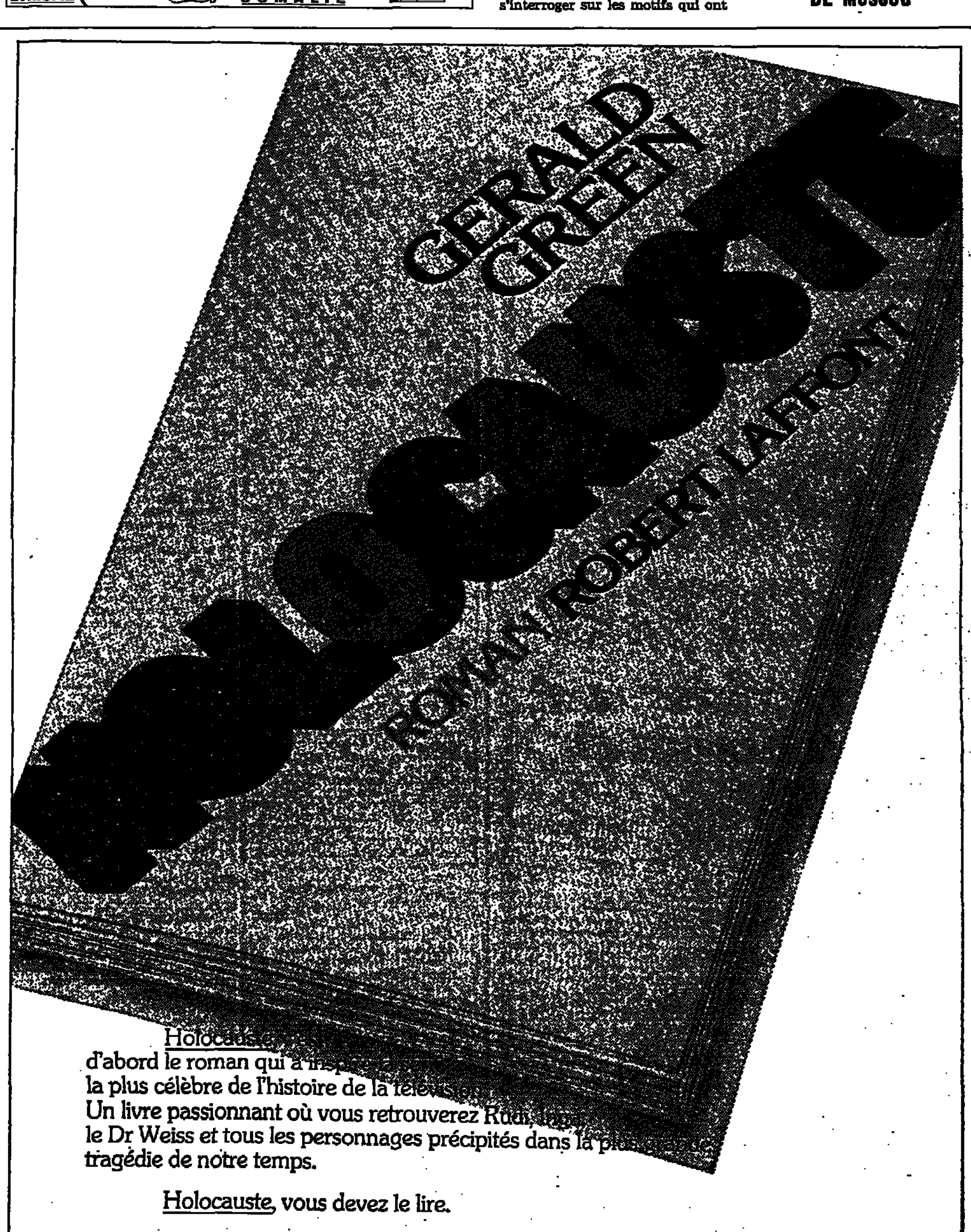
PARIS NOUAKCHOTT

et aussi

ABIDJAN, ACCRA, BAMAKO, BANGUI, BRAZZAVILLE, CASABLANCA, CONAKRY, COTONOU, DAKAR, LAGOS, LOME, N'DJAMENA, NIAMEY, OUAGADOUGOU.

AIR AFRIQUE

La plus grande fréquence de vols vers et à travers l'Afrique





هكذا من الأصل

PROCHE-ORIENT

LA SITUATION EN IRAN

L'ayatollah Khomeiny annonce que le «criminel Bakhtiar» s'est enfui à l'étranger

L'épuration de l'armée se poursuit

De notre envoyé spécial

Téhéran. — L'ayatollah Khomeiny, qui a annoncé son intention de regagner jeudi la ville sainte de Qom, a indiqué, au cours d'entretiens avec des Koweïtiens et des Libanais, que M. Bakhtiar, ancien premier ministre, *« s'est enfui du pays »* et que l'Iran demandera son extradition, *« de même que celle du chah, afin que ce dernier puisse être jugé par un tribunal populaire ». « Bakhtiar est un criminel. Il a ordonné des massacres et a proclamé lui-même que rien ne pouvait se faire sans son autorisation. Au nom de la nation iranienne, nous appelons tous les pays étrangers à nous livrer ce criminel »*, a déclaré l'ayatollah, dont les propos ont été rapportés par la radio.

Le comité Khomeiny avait annoncé vers la mi-février que M. Bakhtiar avait été arrêté. Il y a une semaine, il affirmait que l'ancien premier ministre avait réussi à s'enfuir et qu'il était activement recherché.

Au centre des polémiques

La rénovation de l'armée continue à être au centre des polémiques. Après les *fedayin* (marxistes-léninistes), les moudjahidin (mouvement de guérilla islamique) ont tenu un meeting samedi, au cours duquel ils ont adressé une série d'avertissements au premier ministre, M. Mehdi Bazargan. *« Si vous ne réglez pas le problème de l'armée, vous porterez la responsabilités des prochains massacres »*, a déclaré l'un des chefs du mouvement, M. Massoud Rajavi. A l'instar des fedayin, il a réclamé la constitution d'une armée populaire et la formation de comités de base dans tous les secteurs.

Les moudjahidin ont également publié une lettre très critique à l'égard du colonel Tavakoli (*le Monde* du 24 février), l'accusant d'avoir fait échapper des agents de la SAVAK et des personnalités de l'ancien régime de la prison du comité Khomeiny, avant de démissionner de ses fonctions de coordonnateur des activités militaires. D'autre part, un groupe d'officiers, se présentant comme l'*« aile militaire de la révolution »*, a adressé au général Gharani, chef de l'état-major, une lettre qui vient d'être rendue publique. Elle lui reproche *« ses décisions individuelles et les actes d'autorité de certains généraux incapables, dont les antécédents sont bien connus »*. En conséquence, le groupe exige que, *« jusqu'à la rénovation complète de l'armée, aux côtés du peuple, toutes les décisions soient soumises au conseil de l'aide militaire de la révolution »*.

Iran Air renonce à Concorde

L'épuration de l'armée, de la gendarmerie et de la SAVAK se poursuit dans le même temps : les chefs de plusieurs unités de troupes aéroportées ont été arrêtés. Cinquante-cinq généraux de l'armée et dix-sept appartenant à la police ont été mis à la retraite.

Enfin, tandis que Iran Air a repris ses liaisons avec l'étranger, son nouveau directeur, M. Houchang Tajadod, a commencé à dévoiler certains aspects du plan de réorganisation qui avait été élaboré par le personnel pendant les grèves. Il a annoncé que la compagnie avait décidé de renoncer définitivement à ses options sur deux Concorde et d'annuler ou d'ajourner les commandes pour d'autres appareils. Des négociations sont en cours, a-t-il dit, au sujet de six Airbus et de deux Boeing-747 pour en retarder la livraison, en attendant qu'une décision définitive soit prise dans le cadre d'un programme d'économies. Il a annoncé son intention de fermer une dizaine de bureaux dans le Golfe et en Extrême-Orient, notamment à Bangkok et à Singapour et de réduire progressivement le personnel étranger pour le remplacer par des Iraniens.

Par ailleurs, le gouvernement de M. Bazargan espère que les exportations de pétrole reprendront le plus tôt possible, peut-être même *« avant quinze jours »*, a précisé le 24 février M. Amir Entezam, vice-premier ministre. *« Nous annoncerons dans quelques jours le montant de nos exportations*, a ajouté M. Amir Entezam, *mais notre décision n'a pas encore été arrêtée. »* On précise à la NIOC (National Iranian Oil Company) que le brut sera vendu désormais directement par la compagnie et non plus par le consortium, à un prix qui pourrait atteindre 24 dollars le baril, tarif actuellement pratiqué sur le marché pour le brut irakien, alors que le prix de l'OPEP est un peu moins de 14 dollars. Les pays intéressés devront informer la NIOC des quantités et de la date de livraison.

PAUL BALTA.

[De source proche de l'industrie pétrolière, on indiquait que l'état des installations permettait une reprise des exportations en moins d'une semaine. Reste à savoir à quel niveau. Certains spécialistes estiment qu'une reprise de la production à un rythme supérieur à 4 millions de barils par jour (20 millions de tonnes par an) prendrait cependant plus de temps. Avant la crise, l'Iran produisait en moyenne 5,8 millions de barils par jour (290 millions de tonnes-an). Le chiffre de 6,5 millions de barils avait même été atteint.

Produire 4 à 5 millions de barils par jour nécessite, en tout cas, un retour des techniciens étrangers qui ont quitté le pays au plus fort de la crise. Cent vingt d'entre eux, employés par la Oil Service Company of Iran sont prêts à rentrer à tout moment, mais aucune décision officielle n'a encore été prise. Actuellement, la production avoisine 650 000 barils par jour, ce qui couvre à peu près la consommation intérieure.]

LES BAHA'IS FONT ÉTAT DE NOUVELLES PERSÉCUTIONS

Le bureau d'information baha'i de France a indiqué jeudi 22 qu'il venait d'apprendre que des hommes armés se présentant comme membres du Conseil révolutionnaire ont *« investi tous les lieux saints, les institutions et les propriétés de la communauté baha'i à Téhéran et dans quelques autres provinces. L'inquiétude est grande parmi les Baha'i du monde devant ce nouvel épisode de la persécution constante que subit cette religion en Iran depuis plus d'un siècle »*, conclut le communiqué.

LES NÉGOCIATIONS ISRAÉLO-ÉGYPTIENNES

La proposition du président Carter de réunir un second sommet à Camp David sans M. Sadate a surpris Jérusalem

La « petite conférence de Camp David », qui réunissait, dans la résidence de vacances du président Carter, les ministres israélien, égyptien et américain des affaires étrangères, s'est terminée, dimanche 25 février, sans résultats apparents et sur une note d'incertitude. Le président Carter a déclaré, en effet, après avoir reçu les trois ministres : « A la lumière de l'évolution des pourparlers, nous sommes en discussion avec les deux gouvernements sur la possibilité d'élever les négociations au niveau des chefs de gouvernement cette semaine. M. Begin représenterait Israël et M. Khalil, qui a été autorisé par le président Sadate à conclure les entretiens, représenterait l'Égypte. Je suis prêt, quant à moi, a conclu le président, à n'épargner aucun effort pour achever le règlement de paix prévu par les accords de Camp David de l'année dernière. Les deux autres partenaires partagent cette détermination. »

De notre correspondant

Jérusalem. — La décision du président Carter a pris tout le monde au dépourvu en Israël, y compris M. Begin lui-même. Personne ici n'était préparé en effet à des développements aussi soudains et inattendus alors que les progrès déterminants ne semblaient pas avoir été obtenus précédemment au cours des conversations entre MM. Vance, Khalil et Dayan à Camp David.

Le silence soigneusement entretenu

Certes, on savait bien à Jérusalem que la reprise des pourparlers sur le projet de traité israélo-égyptien au niveau ministériel ne serait que le prélude à un sommet. Mais on venait d'apprendre, dimanche, que le président Sadate n'était pas prêt à se rendre à une telle réunion. D'autre part, le silence très soigneusement entretenu par les Américains sur les conversations de MM. Vance, Khalil et Dayan, ne permettait pas de savoir si une rencontre à l'échelon supérieur serait possible si tôt.

La confusion s'est encore accrue après l'annonce des déclarations du président Carter. M. Begin a eu tout de suite une attitude très réservée quand on lui a demandé s'il répondrait à l'invitation.

Le premier ministre devait attendre le retour de M. Dayan à Jérusalem, ce lundi 26 février, avant de prendre une décision définitive. Une réunion extraordinaire du gouvernement était prévue pour mardi matin. D'ores et déjà, plusieurs ministres auraient fait savoir qu'ils n'étaient pas favorables au voyage de M. Begin aux États-Unis, principalement à cause du refus du président Sadate de s'y rendre.

FRANCIS CORNU.

A TRAVERS LE MONDE

Belgique

● LES DEUX « MEDIATEURS » chargés de trouver une solution à la crise, MM. Willy Claes (socialiste flamand) et Charles-Ferdinand Nothomb (social-chrétien wallon), ont demandé un délai supplémentaire de vingt-quatre heures avant de rendre compte de leur mission au roi. — *(Corresp.)*

États-Unis

● LE COLONEL FRANK PETERSEN, colonel dans le corps des *marines*, va recevoir prochainement le grade de général. La décision, prise par M. Carter, doit être ratifiée par le Sénat. M. Petersen sera le premier Noir général dans ce corps.

Madagascar

● TOUTES LES SOCIETES NATIONALISEES où l'État détient la totalité du capital prendront, avant mai prochain, la forme d'*« entreprises socialistes »* a annoncé dimanche 25 février, sans autres précisions, la radio malgache. — *(Reuter.)*

Mozambique

● LA R.D.A. ET LE MOZAMBIQUE ont signé un traité d'amitié et de coopération samedi 24 février, dernier jour de la visite à Maputo de M. Erich Honecker, secrétaire général du parti socialiste unifié (communiste) de R.D.A. — *(Reuter.)*

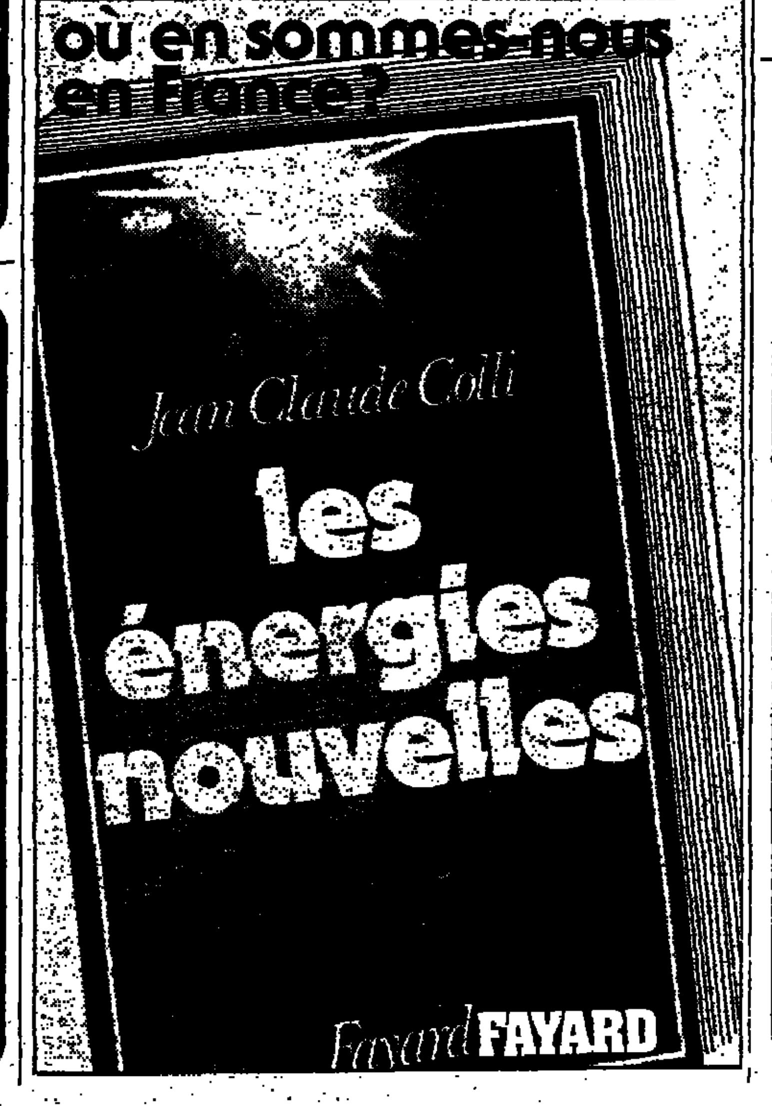
Suède

● LE GOUVERNEMENT SUÉDOIS a remis vendredi 23 février une *« protestation énergique »* à l'ambassadeur des États-Unis concernant le fait que *« plusieurs employés de l'ambassade »* avaient sollicité de 1965 à 1973 des informations sur des citoyens suédois et étrangers d'un officier suédois de police, lequel a été récemment inculpé d'espionnage. — *(U.P.I.)*

LISEZ
Le Monde des Philatélistes
L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE







Les pratiques de formation dans l'action sur les conditions de travail
trois journées nationales
à Paris les 13-14 et 15 mars
organisées par l'ANACT
Agence Nationale pour l'Amélioration des Conditions de Travail
avec le concours du Centre Inffo
Thèmes :
— Que faut-il savoir pour améliorer les conditions de travail ?
— Le développement des compétences dans l'entreprise : publics et formations.
— Les dimensions pédagogiques de l'action sur les conditions de travail.
— Formation et développement de l'autonomie des opérateurs.
Pour information ou inscription à ce colloque, veuillez retourner ce bulletin à Centre Inffo-Service diffusion-Tour Europe Cedex 07-92080 Paris la Défense
Tél : 778.13.50
Nom : ....
Fonction : ....
Adresse : ....
.... Tél : ....
Frais de participation (déjeuners inclus) : 2000 F h.t.
1500F h.t. à partir de la deuxième inscription

fabricant mobilier
vente exceptionnelle annuelle
après inventaire et par autorisation préfectorale
50 % de remise sur articles sans suite jusqu'à épuisement du stock
Bureaux bois grand standing, bureau design, chaises dactylo, fauteuils direction cuir, tables repas design dessus verre, dessus marbre, chaises design, fauteuils télévision, + tables armoires de rangement, lampes de bureau, tables de conférence, tables repas à rallonges, meubles en pin, salon cuir, design, meubles rustiques, etc.
Quelques exemples :
1 salon 100 % dralon, 1 canapé convertible + 2 fauteuils .... ~~4.950~~ 1.990 F
1 table repas design à rallonges verre .... ~~2.400~~ 1.190 F
1 table repas design dessus marbre Ø 110 .... ~~1.800~~ 950 F
1 fauteuil direction cuir .... ~~2.400~~ 1.200 F
Bureau bois 1/2 ministre piètements chrom. 150 x 75 + 1 coffre 3 tiroirs s/roulettes .... ~~3.250~~ 1.500 F
Table repas design pieds chromés 180 x 80, dessus verre fumé .... ~~1.995~~ 950 F
Salon pin, 1 canapé 3 places + 2 fauteuils revêtement dralon .... ~~3.100~~ 1.500 F
Chaise design chrome imitation daim .... ~~205~~ 100 F
A partir du mardi 27 février et les jours suivants
357.30.37 BUREAUX et PROFILS S.A. 357.30.37
19, avenue de la République, 75011 Paris

DIPLOMATIE

UN ENTRETIEN AVEC LE MINISTRE BRITANNIQUE DE LA DÉFENSE

- *Une coopération nucléaire avec la France se heurte à des difficultés techniques et politiques*
- *L'organisation militaire de l'Europe n'est pas réaliste sans les États-Unis*
- *Pas d'objections de principe si le Parlement européen veut traiter de la sécurité*

Un « Livre blanc sur la défense », publié à Londres le jeudi 22 février, prévoit que le budget militaire britannique pour l'année fiscale 1979-1980 s'élèvera à 8 milliards 558 millions de livres, soit 3 % de plus que l'année précédente. Cette somme représente 4,7 % du P.N.B. (contre 4 % et 3,3 % en France et en R.F.A.). 41 % des dépenses militaires sont consacrés à des achats d'équipement, les soldes et allocations représentant 22 % du budget. Le Livre blanc déplore l'insuffisance des effectifs et le départ préoccupant de personnel militaire qualifié vers le secteur privé.

Une augmentation des soldes, qui pourrait — nous signale notre correspondant — dépasser 20 %, est destinée à combattre cette hémorragie. Le Livre blanc rappelle par ailleurs que la détente avec l'U.R.S.S. est d'une « importance primordiale ». Il note que les ventes d'armes britanniques vont avoir à souffrir de la perte du client iranien.

Sur l'invitation du général Méry, chef d'état-major des armées, le maréchal de la R.A.F., Sir Neil Cameron, chef d'état-major britannique, séjournera en France du 26 février au 1er mars.

D'autre part, M. Fred Mulley, ministre de la défense dans le gouvernement de Londres depuis septembre 1976 et auteur d'un livre, paru en 1962, sur les principes politiques d'une défense occidentale, évoque, dans l'entretien qu'il nous a accordé, les difficultés techniques et politiques d'une coopération nucléaire avec la France et l'impossibilité d'organiser une défense européenne sans les Etats-Unis dès lors que la sécurité doit être conçue dans le cadre de l'OTAN.

S'il n'élève pas d'objections de principe au fait que le Parlement européen élu en juin prochain traite aussi des questions de défense, M. Mulley constate néanmoins qu'un tel sujet reste essentiellement du ressort des députés britanniques à Londres.

Enfin, le ministre se déclare prêt à développer les projets d'armements classiques, notamment un nouvel avion de combat, en collaboration avec la France et la République fédérale d'Allemagne.

« Quand et comment la Grande-Bretagne doit-elle remplacer ses sous-marins Polaris ? Peut-on envisager une coopération franco-britannique sur les prochains missiles balistiques ou sur de nouveaux missiles de croisière tirés d'avions ?

— Nous n'avons pas besoin de remplacer les sous-marins Polaris (1) avant le début des années 90. Nous sommes convaincus de leur efficacité et — en nous basant sur les changements qui ont déjà eu lieu, — je pense qu'il est beaucoup trop tôt pour décider si nous devons ou non rester une puissance stratégique nucléaire et, si oui, quel genre de remplacement nous devrions envisager pour les Polaris.

» Quant à la question de la coopération entre la France et le Royaume-Uni dans le domaine nucléaire, je pense qu'il existe des difficultés à la fois d'ordre technique et politique. Si j'ai bien compris, le programme français est dans une phase de développement tout autre que le nôtre. De surcroît, nous avons obtenu nos Polaris grâce à un accord avec les Etats-Unis. Si nous avons une vue juste de la situation — les Etats-Unis nous ont bien tenus informés, je crois, comme tous les pays de l'OTAN, du développement des négociations SALT 2 — il n'y aurait rien dans l'accord SALT 2 qui imposerait aux pays européens des restrictions dans ce domaine.

» Il se peut qu'il en aille autrement de SALT 3. Nous ne savons tout simplement pas quelle forme prendra cette négociation.

» Votre président et notre premier ministre, ont, dans une certaine mesure, discuté de ces problèmes à la Guadeloupe. J'ai lu la déclaration du président Giscard après cette réunion et, si j'ai bien compris, la France n'est pas intéressée par la discussion de ce qu'on a appelé les « zones grises (2) », c'est-à-dire les systèmes nucléaires qui existent en dehors de l'accord SALT 2. En ce qui nous concerne, nous ne sommes pas arrivés à une conclusion définitive. Nous pensons que c'est bien trop prématuré. Nous ne savons pas quelles seront les propositions, si la négociation aura lieu comme SALT 2, exclusivement entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, ou si, peut-être, d'autres arrangements seront proposés.

» C'est une raison supplémentaire pour laquelle il serait également prématuré à ce niveau, je crois, d'envisager une quelconque solution définitive à propos du remplacement des Polaris. Bien que le parti travailliste incline contre ce remplacement, nous devrons examiner la situation lors des prochaines années, car, une fois conclu l'accord précédent sur les Polaris, les sous-marins ont été opérationnels dans un délai de six ans. Nous n'avons pas besoin de douze ans, comme on l'envisage parfois, pour passer à une nouvelle génération, si, — j'insiste sur le mot « si », — nous décidions que c'est la bonne voie à suivre.

La liberté de manœuvre

— L'armement nucléaire britannique est intégré à l'OTAN. Quelle est la liberté de manœuvre du gouvernement britannique s'il doit en envisager, seul, l'emploi, et dans quelles circonstances ?

— Soyons clairs : tandis que ce sont les Etats-Unis qui fournissent le missile Polaris, la tête nucléaire est britannique et, bien sûr, à partir du moment où nous faisons l'acquisition d'un missile, il est entièrement sous notre contrôle national. Bien qu'il soit affecté à l'OTAN, comme pratiquement toutes nos forces armées, il reste sous contrôle national et, en aucune façon, le Polaris ne pourrait être utilisé sans l'autorisation expresse du gouvernement britannique.

» Mais, franchement, j'ai du mal à imaginer dans quelles circonstances nous pourrions être amenés, durant des hostilités, à faire usage de l'armement nucléaire en dehors du contexte de l'OTAN. La fonction même de l'OTAN est de dissuader une éventuelle agression, et c'est pour cette raison et dans ce contexte que les missiles Polaris sont mis au service de l'alliance, ainsi que naturellement les missiles américains. Mais si l'on se place du point de vue de leur commandement et de leur contrôle, ils restent entièrement britanniques.

— Peut-on imaginer une défense européenne qui serait fondée sur une coopération franco-britannique en matière nucléaire, les Allemands en étant exclus ?

— On peut imaginer une organisation européenne de défense. J'ai été personnellement quelque peu déçu par l'abandon du concept de la C.E.D. (3) il y a de nombreuses années. Je ne pense pas qu'il soit possible d'envisager une défense européenne uniquement dans le domaine nucléaire. Nous ne pensons pas qu'il faille considérer l'armement nucléaire comme étant à part par essence. La politique de dissuasion repose sur les armes classiques aussi bien que nucléaires.

» Par conséquent, à partir du moment où la défense est conçue dans le cadre de l'OTAN, il serait extrêmement difficile d'en détacher une organisation européenne séparée. Et, à mon avis, il ne serait certainement pas réaliste de penser que, sans la contribution des Etats-Unis, l'Europe — selon des critères « euro-stratégiques » — serait en mesure de fournir la quantité et la qualité d'armement nucléaire et classique capable de rendre crédible la dissuasion.

— A quelle organisation de coopération européenne en matière de fabrication d'armements classiques la Grande-Bretagne donne-t-elle sa préférence : l'Eurogroup, le Groupe indépendant de Rome (I.P.G.) ou la Conférence des directeurs nationaux d'armements (C.N.A.D.) de l'OTAN ? (4).

— Nous essayons, bien sûr, de jouer un rôle efficace au sein de chacune de ces organisations. Cependant, notre intérêt va d'abord vers la production européenne d'armes au sein de l'I.P.G., et c'est dans ce domaine, évidemment, que nous nous félicitons d'une coopération avec le gouvernement français. L'Eurogroup, du fait même de la non-participation de la France, voit se rétrécir le champ de ses réalisations. Malgré tout, cette dernière organisation constitue, par ces groupes de travail et les discussions que nous y avons, un forum, le seul forum, en fait, où les ministres européens de la défense se rencontrent. Malheureusement, pour des raisons que nous comprenons, la France n'y assiste pas. Mais, par ailleurs, il n'y a pas de structure comparable où les ministres européens puissent se réunir sans leurs alliés nord-américains, comme ces derniers sont, naturellement, dans les réunions des ministres de la défense de l'OTAN.

» En résumé, c'est à l'I.P.G. que nous attachons la plus grande importance, bien que du bon travail se fasse également à l'intérieur de la Conférence des directeurs nationaux de l'OTAN et, bien sûr, sur des projets particuliers que nous avons réalisés avec vous, portant sur des hélicoptères, des Jaguar ou le missile Martel.

La limitation des armements

— La Grande-Bretagne s'associera-t-elle, et de quelle façon, à une discussion sur la limitation des armements stratégiques dans laquelle seraient comptabilisés la force nucléaire britannique, la force nucléaire française et les systèmes avancés en Europe de l'Union soviétique et des Etats-Unis ?

— J'ai déjà, dans une certaine mesure, abordé ce sujet dans une réponse précédente. Je pense qu'il est beaucoup trop tôt pour se faire une opinion sur ce que seront les discussions sur le contrôle des armements après SALT 2. Nous ne voulons certainement pas prendre une position qui rendrait difficiles des progrès à venir en ce qui concerne la limitation des armes nucléaires. Nous attachons le plus grand prix à ce que SALT 2 soit une réussite.

» Il est beaucoup trop tôt pour dire si nous prendrons part aux discussions ou non, et il est peu probable qu'on puisse aborder des discussions sur les forces nucléaires françaises sans la participation de la France.

— Existe-t-il une possibilité de coopération entre la France, l'Allemagne fédérale et la Grande-Bretagne sur la construction d'un nouveau char et d'un nouvel avion de combat, et à quelles conditions pour le Royaume-Uni ?

— Nous sommes intéressés par la coopération d'une façon générale, et particulièrement dans le contexte européen, sur toute la gamme des armes. Et cela pour deux raisons évidentes. Il est important, je crois, lorsque cela est possible, d'accroître la standardisation et « l'interopérabilité » (5) entre les alliés de l'OTAN. D'autre part, pour ce qui concerne les réalisations faisant appel à une haute technologie, on peut réduire le prix de l'unité, pour chaque pays, si l'on peut avoir une grosse commande.

» Nous avons eu de longues discussions avec les Allemands à propos de chars et, malheureusement, le calendrier n'étant pas le même, nous sommes arrivés les uns et les autres à la conclusion que nous ne pourrions collaborer dans cette entreprise. Et, si je ne me trompe pas, il y a également ce même problème des délais avec le nouveau char français.

» Nous avons, bien sûr, discuté de la question et, dans nos plans concernant le remplacement de nos chars Chieftain, nous prévoyons un modèle de blindé qui soit le plus « interopérable » possible.

» Dans le domaine des chars, l'innovation technique est peut-être plus réduite que dans celui des avions, des missiles guidés, ou des missiles anti-aériens, etc. Aussi l'argument économique est peut-être un peu moindre pour les chars que pour d'autres matériels. Nous sommes toujours, comme vous le savez, très préoccupé d'avoir des discussions de détail sur la nouvelle génération d'avions de combat. Nous espérons qu'il sera possible d'arriver à une réalisation commune entre la France, la République fédérale d'Allemagne et nous-mêmes.

» Certainement, dans tous les domaines, nous souhaitons poursuivre la collaboration chaque fois que cela est possible. Un accord de principe a été obtenu concernant la production en commun d'hélicoptères entre la France, l'Allemagne, l'Italie et nous mêmes. Il porte sur différents types d'hélicoptères. Un pays sera chef de file de chaque projet, tous contribuant à un même programme et, bien entendu, utilisant les produits de cette coopération dans leurs propres forces armées.

— L'U.E.O. reste-t-elle, pour le Royaume-Uni, la seule instance de concertation européenne en matière de défense (6) et la Grande-Bretagne s'opposera-t-elle à une volonté éventuelle de Parlement européen, élu en juin 1979, de traiter des problèmes de défense ?

— Nous attachons toujours beaucoup de prix à l'Union de l'Europe occidentale, car, comme vous le dites, c'est la seule organisation dans le contexte européen où les parlementaires peuvent discuter de problèmes de défense.

» Je pense que l'U.E.O. a toujours un rôle à jouer. Je ne crois pas qu'en principe nous ayons des objections à ce que les parlementaires européens discutent de questions relatives à la défense. Ma propre expérience parlementaire m'a enseigné que lorsque des parlementaires veulent débattre de certains sujets, ils le font. Mais cela me paraîtrait assez surprenant de la part du Parlement européen, dans la mesure où le traité de Rome sur lequel repose l'actuelle organisation de la Communauté exclut les questions de défense.

» Il y a également le fait que l'Irlande ne fait pas partie de l'OTAN ni d'aucun traité militaire, bien qu'elle soit membre de la Communauté à part entière, et qu'elle aura des représentants au Parlement européen. Cela ne serait pas la principale objection. L'obstacle majeur serait l'absence d'une instance à laquelle les parlementaires pourraient adresser leurs commentaires. Car, si je comprends bien la procédure, les commentaires sont adressés à la Commission et au conseil des ministres de la C.E.E. Et ni l'une ni l'autre ne traitent directement des questions de défense.

» En outre, nous aurions un problème particulier, parce qu'il est probable, en effet, que la plupart de nos représentants au Parlement européen ne seront pas membres de notre Parlement national et, à cause de cela, il leur serait quelque peu difficile d'avoir des contacts directs avec le ministre de la défense, etc. C'est pour cette raison que nous considérons que le sujet est essentiellement du ressort du Parlement de Westminster.

Propos recueillis par
JACQUES ISNARD.

(1) La Grande-Bretagne dispose de quatre sous-marins stratégiques à propulsion nucléaire, capables de lancer chacun seize missiles Polaris A-3 (N.D.L.R.).

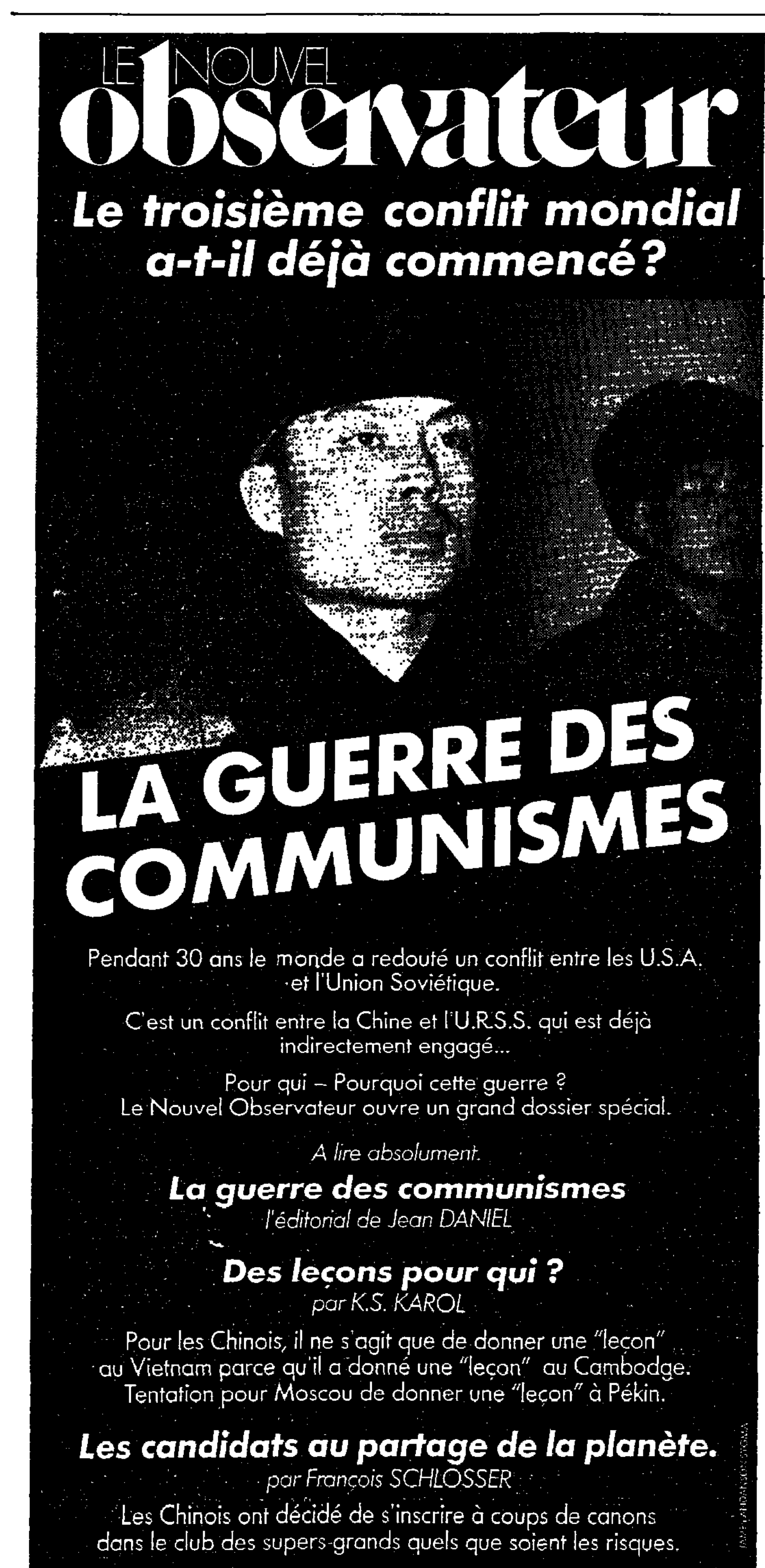
(2) Le terme de « zones grises » recouvre l'armement nucléaire, dont les capacités de destruction peuvent être de l'ordre du stratégique ou du tactique selon son mode d'utilisation, stationné en Europe centrale (N.D.L.R.).

(3) La Communauté européenne de défense (C.E.D.) a été un projet d'intégration des futures forces ouest-allemandes au sein d'une armée multinationale européenne, rejeté par la France en 1954 (N.D.L.R.).

(4) L'Eurogroup réunit tous les pays européens membres de l'OTAN à l'exception de la France, pour organiser un dialogue avec les Etats-Unis sur la production d'armements. L'I.P.G., de création plus récente, réunit les pays membres de l'Eurogroup et la France. La Conférence des directeurs nationaux d'armement (C.N.A.D.), placée sous l'autorité du conseil de l'OTAN, est chargée de promouvoir la coopération entre les différents pays producteurs d'armements (N.D.L.R.).

(5) L'interopérabilité garantit à plusieurs armées la possibilité d'opérer ensemble (carburant, munitions, transmissions) sans pour autant avoir recours aux mêmes matériels (standardisation) (N.D.L.R.).

(6) L'U.E.O., créée en 1954, réunit l'Allemagne fédérale, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Royaume-Uni (N.D.L.R.).







هكذا من الأصل

DIPLOMATIE

EUROPE

LE GÉNÉRAL BERNARD ROGERS REMPLACERA LE GÉNÉRAL ALEXANDER HAIG A LA TÊTE DE L'OTAN

Le président Carter s'apprête à proposer la nomination du général Bernard Rogers à la succession du général Alexander Haig, qui doit quitter le 1er juin ses fonctions de commandant suprême de l'OTAN et de chef des forces américaines en Europe. Ce choix met fin aux spéculations sur la remise en question de ce cumul traditionnel et sur l'attribution du commandement de l'OTAN à un général européen.

[Né au Kansas en 1921, Bernard Rogers fit l'école militaire de West Point, d'où il sortit en 1943. Brillant sujet, il se vit accorder cette distinction, qui, aux Etats-Unis, constitue la carte de visite de l'élite intellectuelle : une bourse de la fondation Rhodes (d'où le titre prestigieux : « Rhodes Scholar », qui l'amena à poursuivre ses études à l'université d'Oxford. Il servit ensuite en Autriche, en Corée et au Vietnam avant d'être nommé, en 1976, par le président Ford, chef d'état-major de l'armée de terre.

A la différence du général Haig, qui devait son ascension *météorique* aux bonnes grâces du président Nixon et de M. Kissinger, et qui n'hésite pas à exprimer en public les réserves que lui inspire l'accord SALT 2 en voie de conclusion, le général Rogers n'a pas de profil politique bien défini. On sait seulement qu'il est partisan d'un retour modulé au service militaire obligatoire, aboli en 1973, l'armée de métier actuelle laissant à désirer quant à son recrutement.]

SIR HUMPHREY WALDOCK NOUVEAU PRÉSIDENT DE LA COUR DE JUSTICE DE LA HAYE

La Haye *(Reuter)*. — Sir Humphrey Waldock (Grande-Bretagne) a été élu, samedi 24 février, président de la Cour de justice internationale de La Haye. Le juge Taslim Olawale Elias (Nigéria) devient vice-président.

[Juge à la C.J.I. depuis 1973, Sir Humphrey, soixante-quatorze ans, succède à M. Jimenez de Arechaga (Uruguay). Il a été professeur de droit international à Oxford de 1947 à 1972 et membre de la commission de droit international de l'ONU (1962-1966 et 1967-1971). Le nouvel élu a été juge de la Cour européenne des droits de l'homme de 1966 à 1974 et en devint président en 1971.]

LE CONGRÈS DU PARTI POPULAIRE EUROPÉEN A BRUXELLES

Les formations démocrates-chrétiennes de la C.E.E. demandent l'extension des pouvoirs exécutif et législatif de la Communauté

De notre correspondant

Bruxelles. — Le parti populaire européen (P.P.E.), qui rassemble les partis démocrates-chrétiens des pays de la Communauté — la France *y est représentée* par le C.D.S. — a tenu son deuxième congrès la semaine dernière à Bruxelles, et a adopté une plate-forme électorale qui reprend les thèmes développés dans le programme politique approuvé par le P.P.E. lors de son premier congrès, voici un peu moins d'un an (*le Monde* du 9 mars 1978).

Le texte proposé aux électeurs est sans surprise. Au cours des débats qui ont précédé son adoption, plusieurs orateurs, surtout les Belges du P.S.C. et du C.V.P. (les partis sociaux-chrétiens francophone et flamand), ont insisté pour que les passages ayant trait à la vie économique et sociale soient rendus moins anodins. *« La lecture du projet pourrait faire penser que nous ne sommes pas en crise »*, a constaté M. Herman, ancien ministre belge des affaires économiques.

La plate-forme, avant de vanter les mérites du *« régime éprouvé de l'économie sociale de marché »*, fait ainsi référence à la nécessité de *« la lutte contre la pauvreté et le chômage ». « Nous ne devons pas laisser nos adversaires politiques être les seuls à parler de justice sociale. C'est en promouvant une politique d'intégration européenne que l'on crée des emplois. Notre message doit être de montrer qu'il y a un espoir concret grâce à l'Europe »*, a affirmé M. Davignon, le commissaire européen chargé de la politique industrielle.

Cette préoccupation de *« ne pas permettre à ceux qui s'opposent à nous d'exploiter l'inquiétude »* se retrouve dant le texte adopté. Les démocrates-chrétiens ne vont pas jusqu'à se prononcer pour la semaine de travail de trente-cinq heures, comme l'a fait, voici quelques semaines, l'Union des partis socialistes de la Communauté. Toutefois, ils constatent que *« l'amélioration des conditions de travail devra faire l'objet de conventions collectives européennes par branches, qui pourraient porter, entre autres, sur l'aménagement du temps de travail et sur une meilleure répartition du travail disponible »*.

Une position délicate pour le C.D.S.

Le C.D.S., qui se présentera aux élections européennes sur la liste de l'U.D.F., se trouvait placé dans une situation quelque peu délicate. *« Ne glosons pas indéfiniment sur les avantages respectifs de la fédération et de la confédération. Quant au Parlement élu, ce qui compte ce n'est pas tant l'extension de ses compétences, c'est l'influence qu'il acquerra en exerçant pleinement les pouvoirs qui sont les siens »*, a déclaré M. Mallet, secrétaire national du C.D.S. pour les questions européennes. Sa tentative de faire mieux coïncider le discours giscardien et la plate-forme électorale du P.P.E., toutefois, n'a guère été couronnée de succès : les démocrates-chrétiens, soucieux de rester fidèles au programme adopté l'an passé, persistent à appeler de leurs vœux *« une union européenne à finalité fédérale »*. *« Nous voulons*, affirment-ils, *renforcer le pouvoir exécutif de la Communauté, et étendre les compétences du Parlement européen par le moyen d'une modification des traités. »* Mais la révision des traités implique l'unanimité, ont fait observer, apparemment peu préoccupés par cette différence de finalité, MM. Diligent et Pflimlin...

PHILIPPE LEMAITRE.

● *La vingt-deuxième conférence* des chefs de gouvernement du Commonwealth aura lieu du 1er au 8 août prochain à Lusaka (Zambie), a annoncé lundi 22 janvier à Londres le secrétaire général de cette organisation, M. Shridath Ramphal. — *(A.F.P.)*

DES TROUPES SOVIÉTIQUES AURAIENT ÉTÉ TRANSFÉRÉES EN BULGARIE

Les gouvernements de l'OTAN procéderaient actuellement à la vérification d'informations qui circulent depuis deux semaines *sur le transfert* en Bulgarie de trois divisions blindées soviétiques (fortes chacune de dix mille hommes) et de deux escadrilles de MIG-23, *indiquait-on* à Vienne le dimanche 25 février dans les milieux diplomatiques occidentaux.

En temps *normal*, il n'y a pas de troupes soviétiques en Bulgarie. A Belgrade, on fait état de *rumeurs* selon lesquelles les escadrilles sont basées à Russé, ville bulgare sur le Danube, à la frontière *roumaine*. On ajoute à Belgrade que des colonnes de blindés yougoslaves ont été envoyées à la *frontière* avec la Bulgarie. M. Brejnev avait passé quelques jours en Bulgarie en janvier, et le *motif* réel de cette visite n'a jamais été clairement précisé.

D'autre part, le porte-avions soviétique *Minsk*, jaugeant 45 000 tonnes, a franchi dimanche le détroit *de* Bosphore et les Dardanelles en direction de la Méditerranée. *Ce* bâtiment ultra-moderne, équipé de *fusées* guidées était accompagné du contre-torpilleur *Krivatch*.

Enfin, nous *signale* notre correspondante à Cophenhague, la seule unité soviétique importante qui ait passé récemment le détroit du Grand-Belt, reliant la Baltique à la *mer du* Nord, est le porte-avins *Ivan-Rogev*, avec un croiseur et un pétrolier ravitailleur. Il a gagné la *mer* du Nord juste avant le déclenchement des hostilités en Indochine et aurait été *repéré* depuis en Méditerranée.

Turquie

Le Parlement approuve la prolongation de l'état de siège

De notre correspondant

Ankara. — Les deux Chambres réunies du Parlement turc ont, par 337 voix contre 225 et une abstention, voté, le dimanche *25 février*, la prorogation de l'état de siège, en vigueur depuis le *26 décembre* dernier dans treize départements, pour une nouvelle période de deux mois. Le vote a été marqué par l'opposition du Parti de la justice (droite).

Prenant soin de souligner que leur confiance envers l'armée demeurait entière, les amis de M. Demirel ont reproché au gouvernement de M. Ecevit d'avoir atténué ce régime d'exception, *s'efforçant* de « *limiter* » les compétences des autorités de l'état de siège. Autrement dit, le Parti de la justice accuse le gouvernement de ne pas frapper assez la gauche, à ses yeux *« communiste, anarchiste et séparatiste »*, estimant que le prestige de l'armée en pâtit.

Le Parti du mouvement nationaliste (extrême *droite*), tout en votant pour la prolongation de l'état de siège, s'est également *efforcé* de dénoncer les pressions du gouvernement sur les autorités de l'état de siège. Chose significative : le Parti du salut national (droite pro-islamique, vingt-quatre élus à l'Assemblée), se contentant de critiques de pure forme, a aussi voté pour la prolongation.

Cette *modération* du parti du professeur Erbakan envers le pouvoir divise l'opposition tout en facilitant la tâche du gouvernement actuel, qui dispose d'une majorité très fragile à la Chambre basse.

Le chef du gouvernement, M. Ecevit, a déclaré que ceux qui sont mécontents de la manière modérée dont l'état de siège est appliqué, favorisent le terrorisme, ajoutant que dans une démocratie *« la violence n'est pas une solution contre la violence »*.

Malgré la nette diminution du nombre des incidents, les attentats meurtriers continuent de plus belle : plus de cent morts depuis l'instauration de l'état de siège il y a deux mois. La presse dénonce pour sa part l'incapacité du gouvernement de M. Ecevit à contrôler les services de renseignements (MIT), dont la contribution, souligne-t-elle, est pourtant primordiale pour la découverte de pistes menant aux véritables instigateurs du terrorisme.

Enfin le gouvernement est critiqué pour sa passivité envers la contrebande d'armes, qui est devenue un fléau dans le pays, lequel est en passe de devenir un véritable arsenal. En effet, les terroristes sont les meilleurs clients des trafiquants d'armes.

ARTUN UNSAL.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	128 F	235 F	343 F	450 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	228 F	435 F	643 F	850 F
ETRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	155 F	290 F	425 F	560 F
II. — SUISSE-TUNISIE	203 F	385 F	568 F	750 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

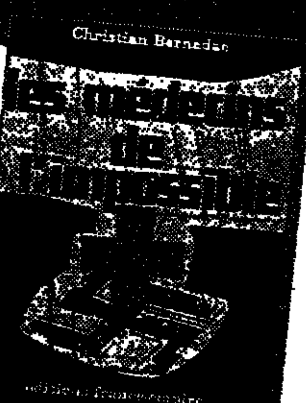
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

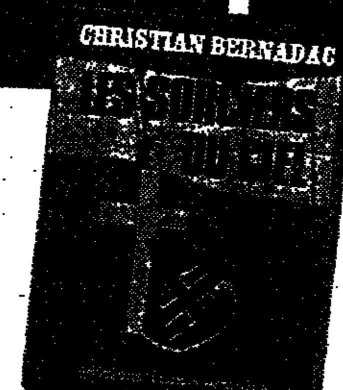
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

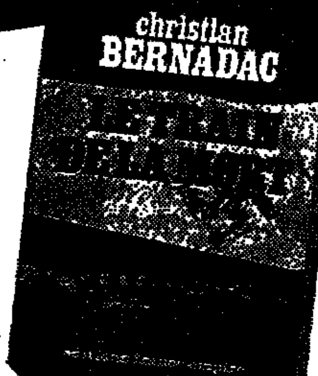
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



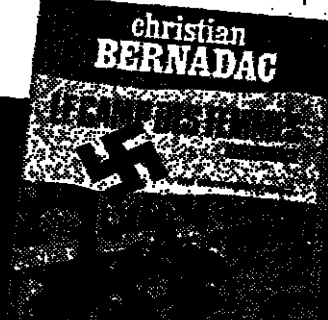




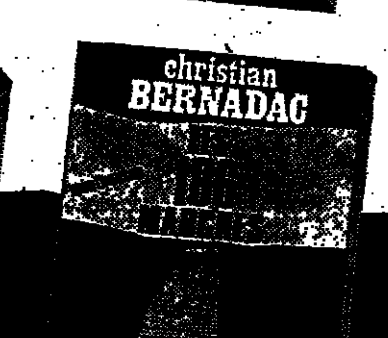
















Dix volumes, 12 ans de réflexion sur un problème oublié par de nombreuses générations, incompris par d'autres, un problème que certains osent dire inexistant.

Christian Bernadac, dont le père a été déporté, est devenu un spécialiste de la période 1939-1945. Il a réalisé l'enquête historique la plus approfondie sur les camps de la mort, en réunissant pour chaque sujet traité une masse impressionnante de témoignages inédits.

"Les 186 marches" sont celles que des centaines de milliers de déportés ont dû gravir dans les conditions les plus atroces, à Mauthausen ; "Les jours sans fin", sont les jours de souffrances que des centaines de milliers de déportés ont connus à Mauthausen ; "Le neuvième cercle", c'est encore Mauthausen et ses événements spectaculaires et pourtant totalement inconnus. "Les mannequins nus", "Le camp des femmes" et "Kommandos de femmes", c'est le martyre des femmes déportées à Auschwitz et à Ravensbruck, le seul camp qui leur était exclusivement réservé. "Les médecins maudits", c'est toute l'horreur des expériences médicales tentées sur des milliers de "cobayes" déportés.

Mais dans cet univers créé pour l'extermination, des "Médecins de l'impossible" accomplissaient pour leurs semblables les plus grands exploits ; et comme eux des prêtres déportés, "Les sorciers du ciel", luttaient pour maintenir l'espoir, un espoir difficile à conserver quand, sur le quai de débarquement de Dachau, c'est 500 cadavres de voyageurs que l'on sortait du "Train de la mort". Ces dix livres hallucinants sur l'univers concentrationnaire devaient être écrits. Ils constituent un document irremplaçable pour la compréhension de cette douloureuse époque.

éditions France-Empire

PUBLICIS 7228

EUROPE

L'Espagne « désenchantée »

(Suite de la première page.)

Le froid qui s'est abattu au début de la campagne sur une grande partie de la péninsule et l'absence de fièvre qui a caractérisé la plupart des réunions ont complété l'illusion : on se serait cru dans un pays de l'Europe du Nord, entré depuis longtemps dans la banalité démocratique et habitué à examiner sans délire des problèmes à peine plus nombreux qu'ailleurs.

Pour parfaire la perspective, entrons dans le domaine des petites phrases et des anecdotes. Il y a quelque temps, l'Organisation révolutionnaires des travailleurs (O.R.T.), parti prochinois, protestait auprès du quotidien *El Pais* parce que celui-ci l'avait classé parmi les formations d'extrême gauche. L'O.R.T. affirme que le qualificatif « extrême » — qui honorerait partout ailleurs un parti révolutionnaire — était de nature à lui nuire, étant donné son caractère « responsable » et son oui à la Constitution.

A l'inverse, le classement à droite, si décrié sous d'autres latitudes, n'effraie guère ceux qui le méritent. Le parti de M. Fraga Iribarne, l'Alliance populaire, n'a jamais hésité à le revendiquer. Certains membres de l'Union du centre démocratique nuancent leur position sur l'échiquier politique en disant qu'ils appartiennent à l'aile droite de leur parti.

On imagine mal un partisan de M. Lecanuet tenir le même langage. Et que dirait-on de la C.G.T. et de la C.F.D.T. si M. Barre révélait à leur propos ce que M. Abril Martorell, vice-président du gouvernement, nous confiait, au sujet des syndicats espagnols, à savoir que leur « compréhension » avait permis d'éviter la nationalisation de certaines entreprises ? (*Le Monde* du 1er février.)

Il est vrai que le secteur public a moins bonne presse ici qu'au nord des Pyrénées et que la gauche espagnole ne songe pas à élaborer un programme commun de nationalisations. Les socialistes se défient d'une « chinisation » de l'économie et, tout comme les communistes, ils sont obsédés par les souvenir de la guerre civile, donc peu tentés de ressusciter le spectre du « Frente popular ». M. Gonzalez envisage une coalition avec le centre, au cas où ni le parti de M. Suarez, ni le sien, n'obtiendrait une majorité suffisante pour gouverner, mais il a toujours repoussé une alliance avec M. Carillo. Les communistes l'accusent volontiers de suivre en ce domaine les conseils de son ami Willy Brandt, mais ils reconnaissent qu'une telle union est pour l'instant impossible.

M. Carrillo a d'ailleurs atténué ses exigences au fil des mois. Après avoir réclamé un gouvernement de concentration qui intégrerait les principaux partis, dont le sien, il ne préconise plus aujourd'hui qu'un gouvernement de coopération formé sur la base d'un programme commun entre le centre et la gauche, qui n'impliquerait pas la participation communiste. Il admet en effet que ni l'armée, ni Washington, ni une grande partie de l'opinion espagnole n'accepteraient l'accès du P.C. au pouvoir. Sans doute l'a-t-il toujours su, mais son insuccès électoral de juin 1977 l'avait conduit à dire le contraire pour gagner une place au soleil qu'il a fini par obtenir en signant, en octobre de la même année, avec les autres responsables parlementaires, le pacte de la Moncloa, dont il se prétend le principal inspirateur.

Depuis que la démocratie s'est installée, la plupart des partis se sont efforcés à la modération et ont tenté d'enterrer les mythes d'un passé riche en violences et en affrontements de toute sorte. En l'espace d'un mois, on a vu tour à tour M. Carrillo faire entériner par sa formation l'abandon de l'étiquette « léniniste », au risque de provoquer un sérieux malaise à la base, surtout en Catalogne et aux Asturies, et M. Gonzalez annoncer qu'il proposera un délestage du même genre avec le marxisme au prochain congrès de son parti.

Les prudences de la gauche

Socialistes et communistes ont fait davantage : tout au long de 1978, ils ont prêché la patience à leurs syndicats qui ont accepté sans broncher la modération salariale prévue par le pacte de la Moncloa, en échange d'une démocratisation de l'entreprise et de la vie économique, qui n'a pas encore vu le jour. Ils se sont ainsi exposés à ce que M. Abril Martorell, qui est aussi ministre de l'économie, vende un jour la mèche et reconnaisse crûment que les accords d'octobre 1977 ont servi *« à offrir une année de trêve sociale du patronat »* (*le Monde* du 15 octobre 1978). La situation a changé au premier trimestre de cette année. Faute d'un nouveau pacte social, les syndicats ont déclenché une série de grèves pour renouveler dans de bonnes conditions plus d'un millier de conventions collectives.

La gauche a pris aussi ses précautions avec l'Eglise et n'a pas répété les erreurs commises sous la République. Elle a accepté le compromis constitutionnel sur un sujet qui lui est cher, celui de l'enseignement, et s'est résigné au maintien des subventions de l'Etat à l'école privée et confessionnelle. Mais sa bonne volonté a été mal récompensée puisque les évêques viennent pratiquement d'inviter l'électorat catholique à voter pour le centre et la droite en le mettant en garde contre les partis « matérialistes » favorables au divorce et à l'avortement et hostiles à la liberté de l'enseignement.

La même attitude a été observée à l'égard de l'armée et des forces de l'ordre. Le P.C. et le P.S.O.E. ont approuvé une loi antiterroriste qui suspend certaines des garanties constitutionnelles dont l'Espagne vient de se doter, pour permettre au gouvernement de mettre un frein aux assassinats de militaires et de policiers. M. Carrillo lui-même n'agite plus, comme il y a un an, la menace d'un Pinochet espagnol pour justifier ses revendications. Il préfère désormais vanter le légalisme des forces armées.

Le scrutin montrera si les compromis passés avec le centre et la droite, pour faciliter l'étape de transition, ne vont pas coûter aux partis socialiste et communiste une certaine désaffectation de leur base ouvrière. Le dernier congrès du P.C.E. a révélé le malaise de nombre de militants devant l'absence de mobilisation populaire. Les communistes de Barcelone avouent que le compromis historique version catalane a créé des difficultés dans leurs rangs. L'U.C.D. affirme qu'elle souhaite l'évolution du P.S.O.E. vers la social-démocratie. Mais elle axe toute sa campagne contre l'apparente modération du programme socialiste qu'il présente comme une manœuvre électorale par comparaison avec les objectifs, beaucoup plus radicaux, proclamés trois ans plus tôt, au dix-septième congrès du P.S.O.E.

Les dirigeants de la gauche estiment néanmoins que s'il n'avaient pas pactisé avec M. Suarez, pendant la période constituante, la droite aurait pesé de tout son poids sur le contenu de la nouvelle loi fondamentale. Le réalisme qui imprègne le programme socialiste, on le retrouve d'ailleurs dans celui des principaux partis. De la coalition démocratique de MM. Fraga Iribarne et Areilza au parti communiste, tous acceptent le modèle politique et économique en vigueur.

C'est ce qui explique sans doute que la campagne électorale n'a pas suscité de grandes passions. Certes, les Espagnols ont voté à trois reprises ces deux dernières années, mais ils devraient en être ravis après le jeûne démocratique imposé par quarante années de franquisme. Or le contraire se produit. Certains commentateurs expliquent cette attitude par le « désenchantement ». Le peuple espagnol aurait attendu de la démocratie plus qu'elle ne pouvait apporter sur-le-champ et il aurait été déçu de constater la persistance des déséquilibres traditionnels — disparités sociales et régionales, dégradation ou insuffisance des équipements collectifs, caractère élitiste de l'enseignement et de la culture, etc. — en même temps que l'extension du chômage et du terrorisme. Il se serait laissé prendre au spectacle des « désordres » et de l' « insécurité » que les moyens de communication semblent lui offrir tous les jours, du seul fait qu'il est libre désormais de parler de ce qui était esquivé hier et qui diffère peu de ce qui se passe ailleurs en Europe occidentale.

Une autre explication tient à la politique de conseneus qui a empêché pendant un an et demi le gouvernement et l'opposition de jouer leurs rôles respectifs. Mais on imagine aisément les accusations qui seraient tombées sur le nouveau Parlement s'il s'était abîmé dans des querelles interminables. M. Gonzalez a davantage raison sans doute quand il affirme que ses concitoyens n'ont pas senti la démocratie dans leur chair, faute que les collectivités locales aient été renouvelées, et quand il rappelle que la première chose à faire aurait été de remplacer les actuelles municipalités héritées du franquisme.

Sur ce point, M. Suarez n'a pas été fidèle aux slogans de sa campagne électorale et n'a pas respecté ses engagements d'organiser des élections municipales en 1977. Celles-ci n'auront lieu finalement que le 3 avril 1979. L'un des anciens conseillers du président, M. José Ramon Lasuen, expliquait ce retard par la peur qu'une victoire de la gauche pendant le débat constitutionnel ne compromette l'adoption de la forme monarchique de gouvernement et rappelait le précédent de 1931 quand il suffit d'un succès républicain à un simple scrutin municipal pour faire tomber la monarchie. Les socialistes avancent une raison plus prosaïque : en habile manager du pouvoir, M. Suarez a préféré garder le plus longtemps possible des mairies dévouées au ministre de l'intérieur pour favoriser l'implantation de son parti et gagner ainsi les prochaines élections.

M. Carrillo, pour sa part, date le « désenchantement » du moment où le gouvernement a ajourné les réformes structurelles prévues par le pacte de la Moncloa. La démocratisation du système financier, des entreprises publiques, de la Sécurité sociale, la codification des droits des travailleurs et de l'action syndicale dans l'entreprise, la modernisation de l'agriculture, l'extension de l'école publique, autant de réformes qui n'ont pas été commencées. Le secrétaire général du P.C.E. en rend en partie responsables les dirigeants socialistes qui n'ont pas su, selon lui, utiliser leur force électorale pour obliger M. Suarez à tenir ses promesses.

Frustrations

Mais les frustrations des uns, la modération des autres, ont une raison évidente : la difficulté pour un régime autoritaire de se démocratiser en se servant des instruments et des hommes reçus en héritage sans consentir aucune violence, ni aucune purge dans un pays frappé par la crise économique et voué, par sa situation géographique, aux intrigues des superpuissances.

M. Suarez a résumé un jour devant les députés les difficultés de sa tâche. *« On demande au gouvernement de construire l'édifice d'un nouvel Etat sur celui de l'ancien,* dit-il, *de changer les conduites d'eau tout en fournissant l'eau tous les jours, de changer le système électrique tout en assurant l'éclairage, de changer le toit, les murs et les fenêtres de cet édifice sans que ses habitants sentent le vent, la neige ou le froid... »* Il a eu d'autant plus de mal à construire le *« nouvel édifice »* qu'il a rencontré à son arrivée au pouvoir, en juillet 1976, un appareil d'Etat extrêmement faible. Il en a fait un jour la confidence au directeur d'*El Pais*, M. Juan Luis Cebrian. *« Tout le monde pensait que l'Etat légué par le franquisme était fort,* avait-il déclaré, *et je l'ai laissé croire pour mene rla réforme du moindre coût possible et sans intervention étrangère. »* Un tel aveu a ouvert des abîmes de réflexion chez certains communistes qui s'interrogent sur la prudence des dirigeants de la gauche et qui se demandent si ceux-ci n'auraient pas pu provoquer la rupture si longtemps promise.

La débilité de l'appareil d'Etat s'est vite révélée à l'usage. En deux ans, M. Suarez aura dû faire face à bien des fronts : la récession économique, la crise de confiance des chefs d'entreprise, la poussée des revendications régionales, le terrorisme, la démoralisation des forces de l'ordre. Le consensus des partis et des syndicats lui aura été bien nécessaire pendant cette première étape de la démocratie. Beaucoup d'autres que lui auraient succombé.

CHARLES VANHECKE.

Prochain article :

LA STRATÉGIE DE L'ARAIGNÉE

l'événement,
ou une nouvelle conception de la croisière.

Flotta Lauro présente le Cunard Princess, bateau de 17.500 t., moderne et luxueux, spécialement conçu pour la croisière. Piscine, discothèque, cinéma, cabaret, sauna.
Itinéraire :
Gênes, Naples, Alexandrie, Port-Said, Haifa, Kusadasi, Istanbul, Le Pirée, Capri, Gênes.
Durée :
14 jours à partir du 2 juin jusqu'au 20 octobre.
Prix :
de 5.300 F à 11.700 F
flotta lauro
EVASION CROISIERES
5, bd. des Capucines - 75002 Paris - Tél : 266.46.50
MAP Lic. A 18

PUBLICIS 36587



en confiance

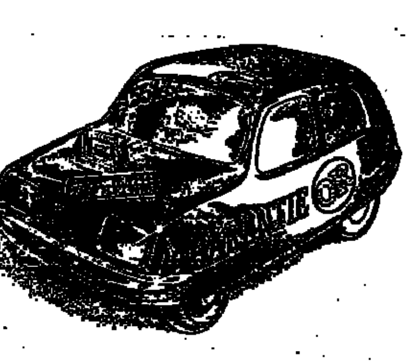
Pour acheter une voiture d'occasion, il faut avoir le choix. De la voiture de ville à la grande routière, du coupé sportif au break utilitaire, française ou étrangère, chacun doit pouvoir trouver la voiture adaptée à ses besoins.

Chez Renault, quelle que soit la marque, toutes les occasions Garantie OR subissent un examen complet et approfondi. Amortisseurs, freins, pneumatiques, parallélisme des roues, direction... Rien n'y échappe. Un bilan de santé dans les moindres détails.

Ces occasions sont Garantie OR, 6 mois pièces mécaniques et main-d'œuvre dans toute la France par 7000 concessionnaires et agents Renault.

Avec la Garantie OR, on peut parler de c !

Occasions Renault
GARANTIE OR





Renault engage son nom.





هكذا من الأصل

AFRIQUE

Ouganda

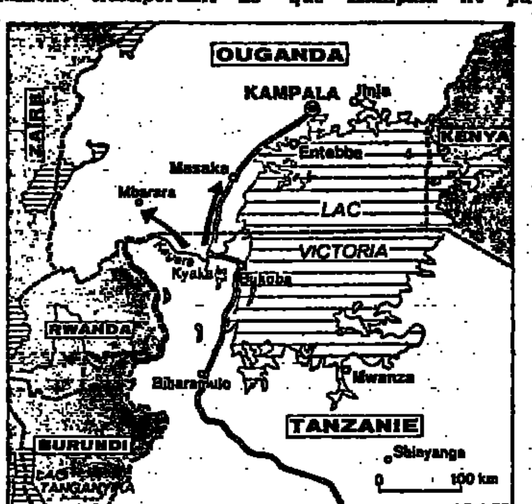
L'invasion d'opposants soutenus par les forces tanzaniennes menace le régime du maréchal Amin

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Le régime ougandais semble directement menacé, depuis la fin de la semaine dernière, par une coalition d'insurgés appuyés par des forces tanzaniennes qui opéraient dans le sud du pays. Samedi soir, le président Idi Amin a lancé un appel *à « tous les pays amis »* pour qu'ils lui dépêchent du matériel et des troupes. Il a annoncé que des combats faisaient rage à Masaka — centre commercial et militaire situé à peu près à mi-chemin entre Kampala et la frontière tanzanienne, — entre ses propres troupes et *« vingt mille soldats »* tanzaniens conduits *« par des mercenaires et quelques exilés ougandais »*.

Dimanche, le conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine, qui siège actuellement à Nairobi, a dépêché deux délétions, l'une à Dar-es-Salam et l'autre à Kampala, pour tenter de régler le conflit. De son côté, le président Arap Moi a invité ses deux voisins à appliquer un cessez-le-feu et à respecter leur frontière commune, ajoutant que le Kenya se sentait directement concerné par le conflit. Mais ces initiatives continuent de se heurter à la volonté tanzanienne d'obtenir une condamnation par l'O.U.A. de l'attaque ougandaise du 30 octobre dernier.

Les dernières informations en provenance d'Ouganda, pratiquement invérifiables, indiquent que Masaka est déserte et que des combats se déroulent dans le secteur de Mbarara, autre ville-garnison du Sud ougandais. Des milliers d'habitants auraient fui la région. Les communications terrestres avec l'est du Zaïre et le Rwanda seraient interrompues au moins depuis jeudi. Dans le Nord ougandais, des commandos auraient endommagé la piste aérienne de Gulu, principale agglomération de cette région. Des tirs d'obus de mortier seraient également signalés dans l'ouest du pays. Sur la route qui conduit de Kampala à Kigali — en passant par Masaka puis Mbarara, — trois camions transportant de l'essence auraient été détournés.



Les troupes du maréchal Amin feraient face à une coalition de déserteurs, de partisans de l'ancien président Obote et de commandos du SUM (Save Uganda Movement). Dans le sud du pays, ces forces bénéficieraient de l'appui de réguliers tanzaniens, bien que Dar-Es-Salaam n'admette toujours pas ouvertement intervenir en territoire ougandais. l'impopularité du maréchal et les lacunes du commandement ougandais expliqueraient la rapidité avec laquelle l'insurrection, appuyée par la Tanzanie, semble faire tache d'huile. En outre, il semble que Kampala ne puisse plus compter sur les largesses de Tripoli et de Moscou pour reconstituer ses stocks de matériel de guerre.

Selon une version, les troupes ougandaises auraient pris l'initiative d'une attaque, le 19 février, contre les Tanzaniens solidement retranchés sur la frontière, à l'ouest du lac Victoria. Non seulement les Tanzaniens auraient résisté sans mal, mais ils auraient monté au moins deux contre-ataques en direction de Mbarara et de Masaka, deux garnisons aux portes desquelles ils se seraient trouvés dès mercredi, alors que s'ouvraient à Nairobi les travaux d'un comité de médiation de l'O.U.A. Les Tanzaniens se seraient alors repliés, laissant le champ libre aux partisans de M. Obote et du SUM, auxquels se seraient ralliés de nombreux déserteurs ougandais.

Les quatre conditions de M. Nyerere

Dans ces combats, les Ougandais auraient perdu un millier d'hommes, quatre engins blindés de transport, deux chars soviétiques T-55, ainsi que trois chasseurs-bombardiers légers. Les pilotes ougandais n'oseraient plus, depuis, survoler les lignes tanzaniennes, même pour des missions de reconnaissance, en raison de la précision de la D.C.A. adverse, laquelle serait dotée de missiles sol-air à têtes chercheuses. En quatre mois, la moitié des appareils de l'armée de l'air ougandaise auraient été mis hors de combat.

Si ces informations doivent être accueillies avec précaution, il reste que les diplomates de Nairobi se demandent aujourd'hui combien de temps le maréchal Amin pourra encore tenir sans appui extérieur face à une série d'actions apparemment concertées pour le renverser. Les opérations de sabotage, dans le Nord et l'Ouest du pays, si elles se confirment, indiqueraient que l'opposition armée au maréchal ougandais a accompli de nets progrès depuis qu'elle s'est manifestée pour la première fois, le 3 février, lors de l'attaque contre la centrale électrique de Kampala. Dans la capitale même, la situation semble assez tendue pour que les étrangers commencent à évacuer leurs familles.

A la délégation de l'O.U.A., qu'il a reçue dimanche, le président Nyerere a répété les quatre conditions de son gouvernement : condamnation formelle par l'Organisation panafricaine de l'incursion militaire ougandaise de novembre ; renonciation par Kampala à toute revendication territoriale ; versement par l'Ouganda de dommages de guerre ; engagement du maréchal Amin à ne plus faire de la Tanzanie le *« bouc émissaire »* de ses difficultés internes. Le maréchal Amin s'est montré beaucoup moins exigeant puisqu'il a promis *« toute sa coopération »* aux délégués de l'O.U.A. On ne se fait guère d'illusions, ici, sur la possibilité d'un règlement pacifique : pour faire face à la situation, le maréchal doit avant tout compter, cette fois, sur lui-même.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

LE CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL

Alger demande à la Mauritanie de donner une « impulsion décisive » à ses négociations avec le Polisario

De notre correspondant

Alger. — Après avoir durci le ton à l'égard du Maroc et sèchement démenti tout projet de rencontre « au sommet » avec le roi Hassan II, l'Algérie vient de confirmer son raidissement dans l'affaire du Sahara occidental en demandant à la Mauritanie *« d'accorder ses déclarations d'intention et ses actes »* et de donner *« une impulsion décisive à ses négociations avec le Polisario »*.

Dans un message envoyé le samedi 24 février au colonel Mustapha Ould Salek, président du Comité militaire de redressement national mauritanien, le colonel Chadli Bendjedid, nouveau chef de l'Etat algérien, estime en effet que *« rien de définitif n'est encore venu dans les faits répondre correctement à l'initiative historique du Front de décréter spontanément un cessez-le-feu unilatéral avec la Mauritanie »*. *« Nous ne doutons pas*, dit-il, *que votre attachement aux nobles idéaux de la charte de l'O.U.A. et au principe du non-alignement vous guidera dans la décision de justice qui s'impose et qui relève exclusivement de l'affirmation de la seule souveraineté mauritanienne. »*

Après avoir demandé à son interlocuteur d'agir *« avec célérité »*, le président algérien fait état de la *« disponibilité »* de son pays, prêt à aider *« dans toute la mesure de ses moyens à la réalisation de cette entreprise de paix »*.

Les responsables sahraouis ont déjà dénoncé à plusieurs reprises les *« tergiversations »* des dirigeants de Nouakchott, les accusant de vouloir gagner du temps et de faire traîner en longueur les discussions entamées au mois de septembre 1978 à Paris.

Les Algériens avaient évité jusqu'à présent d'évoquer ce sujet, s'abstenant de mettre en doute la volonté de paix proclamée par la Mauritanie.

Au début du mois de janvier, le chef de l'Etat par intérim, M. Rabah Bitat, avait envoyé un chaleureux message au colonel Ould Salek, dans lequel il évoquait *« les perspectives immenses de coopération et de bon voisinage »* qui s'ouvriraient aux deux pays *« une fois satisfaites les aspirations nationales du peuple sahraoui »*. Le climat s'étant ainsi nettement amélioré, on s'attendait visiblement à Alger à une initiative de Nouakchott. Or, rien ne s'est produit, le colonel Ould Salek se contentant de proclamer épisodiquement son attachement au principe de l'autodétermination.

En mettant Nouakchott au pied du mur, Alger semble décidé à brusquer les événements.

De son côté, le Polisario, qui s'apprête à célébrer *« quelque part dans les territoires libérés »*, au sud de Tindouf, le troisième anniversaire de la création de la R.A.S.D., vient de marquer un point avec la reconnaissance de la République sahraouie par les autorités d'Addis-Abeba. Une délégatoin du Front, conduite par son secrétaire général adjoint, M. Bachir Mustapha Sayed, arrive, d'autre part, ce lundi 26 février, à Téhéran, pour rencontrer l'ayatollah Khomeiny. On espère à Alger que l'Iran suivra l'exemple de l'Ethiopie et ne tardera pas à reconnaître officiellement la R.A.S.D.

DANIEL JUNQUA.

● *Le comité central du F.L.N. algérien* se réunira pour la première fois le mardi 6 mars. Il étudiera les propositions de bureau politique concernant l'organisation et le fonctionnement du parti ainsi que les dispositions de la réforme constitutionnelle décidées par le récent congrès du F.L.N. Celle-ci doit, notamment, préciser l'étendue des responsabilités du premier ministre dont la nomination sera désormais obligatoire et non plus seulement facultative. La composition de nouveau gouvernement, toujours étudiée car le chef de l'Etat, ne sera vraisemblablement connue qu'après l'adoption, par l'Assemblée nationale, des modifications constitutionnelles. — *(Corresp.)*

Maroc

M. Ali Yata est réélu secrétaire général du Parti du progrès et du socialisme (communiste)

De notre correspondant

Rabat. — Par acclamation, et à l'unanimité, M. Ali Yata, député de Casablanca, a été réélu secrétaire général du Parti du congrès et du socialisme (P.P.S., communiste) au terme du deuxième congrès de ce parti *(le Monde* du 24 février). Ainsi le P.P.S. a gardé comme figure de proue celui qui, depuis une trentaine d'années, est resté le militant infatigable du communisme marocain, quelle qu'ait été, à travers plusieurs avatars, la forme prise par cette famille politique.

Le congrès a été marqué par le renouvellement du comité central, grâce à l'arrivée de jeunes militants, présents à ces assises dans des proportions bien supérieures à celles des réunions d'autres partis politiques ces derniers mois.

Pour un « Front national démocratique »

La ligne du P.P.S. a été approuvée telle qu'elle avait été présentée par M. Ali Yata dans un rapport volumineux sur les *« tâches importantes de la révolution nationale démocratique »*. Les références au *« socialisme scientifique »* n'ont pas manqué (et non au *« marxisme-léninisme »*, qui avait en d'autres temps servi d'argument pour la dissolution du parti communiste marocain).

Le P.P.S. entend bien ne pas *« sous-estimer les possibilités »* de la *« légalité reconquise »*. *« Il est*, affirme-t-il, *le dépositaire des aspirations révolutionnaires et nationales de la classe ouvrière marocaine. »*

Son analyse de la situation économique et sociale le conduit à dresser *« un constat d'échec »* de la politique des dirigeants, tout en admettant certains points positifs mais insuffisants à ses yeux et une tendance générale à *« enrichir les riches et à appauvrir les pauvres »*.

Le P.P.S. demande, entre autres, la nationalisation des *« secteurs-clés »* tels que les banques et les assurances, une réforme agraire, un *« développement conséquent »* du secteur industriel étatisé et une refonte du système d'enseignement.

Plus déterminé que jamais à ne pas laisser remettre en cause la souveraineté marocaine au Sahara occidental, il se prononce pour un *« Maghreb des peuples »*, mais d'abord, dans un premier temps, pour un *« Maghreb des Etats »*. Pour mettre fin au conflit saharien, le P.P.S. propose un *« pacte de non-agression »* entre le Maroc, l'Algérie et la Mauritanie.

Le P.P.S. demande aussi la constitution d'un gouvernement de coalition nationale, où sera représenté un *« front national démocratique »* dont il préconise également la constitution — c'est-à-dire une « union de la gauche » groupant le P.P.S., l'Union socialiste des forces populaires et l'Union nationale des forces populaires, *« avec l'appui de l'Union marocaine du travail (U.M.T.) »*.

Déplorant la « division syndicale » le P.P.C. estime que l'U.M.T. devrait être le creuset de l'*« unité syndicale totale »*. Pareille proposition a peu de chances d'aboutir actuellement étant donné l'antagonisme qu'a fait apparaître sur le plan syndical la création récente de la Confédération démocratique du travail, proche de l'Union socialiste des forces populaires.

LOUIS GRAVIER.

Zambie

● M. JOSHUA NKOMO, co-dirigeant du Front patriotique rhodésien, a déclaré, samedi 24 février à Lusaka, que douze réfugiés avaient trouvé la mort et que cent quatorze autres avaient été blessés au cours du raid lancé vendredi par l'aviation rhodésienne *(le Monde* daté 25-26 février) contre le camp de Nampundwe Mine, à 30 kilomètres de Lusaka. — *(Reuter.)*

Tchad

LE NIGÉRIA PROPOSE D'ACCUEILLIR UNE « CONFÉRENCE DE RÉCONCILIATION »

Alors que le cessez-le-feu conclu entre les partisans du président Malloum et ceux du premier ministre tchadien, M. Hissène Habré, semble respecté à N'Djamena, le Nigéria, inquiet de l'aggravation de la situation chez son voisin du nord, a proposé dimanche 25 février la tenue d'une *« conférence de réconciliation »* entre les deux factions tchadiennes. Celles-ci ont été invitées à se réunir à Kano, capitale du nord Nigéria, en compagnie de représentants de l'O.U.A. et des pays voisins du Tchad. — *(A.P.)*

demain l'afrique

TCHAD EXCLUSIF

Malloum et Hissein Habré s'expliquent

une double interview explosive à ne pas manquer

2e QUINZAINE DE FEVRIER
EN VENTE 7 F CHEZ TOUS
LES MARCHANDS DE JOURNAUX

PAQUES-ÉTÉ
SÉJOURS LINGUISTIQUES
GRANDE-BRETAGNE - ALLEMAGNE - U.S.A.
4 formules de séjour en famille avec ou sans cours

ef
ECOLE EUROPEENNE DE VACANCES
9 rue Pasquier
75008 PARIS
Tél. 266.20.13
Tlx. 650018

NOM ....
ADRESSE ....
....
VILLE ....
CODE POSTAL....................
Bon à retourner pour recevoir la documentation EF.
P. 27.2

Vous avez des produits.
Nous avons les clients.
... à votre disposition.

Vendre en 1979, c'est trouver de nouveaux clients. Ne vous dispersez pas inutilement, TRILIST peut vous aider.

Spécialistes du publipostage et du suivi téléphonique des messages, nous sommes aussi un peu plus :

Parce que nous prenons le temps de définir les créneaux de marché où vous obtiendrez les meilleurs contacts utiles.

Parce que nous sélectionnons avec rigueur les noms et adresses des prospects à toucher; pour qu'un maximum de vos prospects devienne vos clients, et pour bien préparer le terrain de vos commerciaux.

TRILIST va encore plus loin : il assure la relance téléphonique de certains messages, parce qu'un contact direct augmente considérablement leur efficacité.

Il n'y a qu'un contact dont nous vous laissons le soin, c'est le premier, au 260.31.86. C'est votre contact.

Le reste, c'est notre affaire.

A moins que vous ne préfèreriez nous retourner ce bon pour nous juger sur pièces, comme des centaines d'entreprises qui nous font confiance.

TRILIST : 10 ANS DE RÉUSSITE DANS LE «BON CONTACT»

M., Mme, Melle ____
Fonction ____
Société ____
Adresse ____
3MO 2

Souhaite recevoir, sans engagement de sa part, une documentation sur vos activités.

TRI LIST
TRILIST
6, rue du Mont-Thabor 75001 PARIS
Tél. : 260.31.86

Savez-vous professeur quelle est équipée d'une suspension hydropneumatique !
Bien sûr, elle est sympathique ! Et surtout, elle est équipée d'une suspension hydropneumatique !

GSpécial : la seule 6 CV au monde équipée d'une suspension hydropneumatique.

CITROËN GS
CITROËN TOTAL

Le Monde

politique

A LEUR CONGRÈS DE CHARENTON-LE-PONT

Les jeunes giscardiens dénoncent « les sentiments xénophobes et ultra-nationalistes » des adversaires de l'Europe

Les jeunes giscardiens du mouvement Autrement vont s'engager dans le débat européen en donnant à leur campagne un ton concret et apolitique destiné à mobiliser les jeunes générations qui n'ont connu jusqu'à présent que l'Europe des « marchands et des douaniers ».

Au cours de leur deuxième congrès qui a eu lieu les 24 et 25 février à Charenton-le-Pont (Val-de-Marne), les six cents délégués du mouvement s'en sont pris à ceux qui tentent de faire croire que « la construction européenne mènerait la France à son déclin ». « Sachez, Messieurs, a déclaré leur « porte-parole », M. Hugues Dewavrin, que les sentiments xénophobes et ultra-nationalistes que vous proposez ne trouveront aucun écho chez les jeunes, même si vous agitez vos vieux épouvantails défraichis. »

Ces déclarations sont révélatrices de la démarche du mouvement qui cherche depuis sa création, en octobre 1977, à apparaître sous un jour plus syndical que politique, multipliant les réflexions concrètes sur la vie au lycée ou le service national et évitant de se laisser entraîner *« dans les méandres de la politique politicienne, pour ne pas dire politicarde ».*

Aucun dirigeant du mouvement n'est autorisé à briguer un mandat électif. Il n'y en aura pas sur la liste de l'U.D.F. aux élections européennes. M. Henri Giscard d'Estaing, le fils aîné du président de la République, qui sera candidat aux élections cantonales, a quitté l'« équipe nationale » du mouvement ce week-end. Le mouvement, en revanche, organisera des meetings pour défendre, *« à côté des partis »*, l'*« idée »* européenne.

Lorsque M. Dewavrin qualifie de *« fantaisie »* les dosages et les querelles de têtes de liste qui agitent des états-majors politiques, il utilise la tactique qui a permis à son mouvement d'accroître sensiblement son audience (le nombre des sympathisants serait de l'ordre de trente mille). Lorsqu'il s'en prend, à propos de l'Europe, aux xénophobes, il flatte les sentiments très anti-R.P.R. et anticommunistes des cadres du mouvement.

Six ministres ou secrétaires d'Etat, dont un R.P.R., M. Robert Boulin, ministre du travail et de la participation, ont participé à huis clos aux travaux de la commission. Dans certains cas, les jeunes giscardiens ont maintenu, face à leurs interlocuteurs, des positions très en flèche, comme la généralisation à tous les cycles d'enseignement des cinq heures d'éducation physique et sportive par semaine.

Dans d'autres cas, plus nombreux, les jeunes giscardiens ont fait disparaître de leurs motions des revendications qui auraient pu gêner le gouvernement. C'est ainsi que, s'ils prônent l'abaissement de l'âge d'entrée en apprentissage à quatorze ans, ils ont renoncé à demander la revalorisation de la rémunération des apprentis et l'augmentation du nombre d'inspecteurs d'apprentissage. Un choix qui risque de ne pas faciliter leur implantation, annoncée à cor et à cri, dans ce secteur.

En contrepartie, certains ministres ont exprimé leur intention de tenir compte ou d'étudier certaines propositions. M. Christian Beullac, ministre de l'éducation, a indiqué qu'il demandera *« cette semaine »*, la réunion d'une commission chargée d'examiner l'harmonisation de l'apprentissage des langues étrangères. Il s'est déclaré prêt à accepter la participation de lycéens à une concertation *« débouchant sur une refonte complète de notre système d'orientation scolaire ».*

Afin d'encourager une plus grande participation des lycéens à la vie des établissements, il a donné son accord de principe à une réunion annuelle de tous les professeurs d'une même classe avec leurs élèves, qui se substituerait au conseil de classe du deuxième trimestre. M. Boulin s'est engagé à créer une *« antenne »* pour les jeunes dans les agences pour l'emploi.

Ces résultats justifient, aux yeux des dirigeants d'Autrement, leur démarche qui donne la priorité « aux propositions et aux innovations » plutôt qu'aux « défilés de protestation ». Le mouvement avait jusqu'ici organisé des rassemblements spectaculaires avec MM. Giscard d'Estaing, Raymond Barre et de nombreux artistes de variétés. En réunissant un congrès, en grande partie à huis clos, les jeunes giscardiens ont voulu montrer qu'ils sont aussi capables de « travailler » et qu'ils ont maintenant atteint une période de maturité.

L'« équipe nationale » élue pendant le week-end comprend MM. Hugues Dewavrin (porte-parole), Dominique Ambiel, Mlles Sylvie Barbe et Capucine Fandre, ainsi que M. Antoine de Menthon. Un « délégué national » chargé des problèmes ruraux a été nommé pour développer l'implantation du mouvement dans ce secteur.

BERTRAND LE GENDRE.

LES JOURNÉES PARLEMENTAIRES DU R.P.R.

Bien loin de la Lorraine...

De notre envoyé spécial

La Guadeloupe. — Les journées parlementaires du R.P.R. se sont ouvertes samedi 24 février à Gosier (Guadeloupe). Dans son allocution de bienvenue, le docteur Hélène, maire de la commune, ancien député, a souhaité qu'à l'exemple des élus gaullistes *« tous les parlementaires, quelle que soit leur appartenance politique, viennent voir sur place les populations d'outre-mer avant de décider de leur sort ».*

Insistant une nouvelle fois sur le caractère « normal et naturel » de la présence des élus R.P.R. dans les Antilles, M. Claude Labbé, président du groupe de l'Assemblée nationale, a relevé que, si la France connaît actuellement des problèmes d'une gravité certaine, la Guadeloupe elle non plus n'est pas épargnée. Et puis, a-t-il ajouté, comme pour dissiper ce qui paraît être chez certains une persistante mauvaise conscience : *« Ce n'est pas parce que nous sommes ici, aussi loin des difficultés de la Lorraine, que nous allons les oublier. Au contraire, elles seront au cœur de nos réflexions et de nos travaux. »*

Dimanche, les parlementaires ont sillonné Basse-Terre, découvert la végétation tropicale en visitant le parc naturel de Guadeloupe, et escaladé la Soufrière.

A Saint-Claude, municipalité R.P.R., ils ont évoqué « le grand absent », M. Jacques Chirac, « présent dans les esprits et les cœurs », avait précisé M. Labbé, et qui, en novembre dernier, était passé par là, qualifiant même, on s'en souvient encore ici, le maire de la commune « d'ami personnel ».

Dans les discours, on releva que les Guadeloupéens avaient compris que leur avenir n'était pas l'isolement vis-à-vis de la France et que les élections européennes « constitueraient un enjeu capital » pour les départements d'outre-mer.

Le secrétaire de la section R.P.R. locale énuméra, quant à lui, les difficultés que rencontre le département : « La banane qui mévente », le chômage des jeunes, etc. M. Raymond Guilliod, député de la circonscription, constata qu'après la route du Rhum, la Soufrière et le sommet des quatre grands, les journées parlementaires contribuaient à leur tour à braquer les projecteurs sur la « Cendrillon des départements d'outre-mer ».

Enfin, M. Labbé parla des élections : européennes d'abord, pour souhaiter une participation massive des électeurs ; cantonales ensuite, pour souligner que le sort du département en dépendait un peu et qu'il importait, par conséquent, d'assurer la victoire de « la majorité française ». Pour ce faire, déclara-t-il, les partis de la majorité doivent s'unir au second tour.

La journée devait s'achever à la résidence du préfet, M. Guy Maillard, dans un décor à la « Autant en emporte le vent ». La douceur de vivre reprenait ses droits et, dans ces jardins luxuriants, on était alors bien loin de la Lorraine.

PATRICK FRANCÈS.

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

HAUTE-SAVOIE : Saint-Julien-en-Genevois (2e tour).

Inscr., 3 430 ; vot., 1 892 ; suffr. expr., 1 843. Liste d'union d'intérêt communal (div. maj.), 993 voix en moyenne, 5 sièges ; liste Saint-Julien démocratie, présentée par le P.S., 728 voix en moyenne.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de huit conseillers municipaux, dont le maire, M. Lucien Delbreuve (mod. maj.), qui ne se représentaient pas et qui avaient donné leur démission à la suite de profondes dissensions au sein de l'équipe municipale.

Au premier tour, la liste de la majorité avait enlevé trois sièges (les trois élus avaient respectivement obtenu 991, 976 et 948 voix). Elle était conduite par M. Pierre Mazeaud, ancien ministre, chargé, en décembre 1978, par M. Jacques Chirac de réorganiser la fédération départementale du R.P.R. La liste présentée par le P.S. était arrivée en seconde position avec 400 voix en moyenne. Elle devançait trois autres listes : celle d'Union et d'action municipale, qui avait recueilli en moyenne 202 suffrages, celle du P.C. (162 voix en moyenne) et une liste de la concertation (120 voix en moyenne). Il y avait eu 1 887 votants et 1844 suffrages exprimés sur 3 438 inscrits.

Entre les deux tours, M. Pierre Mazeaud avait déclaré : « Ce scrutin se veut totalement apolitique. Personne ne portera l'étiquette. Les candidats de la liste d'union sont bien conscients qu'il est nécessaire de voir Saint-Julien dirigé par un maire ayant quelque autorité, afin de faire cesser les querelles qui paralysent toute action municipale. » M. Mazeaud a, d'autre part, confirmé sa candidature au siège de conseiller général du canton dont Saint-Julien-en-Genevois est le chef-lieu.]

LOIRE-ATLANTIQUE : Le Pellerin (2e tour).

Inscr., 2 118 ; vot., 1 323 ; suffr. expr., 1 288. M. Maurice Guenichon (sans étiq.), candidat de la liste de M. Gaston Villaine, maire sortant, 515 voix, *ELU* ; Mme Marie-Claude Mériadec, comité de l'environnement, 365 ; MM. Gérard Duguet, P.S. - Ecologie 44, 220 ; Paul Edom, P.C., 188.

[Le conseil municipal avait donné sa démission dans les mêmes conditions et pour la même raison que celui de Cheix-en-Retz. Au premier tour, la liste de M. Villaine, maire sortant, avait remporté vingt des vingt et un sièges à pourvoir avec 645 voix en moyenne contre 335 en moyenne à celle du P.S. et 181 en moyenne à celle du P.C., sur 2 118 inscrits, 1 372 votants et 1 219 suffrages exprimés.

P.C. et P.S., qui avaient constitué une liste commune en mars 1977, et sur laquelle six socialistes avaient été élus, n'avaient pu s'entendre sur la reconduction d'une telle liste. Les socialistes, alliés aux écologistes, n'ont pas réussi à emporter le siège restant en ballottage et semblent payer l'ambiguïté des positions qu'ils ont prises au sujet de la construction de la centrale.

Mme Marie-Claude Mériadec, qui était premier adjoint dans le conseil démissionnaire, enregistre une défaite d'autant plus surprenante que, en mars 1977, c'était elle qui, soutenue par le comité de défense de l'environnement, avait obtenu le plus grand nombre de voix. Mme Mériadec et les écologistes du comité de défense avaient préconisé l'abstention au premier tour.]

LOIRE-ATLANTIQUE : Cheix-en-Retz (2e tour).

Inscr., 242 ; vot., 212 ; suffr. expr., 205. Liste de M. Michel Pacaud, maire sortant, 99 voix en moyenne, 5 sièges ; liste « ouverte », 94 voix en moyenne, 3 sièges.

[Le conseil municipal avait donné sa démission le 17 octobre 1978 pour protester contre l'avis favorable donné par le Conseil d'Etat au projet d'installation d'une centrale électronucléaire sur le territoire de Cheix-en-Retz et du Pellerin.

M. Pacaud, maire sortant, avait été réélu dès le premier tour, ainsi que deux de ses colistiers avec 91 voix (moyenne de liste) contre 72 en moyenne à la liste composée de dissidents du conseil démissionnaire. Les candidats de cette liste dite « ouverte », dont trois ont été élus au second tour, affirment partager la position de M. Pacaud, hostile à la centrale nucléaire, mais lui être opposés pour des raisons personnelles. Le taux de participation au second tour (87,6 %), et déjà au premier (79,3 %), témoigne de l'intérêt soulevé pa la consultation.]

LIC783A

NOUS RENDONS
LE VOYAGE AU VOYAGEUR.

Jacques Maillot
Nouvelles Frontières



Le voyage. Encore un mot galvaudé, exploité, détourné, au nom du néo-colonialisme, de la consommation, de l'argent.

Nous refusons de considérer les pays où vous vous rendez comme des marchandises. Nous refusons de vous déplacer comme des pions. Le voyage n'est pas un bien de consommation. C'est un mode de rencontre.

Sa réussite dépend autant de vous que de nous.

Nous, nous mettons à votre disposition les moyens de votre voyage : huit formules, du circuit organisé au circuit aventure, qui ont toutes un point commun : vous rapprocher des hommes vivant leur quotidien chez eux.

Nos circuits ne sont pas conçus en fonction de l'infrastructure hôtelière existante, mais des centres d'intérêt réels.

Les moyens de transport et le logement ne vous isolent jamais du pays et de la population à qui vous rendez visite.

Un exemple. Au village de Siti Fatma, dans le sud du Maroc, vous dînerez et vous passerez la nuit chez l'habitant.

Partir, ni en touriste, ni en conquérant, mais tout simplement en voyageur, c'est aussi cela, le droit au voyage.



nouvelles frontières
Nous luttons pour le droit au voyage
66 bd Saint-Michel 75006 Paris. 329.12.14.

AU COLLOQUE SUR LA IV

Un régime demeuré

L'affaire de Suez

journal mensuel de documentation politique
après-demain
Offre un dossier complet sur :
LE TERRORISME

مكتبة الاهرام

هكذا من الأصل

AU COLLOQUE SUR LA IVe RÉPUBLIQUE

Un régime demeuré impopulaire

Pour sa dernière séance, le colloque consacré à la IVe République par le C.N.R.S. et l'université de Paris-I s'était transporté, samedi matin, du froid et solennel quai Anatole-France jusqu'aux locaux du Centre de recherches historiques et juridiques, rue Malher, en plein Marais. Le double patronnage d'un musicien et de la poésie n'a malheureusement orné le régime abattu d'aucun charme rétrospectif.

« L'histoire, c'est l'intelligence de quelque chose qui a eu lieu une fois, qui ne se reproduira pas, mais qui *dégage des lois générales* », expliqua M. Léo Hamon, professeur, ancien ministre et surtout efficace et inlassable maître d'œuvre de la rencontre, dans le rapport de clôture où il s'efforça de tirer une leçon globale de tous les exposés précédents.

Des deux dernières communications développées avant la sienne, sous la présidence de M. Creyssel, par les professeurs Dabezies et Mesnard, il ne se dégagea finalement rien d'autre qu'une impression de faiblesse, de gaspillage, bien qu'avec l'armée puis la culture elles concernâssent deux sujets bien différents.

Dans son exposé d'une forme classique, rigoureuse, parfois brillante, le premier orateur étudia par quel cheminement l'ignorance des politiques envers la société militaire devait conduire celle-ci à franchir le Rubicon, épisode sans précédent depuis le 18 Brumaire. Dans les forces de l'Alliance atlantique en Europe, contre la guérilla indochinoise en Asie, les soldats français occupèrent alors simultanément deux fronts essentiels de la guerre froide. « *A partir de là*, constata le professeur Dabezies, *la tendance habituelle à toutes les armées engagées dans un combat de subordonner la politique à la stratégie* » les entraîna à « *substituer leur pouvoir à celui des gouvernements instables, lointains et défaillants. En Algérie, la recherche du « renseignement » à n'importe quel prix les accula davantage encore à mener des actions illégales et illégitimes, et à imposer leur ligne de conduite sans que l'autorité trouve rien à dire* ». Comment l'aurait-elle pu lorsqu'un président du conseil pouvait tomber sur les allocations familiales ! Quand la faiblesse s'étend, l'impossible devient probable.

Après le professeur Dabezies, son collègue, M. Mesnard, chargé de conférences à l'université de Paris-II, tenta, sans succès, de découvrir les ambitions culturelles du régime déchu. Faute de pouvoir en décrire une seule de quelque importance, il lui fallut donc se rabattre sur les « réalisations structurelles » : création du Centre national de la cinématographie, décentralisation théâtrale encouragée par Pierre Bourdan, établissement du Haut Comité de la jeunesse, etc. M. Mesnard suggéra qu'il ne s'agissait pas là d'œuvres négligeables. En toute justice, les responsables successifs de l'époque pouvaient-ils vraiment faire moins ? A la différence des succès économiques incontestablement mis en valeur lors de la journée précédente, le bilan culturel de la IVe paraît plutôt maigre et n'inspire qu'une commisération attristée.

L'affaire de Suez

Présent dans la salle samedi matin, l'ancien ministre des affaires étrangères du gouvernement Guy Mollet, M. Christian Pineau, avança, sur l'opération de Suez, les souvenirs d'un témoin et l'opinion d'un socialiste, sous les regards sarcastiques ou poliment narquois d'une partie de l'assistance. Avec la bonhomie, la clarté de langage d'une époque où les orateurs n'introduisaient pas la locution « au niveau » cinq ou six fois par phrase comme certains savants orateurs du colloque le firent maintes fois sans aucune gêne, ce membre éminent de l'ancienne S.F.I.O. reprocha aux historiens « de ne pas se mettre assez dans le contexte et la mentalité de l'époque » où des décisions capitales furent prises. Observation banale, mais d'une profonde sagesse : Fustel de Coulanges enseignait déjà qu'« un « historien n'a pas à dire ce qu'il pense personnellement » d'un régime, mais à dire « plutôt ce que les hommes d'alors en ont pensé ». A cet égard, la nostalgie provocante ou résignée de certaines communications n'exprima pas toujours la lassitude ou le dégoût des contemporains de la IVe République. L'utilisation polémique et commode qu'a faite ultérieurement de cette répulsion la Ve République n'ôte rien à une telle évidence.

Selon l'exposé final de M. Léo Hamon, le colloque souhaitait cependant dépassionner le débat, offrir à un régime, toujours impopulaire près de vingt et un ans après sa chute, la chance d'un examen sérieux, impartial, organisé par des historiens et des politologues. Grâce à son humanisme et à son humour personnel, l'objectif a été plusieurs fois atteint. Quant à la réhabilitation complète, nul n'osa vraiment en prendre une seule fois le risque de front.

GILBERT COMTE.

LES CONTESTATAIRES DU P.C.F. ET LA PRÉPARATION DU XXIIIe CONGRÈS

A Paris, une centaine de militants communistes, pour la plupart parisiens, se sont réunis samedi 24 février pour discuter de la situation dans les pays socialistes, du conflit entre la Chine et le Vietnam et des relations sino-soviétiques. Les organisateurs de cette réunion, parmi lesquels MM. Etienne Balibar, Guy Bois, Mme C. Buci-Glucksman, MM. Gérard Molina et Yves Vargas, avaient indiqué, dans une lettre adressée à la direction du parti communiste, leur intention de « *créer un cadre de réflexion et de recherche sur les problèmes du socialisme dans les pays réputés être engagés dans sa construction* ». Ils ajoutaient que, sur ce sujet, « *personne ne peut se satisfaire de l'état actuelle de la réflexion dans le parti* » et situaient leur entreprise dans la suite de la publication de l'ouvrage *l'U.R.S.S. et nous*.

La réunion de samedi a porté notamment sur la question de savoir si cette initiative devait donner lieu à l'organisaton d'une tendance qui participerait en tant que telle à la préparation du XXIIIe Congrès. Les organisateurs de la réunion sont hostiles à une telle évolution. Ils avaient d'ailleurs précisé, dans la lettre qu'ils avaient adressée à la direction du parti, qu'ils *accepteraient*, si cela leur était proposé, de placer leur activité dans le cadre du Centre d'études et de recherches marxistes (CERM).

"Dans un scrutin serré, l'élection se gagne autant dans la surveillance du dépouillement que dans la campagne".

LE GUIDE DES ÉLECTIONS MUNICIPALES ET CANTONALES

Une synthèse en 100 pages des règles et des pratiques électorales indispensable aux candidats et aux mairies.

Vente par correspondance au :

Centre d'Information des Collectivités locales
13, rue d'Uzès - 75002 PARIS tél. 508.44.03

Prix : 67,20 F franco



Au BHV Rivoli.

-20% et crédit gratuit* sur tous les tapis d'Orient.

De quoi aimer deux fois plus l'Orient.

DU 26 FÉVRIER AU 24 MARS -20% SUR TOUTES LES FOURRURES D'AMEUBLEMENT.

Iran, Turquie, Chine, Afghanistan, Pakistan, Inde. Depuis toujours, ils sont noués à la main par des artisans garants de traditions séculaires.
Depuis toujours, ils sont en laine ou en soie, aux couleurs chatoyantes ou fondues.
Depuis toujours, ce sont des pièces uniques qui ne cessent de prendre de la valeur.
Tous ces chefs d'oeuvre sont au BHV Rivoli, tous accompagnés d'un certificat d'authenticité.
Le BHV c'est aussi une large gamme de prix: de 100 F à 250 000 F.
Et jusqu'au 24 Mars, vous bénéficierez de 20 % de réduction et du crédit gratuit sur toute la collection.

Le BHV vous en dit plus sur les tapis:
– Exposition permanente d'une trentaine de très beaux tapis anciens.
– Le Mercredi à 15 h 30 et 18 h 30, le Samedi à 15 h et 17 h: conférences faites par D. et P. Chevalier experts près le syndicat français des experts professionnels en oeuvres d'art.
– Tous les jours: démonstration de restauration d'un tapis d'Orient sur un métier artisanal par un spécialiste.

**à partir de 850 F d'achats.*

Après acceptation d'un découvert en compte Cofinoga ou d'un crédit BHV. Non cumulable avec franco-province et opérations promotionnelles en cours. A l'exception des articles marqués d'un point vert et des services.

BHV

Le grand magasin spécialiste de la maison et des loisirs.

le journal mensuel de documentation politique
après-demain
(non vendu dans les kiosques)

Offre un dossier complet sur :

LE TERRORISME

Envoyer 20 francs (timbres ou chèque) à APRES-DEMAIN 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 50 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS CANTONALES

TARN : un président à majorité variable

De notre envoyé spécial

Albi. — *J'essaie de rapprocher*
[les cœurs « à la tarnaise » (...)
Car je souhaite avant tout
[qu'entre chacun des bords,
Contemplé du perchoir, à mes deux
[hémisphères
L'on sache témoigner qu'on peut
[bâtir encore
Un pont fait de respect et courtoises
[manières...

Il est peu habituel qu'un président de conseil général termine par des alexandrins de son crû son discours de fin de session. Mais il est des lieux — et le département du Tarn en est un — où le verbe et la cadence conservent leur importance dans le débat politique.

C'était la première conclusion que l'on pouvait tirer, le 12 janvier à Albi, du « final » de l'allocution de M. Louis Brives, sénateur, radical de gauche, élu du canton de Cuq-Toulza, et conseiller général renouvelable en mars 1979.

La seconde conclusion est que... l'élection du président de l'assemblée départementale, au lendemain du prochain scrutin, ne sera pas une affaire toute simple. Qu'on ne s'y trompe pas : « *Rapprocher les cœurs « à la tarnaise »* n'est pas une fleur de réthorique totalement innocente. Tout est même là : il peut fort bien arriver, au lendemain du second tour, que l'élection du président se joue à une ou deux voix et que l'important, alors, ce soit le « *pont* » ; qu'il soit ou non « *fait de respect et courtoises manières* ».

Depuis vingt bonnes années, la désignation du président du conseil général du Tarn se joue sur deux suffrages, parfois un seul, quand on n'envisage pas de faire jouer la règle du bénéfice de l'âge.

Quarante-deux cantons au total, vingt et un renouvelables : quelques pronostics assurés comme par exemple (tout le monde semble d'accord à Albi) la conquête du canton de Graulhet par la gauche ; mais aussi bon nombre d'incertitudes qui font que la majorité du conseil peut aussi bien être d'opposition — comme actuellement — que... de la majorité. Il est vraisemblable aussi que, d'un côté comme de l'autre, ce pourrait ne pas être de beaucoup. D'où une hypothèse que M. Louis Brives ne peut pas négliger, s'il est candidat à sa propre succession : celle d'être éventuellement réélu, lui le représentant de l'opposition, avec un « petit » apport venant de la majorité. Ce n'est là qu'une éventualité car, si la gauche l'emporte franchement, l'apport ne sera pas nécessaire. De plus, si le P.S. est le principal bénéficiaire de la progression, il pourrait avoir son propre candidat. Parallèlement, si la majorité rafle une grosse partie des mises, elle ne pourra pas faire autrement que d'avoir son propre concurrent.

Mais enfin, tout laisse penser que M. Brives aurait tort de négliger ses atouts de radical de gauche mis en position centrale, d'homme de dialogue, d'élu « *de tous* ». Il se garde bien d'une telle négligence.

A ces atouts s'en ajoutent d'ailleurs quelques autres. Du côté de la gauche d'abord. Il faudrait que le parti socialiste soit singulièrement renforcé par ce scrutin pour qu'il trouve en ses rangs un « *M. Vingt-deux voix* », autrement dit un candidat susceptible d'être élu *malgré les réticences de certains* radicaux de gauche, et même celles de certains socialistes (1). La prise en main du parti par les plus jeunes, l'importance qu'y jouent désormais les sections et la base (pas toujours appréciées par les notables), l'élimination progressive de M. André Raust, ancien député, qui ne pourra pas défendre son siège du canton d'Albi-Nord (on lui a préféré un autre candidat, M. Thierry Carcenac), tout cela laisse quelques traces.

Une vaste mayonnaise

Dans la majorité ensuite : il ne déplairait pas trop à certains giscardiens que M. Louis Brives puisse rester en place, même s'il faut « aider » un peu. Après tout, ne serait-ce pas là une bonne manière de préparer l'échéance de 1981 dans le département ? L'ouverture, la décrispation chères au régime en place y trouveraient leur lot. Une autre conséquence pourrait bien être la relative neutralisation de la présidence du conseil général d'un département qui avait accordé la majorité de ses suffrages à M. Mitterrand (51,13 %) en 1974. Quant au R.P.R., il ne semble pas vouloir faire la guerre à M. Brives : le candidat qu'il présente contre lui à Cuq-Toulza est plus destiné à le dédouaner qu'à le concurrencer.

M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat et porte-drapeau du R.P.R. local, est lui aussi, on le sait, plus porté aux accommodement qu'aux affrontements. En cela, la ligne dure qui inspire la stratégie de M. Chirac ne lui simplifie la vie ni à Paris ni dans le département, mais, jusqu'à ce jour, il est parvenu à arrondir les angles sans qu'ait trop à souffrir l'image d'ensemble de la majorité et de sa cohésion.

Bref, comme dit un élu, « M. Brives sait qu'il pourrait bien être à nouveau président du conseil général mais il ne sait pas de quelle majorité il serait l'élu ». Un président à majorité variable, en quelque sorte...

Apparente complexité locale que M. Jacques Limouzy traduit en ces termes : « *La politique dans le Tarn, ce ne sont pas des salades, c'est une vaste mayonnaise.* »

Mais, à bien y regarder, le sen de cette formule, si osée soit-elle, n'est pas très différent du message versifié de M. Louis Brives lors de la dernière séance du conseil général : surmontons les clivages artificiels, ou plutôt institutionnels, et tentons un peu de vivre hors de la bipolarisation.

Les générations qui arrivent derrière ceux-là, aussi bien au parti socialiste que (dans une moindre mesure tout de même) au R.P.R., ne l'entendent toutefois pas ainsi. Pour elles, le compromis confine, là, à la compromission, et cette politique, cette « mayonnaise - là, n'a plus lieu d'être.

NOËL-JEAN BERGEROUX.

(1) Le conseil général du Tarn est composé de : P.C., 1 élu ; P.S., 11 ; M.R.G., 10 ; R.P.R., 5 ; U.D.F. et app., 15.

GERS : pas de changements notables

De notre correspondant

Auch. — Le scrutin du 18 mars, qui concerne seize cantons, devrait marquer un recul des positions de la majorité présidentielle dans le département du Gers. Au fil des récentes consultations, la situation de l'arrière-garde radicale favorable à la politique du gouvernement s'est successivement effritée. Autrefois majoritaire, notamment sous la présidence de M. Robert Dauzère, elle a irrémédiablement versé dans l'inconfort de l'opposition dans un conseil général tenu sans partage par son président M. Jean Laborde, député, maire d'Auch, et ses amis socialistes.

Mathématiquement parlant, le verdict de mars ne peut pas ébranler la majorité actuelle, acquise au parti socialiste, qui ne fait que peu de cas des observations des autres élus. On comprend alors le peu d'entrain du R.P.R., seule formation de la majorité structurée dans le département, et les incertitudes dans les rangs de l'U.D.F.

En revanche, le parti socialiste comme le parti communiste mèneront une bataille franche en présentant des candidats dans tous les cantons.

Le 18 mars, sept parmi les neuf conseillers généraux favorables à la politique du président de la République sont rééligibles et deux d'entre eux ne se représentent pas. C'est le cas de M. Raoul Demandes, à Riscle, et de M. Pierre Goudy, à Saint-Clar.

A Riscle, le candidat socialiste, M. Gilles Galabert, conseiller municipal du chef-lieu de canton, devrait trouver là, après trois tentatives, la dernière occasion d'un succès devant la candidate communiste, Mme Cathy Ferrière, et M. Jean Saint-Cricq, maire de Tarsac, soutenu par la majorité. L'héritage de M. Demandes, ancien radical d'opposition, peut faire défaut, du moins en partie, à M. SaintCricq.

A Saint-Clar, la majorité risque de se diviser : M. Pierre Goudy se retire sans successeur et des primaires auront lieu entre le maire de Casteron, M. Yves Dingli, et un radical, M. Bernard Cassaignau, notaire au chef-lieu.

MM. Maurice Mességué (Fleurance), Robert Dauzère (Auch nord-ouest), Max Laborie (Cologne), et Jean Dours (Miélan), tous favorables à la majorité, ne semblent pas être menacés.

Dans le canton de Jégun, M. Henri Soumadieu (maj.), conseiller sortant, se trouve devant un électorat qui a basculé dans l'opposition lors des récentes élections législatives.

La majorité est affaiblie par un transfuge M. Jean-Louis Quéreilhac, écrivain-paysan, maire de Plaisance-du-Gers et éventuellement dauphin du sénateur socialiste M. Abel Sempé. Soutenu par le parti socialiste, M. Quéreilhac devrait être assuré d'une élection confortable dans un milieu qui lui est très favorable.

C'est également le cas pour les autres candidats socialistes : MM. Jean Laborde, député (Auch nord-est), Henri Tournan, sénateur (Lombez), Jean Montastruc (Saramon) et Guy Lamothe (Cazaubon).

Les conseillers généraux communistes MM. Joseph Lamothe (Masseube) et Augustin Pujol (Miradoux) devraient également retrouver leurs sièges.

Dans deux cantons enfin c'est l'incertitude. A Montréal-du-Gers le parti socialiste, qui a désavoué son conseiller général sortant, M. Olivier Marseilhane au bénéfice d'Henri Dessum, risque de favoriser l'élection d'un des deux candidats de la majorité, M. Georges Lalanne, radical, maire de Castelnau-d'Auzan ou M. Guy Champ, U.D.F, maire de Montréal.

A Valence-sur-Baïse, M. Alexandre Baurens (divers gauche), ancien député, ne se représente pas, mais ne parrainera aucune candidature, ni celle du socialiste M. Albert Verduzan, ni celle du communiste M. Gérard Barrère.

TARN-ET-GARONNE : un fief radical

De notre correspondant régional

Montauban. — Sur les 28 cantons, le M.R.G. détient 12 sièges, le P.S., 6, le R.P.R., 1, les autres sièges se répartissant entre un extrême-gauche, 2 divers gauche, 5 divers maporité.

Le conseil général est présidé par Mme Evelyne Jean-Baylet, P.D.-G de *la Dépêche du Midi*, qui assure la succession de son fils, M. Jean-Michel Baylet, dans ce fief radical. Elle lui a laissé la mairie de Valence-d'Agen et, en mars 1978, il est devenu député. L'autre député est M. Jean Bonhomme, R.P.R., qui va solliciter le renouvellement de son mandat de conseiller général (il est aussi maire de Caussade). Treize sièges sont renouvelables, dont celui de Mme Baylet et celui de M. Pierre Tajan, maire de Pabas, M.R.G. A l'élection sénatoriale partielle de septembre 1975, M. Tajan avait été élu au second tour contre M. Louis Delmas, maire de Montauban, ancien député P.S., grâce à l'appui de la majorité. Les socialistes locaux s'en étainet offusqué et avaient contesté la décision des instances nationales de leur parti de soutenir aux élections législatives de 1978 la candidature d'un autre radical, M. Baylet, à Castelsarrazin.

LOT : le M.R.G. et le P.S. à l'assaut des derniers bastions R.P.R.

De notre correspondant

Cahors. — Le Lot est un des départements français les moins peuplés. De tradition essentiellement rurale, il trouve cependant un passé et une entité historique sur le plan politique. Hier, M. Gaston Monnerville présidait aux destinées de ce département. Aujourd'hui, MM. Maurice Faure, M.R.G., député et maire de Cahors, et Maurice Malvy (P.S.), député et maire de Figeac, ont repris le flambeau. M. Maurice Faure a été le premier en France à créer dans son département le Fonds départemental d'équipement des communes qui permet aujourd'hui aux conseillers généraux de se dégager de la tutelle de l'administration et de jouer pleinement leur rôle d'élus.

Le département prend par exemple totalement à sa charge les frais de ramassage scolaire. Il consent également de gros efforts dans le domaine des constructions scolaires ou publiques.

Il y a trois ans, M. Faure avait été élu à l'unanimité à la tête du conseil général, qui venait de glisser à gauche avec une représentation plus importante d'élus socialistes et radicaux de gauche, tandis que la majorité présidentielle s'affaiblissait, surtout après la défaite aux législatives et le départ de so nleader, M. Bernard Pons (R.P.R.), ancien secrétaire d'Etat à l'agriculture. Pour toutes ces raisons, il est raisonnable de penser que la gauche marquera encore quelques points dans les seize cantons renouvelables.

C'est dans les deux cantons renouvelables de Cahors que la lutte sera vraisemblement la plus serrée. Au sud, d'abord, on sait dès à présent que le conseiller général sortant, M. Tesseyre (P.C.), ne se représentera pas. L'adjoint au maire de Cahors, M. Thamier, défendra donc les couleurs communistes, et M. Venries, conseiller municipal, sera investi par le P.S. Pour le canton nord, M. Marc Baldy (P.S.), adjoint au maire de Cahors, sera opposé à M. Gayet (R.P.R.), qui s'est fait battre aux dernières municipales et au Sénat. Mme Darnault représentera pour sa part le P.C.. Le soutien de MM. Savary et Maurice Faure, le 23 février — et celui de M. François Mitterrand le 9 mars, — dont bénéficiera M. Baldy, pèsera lourd.

Dans le canton de Saint-Germain-du-Bel-Air, le conseiller général sortant, le docteur Issoulié (R.P.R.), est démissionnaire. Son remplaçant n'a pas encore été officiellement désigné. A Souillac aussi la bataille sera intéressante à suivre puisque le conseiller général sortant, M. Alain Chastagnol (R.P.R.), défait aux législatives par M. Malvy (P.S.) et battu aux voix dans la ville dont il est le maire, sera opposé à M. Edmond Massaud (P.S.).

Dans ces élections cantonales, il s'agit surtout pour les radicaux de gauche et les socialistes de faire cause commune pour tenter de déloger les cinq derniers représentants de la majorité (et notamment du R.P.R.).

ARIÈGE : la domination socialiste

De notre correspondant régional

Foix. — Dans l'Ariège, le P.S. sait d'avance que M. André Saint-Paul, député et maire socialiste de Mas-d'Azil, dont le siège est renouvelable, gardera la présidence du conseil général à laquelle il avait été porté l'an dernier par dix-huit voix sur vingt, un élu ayant déposé un bulletin blanc et un autre étant absent.

Sur les vingt cantons, dix sont renouvelables, et au sein de l'assemblée départementale composée de seize P.S., deux M.R.G., un socialiste indépendant et un divers majorité, sept conseillers socialistes sont renouvelables ainsi qu'un radical de gauche, un socialiste indépendant et un divers majorité. Les deux députés du département, MM. Gilbert Faure et André Saint-Paul, sont socialistes ainsi que M. Jean Nayrou, sénateur, maire de Labastide-de-Sérou qui figure parmi les rééligibles.

Lors des élections législatives, une partie de l'électorat M.R.G. avait pris ses distances vis-à-vis des socialistes, ce qui n'avait pas empêché les deux députés du P.S. de dépasser les 60 % des suffrages. Le P.C., de son côté, avait renforcé ses positions au détriment des socialistes. Il avait surtout recruté les électeurs travaillant dans les toutes petites industries ou les minuscules exploitations agricoles qui connaissent de sérieuses difficultés économiques dans ce département frontalier.

Aux élections municipales, Foix s'était donné, dès le premier tour, une municipalité d'union de la gauche, et à Pamiers le conseil, en grande majorité socialiste, avait vu arriver, pour la première fois, des élus communistes. A Lavelanet, l'équipe sortante qui se réclamait de la majorité présidentielle avait été battue par une liste d'union de la gauche. Par contre, à Saint-Girons, il avait fallu attendre le second tour pour que la municipalité soit formée avec quatorze modérés de la majorité et neuf socialistes et divers gauche.

LOT-ET-GARONNE : les hommes du président François-Poncet

De notre correspondant

Agen. — La grande question que pose la consultation est essentiellement de savoir si l'actuel ministre des affaires étrangères, M. Jean François-Poncet, restera ou non président du conseil général de Lot-et-Garonne. Il avait été élu au début de 1978, après le décès de M. Andrieu, socialiste indépendant, qui avait lui-même succédé, après le dernier renouvellement, à M. Bordeneuve, sénateur (Gauche démocratique). L'accession au fauteuil de président de celui qui était à l'époque le secrétaire général de l'Elysée n'avait pu se faire qu'avec l'appoint des voix des radicaux de gauche : ils étaient cinq qui, depuis, ne manquèrent jamais de rallier les rangs de la majorité gouvernementale lors des votes politiques émis par le conseil général.

Depuis son élection à la présidence, l'ancien secrétaire général de l'Elysée, devenu ministre des affaires étrangères, n'a jamais cessé de se préoccuper « *en haut lieu* », des intérêts de son département. En dix-huit mois de mandat, il ne s'est pas passé une semaine sans que, sinon du ciel, du moins d'en haut, tombent, comme une manne, des crédits sur le Lot-et-Garonne ou que n'interviennent des solutions quasi providentielles à des problèmes cantonaux, M. Jean François-Poncet, dont tout le monde reconnaît l'efficacité, est parvenu, dans le respect de la pluralité, à établir sur les problèmes précis une véritable mobilisation générale des élus. Ceux-ci réservent en effet les discussions de politique générale pour les débats tenus lors des séances spéciales.

Dans ce département aquitain, les rapports sont extrêmement tendus entre les socialistes et les communistes depuis l'élection du nouveau président du conseil régional, M. Labarrère (P.S.). Le parti communiste, qui ne devait pas sortir renforcé de ce scrutin cantonal, n'est pas prêt d'accueillir à bras ouverts un nouveau président du conseil général qui serait directement issu des rangs du P.S. D'autant que ce parti espère que son député, M. Christian Laurissergues, candidat d'Agen-Est, enlèvera le siège laissé vacant par un communiste, M. Gérard Duprat, qui ne se représente pas.

Sur les dix-neuf sièges renouvelables, *treize sont actuellement* détenus par des « supporters » du président, Jean François-Poncet, dont six se situent, en principe, dans l'opposition. La présidence de l'assemblée départementale dépend de l'éventualité d'un accord socialo-communiste. Il n'est pas exclu, *a priori*, que la majorité présidentielle actuelle se consolide. Cependant, une chose est sûre : tandis qu'à gauche on politisera le plus possible ce scrutin, en face on s'efforcera, au contraire, de le personnaliser en proposant aux électeurs des hommes du président... Jean François-Poncet.

HAUTE-GARONNE : une compétition sans passion

De notre correspondant régional

Toulouse. — On peut avancer sans craindre de se tromper que, dans ce département où l'influence des partis de gauche est grande, le P.S. gardera sa prépondérance au sein de l'assemblée départementale. Le conseil général se compose actuellement de trente-cinq socialistes, deux communistes, deux radicaux de gauche, deux divers gauche, trois U.D.F., quatre divers majorité et deux R.P.R. Son président est M. Léon Eeckoutte (P.S.), sénateur et maire de Villemur.

Dans cette ville à grande tradition socialiste, où le découpage administratif imposé par Paris avait empêché aux dernières élections municipales M. Alain Savary, président du conseil régional, de prendre la mairie, mais où aux législatives le Dr Gérard Bapt avait réussi à enlever son mandat de député au maire, M. Pierre Baudis (apparenté P.R.), l'union de la gauche ressent le contrecoup de la querelle au sommet, et le P.S. lui-même est tiraillé entre les tendances qui vont s'affronter au prochain congrès.

Dans les vingt-cinq cantons renouvelables, dix-huit socialistes, un communiste, deux divers gauche, trois U.D.F. et un divers majorité se présenteront ou se représenteront devant le collège électoral. Parmi eux, M. Alex Raymond, le Dr Gérard Bapt et M. Pierre Baudis. Mais, à quelques jours du dépôt des candidatures, la compétition ne paraît pas provoquer un intérêt particulier. Les rapatriés eux-mêmes, toujours sensibilisés à l'approche des consultations législatives ou municipales, au cours desquelles ils jugent opportun, pour le règlement de leurs contentieux, de faire sentir le poids de leurs suffrages (14 % des électeurs dans la grande agglomération toulousaine) ne se sentent guère mobilisés.

L'EUROPE EST A FAIRE. FAITES LA.

ECOM-ELEUTHERA

L'Europe des discours, l'Europe des grands mots et des promesses vagues, tout le monde en a un peu assez. La construction européenne il faut la parachever, l'accomplir, la rendre chaque jour plus efficace. C'est l'affaire de tous. C'est votre affaire.

Le 10 Juin 1979, toutes les Françaises et tous les Français vont participer en même temps que les autres pays de la Communauté à l'élection de l'Assemblée des Communautés européennes.

Dans cette Assemblée, 81 élus français représenteront les Français. Pour dire ce qu'ils veulent. Et ce qu'ils ne veulent pas.

1979. Pour l'Europe, c'est une grande année. L'année où elle devient majeure. Avec vous. Pour être plus efficace. Pour vous.



10 JUIN 79. CHOISISSEZ VOTRE EUROPE.

Communauté Européenne. L'Europe c'est l'espoir.

Pour tous renseignements, écrire : B.P. 112 - 92203 Neuilly-S/Seine Cedex.

Le Monde

Musique

« Lulu »

هكذا من الاصل

هكذا من الأصل

Le Monde **culture**

Musique

« Lulu » au palais Garnier

(Suite de la première page.)

Et si la première scène, celle de la salle de jeu, peut paraître touffue et musicalement enchevêtrée la dernière est sans doute la plus belle, la plus définitive de l'œuvre, celle où tout conflue et s'accomplit.

Scène sordide en apparence où Lulu, tombée au plus bas de l'échelle sociale, se prostitue avec un nain et un Noir avant de mourir poignardée par Jack l'éventreur, mais qui est comme l'ultime dépouillement, la libération de cette âme innocente qui tenait à peine à ce corps ravagé. Opéra « à la mémoire d'un ange » ? (2). C'est bien ce que dit la sublime musique et ce que Chéreau a si justement illustré. Mais ce paradoxe ne se comprend qu'à la représentation de l'œuvre entière ; il eut été indéchiffrable quand l'opéra s'achevait par la scène d'amour avec Alwa sur le divan où son père avait été assassiné, puis le meurtre de Lulu, apparemment bien mérité, auquel le commentaire de la musique semblait faire trop d'honneur ou donner un tour moralisant.

Loin des vamps, des femmes légères ou fatales plus ou moins mythifiées, la Lulu de Chéreau est une femme toute simple, presque une enfant, née dans le ruisseau, sans père ni mère, « qui vit dans un autre monde, avec une sorte de grande ingénuité, par moments, et aussi une sorte de grande absence ». Le metteur en scène n'a pas choisi lui-même Teresa Stratas, mais cette petite bonne femme (la plus étincelante des Suzanne), aux grands yeux pétillants dans un visage d'aquarelle, gracieuse plus que belle, charmante plus que séduisante, dans les délicieux costumes de Jacques Schmidt, répond idéalement à ses vœux.

D'abord, on ne comprend pas : cette sauvageonne en robe noire, cheveux ébouriffés, dans le prologue, est-ce bien là « le serpent créé pour faire le malheur et pour tuer » Une gamine qui se roule sur son lit, monte à califourchon sur le cou du peintre, crève ses toiles, prend les lettres avec ses pieds et les lit à plat ventre comme une lycéenne. Son mari meurt-il d'apoplexie ? Cela ne la concerne pas. Le peintre, qui l'a épousée à son tour, se suicide ? Elle efface le sang qui a giclé, et la voici prête à partir avec son renard autour du cou et son chapeau cloche sur le bord de la tête...

Insensible ? Non, étrangère. Les hommes désirent son corps ? Elle les laisse faire, elle est ailleurs. « Ce n'est pas sa faute si les hommes se suicident pour elle, dit Chéreau. Elle n'a jamais voulu être autre chose que ce qu'elle est. Le drame, c'est que les autres veulent toujours qu'elle soit autre chose » (3). Le médecin, le peintre, l'athlète, le prince, l'étudiant, le serviteur, le marquis, même Alwa, même la comtesse Geschwitz, pas un, au-delà des quelques caresses ou des regards auxquels elle se prête négligemment, pas un ne recueille la moindre marque de tendresse désintéressée.

Les beautés déchirantes de Chéreau

C'est que Lulu, semble-t-il, reste fixée sur son enfance, sur Schigolch d'abord, le mendiant équivoque, qui l'a sans doute initiée très jeune et en qui elle reconnait son « père » ; lui seul ne mourra pas par elle. Et elle n'aime que le docteur Schoen (« C'est le seul que j'ai aimé », dira-t-elle après l'avoir assassiné), qui l'a sauvée (« Vous m'avez prise par la main, vous m'avez donné à manger, vous m'avez habillée, alors que je voulais vous voler votre montre »). A eux seuls elle prodigue ses tendresses avec une spontanéité délicieuse. C'est devant Schoen seulement qu'elle puise dans les tréfonds de sa nature sauvage pour l'obliger à écrire une lettre de rupture à sa fiancée, en une scène de séduction et de domptage que Chéreau a su rendre terrifiante ; et c'est le même amour qui règle encore cette extraordinaire danse affolée en face de Schoen, où elle tente de le maîtriser avant de l'abattre, en état de légitime défense.

Désormais, la vie de Lulu est finie, n'a plus de sens ; lorsqu'elle sort de prison, Alwa n'est pour elle qu'un pâle substitut de son père ; leur amour sinistre a un caractère rituel, comme le grand hymne à la beauté de ce moment atroce ; le visage livide de Lulu, mangé par les yeux tristes, prend une expression effrayante quand elle dit : « N'est-ce pas le divan où ton père a perdu son sang ? Tout ne sera qu'ennui à Paris pour Lulu excédée, écœurée, qui se débarrasse tour à tour du marquis, de l'athlète, de Geschwitz dont l'amour l'importune, et même de Schigolch qui lui aussi vient réclamer de l'argent.

Au seuil de la dernière scène, elle n'a plus rien que son corps (« la seule chose qui m'ait jamais appartenu ») et « cette expression enfantine des yeux qui est toujours la même malgré tout ce qu'elle a vécu », dit Alwa. Son premier « client », c'est un nain muet (redoublement de symbolisme), un substitut de l'enfance, et Chéreau a dessiné là une scène d'une beauté déchirante, où Lulu danse avec le nain une danse d'une tendresse exquise. Le deuxième, c'est un Nègre, joué par le même acteur que le peintre, et pour qui Lulu retrouve ses poses de gamine de la deuxième scène. Le troisième enfin, dans cette ultime récapitulation de sa vie, c'est Jack l'Eventreur en qui nous reconnaissons, ou elle reconnaît, le docteur Schoen, et elle se livre à lui dans un élan passionné : « Je vous aimé tant !

La tendresse de Boulez

On voit à quel point la conception radicale de Chéreau s'oppose aux mythes échafaudés autour de Lulu, personnage plus mystérieux encore, personnification sans doute de l'amour primitif, abstraction de poète peut-être, mais qui trouve dans la musique de Berg sa pleine signification. Car le lyrisme de Lulu survole tout le drame, ses péripéties terribles ou grotesques, comme les coloratures de sa voix survolent toutes les autres voix. Si tout cet opéra dérive d'une unique série qui est la sienne, c'est que tout gravite autour d'elle, qu'à partir d'elle, Berg peut construire un univers entier, multiplier les péripéties, les caractères, les formes, à travers lesquels elle passe inaltérée, transcendante, car Lulu est la musique comme elle est l'amour. « L'Eros, disait Kierkegaard, c'est la musique même. »

On n'en donnera pas de meilleure illustration que la direction de Pierre Boulez, qui fait resplendir tous les détails de cette œuvre dans sa prodigieuse complexité, mais n'a jamais peut-être déployé au pupitre un lyrisme aussi tendre et bouleversant, avec l'orchestre de l'Opéra plus éblouissant que jamais.

Teresa Stratas est allée au bout du personnage de Lulu ; comment peut-elle jouer ainsi en chantant cette musique qui dépasse en virtuosité et en difficulté tous les rôles classiques, avec cette voix qui jaillit jusqu'au cri sans jamais perdre sa luminosité, sa fraîcheur de chair, son intensité transperçante ? En Schigolch, on retrouve un inoubliable Wozzeck, Toni Blankenheim, avec cette voix qui semble toujours venir du fond de l'être, âpre, sentencieuse avec sa diction où tout s'inscrit en lettres majuscules, ici plein de roublardise, mais toujours si humain. Franz Mazura donne un grand relief à Schoen, alors que Kenneth Riegel paraît un peu dépassé par le rôle d'Alwa, minimisé par Chéreau, il est vrai.

Gerd Nienstedt (l'athlète), Robert Tear, peintre pitoyable avec cette voix faite pour la poésie madrigalesque, Helmut Pampuch, impeccable et abject dans le rôle du proxénète, Jules Bastin (le banquier) font tous de remarquables compositions, cependant que le nain Roberto nous transporte en quelques mimiques dans un autre monde où l'amour peut fleurir. Enfin, avec l'exquise Hanna Schwarz (l'étudiant), comment ne pas mettre aux premiers rangs Yvonne Minton, belle, grave, noble comtesse Geschwitz, l'unique personnage altruiste de l'œuvre, fidèle et sans illusions, à qui revient le dernier mot.

Les décors de Richard Peduzzi, avec leurs immenses vestibules de marbre, froids et impersonnels, reflètent une sorte de pression sociale secrète et totalitaire dans cet univers qui ignore la pitié, pression accentuée, comme souvent chez Chéreau, par la présence muette de voyeurs : invités au « mariage de Schoen et de Lulu, cohortes de serviteurs, acteurs qui s'agglutinent derrière la vitre de la loge où Lulu dicte ses volontés à Schoen, etc. Mais il n'y aura plus que la Lune, tout en haut d'un escalier, pour veiller sur le dernier sommeil de Lulu.

JACQUES LONCHAMPT.

(2) En 1935, pendant la composition de *Lulu*, Berg écrivit le *Concerto à la mémoire d'un ange*, qui devait être son *Requiem*.

(3) Interview dans *Lyrica*, février 1979.

★ Le livret intégral bilingue de *Lulu* vient de paraître aux éditions Jean-Claude Lattès, dans une traduction française d'Isabelle et Hans Hildenbrand. Il sera complété sous peu par un volume d'analyses et de commentaires par F. Cerha, P. Boulez et P. Chéreau, préfacé par R. Liebermann.

DANS LES SALONS-PRISONS DE PEDUZZI

La Lulu de l'Opéra se cogne à des murs de marbre, comme celle du Piccolo Teatro, où, en 1971, Patrice Chéreau a monté la double pièce de Wedekind. Pour la petite scène milanaise, Peduzzi avait inventé de vastes décors austères et raffinés, somptueux mausolée d'une société qui se regarde mourir et dispose avec soin les objets de la cérémonie dernière.

Le décor qu'il préfère, dit-il, et, pour l'Opéra, il en garde l'esprit, est le style « banque années 30 ». La géométrie sévère des immeubles cossus bien rangés dans la lumière froide des villes allemandes. La richesse des intérieurs aux matériaux majestueux, aux angles durs, et leurs surfaces glacées, leur symétrie trompeuse, leurs lignes droites, tendues comme à l'extrême bord d'un gouffre, et prêtes à se briser.

Les dimensions du palais Garnier imposent un développement et des matières différentes. A Milan, il fallait garder la même implantation, l'hôtel particulier du mariage de Lulu devenait le minable hôtel de la fuite à Paris. Ici, tout se modifie d'acte en acte. Le marbre se dégrade, noir d'abord, il passe au vert bronze, puis au gris sale.

Mais la manière dont Chéreau et Peduzzi travaillent ensemble reste la même. Elle est exceptionnelle : ils n'ont pas besoin de se parler, leurs univers coïncident.

« Ça se fait comme ça, *dit Peduzzi en claquant ses doigts,* depuis le premier spectacle. En cours de répétitions, il arrive que Patrice me signale une chose qui le gêne. Je trouve une solution. Mais c'est vrai, à l'exception peut-être de Strehler avec Damiani, je ne connais personne qui agisse comme nous. C'est pourquoi, sans doute, je n'ai pas envie de m'adapter à d'autres metteurs en scène. »

Richard Peduzzi crée dans la solitude, parce qu'il est peintre : « La peinture est un recours une façon de rationaliser le désarroi. » *Il s'exprime sur la surface de la toile comme dans le volume d'un plateau : un décor, c'est un puzzle, dont les éléments sont triés, presque mécaniquement, par sa mémoire. Il lit, et défilent des visions — un mur beige entouré de poutrelles métalliques près de la gare Saint-Lazare, le plancher en dalles d'acier d'un dancing bavarois, les escaliers rongés d'un métro londonien... Même si l'histoire ne comporte pas de dancing ni de métro, l'écriture met en place une géographie urbaine noyée dans une lumière pluvieuse. Peduzzi est fasciné par les paysages industriels, par l'architecture des villes. Et par l'eau :* « Peut-être parce que j'ai été élevé au Havre », *dit-il. Sans trop y croire.*

L'eau est une constante dans sa peinture comme dans ses décors. Elle imprègne le ciel, filtre entre les pavés, grouille, rouille et donne sa fluidité aux masses denses et transparentes à la fois des monuments — seul le théâtre permet de résoudre cette impossible équation — qui semblent refléter des images vagues, l o i n t a i n e s, passées. Les objets sont vrais, les formes exactement reproduites, et, pourtant, ce n'est pas du réalisme, non plus que de l'hyperréalisme. « Je ne sais pas définir ce que je fais », *dit Peduzzi.*

Au hasard de la vie et des voyages, il capte des formes. Il prend des photos, fouille dans des livres, assemble les pièces hétéroclites du puzzle, les intègre dans ses schémas personnels : « J'ajoute des trucs à moi. » *Il fabrique son monde, un monde en mouvement, piégé. La nature y est un désert crevassé, des forêts sèches de branches craquantes, des arbres noirs montés sur chariot. Peduzzi construit des villes broyeuses, elles sont en même temps le désespoir et la vie (Chéreau parle de l'aiguillon du désespoir). Elles sont la lutte, le contraire de la passivité.*

Lulu, l'« Esprit de la terre », fille des ruelles spongieuses, s'épanouit aux lumières artificielles. Elle combat et se débat dans les salons-prisons que s'est construite une bourgeoisie d'affaires qui a oublié le vert des feuilles. Elle meurt dans des sous-sols moites peuplés de regrets et d'assassins. Les couleurs éclatantes et éphémères de la campagne sous le soleil, le bleu léthargique de la mer, n'entrent pas dans la mémoire de Peduzzi. Il ne voyage que dans les mégapoles et dans leurs banlieues écrasées.

COLETTE GODARD.

Danse

Ballets pour enfants

Face à la rivière enchantée, le théâtre du jardin d'acclimatation ressemble à un chapeau chinois posé sur l'herbe. Chaque après-midi, une foule de petits écoliers s'y engouffre pour suivre les spectacles du premier Festival international de ballets pour enfants organisé par le Carré Sylvia Monfort.

Le ballet pour enfants n'est pas nouveau mais, très longtemps, il a été réduit à des versions aménagées d'ouvrages classiques dansés par des enfants qui singeaient les adultes. L'idée que l'on se fait aujourd'hui de la danse destinée au jeune public est entièrement différente. Un peu partout dans le monde, on expérimente des ballets pour lui. Aux Pays-bas ou en Europe de l'Est, ce genre de spectacle est aussi pratiqué que les marionnettes ou le cinéma.

En France, quelques jeunes compagnies ont commencé à travailler dans ce sens. Félix Blaska composa un carnaval des animaux pour la Maison de la culture de Grenoble bruissante de milliers d'enfants. Gigi Caciuleanu a remporté en Lorraine un immense succès avec une tournée J.M.F., Suzan Buirge a créé « Autour d'un arbre » ; d'autres encore : Ethery Pagava, Catherine Atlani... si bien qu'au dernier concours de Bagnolet l'Unité enfance de la Maison de la culutre de la Seine-Saint-Denis a pris l'initiative de consacrer cette orientation avec un prix spécial de chorégraphie.

En bonne logique, ce prix aurait dû être attribué par un jury de jeunes, car les grandes personnes se montrèrent en la circonstance plutôt indécises et partagées. En quoi consiste une chorégraphie pour enfants ? Il n'y a pas de recette. On a seulement constaté que le ballet — mélange de mouvements, de couleurs et de musique — sollicite vivement leur imagination, qu'ils réagissent plus à une histoire qu'à un ballet abstrait et qu'ils sont sensibles à l'humour et à la poésie. Entre quatre et douze ans, leur attention est difficile à fixer longtemps, et le spectacle est beaucoup plus apprécié lorsqu'il est précédé d'une animation.

Autour de nuances que le groupe canadien Entre Six a parfaitement assimilées. Sa prestation a ujardin d'acclimatation est une réussite. Dans des conditions difficiles : la pénombre des lieux et la configuration d'un terrain où l'on peut s'accroupir, se traîner, se cacher, courir à sa guise, le danseur Pierre Lemay a d'abord obtenu la participation du public. Il a invité les enfants à venir nombreux peindre sur scène dans un va-et-vient indescriptible. Ces dessins ont servi de toile de fond aux ballets. Des thèmes drôles (une danse de singes sur la musique du « Beau Danube bleu », « Pierre et le loup » placé sous le signe de Dracula), des chorégraphies lisibles, des éclairages recherchés, et une danse de qualité ont suscité de vives réactions. C'est par hasard que la compagnie a créé un jour ces ouvrages. Ils ont plu, et on les réclame partout : « Le problème — dit le chorégraphe Lawrence Gradus — n'est pas de savoir ce qui convient aux enfants, mais de savoir comment leur dire. » N'empêche qu'au jardin d'acclimatation, le groupe Entre Six a connu l'angoisse. Jamais il n'avait vu un public aussi remuant, aussi difficile qu'à Paris.

A partir de mardi 27 février, c'est le groupe Kodia qui prend le relais avec une initiation aux musiques et aux danses traditionnelles d'Afrique.

MARCELLE MICHEL.

★ Jardin d'acclimatation, 14 h. 30.

Théâtre

« Ruy Blas » à la Comédie-Française

Ni emballant, ni détestable : on ne sort pas enchanté du *Ruy Blas* monté par Jacques Destoop au Théâtre-Français ; néanmoins, on ne ressent pas cette sournoise et tenace amertume qui suit les spectacles manqués. Parce que *Ruy Blas* est une pièce magnifique quoi qu'il advienne, et qu'après tout les comédiens-français sont plutôt parmi les mieux entraînés pour dire les vers de ce fou d'Hugo.

L'administrateur général du Théâtre de Molière avait d'abord confié à Robert Hossein le soin de mettre en scène le drame en cinq actes que Victor Hugo, en 1838, résumait lui-même de cette phrase : *« C'est un homme qui aime une femme. »* Au bout de quelques répétitions, des *« divergences »* sur certains aspects de la mise en scène sont apparues. Il a été décidé, en accord avec lui, de renoncer à la collaboration de Robert Hossein et, partant, d'éliminer ce que sa vision des choses devait probablement avoir d'abondant et de mélodramatique. Hossein, qui venait de fabriquer au Palais des Sports *les Misérables* « comme au cinéma », a sans doute fait craindre aux gens de la maison quelque paroxysme romantique comme au théâtre, quand on pleure et qu'on rit à la fois.

On imagine d'ici le travail d'autant que Victor Hugo, dans ses indications scéniques, n'est pas avare de précisions baroques sujettes aux interprétations les plus tarabiscotées. Tout cela n'aurait pas été du meilleur des goûts.

L'aventure du laquais et de la reine d'Espagne a donc été traitée sans surprise, ni débordement. Dans la tradition sage des matinées classiques que depuis des générations la Comédie-Française a su offrir aux écoliers : du théâtre très propre et qui — malheureusement — n'a pas fait de beaucoup de ces jeunes abonnés des amoureux du théâtre, mais des adultes « abonnés » qui, cette fois encore, ont passé « une très bonne soirée », et ont pu comparer ce spectacle avec la version de *Ruy Blas* tel qu'ils l'avaient vu en 1971 dans la mise en scène élaborée par Raymond Rouleau en 1961. Comme cette fois-ci, François Beaulieu était Ruy Blas, Alain Pralon était déjà Don César. La reine a changé : Geneviève Casile a remplacé Ludmila Mikael, et, avec sa blondeur, elle est plutôt plus touchante. Mais le rôle est délicat. Michel Etcheverry joue avec grande rigueur Don Salluste (en 1971, c'était Simon Eine).

Il y a dans la distribution actuelle Denise Gence, géniale en duègne dévote et cupide, Michel Duchaussoy, bien moins raide que tous les gentilshommes figés dans les tableaux de cour qu'entre des rideaux solennels il a été convenu de brosser, symétriques et sévères. Il y a Marcelline Collard, pareille à tel personnage charmant tiré de certaine toile de Velasquez. A été laissée de côté, estompée, assagie, la poésie de Victor Hugo, cette manière étourdissante de sauter du sublime au grotesque rigolo, de mélanger les tons, les temps et toutes les couleurs des sentiments — du plus vil au plus élevé. Don César de Bazan devient une sorte de fêtard qui en fait trop, et François Beaulieu, dans la fameuse colère contre les ministres peu intègres, donne un peu l'impression de réciter du Corneille, ou d'assener un discours présidentiel, mais non d'être « le misérable fou » qui avait « les passions d'un roi ». Cependant, Ruy Blas résiste : avec quelle force !

MATHILDE LA BARDONNIE.

★ Comédie-Française, 20 h. 30.

Notes

Variétés

Holiday on ice

Chaque année, depuis plus de trente ans, Holiday on ice présente au Palais des Sports pendant plusieurs mois sa nouvelle superproduction familiale. Selon la tradition, les numéros de virtuosité des récents champions du monde de patinage artistique (cette année, Toller Cramston, Katie Walker, Karin et Christian Kunzie) cohabitent avec des parades multicolores, des défilés de plumes et de paillettes, des tableaux qui plongent dans le monde irréel de l'enfance (« Alice au pays des merveilles »), dans le carnal (celui du mardi gras à La Nouvelle-Orléans), qui retracent une histoire (le jazz, dans la nouvelle édition) ou adaptent pour la glace la mode du moment (le disco, bien entendu).

Le succès mondial et ininterrompu d'Holiday on ice depuis sa création, c'est celui d'une entreprise de spectacle américaine qui a su réunir dans une même affiche l'exploit, le merveilleux, la convention sublimée et qui se renouvelle juste assez pour rester au goût du jour.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Palais des Sports, 21 h. Matinées : mercredi, 15 h. ; samedi et dimanche, 14 h. 15 et 17 h. 30

Cinéma

« La Fureur du danger » et « Drôle d'embrouille »

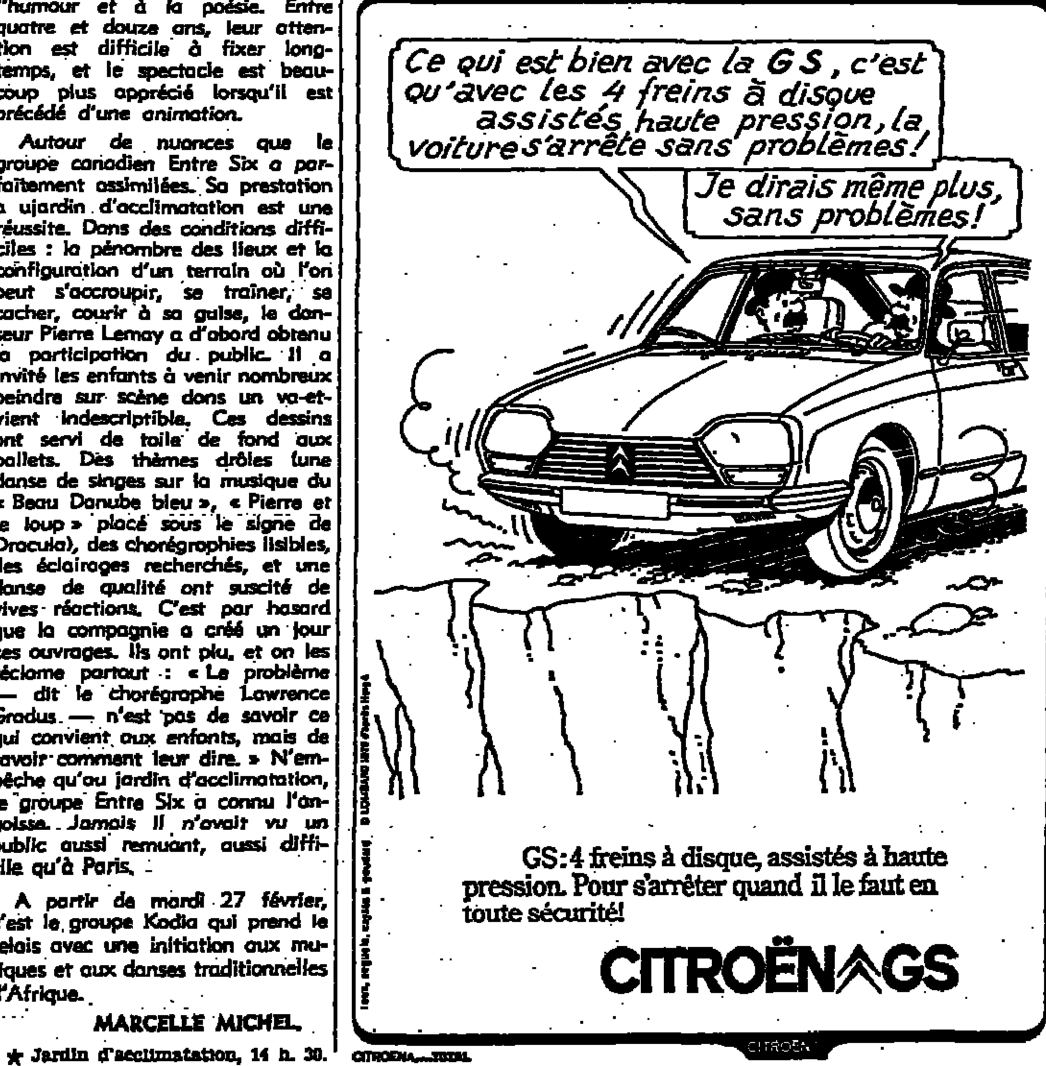
Deux ou trois choses à glaner dans « la Fureur du danger », de Hal Needham, et « Drôle d'embrouille », de Colins Higgins, donnent envie de citer ces deux films, que l'on pourrait aussi bien passer sous silence. De toute façon le public sait à quoi s'en tenir. Il vient chercher une distraction qui le mène d'une heure à une autre, et il la trouve.

« La Fureur du danger » fait une incursion amusante dans l'envers des décors américains. Burt Reynolds y est un cascadeur un peu démoli, employé sur un tournage dangereux. La mise en scène n'est pas efficace, ni le scénario serré, mais l'hommage aux doublures sacrifiées des stars est sympathique.

« Drôle d'embrouille » est tout de même plus recommandable. Dérision du film policier, mais film à suspense malgré tout, il réserve notamment des surprises dans les cadrages, et l'héroïne (Goldie Hawn en bibliothécaire casse-cou) a une vraie personnalité. A retenir également la présence d'un aimable serpent.

CLAIRE DEVARRIEUX.

★ *La Fureur du danger* (voir les films nouveaux), *Drôle d'embrouille* (voir les exclusivités).



3 CONCERTS
Jazz
Musique nouvelle
avec
le groupe Intervalles
le 26 février
Jean-Louis CHAUTEMPS et DHUMAIR
le 1er mars
B. LUBAT
le 22 mars
le groupe MUJO
au Centre culturel du Marais à 20 h. 30
26-28, rue des Francs-Bourgeois 75003 PARIS

ABBAYE DE ROYAUMONT (Val-d'Oise)
CYCLE « AUTOUR de LULU »
• Vendredi 2 mars, à 20 h. 30 : « LULU », film de G.W. PABST
• Samedi 3 mars à 11 h. :
CONCERT CONFÉRENCE « Hanns EISLER »
avec Max DEUTSCH, Rotraud HANSMANN (soprano), Norman SHETLER (piano)
à 15 h. :
RENCONTRE « VOIX ET OPÉRAS »
avec Maurice FLEURET, Georges APERGHIS, Philippe BEAUSSANT, Jacques BOURGEOIS, Charles RAVIER
à 18 h. :
CONFÉRENCE « PROLOGUE DE LULU »
avec Michel FANO et Dominique JAMEUX
à 20 h. :
SOIRÉE DE CHANSONS BERLINOISES
avec Blandine EBINGER et Wolfgang POCH
• Dimanche 4 mars à 15 h. :
RENCONTRE « LULU : Musique et mise en scène »
avec Maurice FLEURET, Luc BONDY, Pierre BOULEZ, Patrice CHEREAU et Christoph von DOHNANYI
à 17 h. 30 :
CONCERT
avec Rotraud HANSMANN et Norman SHETLER
Lieder de MOZART, SCHUBERT, MAHLER, WOLF et BERG
RENSEIGNEMENTS : 470-40-18

(Publicité)
G. E. R. M.
(Gérard Frémy - Pierre Mariétan)
JEUDI 1er MARS A 21 H
Porte de la Suisse
11 bis, rue Scribe-9e - Mo Opéra
CRÉATION
MACHINATION 3e
de LOUIS ROQUIN
avec
J.-G. CATTIN - J.-L. CHAUTEMPS
R. FRANÇOIS - G. FRÉMY
P. GUIMAS - P. MARIETAN
N. PIGUET - C. POTTIEZ
L. ROQUIN - - F. REGNIER
et l'ARMUCOM (Montreuil)
Renseignements : 783-33-58.

JULIAN BREAM
Unique récital AU THEATRE DES CHAMPS ELYSEES
le 28 Février à 20 h 30
JULIAN BREAM
joue Villa-Lobos
PRIX SPECIAL 46 F
Offre valable jusqu'au 31 mars
33 t. RL 12499 existe en K7.
RCA

FORUM DES HALLES
du 27 février au 10 mars
DANIEL VIGLIETTI
« Un des auteurs-compositeurs-interprètes les plus importants de la chanson populaire latino-américaine. »
Renseignements 236.26.56

Faugeron
ÉLABORE POUR VOUS UNE CUISINE PERSONNALISÉE
52, RUE DE LONGCHAMP. 75116
Tél. : 727.95.02 - 704.24.53
Salle climatisée. Salon particulier 10 à 14 couverts
FERMÉ SAMEDI ET DIMANCHE

julos beaucarne
revient à Paris
son nouveau spectacle
"Mon terroir c'est les galaxies"
titre de son dernier 33 t.
PL 40124
(existe en K7)
RCA
GAITE MONTPARNASSE
du 27 février au 1er avril - 21 h 30

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées et municipales

Opéra, 19 h. 30 : Giselle.
Comédie-Française, 20 h. 30 : le Misanthrope.
Chaillot, Grand Théâtre, 20 h. 30 : Bernard Haller.
Centre Pompidou, 20 h. 30 : Disparitions.

Les autres salles

Comédie Caumartin, 21 h. 10 : Boeing-Boeing.
Essaïon, I, 18 h. 30 : Tu me mènes en bateau ; 20 h. 30 : Abraham et Samuel.
Fontaine, 21 h. : Je te le dis, Jeanne, c'est pas une vie la vie qu'on vit.
Gymnase, 21 h. : Coluche.
Huchette, 20 h. 30 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
Lucernaire, I, 18 h. 30 : Bonsoir, Rrose Sélavy ; 20 h. 30 : Façades ; 22 h. 45 : Paris, c'est Brest en plus petit. — II, 18 h 30 : Une heure avec F. G. Lorca ; 20 h. 30 : la Baignoire.
Marigny, 21 h. : le Cauchemar de Bella Manningham.
Nouveautés, 21 h. : la Petite Hutte.
Palace Croix-Nivert, 20 h. : Rocky Horror Show.
Plaisance, 20 h. 30 : Laurence.
Poche-Montparnasse, 21 h. : le Premier.
Ranelagh, 20 h. 30 : la Cantate à trois voix.
Renaissance, 20 h. 45 : la Perle des Antilles
Théâtre d'Edgar, 20 h. 45 : le Fer à cheval irlandais.
Théâtre du Marais, 20 h. 30 : De l'éducation des insectes ; 22 h. : le Pompier de mes rêves.
Théâtre Marie-Stuart, 20 h. 15 : Phèdre.
Théâtre 18, 20 h. 30 : Labiche.
Théâtrosphère Odéon, 20 h. 45 : la Mouette échouée dans le dampezzo.

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : Et voilà l'travail.
Deux-Anes, 21 h. : A.-M. Carrière, M. Horgues.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin, 20 h. 30 : Chris et Laure ; 21 h 45 : Spectacle Prévert ; 23 h. : 20, rue Jacob.
Les Blancs-Manteaux, I, 20 h. 30 : Tu viens, on s'en va ; 21 h. 30 : L. Mayereau. — II, 20 h. 30 : A. Valardy
Café d'Edgar, 20 h. 30 : Popeck ; 22 h. : Soigne tes ecchymoses, Gervaise.
Coupe-Chou, 20 h. 30 : G. Bertil ; 22 h. : le Tour du monde en quatre-vingts jours ; 23 h 15 : Raoul, je t'aime.
Cour des Miracles, 20 h. : D. Lavanan.
Fanal, 19 h. 30 : Annette Lugand ; 21 h. 15 : le Président.
Nouveau Chic parisien, 21 h. 30 : l'Objet de mes hommages.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 26 février

Petits-Pavés, 21 h. 30 : V. Gillet ; 23 h. : J.-P. Réginal.
Le Plateau, 20 h 30 : le Train des épouvantes ; 22 h. : le Klaxon.
Les Quatre-Cents-Coups, 20 h. 30 : Venez nombreux ; 21 h. 30 : Bye Bye, Baby ; 22 h. 30 : R. Mirmont, M. Dalba.

Les concerts

Salle Gaveau, 21 h. : F. Thinat, piano Franck, Debussy...).
Lucernaire, 19 h. 30 : L. Petrova-Boilmy, soprano ; J.-C. Gardes, piano (chants russes, romances tziganes).
Point-Virgule, 21 h. : Ensemble et Cantoria Canzona Antiqua (Bartok, Kodaly...).
Café d'Edgar, 18 h. 30 : Ensemble vocal de Versailles.
Théâtre des Champs-Elysées, 20 h. 30 : P. Zukerman, violon ; M. Neikrug, piano (Mozart, Beethoven, Brahms).
Athénée, 21 h. : M. Beroff, L. Harrel (Webern, Brahms, Mendelssohn, Chopin...).
Essaïon, 21 h. : K. Chastain, Y. Le Gaillard (Blavet, Haendel, Bach).
Salle Pleyel, 20 h. 30 : les Petits Chanteurs de Vienne (Mendelssohn, Schubert, Brahms...).
Radio-France, studio 105, 20 h. 30 : C. Ilea, T. Paraskivesco (Beethoven, Brahms, Debussy).
Eglise de la Madeleine, 20 h. 30 : Orchestre et Chorale P. Kuentz (Bach).
Eglise Notre-Dame des Blancs-Manteaux, 21 h. : Orchestre et Chœur franco-allemand, dir. C. Kohlewein (Bach).

Jazz, pop', rock, folk

Chapelle des Lombards, 20 h. 30 : Tiempo Argentino ; 22 h. 30 : Michel Portal.
Caveau de la Huchette, 21 h. 30 : G. Colliers London Allstars.
Riverbop, 24 h. : New Consort.
Le 28-Rue-Dunois, 21 h. : Alpha du Centaure.
Cité internationale, 21 h. : Battle Field Band.
Petit Forum des Halles, 21 h. : Willem Breuker Kollektief.
Patio, 22 h. : Dorothy Donegan.

La danse

Théâtre Oblique, 20 h. 30 : Menaka de Mayodaya.

LA FIEVRE DU SAMEDI SOIR (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34) ; v.f. : Maxéville, 9e (770-72-86)
LA FILLE (It., v.o) (*) : Saint-Germain Studio, 5e (033-42-72) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Parnassien, 14e (329-83-11) ; v.f : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Parnassien, 14e ; Cambronne, 15 (734-42-96) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

Les films nouveaux

LE BLEU DES ORIGINES, film français de Philippe Garrel : Le Seine, 5e (325-95-99).
L'ARGENT DE LA BANQUE, film américain de Daryl Duke (*). — V.o. : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12) ; Biarritz, 8e (723-69-23) — V.f : Maxéville, 9e (770-72-86)). Caméo, 9e (246-66-44). U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59). Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02). Secrétan, 19e (206-71-33)
LA TERRE AU VENTRE, film français de Tony Gatlif : Marais, 4e (278-47-86) ; La Clef, 5e (337-90-90)
LES CHAINES DE SANG, film américain de Robert Mulligan. — V.o : Studio Médicis, 5e (633-25-97) : Mercury, 8e (225-75-90) — V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00). Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) : Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) : Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00). Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
LA FUREUR DU DANGER, film américain de Hal Needham. — V.o. : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90) : U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) : U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Miramar, 14e (320-89-52) : Mistral, 14e (539-52-43) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25)
NEW GENERATION, film français de J.-P Lowf-Legoff : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Omnia, 2e (233-39-36) ; Balzac, 8e (359-52-70) : Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48) ; Nations, 12e (343-04-67). Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41)

LA FILLE DE PRAGUE AVEC UN SAC TRES LOURD (Fr.) : le Seine, 5e (325-95-99)
FURIE (A., v.o.) (*) : Parnassien. (236-83-93) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41)
GALACTICA (A., v.o.) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; v.f : Français, 9e (770-33-88) : Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).
LE GENDARME ET LES EXTRA-TERRESTRES (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; France-Elysées, 8e (723-71-11), Diderot, 12e (343-19-29) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74)
LE GOUT DU SAKE (Jap., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18)
GREASE (A., v.o.) : Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70)
LES HEROS N'ONT PAS FROID AUX OREILLES (It., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
L'HOMME DE MARBRE (Pol., v.o.) : Hautefeuille, 9e (633-79-38).
INTERIEURS (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (033-39-47) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; v.f : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10)
L'INVASION DES PROFANATEURS (A., v.o.) : Jean-Cocteau, 5e (033-47-62) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; v.f : Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25)
JE VOUS FERAI AIMER LA VIE (Fr.) : Omnia, 2e (233-39-36) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; George-V, 8e (225-41-46) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27)
MARTIN ET LEA (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40). 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00), Pagode, 7e (705-12-15). Colisée, 8e (359-29-46), Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43). 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Cambronne, 15e (734-42-96).
MOLIERE (Fr.) (deux époques) : Grands-Augustins, 6e (633-22-13). Studio Raspail, 14e (320-38-98)
MORT SUR LE NIL (A., v.o) : Paramount-City, 8e (225-45-76). — V.f : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90)
NOSFERATU, FANTOME DE LA NUIT (All., v.o.) (*) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Pagode, 7e (705-12-15), Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67), 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81). — V.f. : Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Impérial, 2e (742-72-52).
PARLONS-EN (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78). — V.f. : J.-Renoir, 9e (874-40-75).
PERCEVAL LE GALLOIS (Fr.) : Gaumont Rive-Gauche, 6e (548-26-36) Madeleine, 8e (073-56-03), Marignan, 8e (359-92-82), Hautefeuille, 6e (633-79-38), Olympic, 14e (542-67-42)
QUAND JOSEPH REVIENT (Hong., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47), Olympic, 14e (542-67-42)
SALSA (A., v.o.) : Saint-Séverin, 5e (033-50-91). Eldorado, 10e (208-18-76).
SERGENT PEPPERS (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17), Colisée, 8e (359-29-46) — V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
SIMONE DE BEAUVOIR (Fr.) : Racine, 6e (633-43-71)
SONATE D'AUTOMNE (Suéd., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; v.o.-v.f. : Elysées Point Show, 8e (225-67-29).
LE SUCRE (Fr.) : Cin'Ac Italiens, 2e (742-72-19), U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45)
SUPERMAN (A., v.o.) : Boul'Mich 5e (033-48-29), U.G.C. Danton, 6e (329-42-62), Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23), Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; v.o.-v.f : Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93), Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90), Rotonde, 6e (633-08-22), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Bastille, 11e (343-79-17), Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Mistral, 14e (539-52-43), Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10), Magic-

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans.

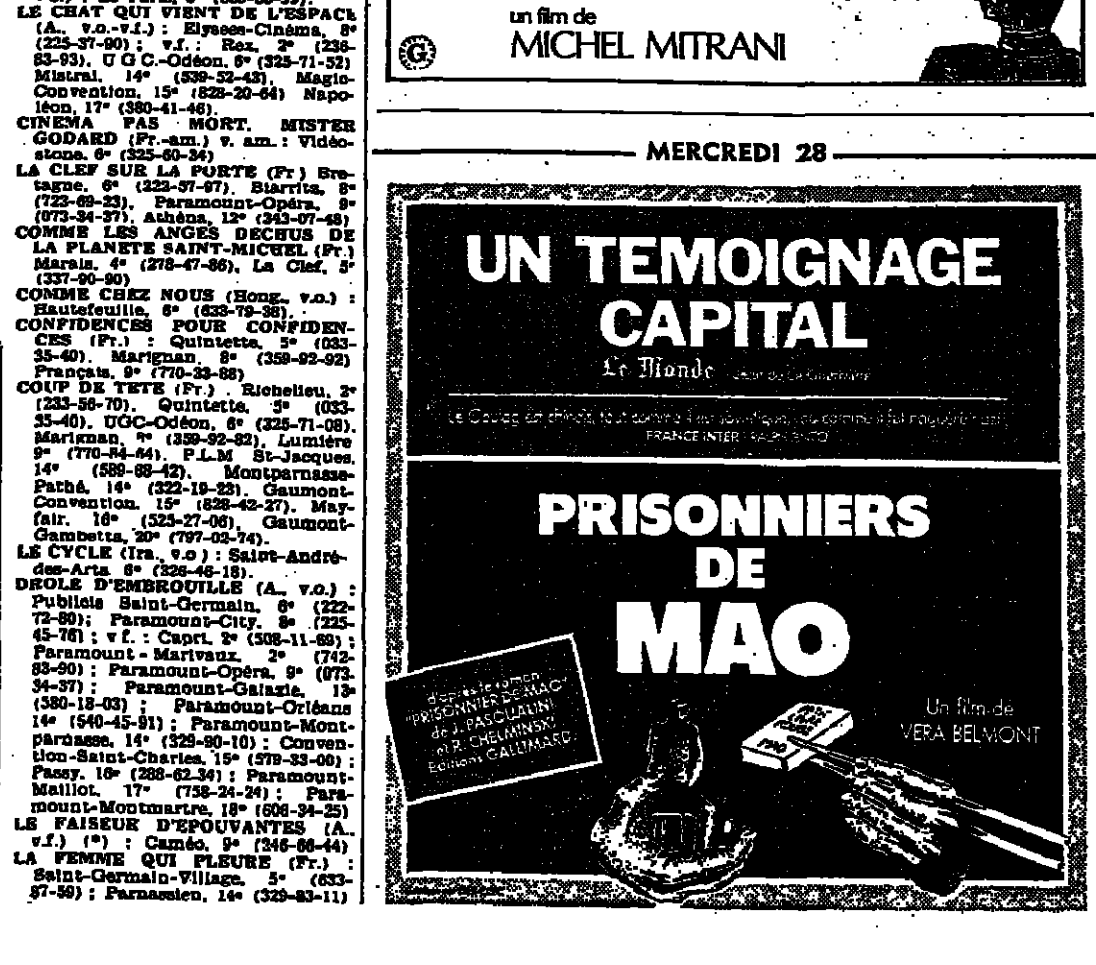
La cinémathèque

Chaillot, relâche.
Beaubourg, 15 h. : Panique année 0, de R. Milland ; 17 h. : le Roman d'Al Jolson, d'A. E. Green ; 19 h. : Je chante pour vous, de H. Levin ; 21 h. : Funérailles en rose, de Matsumoto.

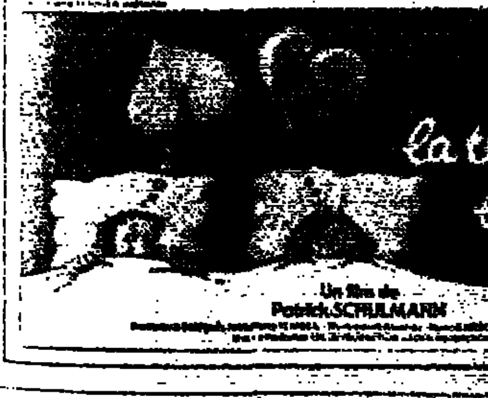
Les exclusivités

L'ADOLESCENTE (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
L'ADOPTION (Fr.) (**) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Fauvette, 13e (331-56-86).
ALERTEZ LES BEBES (Fr.) : Marais, 4e (378-47-86)
L'AMOUR EN FUITE (Fr.) : Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Colisée, 8e (359-29-46) : Nations, 12e (344-04-67) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27)
L'ARBRE AUX SABOTS (It., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32)
L'ARGENT DES AUTRES (Fr.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Parnassien, 14e (329-83-11) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00)
AU NOM DU FURHER (Belg.) : La Clef, 5e (337-90-90) (débats tous les soirs)
BAKO, L'AUTRE RIVE (Fr.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98) ; La Clef, 5e (337-90-90)
BELFAGOR, LE MAGNIFIQUE (It.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).
LES BIDASSES EN VADROUILLE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33), Richelieu, 2e (233-56-70), Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41). Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
BLUE COLLAR (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40).
LES BRONZES (Fr.) : Biarritz, 8e (723-69-23) ; Haussmann, 9e (770-47-55)
LA CAGE AUX FOLLES (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16)
LE CANDIDAT COCO-LA-FLEUR (Ant.) : Maxéville, 9e (770-72-86).
CAP HORN (Fr.) : Vendôme, 2e (742-97-52)
LA CARAPATE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33)
LE CAVALEUR (Fr.) : U.G.C. Odéon, (325-71-08) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Helder, 9e (770-11-24) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; U.G.C Gobelins, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) : Tourelles, 20e (636-51-98) (sauf mar.).
CES FLICS ETRANGES VENUS D'AILLEURS (Fr.) : Normandie 8e (359-41-18) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19) ; Miramar, 14e (320-89 52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
LE CIEL PEUT ATTENDRE (A., v.o.) : Le Paris, 8e (359-53-99).
LE CHAT QUI VIENT DE L'ESPACE (A., v.o.-v.f.) : Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93). U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-52) Mistral, 14e (539-52-43), Magic-Convention, 15e (828-20-64) Napoléon, 17e (380-41-46).
CINEMA PAS MORT, MISTER GODARD (Fr.-am.) v. am. : Vidéostone, 6e (325-60-34)
LA CLEF SUR LA PORTE (Fr.) Bretagne, 6e (222-57-97), Biarritz, 8e (723-69-23), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Athéna, 12e (343-07-48)
COMME LES ANGES DECHUS DE LA PLANETE SAINT-MICHEL (Fr.) Marais, 4e (278-47-86), La Clef, 5e (337-90-90)
COMME CHEZ NOUS (Hong., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).
CONFIDENCES POUR CONFIDENCES (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40). Marignan, 8e (359-92-92) Français, 9e (770-33-88)
COUP DE TETE (Fr.). Richelieu, 2e (233-56-70). Quintette, 5e (033-35-40). UGC-Odéon, 6e (325-71-08). Marignan, 8e (359-92-82), Lumière 9e (770-84-64). P.L.M St-Jacques, 14e (589-68-42). Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23). Gaumont-Convention, 15e (828-42-27). Mayfair, 16e (525-27-06). Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
LE CYCLE (Ira., v.o) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
DROLE D'EMBROUILLE (A., v.o.) : Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount-City, 8e (225-45-76) ; v.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) : Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Orléans 14e (540-45-91) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) : Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) : Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) : Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25)
LE FAISEUR D'EPOUVANTES (A., v.f.) (*) : Caméo, 9e (246-66-44)
LA FEMME QUI PLEURE (Fr.) : Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59) ; Parnassien, 14e (329-83-11)

CHAILLOT
DERNIÈRES
HALLER
CE SOIR A 20 h 30

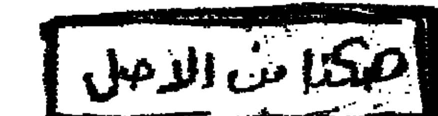


MERCREDI 7
Bruno Ganz
LE COUTEAU DANS LA TETE
Prix de la critique internationale
Antenne d'or
Festival de Paris 78
un film de
Reinhard Hauff









RADIO-TÉLÉVISION

LES LICENCIEMENTS A LA S.F.P.

Au lendemain du troisième week-end de grève à la télévision, la situation semble bloquée, en dépit des longues discussions qui ont lieu à l'Empire entre les syndicats et la direction de la Société française de production, de samedi après-midi 15 heures à dimanche matin 7 heures 30. Une nouvelle rencontre était prévue ce lundi matin, suivie d'une assemblée générale du personnel en début d'après-midi.

Les syndicats estimaient, dimanche soir, avoir fait « toutes les ouvertures possibles », mais ils maintenaient leur exigence de suspension préalable des mesures de licenciement. De son côté, le président-directeur général de la S.F.P. n'a pas modifié ses propositions.

La grève devrait donc continuer ce lundi à la S.F.P. et dans les sociétés de télévision. Une journée nationale d'action est organisée mercredi. Elle commencera à 11 heures par un rassemblement place de la Trinité, auquel participeront les représentants de toutes les entreprises en lutte de la région parisienne.

Le prix de la création

(Suite de la première page.)

Même quand elles attirent une vaste audience, les émissions semblent frappées d'une sorte de suspicion aux yeux des téléspectateurs, qui prétendent les regarder faute de mieux et qui, lorsqu'ils en sont privés, feignent d'être soulagés, tout en reprochant aux réalisateurs et aux techniciens de se moquer du contribuable.

Certaines réactions se comprennent Il est normal que ceux qui, pour une raison ou une autre, sont immobilisés se plaignent de la grève et il est possible que l'arrêt des émissions ait eu, sur les enfants notamment, une influence bénéfique. Ce qui est remarquable en tout cas, c'est la façon dont ces faits assez banaux sont utilisés pour dénigrer les grévistes.

Boudée par les représentants de la culture classique, qui, pour l'avoir ignorée ou méprisée à ses débuts, n'ont pas su ensuite s'y faire une place, la télévision suscite encore, dans toutes les couches de la population, une certaine mauvaise conscience, qui se traduit par un sentiment d'hostilité diffuse. Des responsables des chaînes vont même jusqu'à supposer que le gouvernement trouve son avantage à cette situation, qui encourage, à intervalles réguliers, d vigoureuses interventions au Parlement et qui permet de contrôler un instrument tenté, par sa nature même, d'abuser de sa puissance.

Toujours est-il que de nombreux téléspectateurs se délectent à la lecture d'articles ou de rapports vengeurs sur la gabegie régnante et, en période de grève, ne manifestent pas la moindre compréhension. Il serait pourtant souhaitable que cessent les condamnations sommaires et les affirmations péremptoires.

Les techniques nouvelles

Dans ce climat défavorable, dont il leur faudra bien tenir compte, combien de temps les personnels de la Société française de production pourront-ils rester sur leur position ?

Il faut d'abord noter que la grève de solidarité menée dans les autres sociétés issues de l'O.R.T.F. est diversement suivie. Le travail a repris à Radio-France. A la télévision, même si les syndicats ménagent leurs forces en limitant, pour des motifs financiers, le nombre des grévistes, le mouvement demeure, semble-t-il, minoritaire. Les pertes de recettes publicitaires subies par les chaînes (5 millions de francs par jour) risquent de se répercuter, par contrecoup, sur la Société française de production.

Au sein de celle-ci, où le préjudice est évalué à 2 millions de francs par jour, les négociations entre la direction et les syndicats ont enfin commencé, une fois dépassées les querelles de procédure. Elles ne sont pas près d'aboutir, d'autant plus qu'une journée nationale d'action est prévue mercredi, mais il est bon qu'une discussion sérieuse s'engage, sans arrières-pensées de part et d'autre.

Une discussion sérieuse, cela signifie d'abord que la S.F.P. cesse d'être présentée à l'opinion, au nom d'un avenir que l'on imagine transformé par les techniques nouvelles, comme l'héritage d'un passé révolu. Il est tout à fait vrai que les techniques nouvelles — vidéocassettes, vidéodisques, satellites — vont modifier, à moyen terme, les données du problème. Mais, comme l'a dit M. François Mitterrand, le développement des moyens de diffusion modernes, en rendant plus vive la concurrence entre les pays, devrait plutôt inciter la France à préserver son potentiel de création.

Faut-il penser que les responsables de la politique audio-visuelle en ont décidé autrement et qu'ils ont choisi de s'en remettre, une fois pour toutes, au modèle américain ? Selon la logique à laquelle il s'attachera, le gouvernement jugera excessif le poids de la S.F.P. ou il saura s'en accommoder. Car des solutions existent, et l'argent dont les chaînes ont besoin peut être trouvé — que l'on augmente la redevance, comme on le suggère ici, ou que l'on supprime la T.V.A., comme on le demande là.

En contrepartie, les personnels de la S.F.P. doivent accepter de réviser leurs méthodes et leurs conditions de travail pour harmoniser l'activité du service public avec celle du secteur privé.

Les véritables questions sont donc de savoir si la collectivité est résolue à payer le prix nécessaire à la sauvegarde de sa production nationale, si les créateurs sont prêts à s'interroger sur leurs propres responsabilités et si le gouvernement a la volonté de lutter contre l' « américanisation » croissante de la culture. Ces remises en cause supposent que la grève actuelle provoque une réflexion neuve et non le vieux réflexe de rejet auquel les Français ont été habitués quand leur télévision est en jeu.

THOMAS FERENCZI.

Un appel d'intellectuels

Un certain nombre d'intellectuels viennent de lancer un appel pour « *une télévision nationale, démocratique, pluraliste, créatrice* ». Ils écrivent : « *Après le quadrillage minutieux de l'information, c'est la création que l'on veut ouvertement combattre en brisant la S.F.P. et ses personnels. (...) L'objectif avoué en haut lieu est la fabrication de produits audiovisuels, indifférenciés, pour la télévision comme pour le cinéma, susceptibles de rencontrer les sensibilités d'un public « moyen » européen et donc rentables à l'échelle de la Communauté.*

La recherche d'un nouveau secteur de profit — cassettes et autres — par les multinationales de l'industrie électronique n'est pas étrangère à ce coup de force gouvernemental, qui risque de faire basculer des pans entiers de la production exigeante du service public de télévision dans le commun dénominateur commercial de l'audiovisuel, cinéma comme télévision, réduits à devenir des produits de marketing. (...)

L'existence d'une société de télévision, remplissant une mission de service public en ce sens, est tout aussi indispensable à la culture que l'est l'existence du C.N.R.S. pour la recherche scientifique. Or, on ne peut manquer d'observer que, dans le même temps, le pouvoir frappe le C.N.R.S., casse la S.F.P., agresse l'Université, asphyxie toute l'action culturelle.

Le rapprochement de ces faits nous inquiète, car ils hypothèquent l'avenir de la culture de notre peuple.

Nous souhaitons que les intellectuels français en prennent conscience et qu'ils agissent ensemble contre une volonté politique délibérée qui tend à marginaliser, dès à présent, la culture d'expression française dans notre pays. »

On relève notamment parmi les premiers signataires de ce texte les noms d'écrivains (Aragon, Max-Pol Fouchet, Gilles Perrault, Raphaël Pividal, André Stil), de réalisateurs de télévision (Jacques Krier, Maurice Failevic, Marcel Bluwal, Daniel Karlin, Jean-Pierre Marchand, Paul Seban, Guy Olivier, Jean Prat) et de cinéma (Bertrand Tavernier, Louis Daquin, Jean-Daniel Simon), de metteurs en scène de théâtre (Marcel Maréchal, Claude Régy), de chanteurs (Jean Ferrat).

★ Signatures à adresser à Jacques Krier, 26, rue de Meaux, 75019 Paris.

SCIENCES

L'éclipse de soleil du 26 février fait l'objet de plusieurs expériences aux États-Unis et au Canada

Une éclipse totale de soleil a lieu ce 26 février. Mais elle n'est totale que dans une étroite bande large de 300 kilomètres qui commence dans l'océan Pacifique, aborde les Etats-Unis à cheval sur l'Oregon et le Washington, s'incurve vers le Nord, franchit la frontière canadienne, traverse tout le sud du Manitoba, puis le nord-ouest de l'Ontario, la baie d'Hudson, et s'achève vers le centre du Groenland. L'éclipse sera partiellement visible de presque toute l'Amérique du Nord, mais non d'Europe — sauf à son extrême Occident : les Bretons pourront peut-être voir, juste avant qu'il ne se couche, le disque solaire très légèrement entamé.

L'événement soulève un certain intérêt aux Etats-Unis, d'autant que c'est la dernière éclipse du siècle à y être totale. S'il y a en général deux éclipses par an, toutes ne sont pas totales, et quand c'est le cas la zone de totalité se réduit toujours à une bande analogue, et souvent encore plus étroite, que celle qu'on a décrite ci-dessous.

L'éclipse va donner lieu à plusieurs expériences scientifiques. Une collaboration entre Etats-Unis et Canada permettra le lancement de plusieurs fusées-sondes depuis un site spécialement aménagé près de Red-Lake, dans l'Ontario. L'objectif est d'étudier les modifications qui se produisent dans la très haute atmosphère lorsque le rayonnement solaire est occulté par la Lune.

On peut aussi faire sur cette éclipse des commentaires d'un tout autre ordre. La prophétie de Malachie attribue à chaque pape une devise : pour Jean Paul II, c'est l'expression mystérieuse « De labore solis » qui, chez certains auteurs de l'Antiquité, désignerait les éclipses de soleil. — M. A.

Malachie et la devise du pape

Dans l'Osservatore della Domenica, Mgr Corrado Balducci, prélat de la congrégation pour l'évangélisation des peuples, avançait, peu de temps après l'élection de Jean Paul II, que la devise attribuée à ce dernier dans la prophétie de Malachie « De labore solis » (du travail du soleil) pourrait signifier un cataclysme, produit par un conflit nucléaire (1). *Cette interprétation s'appuie aussi sur le secret de Fatima, qui annoncerait une guerre particulièrement meurtrière dans la seconde moitié du vingtième siècle.*

Tel n'est pas l'avis des astrologues occultistes. Se fondant sur les figures symboliques traditionnelles correspondant à chaque degré du zodiaque, ils remarquent qu'au 18 mai 1920, date de la naissance du pape (vingt-septième degré du Taureau), l'emblème correspondant est « un champ couvert de gerbes de blé ». « La moisson, *commentent-ils,* labeur solaire, donne le sens ésotérique de l'arcane. »

Pourtant, des latinistes qui ne s'intéressent ni à l'astrologie ni à Fatima affirment péremptoirement que l'expression latine en cause signifie « éclipse de soleil ». Virgile, entre autres, a employé labor *en ce sens précis dans* l'Enéide.

A supposer que cette dernière interprétation soit la bonne, il est difficile d'en tirer une prédiction précise, puisqu'il y a, en général, deux éclipses de soleil par an, au voisinage de chaque équinoxe. C'est le cas de celle de ce 26 février 1979.

En définitive, Malachie a peut-être utilisé l'expression « éclipse de soleil » au sens figuré, auquel cas on peut imaginer qu'elle se rapporte à une période de tribulations exceptionnelles.

Vraies ou fausses, les prophéties auraient sans doute moins de succès si chacun ne pouvait y trouver ce qu'il espère ou redoute... — H. F.

(1) Rappelons que, selon l'auteur de la prophétie, le successeur de Jean Paul II se voit attribuer la devise « *De gloria olivae* » (la gloire de l'olivier), qui est la dernière devise attribuée par Malachie.

LANCÉ DIMANCHE

Soyouz-32 emmène deux cosmonautes rejoindre la station orbitale Saliout-6

L'Union soviétique a lancé dimanche 25 février, à 12 h. 54 (heure de Paris), un vaisseau spatial, Soyouz-32 ; il est occupé par deux cosmonautes : le commandant de bord Vladimir Liakhov et l'ingénieur Valeri Rioumine. Depuis le vol historique de Youri Gagarine, en avril 1961, c'est la trente-huitième mission de cosmonautes soviétiques. Elle doit conduire les deux hommes à bord de la station orbitale Saliout-6, pour un vol qui sera vraisemblablement très long.

Lancée le 29 septembre 1977, Saliout-6 a déjà accueilli deux longues missions. Youri Romanenko et Georgui Gretchko y ont séjourné de décembre 1977 à mars 1978, établissant un record de 96 jours dans l'espace. Puis, de juin à novembre 1978, Vladimir Kovalenok et Alexandre Ivantchenkov ont porté ce record à 140 jours. Ces deux longues missions furent agrémentées de visites d'autres équipages, dont trois étaient composés d'un Soviétique et d'un ressortissant des pays de l'Est. Un Tchèque, Vladimir Remek, un Polonais, Miroslav Hermaszewski, et un Allemand de l'Est, Sigmund Jähn, seront ainsi les premiers représentants de leurs pays dans le cosmos. Il y aura aussi quatre lancements du camion spatial Progress, pour ravitailler les cosmonautes et remplacer certains appareils.

Bien qu'aucune annonce officielle n'ait été faite, la mission qui commence devrait suivre un scénario analogue aux deux précédentes. La présence dans l'équipage de Valeri Rioumine est d'ailleurs l'indication d'un vol de longue durée.

Associé à Vladimir Kovalenok, Valeri Rioumine fut mis en orbite le 9 octobre 1977 à bord de Soyouz-25, pour ce qui aurait dû être la première occupation de Saliout-6. Mais Soyouz-25 ne put s'amarrer sur la station et revint à terre deux jours plus tard. Les raisons de cet échec n'ont jamais été clairement précisées ; il sembel en tout cas que l'équipage n'y ait pas eu grande responsabilité puisque, après Kovalenok, Rioumine repart à son tour dans l'espace.

Les cosmonautes qui doivent rester longtemps en orbite reçoivent un entraînement approprié. C'était le cas de Kovalenok et Rioumine en octobre 1977. Par la suite, Kovalenok a passé 140 jours en orbite. Il est bien possible que Rioumine et Liakhov fassent mieux. Comme pour leurs prédécesseurs, ce sont les tests médicaux qu'ils vont subir en permanence qui décideront de la durée précise de la mission.

Si Rioumine a déjà volé, Vladimir Liakhov est un néophyte. Né le 20 juillet 1941 à Antratsit, en Ukraine, il a été élève de l'école militaire de l'air de Kharkov. Il est cosmonaute depuis 1967.

Au contraire de son coéquipier, Valeri Rioumine est un Soviétique de l'Est puisqu'il est né le 16 août 1939 à Komsomolsk-sur-Amour. C'est par l'institut de Moscou de technique du bois qu'il est venu aux conceptions et aux essais d'appareils spatiaux. Il est cosmonaute depuis 1973. — M. A.

LE JAPON ACHÈTE UN PROCÉDÉ FRANÇAIS DE CONDITIONNEMENT DES DÉCHETS RADIO-ACTIFS

Ecopol, filiale du Commissariat à l'énergie atomique (C. E. A.) et de la société d'ingénierie Serete, vient de céder à la société japonaise J. G. C. Corporation la licence d'un procédé de conditionnement des déchets radio-actifs de faible et moyenne activité. Il s'agit d'un enrobage dans une résine thermodurcissable, qui remplace les solutions usuelles de bitumage ou de bétonnage et qui a été mis au point au centre de Grenoble du C. E. A. Une installation pilote traite les effluents de ce centre depuis 1976 et Ecopol construit actuellement une installation à la centrale franco-belge de Chooz.

Les déchets d'activité faible et moyenne sont des matériaux qui ne sont pas radio-actifs en eux-mêmes, mais le sont devenus par contact avec des combustibles nucléaires ou irradiation dans les réacteurs. Ils doivent être isolés de l'environnement pour quelques dizaines ou centaines d'années. L'enrobage dans une résine thermodurcissable, pratiquement inattaquable par les agents chimiques ou biologiques, assure un bon isolement de ces déchets. La France a renoncé, au moins provisoirement, à les immerger dans les fosses océaniques et les stocke sur le site d'Infratome, à La Hague. Leur enfouissement dans des couches géologiques profondes est envisagé à long terme.

CARNET

Décès

— Mme veuve Baslé,
La famille et les amis de
Jeanne BASLÉ,
précédemment domiciliée 18, rue du Bouquet-de-Longchamp, à Paris-16e, ont la douleur d'annoncer son décès, survenu accidentellement à Varengeville-sur-Mer.
Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité à Saint-Méloir-des-Ondes, le 21 février 1979.
Mme veuve Baslé, 35350 Saint-Méloir-des-Ondes.

— M. Charles Benqué,
M. et Mme Claude Benqué et leurs enfants,
M. et Mme Jean-Pierre Benqué et leur fils,
Mme Georges Cittanova,
Les familles, parents, alliés et amis,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Charles BENQUÉ,
née Georgette Mati,
survenu dans sa soixante-douzième année.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, à Marseille, le 20 février 1979.
Cet avis tient lieu de faire-part.
63 bis, rue de Billancourt,
92100 Boulogne.

— M. K. Ray, son époux,
M. et Mme Jean Dupuis-Pitres, ses parents,
Toute la famille et tous les amis, ont la grande douleur de faire part du décès de
Marie-Christine CAO VAN-RAY,
survenu à Londres le 8 février 1979.
8, allée d'Andrézieux, 75018 Paris.

— M. et Mme Yves Deguen,
Leurs enfants,
Et toute leur famille,
ont la douleur de faire part du décès de
Renaud DEGUEN,
ingénieur des Arts et Métiers (1977), à Oran, le 23 février 1979.
L'inhumation aura lieu à Saint-Léger-Dubosq (14).

— M. Gilbert Patouillard Demoriane,
M. et Mme Hugo Williams et Murphy,
M. et Mme Michel Courtault, Marion et Emmanuel,
Le docteur et Mme Michel Patouillard Demoriane, Victoire, Blaise et Hortense,
M. et Mme Dominique Sauvetre,
M. et Mme Armand Dupuis,
M. et Mme Pierre Huraux,
M. et Mme André Patouillard Demoriane,
M. et Mme Fernand Lahaye,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Hélène PATOUILLARD DEMORIANE,
née Dupuis,
rédacteur en chef adjoint au « Point », survenu le 23 février 1979, à l'âge de cinquante-huit ans, munie des sacrements de l'Eglise.
Les obsèques seront célébrées le mercredi 28 février 1979, à 10 h. 30, en l'église Saint-Paul-Saint-Louis, 99, rue Saint-Antoine, Paris-4e, où l'on se réunira et seront suivies de l'inhumation au cimetière de Villiers-Adam (Val-d'Oise).
34, rue d'Amiens, 60000 Beauvais ;
103, rue Saint-Antoine, 75004 Paris ;
8, bd de Courcelles, 75015 Paris ;
11, rue Bonaparte, 75006 Paris.

— M. Olivier Chevrillon, président-directeur général,
M. Claude Imbert, directeur de la rédaction,
La rédaction et le personnel de l'hebdomadaire « le Point »,
ont la douleur de faire part du décès de
Hélène DEMORIANE,
rédacteur en chef adjoint du « Point ».
Les obsèques seront célébrées le mercredi 28 février 1979, à 10 h. 30, en l'église Saint-Paul-Saint-Louis, 99, rue Saint-Antoine, Paris-4e, où l'on se réunira, et seront suivies de l'inhumation au cimetière de Villiers-Adam (Val-d'Oise).
« Le Point », 140, rue de Rennes.
[Née le 3 mai 1920 à Paris, Hélène Demoriane avait collaboré à « l'Alsace » puis à « Connaissance des arts ». Après avoir dirigé pendant plusieurs années le service Arts et spectacles de « l'Express », elle avait rejoint l'équipe du « Point », dès sa fondation, il y a six ans. Rédacteur en chef adjoint de cet hebdomadaire, elle y dirigeait la section Civilisation.]

— Nîmes, Vichy.
Mme Jean Kuntz,
Mlle Geneviève Kuntz,
Mlle Monique Kuntz,
M. et Mme Jean-Pierre Fantozzi et leurs fils,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Jean KUNTZ.
Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité, le jeudi 22 février 1979.
« L'Eternel est mon berger. »
Psaume 23.

— M. et Mme Roland Lindas et leurs enfants,
M. et Mme Claude Rausch et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès, dans sa soixante-dix-septième année, de
Mme veuve André RAUSCH,
née Marie-Thérèse Fabing.
Les obsèques religieuses auront lieu en l'église Saint-Nicolas de Sarreguemines, le mardi 27 février, à 15 h. 15.
16, rue Diderot,
78100 Saint-Germain-en-Laye ;
Impasse Bellevue, 57600 Oeting.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— Nous apprenons la mort de notre confrère
Jean-Marie TEXIER,
journaliste à « France-Soir »,
décédé samedi 24 février à l'hôpital de Villejuif, à l'âge de quarante-trois ans.
Ses obsèques auront lieu mercredi 28 février, à l'issue d'une cérémonie religieuse prévue à 8 h. 30 en l'église Saint-Cyr-Sainte-Julie, à Villejuif.
[Originaire de Saintes (Charente-Maritime), il est, après des études de droit, échotier dans la presse parisienne avant d'entrer comme reporter à « Paris-Presse », puis à « France-Soir » en 1962, où il se spécialise bientôt dans les reportages consacrés aux grands « faits divers » et affaires criminelles.]

— Mme André Weill, née Madeleine Zivy,
M. et Mme J.-A. Weill et leurs enfants,
Le docteur et Mme Bernard Schill et leurs enfants,
M. et Mme Pierre Weibel,
Mlle Dominique Weibel,
Mme Garnery,
Tous ses parents et amis,
ont la douleur de faire part du décès du
docteur André WEILL,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier dans l'ordre national du Mérite,
survenu à son domicile, à Paris, le 23 février 1979.
Les obsèques auront lieu le mardi 27 février, à 9 heures, au cimetière de Bagneux.

Remerciements

— Angoulême, Saint-Romain (24),
Mme Jean Lachaud, son épouse,
Mme Maurice Lachaud, sa mère,
M. et Mme Michel Larousserie, Catherine et Sylvie,
M. et Mme Bertrand de Neufville, Sophie et Antoine,
ses enfants et petits-enfants,
M. Emilien Lapeyre et son épouse,
M. et Mme André Lachaud, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Jacques Lachaud et leurs enfants,
M. et Mme Bernard Lachaud et leurs enfants,
M. Jean-Louis Labaisse,
Mme André Robert,
ses frères, neveux et oncles,
Mme Germaine Gossard,
Ses parents, alliés et amis,
remercient bien sincèrement toutes les personnes qui leur ont fait l'honneur d'assister aux obsèques de
M. Jean LACHAUD,
ainsi que celles qui leur ont fait parvenir des marques de sympathie en cette douloureuse circonstance.
P.F. Bourinet « Au Myosotis » - Les Trois-Chênes, 16000 Angoulême. Tél. : 95-72-22.

— M. et Mme Georges Villesuzanne,
M. et Mme Jacques Villesuzanne,
Mmes Van Der Meulen-Villesuzanne et Ratillon-Villesuzanne et leurs enfants,
Le conseil d'administration,
La direction générale et le personnel des Ets Schmid et leurs filiales,
La famille et tous les amis,
profondément touchés des nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de
M. Charles VILLESUZANNE,
commandeur de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945,
past-gouverneur du Lions Club,
remercient toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil et les prient de trouver ici l'expression de leur vive reconnaissance.

Anniversaires

— Il y a sept ans,
Michel LEVY
(X 70),
quittait ce monde. Une pieuse pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Visites et conférences

MARDI 27 FEVRIER

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — 14 h. 30, devant l'église, 78, rue Saint-Martin, Mme Allaz : « L'église Saint-Merri et le quartier Saint-Merri - Beaubourg ».
14 h. 45, métro Cambronne, Mme Legrégeois : « L'UNESCO ».
15 h., 17, quai d'Anjou, Mme Bouquet des Chaux : « Hôtel de Lauzun ».
15 h., 17, rue Saint-Vincent, Mme Bacheller : « Musée du Vieux-Montmartre » (Caisse nationale des monuments historiques).
14 h. 30, 21, rue Cassette : « Akhenaton, le nouvel art d'Amarna » (Areus).
15 h., métro Etienne-Marcel : « L'abbaye Saint-Martin-des-Champs » (A travers Paris).
15 h. 15, 19, rue de Cléry : « De la rue d'Aboukir et la cour des Miracles à Notre-Dame-de-Bonne-Nouvelle » (Mme Barbier).
15 h., 30, boulevard Edgar-Quinet : « Chez un artiste souffleur de verre » (Tourisme culturel).
CONFÉRENCES. — 17 h. 30, 55, rue de Varenne, M. Jacques Riboud : « L'avenir des monnaies » (Futuribles).
18 h. 30, 28, rue des Saints-Pères, M. Hubert-Damisch : « L'origine de la perspective » ; M. Alessandro Parronchi : « L'expérimentation dans la perspective brunelleschienne ».
20 h. 30, 60, boulevard de la Tour-Maubourg, M. Yves Diénal : « Exposé et séance de psychanalyse » : les motivations de l'homme : moteur de soi esprit » (Psycho-Santé).
20 h. 30, 21, rue Notre-Dame-des-Victoires, Mme C. Thibaut : « Chardin ».

Chacun pour soif et deux pour tous
« Indian Tonic »
ou SCHWEPPES Lemon.
Les deux SCHWEPPES.

EDEN
PARFUMS - CADEAUX
20 %
de remise
LES GRANDES MARQUES
3, rue du Helder - PARIS
Métro Opéra
Echantillons gratuits

Le Monde

A LA COUR DE CASSATION

La détention au dépôt d'un ressortissant voltaïque en voie d'expulsion était fond[...]

...rables Sauter. Le

RADIO-TÉLÉVISION

LES LICENCIEMENTS A LA S.F.P.

Au lendemain du troisième week-end de grève à la télévision, la situation semble bloquée, en dépit des longues discussions qui ont lieu à l'Empire entre les syndicats et la direction de la Société française de production, de samedi après-midi 15 heures à dimanche matin 7 heures 30. Une nouvelle rencontre était prévue ce lundi matin, suivie d'une assemblée générale du personnel en début d'après-midi.

Les syndicats estimaient, dimanche soir, avoir fait « toutes les ouvertures possibles », mais ils maintenaient leur exigence de suspension préalable des mesures de licenciement. De son côté, le président-directeur général de la S.F.P. n'a pas modifié ses propositions.

La grève devrait donc continuer ce lundi à la S.F.P. et dans les sociétés de télévision. Une journée nationale d'action est organisée mercredi. Elle commencera à 11 heures par un rassemblement place de la Trinité, auquel participeront les représentants de toutes les entreprises en lutte de la région parisienne.

Le prix de la création

(Suite de la première page.)

Même quand elles attirent une vaste audience, les émissions semblent frappées d'une sorte de suspicion aux yeux des téléspectateurs, qui prétendent les regarder faute de mieux et qui, lorsqu'ils en sont privés, feignent d'être soulagés, tout en reprochant aux réalisateurs et aux techniciens de se moquer du contribuable.

Certaines réactions se comprennent il est normal que ceux qui, pour une raison ou une autre, sont immobilisés se plaignent de la grève et il est possible que l'arrêt des émissions ait eu, sur les enfants notamment, une influence bénéfique. Ce qui est remarquable en tout cas, c'est la façon dont ces faits assez banaux sont utilisés pour dénigrer les grévistes.

Boudée par les représentants de la culture classique, qui, pour l'avoir ignorée ou méprisée à ses débuts, n'ont pas su ensuite s'y faire une place, la télévision suscite encore, dans toutes les couches de la population, une certaine mauvaise conscience, qui se traduit par un sentiment d'hostilité diffuse. Des responsables des chaînes vont même jusqu'à supposer que le gouvernement trouve son avantage à cette situation, qui encourage, à intervalles réguliers, d vigoureuses interventions au Parlement et qui permet de contrôler un instrument tenté, par sa nature même, d'abuser de sa puissance.

Toujours est-il que de nombreux téléspectateurs se délectent à la lecture d'articles ou de rapports vengeurs sur la gabegie régnante et, en période de grève, ne manifestent pas la moindre compréhension. Il serait pourtant souhaitable que cessent les condamnations sommaires et les affirmations péremptoires.

Les techniques nouvelles

Dans ce climat défavorable, dont il leur faudra bien tenir compte, combien de temps les personnels de la Société française de production pourront-ils rester sur leur position ?

Il faut d'abord noter que la grève de solidarité menée dans les autres sociétés issues de l'O.R.T.F. est diversement suivie. Le travail a repris à Radio-France. A la télévision, même si les syndicats ménagent leurs forces en limitant, pour des motifs financiers, le nombre des grévistes, le mouvement demeure, semble-t-il, minoritaire. Les pertes de recettes publicitaires subies par les chaînes (5 millions de francs par jour) risquent de se répercuter, par contrecoup, sur la Société française de production.

Au sein de celle-ci, où le préjudice est évalué à 2 millions de francs par jour, les négociations entre la direction et les syndicats ont enfin commencé, une fois dépassées les querelles de procédure. Elles ne sont pas près d'aboutir, d'autant plus qu'une journée nationale d'action est prévue mercredi, mais il est bon qu'une discussion sérieuse s'engage, sans arrières-pensées de part et d'autre.

Une discussion sérieuse, cela signifie d'abord que la S.F.P. cesse d'être présentée à l'opinion, au nom d'un avenir que l'on imagine transformé par les techniques nouvelles, comme l'héritage d'un passé révolu. Il est tout à fait vrai que les techniques nouvelles — vidéocassettes, vidéodisques, satellites — vont modifier, à moyen terme, les données du problème. Mais, comme l'a dit M. François Mitterrand, le développement des moyens de diffusion modernes, en rendant plus vive la concurrence entre les pays, devrait plutôt inciter la France à préserver son potentiel de création.

Faut-il penser que les responsables de la politique audio-visuelle en ont décidé autrement et qu'ils ont choisi de s'en remettre, une fois pour toutes, au modèle américain ? Selon la logique à laquelle il s'attachera, le gouvernement jugera excessif le poids de la S.F.P. ou il saura s'en accommoder. Car des solutions existent, et l'argent dont les chaînes ont besoin peut être trouvé — que l'on augmente la redevance, comme on le suggère ici, ou que l'on supprime la T.V.A., comme on le demande là.

En contrepartie, les personnels de la S.F.P. doivent accepter de réviser leurs méthodes et leurs conditions de travail pour harmoniser l'activité du service public avec celle du secteur privé.

Les véritables questions sont donc de savoir si la collectivité est résolue à payer le prix nécessaire à la sauvegarde de sa production nationale, si les créateurs sont prêts à s'interroger sur leurs propres responsabilités et si le gouvernement a la volonté de lutter contre l' « américanisation » croissante de la culture. Ces remises en cause supposent que la grève actuelle provoque une réflexion neuve et non le vieux réflexe de rejet auquel les Français ont été habitués quand leur télévision est en jeu.

THOMAS FERENCZI.

Un appel d'intellectuels

Un certain nombre d'intellectuels viennent de lancer un appel pour *« une télévision nationale, démocratique, pluraliste, créatrice »*. Ils écrivent : *« Après le quadrillage minutieux de l'information, c'est la création que l'on veut ouvertement combattre en brisant la S.F.P. et ses personnels. (...) L'objectif avoué en haut lieu est la fabrication de produits audiovisuels, indifférenciés, pour la télévision comme pour le cinéma, susceptibles de rencontrer les sensibilités d'un public « moyen » européen et donc rentables à l'échelle de la Communauté.*

La recherche d'un nouveau secteur de profit — cassettes et autres — par les multinationales de l'industrie électronique n'est pas étrangère à ce coup de force gouvernemental, qui risque de faire basculer des pans entiers de la production exigeante du service public de télévision dans le commun dénominateur commercial de l'audiovisuel, cinéma comme télévision, réduits à devenir des produits de marketing. (...)

L'existence d'une société de télévision, remplissant une mission de service public en ce sens, est tout aussi indispensable à la culture que l'est l'existence du C.N.R.S. pour la recherche scientifique. Or, on ne peut manquer d'observer que, dans le même temps, le pouvoir frappe le C.N.R.S., casse la S.F.P., agresse l'Université, asphyxie toute l'action culturelle.

Le rapprochement de ces faits nous inquiète, car ils hypothèquent l'avenir de la culture de notre peuple.

Nous souhaitons que les intellectuels français en prennent conscience et qu'ils agissent ensemble contre une volonté politique délibérée qui tend à marginaliser, dès à présent, la culture d'expression française dans notre pays. »

On relève notamment parmi les premiers signataires de ce texte les noms d'écrivains (Aragon, Max-Pol Fouchet, Gilles Perrault, Raphaël Pividal, André Stil), de réalisateurs de télévision (Jacques Krier, Maurice Failevic, Marcel Bluwal, Daniel Karlin, Jean-Pierre Marchand, Paul Seban, Guy Olivier, Jean Prat) et de cinéma (Bertrand Tavernier, Louis Daquin, Jean-Daniel Simon), de metteurs en scène de théâtre (Marcel Maréchal, Claude Régy), de chanteurs (Jean Ferrat).

★ Signatures à adresser à Jacques Krier, 26, rue de Meaux, 75019 Paris.

SCIENCES

L'éclipse de soleil du 26 février fait l'objet de plusieurs expériences aux États-Unis et au Canada

Une éclipse totale de soleil a lieu ce 26 février. Mais elle n'est totale que dans une étroite bande large de 300 kilomètres qui commence dans l'océan Pacifique, aborde les Etats-Unis à cheval sur l'Oregon et le Washington, s'incurve vers le Nord, franchit la frontière canadienne, traverse tout le sud du Manitoba, puis le nord-ouest de l'Ontario, la baie d'Hudson, et s'achève vers le centre du Groenland. L'éclipse sera partiellement visible de presque toute l'Amérique du Nord, mais non d'Europe — sauf à son extrême Occident : les Bretons pourront peut-être voir, juste avant qu'il ne se couche, le disque solaire très légèrement entamé.

L'événement soulève un certain intérêt aux Etats-Unis, d'autant que c'est la dernière éclipse du siècle à y être totale. S'il y a en général deux éclipses par an, toutes ne sont pas totales, et quand c'est le cas la zone de totalité se réduit toujours à une bande analogue, et souvent encore plus étroite, que celle qu'on a décrite ci-dessous.

L'éclipse va donner lieu à plusieurs expériences scientifiques. Une collaboration entre Etats-Unis et Canada permettra le lancement de plusieurs fusées-sondes depuis un site spécialement aménagé près de Red-Lake, dans l'Ontario. L'objectif est d'étudier les modifications qui se produisent dans la très haute atmosphère lorsque le rayonnement solaire est occulté par la Lune.

On peut aussi faire sur cette éclipse des commentaires d'un tout autre ordre. La prophétie de Malachie attribue à chaque pape une devise : pour Jean Paul II, c'est l'expression mystérieuse « De labore solis » qui, chez certains auteurs de l'Antiquité, désignerait les éclipses de soleil. — M. A.

Malachie et la devise du pape

*Dans l'*Osservatore della Domenica, *Mgr Corrado Balducci, prélat de la congrégation pour l'évangélisation des peuples, avançait, peu de temps après l'élection de Jean Paul II, que la devise attribuée à ce dernier dans la prophétie de Malachie* « De labore solis » *(du travail du soleil) pourrait signifier un cataclysme, produit par un conflit nucléaire* (1). *Cette interprétation s'appuie aussi sur le secret de Fatima, qui annoncerait une guerre particulièrement meurtrière dans la seconde moitié du vingtième siècle.*

Tel n'est pas l'avis des astrologues occultistes. Se fondant sur les figures symboliques traditionnelles correspondant à chaque degré du zodiaque, ils remarquent qu'au 18 mai 1920, date de la naissance du pape (vingt-septième degré du Taureau), l'emblème correspondant est « un champ couvert de gerbes de blé ». « La moisson, *commentent-ils,* labeur solaire, donne le sens ésotérique de l'arcane. »

Pourtant, des latinistes qui ne s'intéressent ni à l'astrologie ni à Fatima affirment péremptoirement que l'expression latine en cause signifie « éclipse de soleil ». Virgile, entre autres, a employé labor *en ce sens précis dans* l'Enéide.

A supposer que cette dernière interprétation soit la bonne, il est difficile d'en tirer une prédiction précise, puisqu'il y a, en général, deux éclipses de soleil par an, au voisinage de chaque équinoxe. C'est le cas de celle de ce 26 février 1979.

En définitive, Malachie a peut-être utilisé l'expression « éclipse de soleil » *au sens figuré, auquel cas on peut imaginer qu'elle se rapporte à une période de tribulations exceptionnelles.*

Vraies ou fausses, les prophéties auraient sans doute moins de succès si chacun ne pouvait y trouver ce qu'il espère ou redoute... — H. F.

(1) Rappelons que, selon l'auteur de la prophétie, le successeur de Jean Paul II se voit attribuer la devise *« De gloria olivae »* (la gloire de l'olivier), qui est la dernière devise attribuée par Malachie.

LANCÉ DIMANCHE

Soyouz-32 emmène deux cosmonautes rejoindre la station orbitale Saliout-6

L'Union soviétique a lancé dimanche 25 février, à 12 h. 54 (heure de Paris), un vaisseau spatial, Soyouz-32 ; il est occupé par deux cosmonautes : le commandant de bord Vladimir Liakhov et l'ingénieur Valeri Rioumine. Depuis le vol historique de Youri Gagarine, en avril 1961, c'est la trente-huitième mission de cosmonautes soviétiques. Elle doit conduire les deux hommes à bord de la station orbitale Saliout-6, pour un vol qui sera vraisemblablement très long.

Lancée le 29 septembre 1977, Saliout-6 a déjà accueilli deux longues missions. Youri Romanenko et Georgui Gretchko y ont séjourné de décembre 1977 à mars 1978, établissant un record de 96 jours dans l'espace. Puis, de juin à novembre 1978, Vladimir Kovalenok et Alexandre Ivantchenkov ont porté ce record à 140 jours. Ces deux longues missions furent agrémentées de visites d'autres équipages, dont trois étaient composés d'un Soviétique et d'un ressortissant des pays de l'Est. Un Tchèque, Vladimir Remek, un Polonais, Miroslav Hermaszewski, et un Allemand de l'Est, Sigmund Jähn, seront ainsi les premiers représentants de leurs pays dans le cosmos. Il y aura aussi quatre lancements du camion spatial Progress, pour ravitailler les cosmonautes et remplacer certains appareils.

Bien qu'aucune annonce officielle n'ait été faite, la mission qui commence devrait suivre un scénario analogue aux deux précédentes. La présence dans l'équipage de Valeri Rioumine est d'ailleurs l'indication d'un vol de longue durée.

Associé à Vladimir Kovalenok, Valeri Rioumine fut mis en orbite le 9 octobre 1977 à bord de Soyouz-25, pour ce qui aurait dû être la première occupation de Saliout-6. Mais Soyouz-25 ne put s'amarrer sur la station et revint à terre deux jours plus tard. Les raisons de cet échec n'ont jamais été clairement précisées : il sembel en tout cas que l'équipage n'y ait pas eu grande responsabilité puisque, après Kovalenok, Rioumine repart à son tour dans l'espace.

Les cosmonautes qui doivent rester longtemps en orbite reçoivent un entraînement approprié. C'était le cas de Kovalenok et Rioumine en octobre 1977. Par la suite, Kovalenok a passé 140 jours en orbite. Il est bien possible que Rioumine et Liakhov fassent mieux. Comme pour leurs prédécesseurs, ce sont les tests médicaux qu'ils vont subir en permanence qui décideront de la durée précise de la mission.

Si Rioumine a déjà volé, Vladimir Liakhov est un néophyte. Né le 20 juillet 1941 à Antratsit, en Ukraine, il a été élève de l'école militaire de l'air de Kharkov. Il est cosmonaute depuis 1967.

Au contraire de son coéquipier, Valeri Rioumine est un Soviétique de l'Est puisqu'il est né le 16 août 1939 à Komsomolsk-sur-Amour. C'est par l'institut de Moscou de technique du bois qu'il est venu aux conceptions et aux essais d'appareils spatiaux. Il est cosmonaute depuis 1973. — M. A.

LE JAPON ACHÈTE UN PROCÉDÉ FRANÇAIS DE CONDITIONNEMENT DES DÉCHETS RADIO-ACTIFS

Ecopol, filiale du Commissariat à l'énergie atomique (C. E. A.) et de la société d'ingénierie Serete, vient de céder à la société japonaise J. G. C. Corporation la licence d'un procédé de conditionnement des déchets radio-actifs de faible et moyenne activité. Il s'agit d'un enrobage dans une résine thermodurcissable, qui remplace les solutions usuelles de bitumage ou de bétonnage et qui a été mis au point au centre de Grenoble du C. E. A. Une installation pilote traite les effluents de ce centre depuis 1976 et Ecopol construit actuellement une installation à la centrale franco-belge de Chooz.

Les déchets d'activité faible et moyenne sont des matériaux qui ne sont pas radio-actifs en eux-mêmes, mais le sont devenus par contact avec des combustibles nucléaires ou irradiation dans les réacteurs. Ils doivent être isolés de l'environnement pour quelques dizaines ou centaines d'années. L'enrobage dans une résine thermodurcissable, pratiquement inattaquable par les agents chimiques ou biologiques, assure un bon isolement de ces déchets. La France a renoncé, au moins provisoirement, à les immerger dans les fosses océaniques et les stocke sur le site d'Infratome, à La Hague. Leur enfouissement dans des couches géologiques profondes est envisagé à long terme.

CARNET

Décès

— Mme veuve Baslé,
La famille et les amis de
Jeanne BASLÉ,
précédemment domiciliée 18, rue du Bouquet-de-Longchamp, à Paris-16e, ont la douleur d'annoncer son décès, survenu accidentellement à Varengeville-sur-Mer.
Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité à Saint-Méloir-des-Ondes, le 21 février 1979.
Mme veuve Baslé, 35350 Saint-Méloir-des-Ondes.

— M. Charles Benqué,
M. et Mme Claude Benqué et leurs enfants,
M. et Mme Jean-Pierre Benqué et leur fils,
Mme Georges Cittanova,
Les familles, parents, alliés et amis,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Charles BENQUÉ,
née Georgette Mati,
survenu dans sa soixante-douzième année.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, à Marseille, le 20 février 1979.
Cet avis tient lieu de faire-part.
63 bis, rue de Billancourt,
92100 Boulogne.

— M. K. Ray, son époux,
M. et Mme Jean Dupuis-Pitres, ses parents,
Toute la famille et tous les amis,
ont la grande douleur de faire part du décès de
Marie-Christine CAO VAN-RAY,
survenu à Londres le 8 février 1979.
8, allée d'Andrézieux, 75018 Paris.

— M. et Mme Yves Deguen,
Leurs enfants,
Et toute leur famille,
ont la douleur de faire part du décès de
Renaud DEGUEN,
ingénieur des Arts et Métiers (1977), à Oran, le 23 février 1979.
L'inhumation aura lieu à Saint-Léger-Dubosq (14).

— M. Gilbert Patouillard Demoriane,
M. et Mme Hugo Williams et Murphy,
M. et Mme Michel Courtault, Marion et Emmanuel,
Le docteur et Mme Michel Patouillard Demoriane, Victoire, Blaise et Hortense,
M. et Mme Dominique Sauvetre,
M. et Mme Armand Dupuis,
M. et Mme Pierre Huraux,
M. et Mme André Patouillard Demoriane,
M. et Mme Fernand Lahaye,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Hélène PATOUILLARD DEMORIANE,
née Dupuis,
rédacteur en chef adjoint au « Point », survenu le 23 février 1979, à l'âge de cinquante-huit ans, munie des sacrements de l'Eglise.
Les obsèques seront célébrées le mercredi 28 février 1979, à 10 h. 30, en l'église Saint-Paul-Saint-Louis, 99, rue Saint-Antoine, Paris-4e, où l'on se réunira et seront suivies de l'inhumation au cimetière de Villiers-Adam (Val-d'Oise).
34, rue d'Amiens, 60000 Beauvais ; 103, rue Saint-Antoine, 75004 Paris ; 8, bd de Courcelles, 75015 Paris ; 11, rue Bonaparte, 75006 Paris.

— M. Olivier Chevrillon, président-directeur général,
M. Claude Imbert, directeur de la rédaction,
La rédaction et le personnel de l'hebdomadaire « le Point »,
ont la douleur de faire part du décès de
Hélène DEMORIANE,
rédacteur en chef adjoint du « Point ».
Les obsèques seront célébrées le mercredi 28 février 1979, à 10 h. 30, en l'église Saint-Paul-Saint-Louis, 99, rue Saint-Antoine, Paris-4e, où l'on se réunira, et seront suivies de l'inhumation au cimetière de Villiers-Adam (Val-d'Oise).
« Le Point », 140, rue de Rennes.

[Née le 3 mai 1920 à Paris, Hélène Demoriane avait collaboré à « l'Alsace » puis à « Connaissance des arts ». Après avoir dirigé pendant plusieurs années le service Arts et spectacles de « l'Express », elle avait rejoint l'équipe du « Point », dès sa fondation, il y a six ans. Rédacteur en chef adjoint de cet hebdomadaire, elle y dirigeait la section Civilisation.]

— Nîmes, Vichy.
Mme Jean Kuntz,
Mlle Geneviève Kuntz,
Mlle Monique Kuntz,
M. et Mme Jean-Pierre Fantozzi et leurs fils,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Jean KUNTZ.
Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité, le jeudi 22 février 1979.
« L'Eternel est mon berger. »
Psaume 23.

— M. et Mme Roland Lindas et leurs enfants,
M. et Mme Claude Rausch et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès, dans sa soixante-dix-septième année, de
Mme veuve André RAUSCH,
née Marie-Thérèse Fabing.
Les obsèques religieuses auront lieu en l'église Saint-Nicolas de Sarreguemines, le mardi 27 février, à 15 h. 15.
16, rue Diderot,
78100 Saint-Germain-en-Laye ;
Impasse Bellevue, 57600 Oeting.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— Nous apprenons la mort de notre confrère
Jean-Marie TEXIER,
journaliste à « France-Soir », décédé samedi 24 février à l'hôpital de Villejuif, à l'âge de quarante-trois ans.
Ses obsèques auront lieu mercredi 28 février, à l'issue d'une cérémonie religieuse prévue à 8 h. 30 en l'église Saint-Cyr-Sainte-Julie, à Villejuif.
[Originaire de Saintes (Charente-Maritime), il est, après des études de droit, échotier dans la presse parisienne avant d'entrer comme reporter à « Paris-Presse », puis à « France-Soir » en 1962, où il se spécialise bientôt dans les reportages consacrés aux grands « faits divers » et affaires criminelles.]

— Mme André Weill, née Madeleine Zivy,
M. et Mme J.-A. Weill et leurs enfants,
Le docteur et Mme Bernard Schill et leurs enfants,
M. et Mme Pierre Weibel,
Mlle Dominique Weibel,
Mme Garnery,
Tous ses parents et amis,
ont la douleur de faire part du décès du
docteur André WEILL,
chevalier de la Légion d'honneur, chevalier dans l'ordre national du Mérite,
survenu à son domicile, à Paris, le 23 février 1979.
Les obsèques auront lieu le mardi 27 février, à 9 heures, au cimetière de Bagneux.

Remerciements

— Angoulême, Saint-Romain (24),
Mme Jean Lachaud, son épouse,
Mme Maurice Lachaud, sa mère,
M. et Mme Michel Larousserie, Catherine et Sylvie,
M. et Mme Bertrand de Neufville, Sophie et Antoine,
ses enfants et petits-enfants,
M. Emilien Lapeyre et son épouse,
M. et Mme André Lachaud, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Jacques Lachaud et leurs enfants,
M. et Mme Bernard Lachaud et leurs enfants,
M. Jean-Louis Labaisse,
Mme André Robert,
ses frères, neveux et oncles,
Mme Germaine Gossard,
Ses parents, alliés et amis,
remercient bien sincèrement toutes les personnes qui leur ont fait l'honneur d'assister aux obsèques de
M. Jean LACHAUD,
ainsi que celles qui leur ont fait parvenir des marques de sympathie en cette douloureuse circonstance.
P.F. Bourinet « Au Myosotis » - Les Trois-Chênes, 16000 Angoulême. Tél. : 95-72-22.

— M. et Mme Georges Villesuzanne,
M. et Mme Jacques Villesuzanne,
Mmes Van Der Meulen-Villesuzanne et Ratillon-Villesuzanne et leurs enfants,
Le conseil d'administration,
La direction générale et le personnel des Ets Schmid et leurs filiales,
La famille et tous les amis,
profondément touchés des nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de
M. Charles VILLESUZANNE,
commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945,
past-gouverneur du Lions Club,
remercient toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil et les prient de trouver ici l'expression de leur vive reconnaissance.

Anniversaires

— Il y a sept ans,
Michel LÉVY
(X 70),
quittait ce monde. Une pieuse pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Visites et conférences

MARDI 27 FÉVRIER

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — 14 h. 30, devant l'église, 78, rue Saint-Martin, Mme Allaz : « L'église Saint-Merri et le quartier Saint-Merri - Beaubourg ».

14 h. 45, métro Cambronne, Mme Legrégeois : « L'UNESCO ».

15 h., 17, quai d'Anjou, Mme Bouquet des Chaux : « Hôtel de Lauzun ».

15 h., 12, rue Saint-Vincent, Mme Bachelier : « Musée du Vieux-Montmartre » (Caisse nationale des monuments historiques).

14 h. 30, 21, rue Cassette : « Akhenaton, le nouvel art d'Amarna » (Arcus).

15 h., métro Etienne-Marcel : « L'abbaye Saint-Martin-des-Champs » (A travers Paris).

15 h. 15, 19, rue de Cléry : « De la rue d'Aboukir et la cour des Miracles à Notre-Dame-de-Bonne-Nouvelle » (Mme Barbier).

15 h., 30, boulevard Edgar-Quinet : « Chez un artiste souffleur de verre » (Tourisme culturel).

CONFÉRENCES. — 17 h. 30, 55, rue de Varenne, M. Jacques Riboud : « L'avenir des monnaies » (Futuribles).

18 h. 30, 28, rue des Saints-Pères, M. Hubert-Damisch : « L'origine » de la perspective » ; M. Alessandro Parronchi : « L'expérimentation dans la perspective brunelleschienne ».

20 h. 30, 60, boulevard de la Tour-Maubourg, M. Yves Diénal : « Exposé et séance de psychanalyse » : les motivations de l'homme : moteur de son esprit » (Psycho-Santé).

20 h. 30, 21, rue Notre-Dame-des-Victoires, Mme C. Thibaut : « Chardin ».

Chacun pour soif et deux pour tous
« Indian Tonic »
ou SCHWEPPES Lemon.
Les deux SCHWEPPES.

EDEN
PARFUMS - CADEAUX
20 %
de remise
LES GRANDES MARQUES
3, rue du Helder - PARIS
Métro Opéra
Echantillons gratuits

SOCIÉTÉ

APRÈS L'AFFAIRE DE MŒURS DE SAINT-OUEN

La France n'est plus épargnée par le « baby porno »

Sauf rebondissement, l'enquête sur l'« affaire Dugué », du nom de l'ex-entraîneur de l'équipe de basket de l'Union sportive multisections audonienne (USMA), écroué à la fin du mois de septembre dernier avec sept autres personnes pour attentat à la pudeur contre des mineurs des deux sexes (« le Monde » du 13 janvier), devrait être close incessamment. Les enquêteurs estiment avoir épuisé la plupart des pistes révélées par la correspondance du principal accusé, pistes qui ont permis l'inculpation de quatre autres personnes, une à Chartres (« le Monde » daté 28-29 janvier) et trois à Lyon (« le Monde » daté 4-5 février).

Contrairement à ce qu'affirme l'hebdomadaire « Minute », qui a révélé l'arrestation de M. Dugué, le P.C.F. et la municipalité communiste de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis) ne sont impliqués ni de près ni de loin dans cette affaire. Les inculpations (douze au total) révèlent, en revanche, l'existence d'un « réseau », le premier découvert en France, ainsi que les difficultés que rencontrent aujourd'hui les autorités à réprimer ce genre de délit.

Aux adultes, dont il faisait connaissance grâce aux petites annonces de revues spécialisées, M. Jacques Dugue écrivait beaucoup. Des lettres où s'exprimaient en termes très crus et parfois violents les fantasmes d'une personnalité aux goûts très éclectiques, mais dominée par l'amour des jeunes garçons. Echangée sous pli fermé entre majeurs, une telle correspondance ne constitue pas un délit. C'est pourtant l'une de ces lettres, découverte à Los Angeles chez un certain Henry Johnson, recherché par les autorités américaines, qui devait conduire la police française à placer sous surveillance, au début du mois de septembre, le domicile de M. Dugué à Saint-Ouen.

C'est seulement quelques jours plus tard, après le retour de vacances du propriétaire des lieux (et la rentrée des classes), que les enquêteurs de la brigade des stupéfiants et du proxénétisme acquirent la conviction que les enfants et adolescents qui rendaient visite à M. Dugué — les victimes seraient au nombre d'une trentaine — ne s'y livraient pas seulement à des jeux innocents. La découverte sur place de très nombreuses photos conduisit, le 29 septembre, la police à l'arrestation de M. Dugué, puis de sept autres personnes, dont M. Daniel Maillart, vingt-trois ans, le protagoniste mineur d'une affaire de mœurs pour laquelle M. Dugué avait été condamné en 1971.

Ces photos ne laissent pas de doute sur les relations réciproques que l'ex-entraîneur de basket et ses jeunes visiteurs entretenaient : masturbation, fellation, sodomisation, etc. L'affaire n'aurait pas été ébruitée, si l'un des parents, qui avait entre-temps porté une plainte qu'il pensait « oubliée », n'avait, selon les enquêteurs, rapporté les faits à *Minute*.

Le bruit fait autour de cette affaire, l'isolement et la quasi-certitude d'être lourdement condamné, ont poussé M. Dugué à tenter de se pendre dans sa cellule. Il est resté quinze jours dans le coma, mais son état n'inspire plus d'inquiétude. Curieux personnage que ce représentant âgé de quarante-sept ans, aimant sincèrement les enfants, pour la plupart désœuvrés, auquel il consacrait, en dehors des faits qui lui sont reprochés, une grande partie de son temps libre. Pathétique aussi par la conviction maladroite avec laquelle il a tenté de se justifier dans une longue lettre publiée le 26 et le 27 janvier par le quotidien *Libération* : « *Tous les garçons que j'ai connus m'ont aimé. Ils ont toujours aimé et voulu tout ce que nous avons fait ensemble. (...) Il faut le droit pour tous aux plaisirs et la différence. (...) Qu'on laisse vivre l'amour.* »

Ces déclarations n'expliquent pas, toutefois, comment les photos de certains de ces garçons figurent maintenant dans des revues spécialisées, imprimées pour la plupart au Danemark et vendues en France. Ni comment des séquences de films tournées avec les mêmes acteurs ont été commercialisées. Comme il nie toute violence, M. Dugué affirme ne rien savoir de cette commercialisation et, par conséquent, n'en avoir pas tiré profit. La police n'a pas réussi pour l'instant à déterminer qui, de lui ou de ses sept coinculpés parisiens, est impliqué dans ce trafic.

M. Dugué avait figuré, un temps, sur la liste des soixante-dix entraîneurs bénévoles de l'USMA, une association subventionnée par le conseil général et — bien que distincte de celle-ci (1) — par la municipalité de Saint-Ouen, laquelle a porté plainte contre *Minute*. Cette activité semble avoir facilité ses rencontres avec un certain nombre de mineurs. Policiers et magistrats sont en revanche convaincus qu'aucun lien politique n'existait entre le P.C.F. et M. Dugué.

Un brusque mal de dents

La correspondance de M. Dugué a permis l'arrestation de M. Paul Damon, soixante-quatre ans, ex-agents d'assurances, très connu à Lyon, où il militait dans plusieurs associations d'urbanisme et de cadre de vie. Petit notable actif et pittoresque, M. Damon était entré voici quelques années en relation avec la famille L... par l'intermédiaire du père, aujourd'hui décédé, grand alcoolique et « client » à ce titre d'une association de lutte contre l'intempérance, les Bons Templiers, dont M. Damon assurait localement la présidence honoraire.

Il ne semble pas qu'Odette L..., treize ans, ait eu des relations sexuelles complètes avec M. Damon ni avec les « amis » chez lesquels, au dire de l'enfant, celui-ci l'envoyait à l'occasion : une avocate lyonnaise aujourd'hui très âgée, organisatrice de dîners où l'enfant servait à table et surtout M. Robert Montchotte, vingt-huit ans, agent hospitalier, qui sous prétexte de procéder à l'examen médical de ses jeunes invités des deux sexes, pratiquait sur eux masturbation et attouchements.

Inculpée avec MM. Damon et Montchotte, la mère d'Odette L..., femme de ménage, favorisait les rencontres de celle-ci avec les deux hommes, recevant, à l'occasion, de ceux-ci, comme l'enfant, de menues sommes. Les premières rencontres de M. Damon avec Odette remonteraient à plus de six ans (l'enfant avait alors sept ans). Il semble que la sœur de celle-ci, aujourd'hui majeure, qui vit en Afrique et n'a pu de ce fait être entendue par les enquêteurs, ait entretenu, elle aussi, des relations suivies avec M. Damon et ses amis.

La correspondance de M. Dugué a conduit les enquêteurs jusqu'à un chirurgien-dentiste de Chartres, M. Serge Debarbieux, cinquante-deux ans, inculpé d'attentat à la pudeur sur une mineure. M. Debarbieux ne nie pas connaître M. Duguet. Celui-ci, affirme-t-il, de passage à Chartres, se serait présenté un week-end à son domicile, en compagnie d'une de ses jeunes amies, se plaignant d'un violent et brusque mal de dent. Ses rapports avec eux se seraient limités à cela. Il ne semble pas que les visites de M. Dugué se soient renouvelées.

Cette affaire préoccupe les enquêteurs par la manière dont MM. Dugué, Damon et Debarbieux sont entrés en relation : les petites annonces de revues spécialisées en vente libre dans les sex-shops. Il s'agit d'une délinquance particulièrement difficile à combattre, puisque sa source est légale. L'affaire inquiète aussi les policiers, parce qu'il y a eu commercialisation des photos prises chez M. Dugué, et qu'il s'agit du premier réseau de ce genre découvert en France. Cette commercialisation montre que la France n'est plus épargnée par la vague de « baby porno » venue de l'Europe du Nord.

Cette vague est alimentée par des revues et des films qui trouvent en France un public qui, sans s'élargir particulièrement, devient de moins en moins inhibé. Face à cette commercialisation, dont il est difficile de mesurer l'ampleur, l'arsenal juridique et répressif dont disposent les policiers reste assez limité. Lorsqu'elles sont découvertes à la frontière, ces revues sont interdites à la vente par le ministre de l'intérieur, sur la base de l'article 14 de la loi de 1881 sur la liberté de la presse. Lorsqu'il s'agit de revues françaises (elles sont rares), le ministre prononce la triple interdiction de vente aux mineurs, d'exposition au public et de publicité, en vertu de l'article 14 de la loi de 1949 sur les publications destinées à l'enfance et à l'adolescence, celle qui a permis de frapper l'hebdomadaire *Détective* (*le Monde* du 5 décembre 1978).

Aussi les revues françaises peuvent-elles être achetées librement par des adultes. Quant aux publications étrangères, elles sont interdites pour autant qu'elles sont contrôlées à la frontière. La revue *Lover Boys*, par exemple, pour laquelle ont posé les visiteurs de M. Dugué, ne fait l'objet d'aucune interdiction.

Les policiers peuvent, de toute manière, quelles que soient les interdictions prononcées, poursuivre les propriétaires de sex-shops sur la base de l'article 330 du code pénal, qui prévoit la répression de « *l'outrage public aux bonnes mœurs* ». Mais le manque d'effectifs rend le contrôle et les poursuites assez théoriques. Il suffit d'entrer dans les sex-shops parisiennes pour trouver assez rapidement des revues comme *Lolita* ou *Children Love*. Sur un ton très commercial, le propriétaire de l'une d'entre elles nous a même tendu sa carte de visite, le présentant comme « *sexologue consultant* », pour que nous puissions nous renseigner téléphoniquement sur les prochains « *arrivages* ».

Il ne se passe pas de semaine, depuis quelques mois, sans que des adultes soient inculpés d'attentat à la pudeur ou d'incitation de mineurs à la débauche. Ces affaires recouvrent des réalités très différentes, de la prostitution pure et simple aux relations consentantes avec un « presque adulte ». Comme à Toulouse, où une adolescente, âgée de quatorze ans et demi, Elisabeth, confiait à son journal intime, l'attachement qu'elle portait à M. Robert Lopez, quarante-huit ans, aujourd'hui écroué (*le Monde* du 30 janvier).

Rien ne prouve cependant que ce genre de délit soit en augmentation (2). Il est clair en revanche que leurs auteurs, poursuivis ou non, s'en cachent de moins en moins, revendiquant même souvent la légitimité de leurs actes. La lettre de M. Dugué à *Libération* le prouve.

Il paraît difficile, toutefois, de placer sur le même plan l'affaire Dugué et celle de Toulouse — passibles pourtant, l'une et l'autre, de la même peine devant une cour d'assises (la réclusion criminelle de cinq à dix ans). A l'heure où la loi autorise les adolescentes de moins de quinze ans à prendre la pilule avec l'autorisation de leurs parents, mais fait peser le risque sur le partenaire de dix-neuf ans de se retrouver en prison, il y a là une confusion et une sévérité qu'avaient relevées, dans un appel publié il y a près de deux ans (*le Monde* daté 22-23 mai 1977), des personnalités comme MM. Louis Althusser, Jean-Paul Sartre, Roland Barthes, Mmes Simone de Beauvoir et Françoise Dolto. A en juger par l'émotion suscitée par l'affaire Dugué, la révision des articles du code pénal portant sur les relations mineurs-adultes, demandée par ces personnalités, n'est pas prête d'être acceptée par l'opinion.

BERTRAND LE GENDRE.

(1) Le « M » de USMA ne signifie pas « municipale » comme on l'a souvent dit, mais « multisections ». Ce changement de dénomination est intervenu en 1974.

(2) On ne dispose de statistiques que jusqu'en 1976. Ces statistiques recensent ensemble « *l'attentat à la pudeur consommé ou tenté sans violence* » sur un mineur (article 331 du code pénal) et le même délit commis avec violence (article 332). Les chiffres sont les suivants : en 1971, 188 condamnations ; 1972 : 248 ; 1973 : 230 ; 1974 : 118 ; 1975 : 112 ; 1976 : 119.

Le deuxième congrès national des SAMU

Le « 15 » permettra d'accélérer considérablement les interventions

Toulouse. — Le deuxième congrès national des SAMU (Service d'aide médicale urgente) vient de se terminer à Toulouse où le Palais des congrès a réuni pendant trois jours plus de cinq cents participants dont un tiers de non-médecins. Parmi les congressistes, se trouvaient de nombreux spécialistes américains, soviétiques, belges et sénégalais, ainsi qu'une vingtaine d'experts de l'Organisation mondiale de la santé venus étudier les initiatives prises par le corps médical français dans une soixantaine de départements en collaboration avec la gendarmerie, la police, les sapeurs-pompiers et la Croix-Rouge. Les travaux ont été présidés par le professeur Jean-Charles Sournia, directeur général de la santé, représentant Mme Simone Veil, ministre de la santé et de la famille.

De notre correspondant régional

Quatre thèmes de réflexion avaient été proposés aux participants : le rapport des SAMU avec la médecine praticienne ; la cellule sanitaire de transport et ses contraintes ; le dialogue entre médecins et ingénieurs ; la formation, la spécificité et les niveaux de responsabilité des personnels médicaux ou non travaillant en aide médicale d'urgence.

La « table ronde » consacrée à la synthèse des travaux a fait ressortir la nécessité d'une régulation permanente des appels urgents transmis aux SAMU et le rôle primordial du médecin régulateur. Le délégué du ministre a promis que, dès la mise en service du numéro téléphonique 15 qui, à travers toute la France, centralisera et canalisera les appels vers les services nécessaires, les centres pourront bénéficier des ressources de la télématique. Cette décision d'unifier le système d'appel d'urgence sera appliquée dès cette année dans quelques départements. Rouen pourra bientôt commencer, suivi de Créteil, Pontoise, Grenoble, Toulouse (*le Monde* du 10 février). Ces villes ont déjà servi de terrain de rencontre entre services publics et praticiens.

Le 15 est ainsi appelé à rendre d'immenses services dans le cas de grands accidents, mais aussi pour des interventions ultra-rapides auprès de malades cardiaques ou atteints d'insuffisance respiratoire aiguë, dont la surveillance sera ainsi facilitée par l'utilisation rationnelle de respirateurs et de fluides.

Une convention devra établir le mode de rémunération des médecins qui participeront à l'écoute des appels. Cette écoute pourra être double, une ligne aboutissant chez le médecin privé, l'autre au SAMU. Selon le cas, les moyens appropriés seront mis en place après accord d'un comité technique médical du 15 qui fera respecter le fonctionnement des permanences et des interventions appropriées.

Souvent, un appel apprécié à sa juste valeur par le SAMU permet d'envoyer le malade directement chez le médecin de quartier. Dans d'autres cas, au contraire, la cellule sanitaire roulante ou l'hélicoptère sont indispensables, particulièrement en haute montagne, pour ce dernier moyen de secours. Le professeur Lareng, promoteur des SAMU à Toulouse, tient beaucoup à l'hélicoptère Dauphin, qui peut transporter huit personnes. Si les transports par avion sont exceptionnellement justifiés, l'hélicoptère en revanche met fin au « bricolage » des ambulances, dont le système de suspension, la rapidité, l'intervention dans les embouteillages ou sur route verglacée, l'étanchéité et le bruit de sirène ne sont plus adaptés, sauf pour les cas les plus classiques et dans de bonnes conditions de circulation.

L'Allemagne fédérale utilise les hélicoptères BO 105 sur tout son territoire et ses services d'urgence arrivent en moyenne sur place en neuf minutes alors qu'il en faut vingt en France. Si l'on crée des services mobiles d'urgence et de réanimation (SMUR) en trois points seulement du Val-de-Marne, par exemple, il faudrait débloquer un crédit de 1 million de francs, alors qu'un seul hélicoptère couvrant l'ensemble de l'Est parisien ne coûterait que 800 000 F.

LÉO PALACIO.

ÉDUCATION

UNE ENQUÊTE DU « MONDE DE L'ÉDUCATION » SUR LES CONSEILS DE CLASSE

« Le lieu des conflits »

« Professeurs agacés, amers ou gênés », « élèves révoltés », « parents stupéfaits et frustrés ». Telles sont les réactions les plus fréquentes des participants aux conseils de classe, chargés depuis le décret du 16 septembre 1969 d'examiner « les questions pédagogiques intéressant la vie de la classe et la situation scolaire de chaque élève ». En principe, les conseils orientent démocratiquement l'avenir des collégiens et des lycéens. En pratique, devenus « haut lieu de la sélection du système français », ils s'apparentent davantage à un tribunal qu'à une aimable causerie où l'on ferait le point du travail du trimestre ou de l'année. L'enquête publiée dans le dernier numéro du « Monde de l'éducation » met en évidence les contradictions de cette instance solennelle et... conflictuelle (1).

Après le chaud mois de mai 1968, il fallut entrouvrir ces réunions trimestrielles où les enseignants, entre eux, mijotaient les destinées scolaires. Depuis, les représentants des parents et les élèves délégués de classe sont admis aux conseils.

Non sans mal : la Société des agrégés, la Confédération nationale des groupes autonomes, le Syndicat national des lycées et collèges, ont combattu vigoureusement leur participation au nom du « *secret des délibérations* ». Il fallut un arrêté du Conseil d'Etat pour permettre enfin aux parents et aux élèves d'y participer. Arrêté suivi de la création d'un conseil de professeurs, qui, chargé de préparer un « *bilan scolaire* » et de « *proposer des orientations* », a rogné une partie des pouvoirs du conseil de classe. Dans de nombreux établissements, celui-ci n'examine plus que les propositions avancées en conseil des professeurs. Dans d'autres, il est vrai, le « pré-conseil » est restreint et les décisions sont réellement prises en conseil de classe. Tout dépend de l'interprétation des textes, large ou restrictive.

Des délégués inefficaces mais nécessaires

Le conseil de classe, « *c'est le moins mauvais jugement collectif possible* », reconnaît un professeur, tandis qu'un autre avoue : « *Ils « assassinent » les élèves trop souvent pour l'habillement, les cheveux trop longs, enfin pour tout ce qui a rapport à leur rôle.* » L'expression des uns et des autres n'y est pas, de toute façon, aisée. Les parents désignés sur une liste par des associations avant d'être choisis par le chef d'établissement ne savent, la plupart du temps, que défendre leurs propres enfants. Et, malgré la bonne volonté de certains, l'esprit de corps des enseignants exclut l'amorce même d'une critique des cours. Quant aux élèves, ils n'ont guère le droit qu'à des propos polis, mesurés et « *participatifs* ». « *Nous croyons être des acteurs*, écrit l'un d'entre eux, *nous ne sommes que des marionnettes à qui l'on donne un rôle fictif de défenseurs...* »

A quoi servent alors ces délégués fantoches ? « *Ils sont inefficaces mais nécessaires* », pensent les auteurs d'une enquête du Centre régional de documentation pédagogique de Grenoble portant sur un échantillon de mille lycéens de l'Isère. « *En réalité, les élèves tiennent au droit qui leur a été accordé* », concluent les enquêteurs. Ils y viennent en observateurs glaner des informations. D'autres, plus radicaux, contestent l'utilité même des consils, parodie de participation, selon eux.

« En quarante-cinq secondes »

Bien que les décisions qui s'y prennent engagent l'avenir des élèves, l'enquête et les témoignages du *Monde de l'éducation* montrent à quel point le jugement reste sommaire et hâtif : « *En quarante-cinq secondes, on saura si untel est fin, bon, vif, intelligent ou sensible.* » La présence du conseiller d'orientation ou du psychologue, éventuellement du médecin scolaire ou de l'infirmière, ne suffit pas à rassurer sur l'objectivité des critères. « *Nous sommes seulement des gens aimant discuter, aimant trancher, décider, aimant rentrer chez eux pas trop tard* », avoue humblement un professeur président d'une association de parents d'élèves. Malgré leur caractère dérisoire, les conseils de classe restent les seuls endroits où la rencontre est possible, même si dans les faits le dialogue a rarement lieu. Instants trimestriels de démocratie à l'école. Plutôt que de les supprimer, ne vaudrait-il pas mieux les multiplier ? Mais sous une autre forme.

CHRISTIAN COLOMBANI.

(1) Numéro 48, mars 1979, 6 F.

LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES

Nouvelles réactions

Les communications de MM. Beulac et Legendre au dernier conseil des ministres sur la formation initiale professionnelle des jeunes (« le Monde » des 22 et 24 février) ont provoqué de nouvelles réactions.

● *Le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-C.F.D.T.)*, qui n'a pas participé aux négociations, désapprouve « *cet accord placé dans le cadre des restrictions budgétaires imposées aux secteurs publics* ». Pour ce syndicat d'enseignants, « *le ministre confirme* (par cet accord) *que l'éducation nationale ne pourra pas assurer son rôle spécifique de formation, ni à plus forte raison exercer le contrôle qui lui incombe sur toute forme d'alternance* ».

« *Le ras-de-bol de l'école ne doit pas faire oublier que le rejet de l'actuelle organisation du travail est un phénomène large et massif. Or, quel que soit l'habillage, l'adaptation aux postes de travail et l'intégration aux méthodes et finalités de l'entreprise constituent bien l'enjeu de ce projet.* »

● *La Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public* (fédération Lagarde) se déclare « *favorable au principe de l'enseignement en alternance* ». Mais, pour cette fédération, « *il est indispensable que les stages professionnels soient strictement contrôlés par l'éducation nationale. En attendant un complément d'information, la PEEP reste réservée sur les moyens financiers qui seront donnés à cette réforme et sur les étapes de sa mise en place* ».

FORMATION DE FORMATEURS

Inscriptions à **l'I.F.A.C.E.**

L'Institut de Formation d'Animateurs - Conseillers d'Entreprises

Fondé en 1969, l'I.F.A.C.E. fait partie du Centre Parisien de Management de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.

● *Est ouvert :*

Aux titulaires d'un diplôme de 2e cycle (sciences humaines, gestion, Grandes Ecoles, ...) ayant au moins trois ans d'expérience et un bon niveau de culture.

Ces personnes, de formation scientifique ou littéraire, ayant déjà une expérience de vie professionnelle dans une organisation et souhaitant augmenter leur maturité et leur compétence vraie, seront capables d'accepter un mode de vie modeste et un régime à la fois libéral et exigeant pendant deux ans.

● *Prépare aux fonctions de conseil et de formateur*

Ces fonctions recouvrent des activités diverses dans le domaine du Développement des Organisations. La démarche suivie s'apparente à un modèle Recherche Action.

L'I.F.A.C.E. propose de nombreuses expériences (conseil en formation, en organisation, animateur-formateur, responsable de formation) exercées dans le cadre d'une entreprise ou d'une institution (administration, établissements publics, établissements d'enseignement...).

● *Propose un cycle de formation de deux ans à temps plein*

La pédagogie de l'I.F.A.C.E. comprend :
- Un apport théorique, sous forme de séminaires ponctuels (au début du cycle) ;
- Des groupes de recherche permanents, avec des animateurs, sur les actions menées par les assistants, des groupes Balint ;
- De l'information rendue possible par la pluridisciplinarité des assistants ;
- De l'autoformation, grâce aux moyens et aux aides pédagogiques à la disposition des assistants.

L'I.F.A.C.E. délivre une attestation de fin d'études et favorise la stratégie de placement.

● *Conditions matérielles*

Il n'y a pas de frais de scolarité.
Après examen des dossiers des bourses ou des indemnités forfaitaires au titre de la promotion peuvent être accordées.

Les dossiers d'inscription doivent être demandés à

l'I.F.A.C.E.

79, avenue de la République - 75011 PARIS

Téléphone 355-39-08 poste 448

(Les inscriptions seront closes le 30 avril.)

OPÉRATRICES SAISIE DES DONNÉES

(perfo s/cartes bandes et disques)

PROCHAINES SESSIONS :

Matin 5-3-1979
Après-midi 7-3-1979
Soir 12-3-1979

Inscript. : FAX, 6, r. d'Amsterdam

Tél. : 874-95-69

SOCIÉTÉ

APRÈS L'AFFAIRE DE MŒURS DE SAINT-OUEN

La France n'est plus épargnée par le « baby porno »

Sauf rebondissement, l'enquête sur l'« affaire Dugué », du nom de l'ex-entraineur de l'équipe de basket de l'Union sportive multisections audonienne (USMA), écroué à la fin du mois de septembre dernier avec sept autres personnes pour attentat à la pudeur contre des mineurs des deux sexes (« le Monde » du 13 janvier), devrait être close incessamment. Les enquêteurs estiment avoir épuisé la plupart des pistes révélées par la correspondance du principal accusé, pistes qui ont permis l'inculpation de quatre autres personnes, une à Chartres (« le Monde » daté 28-29 janvier) et trois à Lyon (« le Monde » daté 4-5 février).

Contrairement à ce qu'affirme l'hebdomadaire « Minute », qui a révélé l'arrestation de M. Dugué, le P.C.F. et la municipalité communiste de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis) ne sont impliqués ni de près ni de loin dans cette affaire. Les inculpations (douze au total) révèlent, en revanche, l'existence d'un « réseau », le premier découvert en France, ainsi que les difficultés que rencontrent aujourd'hui les autorités à réprimer ce genre de délit.

Aux adultes, dont il faisait connaissance grâce aux petites annonces de revues spécialisées, M. Jacques Dugue écrivait beaucoup. Des lettres où s'exprimaient en termes très crus et parfois violents les fantasmes d'une personnalité aux goûts très éclectiques, mais dominée par l'amour des jeunes garçons. Echangée sous pli fermé entre majeurs, une telle correspondance ne constitue pas un délit. C'est pourtant l'une de ces lettres, découverte à Los Angeles chez un certain Henry Johnson, recherché par les autorités américaines, qui devait conduire la police française à placer sous surveillance, au début du mois de septembre, le domicile de M. Dugué à Saint-Ouen.

C'est seulement quelques jours plus tard, après le retour de vacances du propriétaire des lieux (et la rentrée des classes), que les enquêteurs de la brigade des stupéfiants et du proxénétisme acquirent la conviction que les enfants et adolescents qui rendaient visite à M. Dugué — les victimes seraient au nombre d'une trentaine — ne s'y livraient pas seulement à des jeux innocents. La découverte sur place de très nombreuses photos conduisit, le 29 septembre, la police à l'arrestation de M. Dugué, puis de sept autres personnes, dont M. Daniel Maillart, vingt-trois ans, le protagoniste mineur d'une affaire de mœurs pour laquelle M. Dugué avait été condamné en 1971.

Ces photos ne laissent pas de doute sur les relations réciproques que l'ex-entraineur de basket et ses jeunes visiteurs entretenaient : masturbation, fellation, sodomisation, etc. L'affaire n'aurait pas été ébruitée, si l'un des parents, qui avait entre-temps porté une plainte qu'il pensait « oubliée », n'avait, selon les enquêteurs, rapporté les faits à *Minute*.

Le bruit fait autour de cette affaire, l'isolement et la quasi-certitude d'être lourdement condamné, ont poussé M. Dugué à tenter de se pendre dans sa cellule. Il est resté quinze jours dans le coma, mais son état n'inspire plus d'inquiétude. Curieux personnage que ce représentant âgé de quarante-sept ans, aimant sincèrement les enfants, pour la plupart désœuvrés, auquel il consacrait, en dehors des faits qui lui sont reprochés, une grande partie de son temps libre. Pathétique aussi par la conviction maladroite avec laquelle il a tenté de se justifier dans une longue lettre publiée le 26 et le 27 janvier par le quotidien *Libération* : *« Tous les garçons que j'ai connus m'ont aimé. Ils ont toujours aimé et voulu tout ce que nous avons fait ensemble. (...) Il faut le droit pour tous aux plaisirs et la différence. (...) Qu'on laisse vivre l'amour. »*

Ces déclarations n'expliquent pas, toutefois, comment les photos de certains de ces garçons figurent maintenant dans des revues spécialisées. Imprimées pour la plupart au Danemark et vendues en France. Ni comment des séquences de films tournées avec les mêmes acteurs ont été commercialisées. Comme il nie toute violence, M. Dugué affirme ne rien savoir de cette commercialisation et, par conséquent, n'en avoir pas tiré profit. La police n'a pas réussi pour l'instant à déterminer qui, de lui ou de ses sept coinculpés parisiens, est impliqué dans ce trafic.

M. Dugué avait figuré, un temps, sur la liste des soixante-dix entraineurs bénévoles de l'USMA, une association subventionnée par le conseil général et — bien que distincte de celle-ci (1) — par la municipalité de Saint-Ouen, laquelle a porté plainte contre *Minute*. Cette activité semble avoir facilité ses rencontres avec un certain nombre de mineurs. Policiers et magistrats sont en revanche convaincus qu'aucun lien politique n'existait entre le P.C.F. et M. Dugué.

Un brusque mal de dents

La correspondance de M. Dugué a permis l'arrestation de M. Paul Damon, soixante-quatre ans, ex-agents d'assurances, très connu à Lyon, où il militait dans plusieurs associations d'urbanisme et de cadre de vie. Petit notable actif et pittoresque, M. Damon était entré voici quelques années en relation avec la famille L... par l'intermédiaire du père, aujourd'hui décédé, grand alcoolique et « client » à ce titre d'une association de lutte contre l'intempérance, les Bons Templiers, dont M. Damon assurait localement la présidence honoraire.

Il ne semble pas qu'Odette L..., treize ans, ait eu des relations sexuelles complètes avec M. Damon ni avec les « amis » chez lesquels, au dire de l'enfant, celui-ci l'envoyait à l'occasion : une avocate lyonnaise aujourd'hui très âgée, organisatrice de dîners où l'enfant servait à table et surtout M. Robert Montchotte, vingt-huit ans, agent hospitalier, qui sous prétexte de procéder à l'examen médical de ses jeunes invités des deux sexes, pratiquait sur eux masturbation et attouchements.

Inculpée avec MM. Damon et Montchotte, la mère d'Odette L..., femme de ménage, favorisait les rencontres de celle-ci avec les deux hommes, recevant, à l'occasion, de ceux-ci, comme l'enfant, de menues sommes. Les premières rencontres de M. Damon avec Odette remonteraient à plus de six ans (l'enfant avait alors sept ans). Il semble que la sœur de celle-ci, aujourd'hui majeure, qui vit en Afrique et n'a pu de ce fait être entendue par les enquêteurs, ait entretenu, elle aussi, des relations suivies avec M. Damon et ses amis.

La correspondance de M. Dugué a conduit les enquêteurs jusqu'à un chirurgien-dentiste de Chartres, M. Serge Debarbieux, cinquante-deux ans, inculpé d'attentat à la pudeur sur une mineure. M. Debarbieux ne nie pas connaître M. Duguet. Celui-ci, affirme-t-il, de passage à Chartres, se serait présenté un week-end à son domicile, en compagnie d'une de ses jeunes amies, se plaignant d'un violent et brusque mal de dent. Ses rapports avec eux se seraient limités à cela. Il ne semble pas que les visites de M. Dugué se soient renouvelées.

Cette affaire préoccupe les enquêteurs par la manière dont MM. Dugué, Damon et Debarbieux sont entrés en relation : les petites annonces de revues spécialisées en vente libre dans les sex-shops. Il s'agit d'une délinquance particulièrement difficile à combattre, puisque sa source est légale. L'affaire inquiète aussi les policiers, parce qu'il y a eu commercialisation des photos prises chez M. Dugué, et qu'il s'agit du premier réseau de ce genre découvert en France. Cette commercialisation montre que la France n'est plus épargnée par la vague de « baby porno » venue de l'Europe du Nord.

Cette vague est alimentée par des revues et des films qui trouvent en France un pubic qui, sans s'élargir particulièrement, devient de moins en moins inhibé. Face à cette commercialisation, dont il est difficile de mesurer l'ampleur, l'arsenal juridique et répressif dont disposent les policiers reste assez limité. Lorsqu'elles sont découvertes à la frontière, ces revues sont interdites à la vente par le ministre de l'intérieur, sur la base de l'article 14 de la loi de 1881 sur la liberté de la presse. Lorsqu'il s'agit de revues françaises (elles sont rares), le ministre prononce la triple interdiction de vente aux mineurs, d'exposition au public et de publicité, en vertu de l'article 14 de la loi de 1949 sur les publications destinées à l'enfance et à l'adolescence, celle qui a permis de frapper l'hebdomadaire *Détective* (*le Monde* du 5 décembre 1978).

Aussi les revues françaises peuvent-elles être achetées librement par des adultes. Quant aux publications étrangères, elles sont interdites pour autant qu'elles sont contrôlées à la frontière. La revue *Lover Boys*, par exemple, pour laquelle ont posé les visiteurs de M. Dugué, ne fait l'objet d'aucune interdiction.

Les policiers peuvent, de toute manière, quelles que soient les interdictions prononcées, poursuivre les propriétaires de sex-shops sur la base de l'article 330 du code pénal, qui prévoit la répression de *« l'outrage public aux bonnes mœurs »*. Mais le manque d'effectifs rend le contrôle et les poursuites assez théoriques. Il suffit d'entrer dans les sex-shops parisiennes pour trouver assez rapidement des revues comme *Lolita* ou *Children Love*. Sur un ton très commercial, le propriétaire de l'une d'entre elles nous a même tendu sa carte de visite, le présentant comme *« sexologue consultant »*, pour que nous puissions nous renseigner téléphoniquement sur les prochains *« arrivages »*.

Il ne se passe pas de semaine, depuis quelques mois, sans que des adultes soient inculpés d'attentat à la pudeur ou d'incitation de mineurs à la débauche. Ces affaires recouvrent des réalités très différentes, de la prostitution pure et simple aux relations consentantes avec un « presque adulte ». Comme à Toulouse, où une adolescente, âgée de quatorze ans et demi, Elisabeth, confiait à son journal intime, l'attachement qu'elle portait à M. Robert Lopez, quarante-huit ans, aujourd'hui écroué (*le Monde* du 30 janvier).

Rien ne prouve cependant que ce genre de délit soit en augmentation (2). Il est clair en revanche que leurs auteurs, poursuivis ou non, s'en cachent de moins en moins, revendiquant même souvent la légitimité de leurs actes. La lettre de M. Dugué à *Libération* le prouve.

Il paraît difficile, toutefois, de placer sur le même plan l'affaire Dugué et celle de Toulouse — passibles pourtant, l'une et l'autre, de la même peine devant une cour d'assises (la réclusion criminelle de cinq à dix ans). A l'heure où la loi autorise les adolescentes de moins de quinze ans à prendre la pilule avec l'autorisation de leurs parents, mais fait peser le risque sur le partenaire de dix-neuf ans de se retrouver en prison, il y a là une confusion et une sévérité qu'avaient relevées, dans un appel publié il y a près de deux ans (*le Monde* daté 22-23 mai 1977), des personnalités comme MM. Louis Althusser, Jean-Paul Sartre, Roland Barthes, Mmes Simone de Beauvoir et Françoise Dolto. A en juger par l'émotion suscitée par l'affaire Dugué, la révision des articles du code pénal portant sur les relations mineurs-adultes, demandée par ces personnalités, n'est pas prête d'être acceptée par l'opinion.

BERTRAND LE GENDRE.

(1) Le « M » de USMA ne signifie pas « municipale » comme on l'a souvent dit, mais « multisections ». Ce changement de dénomination est intervenu en 1974.

(2) On ne dispose de statistiques que jusqu'en 1976. Ces statistiques recensent ensemble « *l'attentat à la pudeur consommé ou tenté sans violence* » sur un mineur (article 331 du code pénal) et le même délit commis avec violence (article 332). Les chiffres sont les suivants : en 1971, 188 condamnations ; 1972 : 248 ; 1973 : 230 ; 1974 : 118 ; 1975 : 112 ; 1976 : 119.

Le deuxième congrès national des SAMU

Le « 15 » permettra d'accélérer considérablement les interventions

Toulouse. — Le deuxième congrès national des SAMU (Service d'aide médicale urgente) vient de se terminer à Toulouse où le Palais des congrès a réuni pendant trois jours plus de cinq cents participants dont un tiers de non-médecins. Parmi les congressistes, se trouvaient de nombreux spécialistes américains, soviétiques, belges et sénégalais, ainsi qu'une vingtaine d'experts de l'Organisation mondiale de la santé venus étudier les initiatives prises par le corps médical français dans une soixantaine de départements en collaboration avec la gendarmerie, la police, les sapeurs-pompiers et la Croix-Rouge. Les travaux ont été présidés par le professeur Jean-Charles Sournia, directeur général de la santé, représentant Mme Simone Veil, ministre de la santé et de la famille.

De notre correspondant régional

Quatre thèmes de réflexion avaient été proposés aux participants : le rapport des SAMU avec la médecine praticienne ; la cellule sanitaire de transport et ses contraintes ; le dialogue entre medecins et ingénieurs ; la formation, la spécificité et les niveaux de responsabilité des personnels médicaux ou non travaillant en aide médicale d'urgence.

La « table ronde » consacrée à la synthèse des travaux a fait ressortir la nécessité d'une régulation permanente des appels urgents transmis aux SAMU et le rôle primordial du médecin régulateur. Le délégué du ministre a promis que, dès la mise en service du numéro téléphonique 15 qui, à travers toute la France, centralisera et canalisera les appels vers les services nécessaires, les centres pourront bénéficier des ressources de la télématique. Cette décision d'unifier le système d'appel d'urgence sera appliquée dès cette annee dans quelques départements. Rouen pourra bientôt commencer, suivi de Créteil, Pontoise, Grenoble, Toulouse (*le Monde* du 10 février). Ces villes ont déjà servi de terrain de rencontre entre services publics et praticiens.

Le 15 est ainsi appelé à rendre d'immenses services dans le cas de grands accidents, mais aussi pour des interventions ultra-rapides auprès de malades cardiaques ou atteints d'insuffisance respiratoire aiguë, dont la surveillance sera ainsi facilitée par l'utilisation rationnelle de respirateurs et de fluides.

Une convention devra établir le mode de rémunération des médecins qui participeront à l'écoute des appels. Cette écoute pourra être double, une ligne aboutissant chez le médecin privé, l'autre au SAMU. Selon le cas, les moyens appropriés seront mis en place après accord d'un comité technique médical du 15 qui fera respecter le fonctionnement des permanences et des interventions appropriées.

Souvent, un appel apprécié à sa juste valeur par le SAMU permet d'envoyer le malade directement chez le médecin de quartier Dans d'autres cas, au contraire, la cellule sanitaire roulante ou l'hélicoptère sont indispensables, particulièrement en haute montagne, pour ce dernier moyen de secours. Le professeur Lareng, promoteur des SAMU à Toulouse, tient beaucoup à l'hélicoptère Dauphin, qui peut transporter huit personnes. Si les transports par avion sont exceptionnellement justifiés, l'hélicoptère en revanche met fin au « bricolage » des ambulances, dont le système de suspension, la rapidité, l'intervention dans les embouteillages ou sur route verglacée, l' étanchéité et le bruit de sirène ne sont plus adaptés, sauf pour les cas les plus classiques et dans de bonnes conditions de circulation.

L'Allemagne fédérale utilise les hélicoptères BO 105 sur tout son territoire et ses services d'urgence arrivent en moyenne sur place en neuf minutes alors qu'il en faut vingt en France. Si l'on crée des services mobiles d'urgence et de réanimation (SMUR) en trois points seulement du Val-de-Marne, par exemple, il faudrait débloquer un crédit de 1 million de francs, alors qu'un seul hélicoptère couvrant l'ensemble de l'Est parisien ne coûterait que 800 000 F.

LÉO PALACIO.

ÉDUCATION

UNE ENQUÊTE DU « MONDE DE L'ÉDUCATION » SUR LES CONSEILS DE CLASSE

« Le lieu des conflits »

« Professeurs agacés, amers ou gênés », « élèves révoltés », « parents stupéfaits et frustrés ». Telles sont les réactions les plus fréquentes des participants aux conseils de classe, chargés depuis le décret du 16 septembre 1969 d'examiner « les questions pédagogiques intéressant la vie de la classe et la situation scolaire de chaque élève ». En principe, les conseils orientent démocratiquement l'avenir des collégiens et des lycéens. En pratique, devenus « haut lieu de la sélection du système français », ils s'apparentent davantage à un tribunal qu'à une aimable causerie où l'on ferait le point du travail du trimestre ou de l'année. L'enquête publiée dans le dernier numéro du « Monde de l'éducation » met en évidence les contradictions de cette instance solennelle et... conflictuelle (1).

Après le chaud mois de mai 1968, il fallut entrouvrir ces réunions trimestrielles où les enseignants, entre eux, mijotaient les destinées scolaires. Depuis, les représentants des parents et les élèves délégués de classe sont admis aux conseils.

Non sans mal : la Société des agrégés, la Confédération nationale des groupes autonomes, le Syndicat national des lycées et collèges, ont combattu vigoureusement leur participation au nom du *« secret des délibérations »*. Il fallut un arrêté du Conseil d'Etat pour permettre enfin aux parents et aux élèves d'y participer. Arrêté suivi de la création d'un conseil de professeurs, qui, chargé de préparer un *« bilan scolaire »* et de *« proposer des orientations »*, a rogné une partie des pouvoirs du conseil de classe. Dans de nombreux établissements, celui-ci n'examine plus que les propositions avancées en conseil des professeurs. Dans d'autres, il est vrai, le « pré-conseil » est restreint et les décisions sont réellement prises en conseil de classe. Tout dépend de l'interprétation des textes, large ou restrictive.

Des délégués inefficaces mais nécessaires

Le conseil de classe, *« c'est le moins mauvais jugement collectif possible »*, reconnaît un professeur, tandis qu'un autre avoue : *« Ils « assassinent » les élèves trop souvent pour l'habillement, les cheveux trop longs, enfin pour tout ce qui a rapport à leur rôle. »* L'expression des uns et des autres n'y est pas, de toute façon, aisée. Les parents désignés sur une liste par des associations avant d'être choisis par le chef d'établissement ne savent, la plupart du temps, que défendre leurs propres enfants. Et, malgré la bonne volonté de certains, l'esprit de corps des enseignants exclut l'amorce même d'une critique des cours. Quant aux élèves, ils n'ont guère le droit qu'à des propos polis, mesurés et *« participatifs »*. *« Nous croyons être des acteurs*, écrit l'un d'entre eux, *nous ne sommes que des marionnettes à qui l'on donne un rôle fictif de défenseurs... »*

A quoi servent alors ces délégués fantoches ? *« Ils sont inefficaces mais nécessaires »*, pensent les auteurs d'une enquête du Centre régional de documentation pédagogique de Grenoble portant sur un échantillon de mille lycéens de l'Isère. *« En réalité, les élèves tiennent au droit qui leur a été accordé »*, concluent les enquêteurs. Ils y viennent en observateurs glaner des informations. D'autres, plus radicaux, contestent l'utilité même des consils, parodie de participation, selon eux.

« En quarante-cinq secondes »

Bien que les décisions qui s'y prennent engagent l'avenir des élèves, l'enquête et les témoignages du *Monde de l'éducation* montrent à quel point le jugement reste sommaire et hâtif : *« En quarante-cinq secondes, on saura si untel est fin, bon, vif, intelligent ou sensible. »* La présence du conseiller d'orientation ou du psychologue, éventuellement du médecin scolaire ou de l'infirmière, ne suffit pas à rassurer sur l'objectivité des critères. *« Nous sommes seulement des gens aimant discuter, aimant trancher, décider, aimant rentrer chez eux pas trop tard »*, avoue humblement un professeur président d'une association de parents d'élèves. Malgré leur caractère dérisoire, les conseils de classe restent les seuls endroits où la rencontre est possible, même si dans les faits le dialogue a rarement lieu. Instants trimestriels de démocratie à l'école. Plutôt que de les supprimer, ne vaudrait-il pas mieux les multiplier ? Mais sous une autre forme.

CHRISTIAN COLOMBANI.

(1) Numéro 48, mars 1979, 6 F.

FORMATION DE FORMATEURS

Inscriptions à l'I.F.A.C.E.

L'Institut de Formation d'Animateurs-Conseillers d'Entreprises

Fondé en 1969, l'I.F.A.C.E. fait partie du Centre Parisien de Management de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.

● ***Est ouvert :***

Aux titulaires d'un diplôme de 2e cycle (sciences humaines, gestion, Grandes Ecoles, ...) ayant au moins trois ans d'expérience et un bon niveau de culture.

Ces personnes, de formation scientifique ou littéraire, ayant déjà une expérience de vie professionnelle dans une organisation et souhaitant augmenter leur maturité et leur compétence vraie, seront capables d'accepter un mode de vie modeste et un régime à la fois libéral et exigeant pendant deux ans.

● ***Prépare aux fonctions de conseil et de formateur***

Ces fonctions recouvrent des activités diverses dans le domaine du Développement des Organisations. La démarche suivie s'apparente à un modèle Recherche Action.

L'I.F.A.C.E. propose de nombreuses expériences (conseil en formation, en organisation, animateur-formateur, responsable de formation) exercées dans le cadre d'une entreprise ou d'une institution (administration, établissements publics, établissements d'enseignement...).

● ***Propose un cycle de formation de deux ans à temps plein***

La pédagogie de l'I.F.A.C.E. comprend :
— Un apport théorique, sous forme de séminaires ponctuels (au début du cycle) ;
— Des groupes de recherche permanents, avec des animateurs, sur les actions menées par les assistants, des groupes Balint ;
— De l'information rendue possible par la pluridisciplinarité des assistants ;
— De l'autoformation, grâce aux moyens et aux aides pédagogiques à la disposition des assistants.

L'I.F.A.C.E. délivre une attestation de fin d'études et favorise la stratégie de placement.

● ***Conditions matérielles***

Il n'y a pas de frais de scolarité.
Après examen des dossiers des bourses ou des indemnités forfaitaires au titre de la promotion peuvent être accordées.

Les dossiers d'inscription doivent être demandés à

l'I.F.A.C.E.

79, avenue de la République - 75011 PARIS

Téléphone 355-39-08 poste 448

(Les inscriptions seront closes le 30 avril.)

LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES

Nouvelles réactions

Les communications de MM. Beulac et Legendre au dernier conseil des ministres sur la formation initiale professionnelle des jeunes (« le Monde » des 22 et 24 février) ont provoqué de nouvelles réactions.

● *Le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-C.F.D.T.)*, qui n'a pas participé aux négociations, désapprouve *« cet accord placé dans le cadre des restrictions budgétaires imposées aux secteurs publics »*. Pour ce syndicat d'enseignants, *« le ministre confirme* (par cet accord) *que l'éducation nationale ne pourra pas assurer son rôle spécifique de formation, ni à plus forte raison exercer le contrôle qui lui incombe sur toute forme d'alternance »*.

« Le ras-de-bol de l'école ne doit pas faire oublier que le rejet de l'actuelle organisation du travail est un phénomène large et massif. Or, quel que soit l'habillage, l'adaptation aux postes de travail et l'intégration aux méthodes et finalités de l'entreprise constituent bien l'enjeu de ce projet. »

● *La Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public* (fédération Lagarde) se déclare *« favorable au principe de l'enseignement en alternance »*. Mais, pour cette fédération, *« il est indispensable que les stages professionnels soient strictement contrôlés par l'éducation nationale. En attendant un complément d'information, la PEEP reste réservée sur les moyens financiers qui seront donnés à cette réforme et sur les étapes de sa mise en place »*.

OPÉRATRICES

SAISIE DES DONNÉES

(perfo s/cartes bandes et disques)

PROCHAINES SESSIONS :

Matin 5-3-1979

Après-midi 7-3-1979

Soir 12-3-1979

Inscript. : FAX, 6, r. d'Amsterdam

Tél. : 874-95-69

AUJOURD'HUI

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2318



HORIZONTALEMENT

I. Un livre qu'on laisse au cabinet. — II. Est loin d'avoir réponse à tout ; Peut évoquer une alliance. — III. Des lettres qui peuvent former un chiffre. — IV. Est en chemise quand on arrive au dessert. — V. D'un auxiliaire ; Terme d'une interrogation. — VI. Doit être respecté par le copiste. — VII. Pas suffisamment gonflés. — VIII. Fin de verbe ; Evoquent une fleur. — IX. Pas laissé seul (épelé) ; Au cinquième degré ; Réchauffait des Anciens. — X. Emplacement pour la bride, parfois ; Pas vilain ; Pronom. — XI. Fixe un œil ; Nom de deux lacs.

VERTICALEMENT

1. Vides quand on ne fait pas de cadeau ; Se fait avec des choux quand elle est montée. — 2. Qu'on n'a pas eu besoin d'introduire ; Peut rivaliser avec le chef quand il est bleu. — 3. Moins dure quand elle est en fonte ; Un peu de tout. — 4. Sont souvent passées au bleu. — 5. On peut l'avoir à l'œil ; Peut servir pour des combinaisons. — 6. N'aura pas besoin de retouches ; Qui se présente comme une voûte. — 7. Qui ne passe donc pas inaperçu. — 8. Unité de fluidité ; Comme un jaune. — 9. Points de suspension ; Est petit chez le charcutier.

Solution du problème n° 2317

Horizontalement

I. Fromage. — II. Roture ; fa. — III. One ; alpin. — IV. Idées. — V. Beurre. — VI. Normal. — VII. Munie ; Obi. — VIII. As ; enfilé. — IX. Attiré. — X. None ; Este. — XI. Sus ; or ; su.

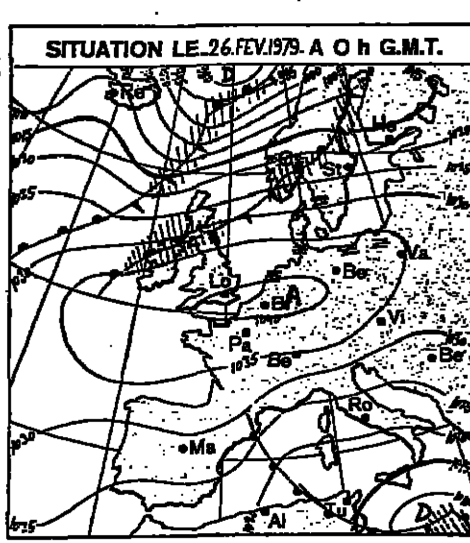
Verticalement

1. Froid ; mains. — 2. Rond ; nus ; ou. — 3. Otée ; on ; ans. — 4. Mû ; ébriété. — 5. Arasement. — 6. Gel ; UA ; fier. — 7. Parloirs. — 8. Fi ; blets. — 9. Tannerie ; eu.

GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 26.FEV.1979 A O h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 27-II-79 DÉBUT DE MATINÉE

Brouillard ~ Verglas dans la région

Evolution probable du temps en France entre le lundi 26 février à 0 heure et le mardi 27 février à 24 heures :

Les hautes pressions qui recouvrent la majeure partie de l'Europe occidentale vont s'affaiblir et se morceler. Elles protégeront encore notre pays de la partie active des courants perturbés, mais celui de l'Atlantique pénétrera sur les îles Britanniques et sa bordure atténuée commencera à toucher nos régions septentrionales.

Mardi, un temps instable, assez nuageux avec quelques averses persistera sur le Sud-Est et la Corse, tandis que des éclaircies seront encore observées près du golfe du Lion. Les vents, de secteur nord-est, resteront modérés et irréguliers. Les températures varieront peu.

Sur le reste de la France, le temps sera assez froid le matin (gelées assez fortes dans les régions les plus continentales), avec des éclaircies et des brouillards parfois givrants. Dans la journée, ces brouillards se dissiperont et les éclaircies resteront belles. Cependant, les nuages deviendront plus abondants sur la Bretagne et les régions voisines de la Manche, où quelques faibles pluies ou bruines pourront débuter en soirée, tandis que les vents, qui tourneront au sud-ouest, deviendront modérés. Sur ces dernières régions, on notera un début d'adoucissement.

Lundi 26 février, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 037,9 millibars, soit 778,5 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 25 février ; le second, le minimum de la nuit du 25 au 26) : Ajaccio, 13 et 3 degrés ; Biarritz, 6 et 1 ; Bordeaux, 5 et —2 ; Brest, 8 et —3 ; Caen, 5 et —3 ; Cherbourg, 5 et —1 ; Clermont-Ferrand, 3 et —4 ; Dijon, 5 et —4 ; Grenoble, 5 et 1 ; Lille, 1 et —4 ; Lyon, 5 et —4 ; Marseille, 9 et —1 ; Nancy, 2 et —6 ; Nantes, 6 et —1 ; Nice, 13 et 5 ; Paris - Le Bourget, 4 et —3 ; Pau, 6 et —3 ; Perpignan, 9 et 4 ; Rennes, 8 et —3 ; Strasbourg, 2 et —4 ; Tours, 5 et —1 ; Toulouse, 7 et —2 ; Pointe-à-Pitre, 28 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 12 et 8 ; Amsterdam, 0 et 0 ; Athènes, 9 et 5 ; Berlin, 1 et —6 ; Bonn, 2 et —4 ; Bruxelles, 2 et —4 ; Le Caire, 11 (min.) ; îles Canaries, 21 et 15 ; Copenhague, 3 et —5 ; Genève, 4 et —2 ; Lisbonne, 12 et 3 ; Londres, 7 et —3 ; Madrid, 8 et —3 ; Moscou, —4 et —6 ; Nairobi, 25 et 15 ; New-York, 6 et 2 ; Palma-de-Majorque, 10 et 6 ; Rome, 15 et 4 ; Stockholm, 5 et —3.

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* du 25 février 1979 :

DES DECRETS

● Portant nomination et admission à la retraite (enseignements supérieurs).

UN ARRETE

● Relatif aux frais de gestion des organismes collecteurs de la participation des employeurs à l'effort de construction mentionnés à l'article R. 313-9 (2°, *a* et *b*) du code de la construction et de l'habitation.

UNE LISTE

● Des élèves de l'école spéciale d'architecture ayant obtenu à la première session de 1978 le diplôme d'architecte DESA.

Concours

● *P.M.I.* — Un concours sur titres est ouvert à la préfecture du Haut-Rhin pour le recrutement d'un médecin-gynécologue à temps complet au service de protection maternelle et infantile. Les candidatures sont à adresser à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales — service du personnel — Cité administrative 68026 Colmar Cédex.

● P.M.I. — Un concours sur titres est ouvert à la préfecture de la Haute-Saône pour deux postes de médecin de protection maternelle et infantile. Les candidatures sont à adresser à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales de la Haute-Saône, place du 11e-Chasseur, 70000 Vesoul (tél. 75-32-20) avant un délai de deux mois.

PA

DIRECTEUR GÉNÉRAL — 190.000 F

Appareils de régulation et de mesure — Une entreprise française fabriquant et commercialisant des appareils de régulation et de mesure, filiale d'un puissant groupe, recherche pour renforcer un taux de croissance exceptionnel un Directeur Général pour sa filiale Enregistreurs et systèmes d'acquisition de données. Rendant compte au Président du groupe, dans le cadre d'une très large autonomie de gestion (politique commerciale, prévisions, budget, animation forces de vente) il sera responsable du développement des ventes d'une large gamme d'appareils auprès d'une clientèle diversifiée (laboratoires, industries, grandes entreprises du secteur parapublic). Ce poste s'adresse à un ingénieur électronicien, ayant acquis chez un constructeur une solide expérience commerciale. Il aura été confronté aux problèmes posés par les applications industrielles de ce type de produit. Il en maîtrisera les techniques et saura s'adapter à leur évolution rapide et constante. Apprécié sur ses résultats commerciaux, il sera doté d'un véritable esprit d'entreprise. Une excellente pratique de l'anglais est indispensable. Le poste est basé à Paris. Ecrire à H. ZEBROWSKI à Lyon. Réf. A/3480M

DIRECTEUR DES FABRICATIONS — 180.000 F

Robinetterie Industrielle et de Haute Performance — Notre mandant est une société française de renommée internationale qui bénéficie d'excellents atouts. Parce que c'est un « gagneur », son Président-Directeur Général renforce son équipe avec laquelle il est décidé à les jouer. Il recherche dans cette optique le Directeur des Fabrications. Responsable de la fabrication de l'ensemble des produits (séries et commandes spéciales) il dirigera un effectif de 120 personnes environ réparties entre les ateliers et les services méthodes, outillages et entretien. Il travaillera en étroite relation avec ses collègues, en particulier le Directeur de la division « Contrôle de Production » et participera en tant que membre du Comité de Direction à la définition de la politique à moyen-long terme. Nous recherchons un ingénieur mécanicien diplômé des grandes écoles, des AM ou équivalent. Agé de 35 ans au moins, il sera en mesure de tirer profit d'une expérience de la fonction vécue dans tous ses aspects et acquise dans les aciers et/ou les biens d'équipements industriels. Une certaine connaissance de l'anglais est nécessaire. La rémunération annuelle précisée ci-dessus pour fixer les idées pourrait être négociée un peu au delà si l'acquis le justifiait. Ce poste qui représente une opportunité pour un candidat désireux de donner sa pleine mesure est à pourvoir en région lilloise. Ecrire à S. BOSSUT à Croix. Réf. A/4436M

DIRECTION PRODUCTION — 160.000 F

Sud-Ouest — Filiale d'un puissant groupe industriel français, cette société recherche un Responsable de Production pour l'une de ses usines spécialisée dans des fabrications électroniques faisant appel à une technologie de pointe et située dans une ville du Sud-Ouest de la France. Sous l'autorité d'un Directeur d'usines, il sera responsable de la réalisation des objectifs de production définis (qualité, coûts, délais) et de l'animation d'une unité de plusieurs centaines de personnes : fabrication, contrôle, méthodes, entretien, gestion de production. Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé (AM, Sup Elec, ENSI...) âgé d'au moins 33 ans, ayant une solide expérience des fabrications de série électroniques ou électromécaniques. La rémunération annuelle, liée à l'expérience acquise, sera de l'ordre de 160.000 francs. La société envisage un intéressant développement des responsabilités pour un candidat de valeur. Ecrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/2780M

CHEF DE SERVICE ENTRETIEN — 130.000 F

Industrie alimentaire — Une société agro-alimentaire recherche pour l'une de ses unités de production laitière située à 70 kilomètres au Nord de Paris un Chef de Service Entretien. Sous l'autorité du Directeur d'usine, il sera responsable de la maintenance des installations électriques, des infrastructures techniques (énergies, et procédés de fabrication) et des matériels de manutention. Il suivra les coûts et les budgets et dirigera l'activité d'une équipe de 35 personnes dont 3 agents de maîtrise et techniciens. Le candidat retenu, ingénieur diplômé de préférence, disposera de solides connaissances et d'une expérience confirmée d'une partie ou de l'ensemble des domaines suivants : énergie, installations frigorifiques, électricité et automatismes, matériel de conditionnement. En outre, il aura acquis l'expérience de l'animation d'équipe. Le salaire annuel de départ sera de l'ordre de 130.000 francs. Le poste implique de résider nécessairement aux environs de l'usine. Possibilités de logement. Ecrire à J.-P. CHABAUD à Paris. Réf. A/2782M

DIRECTEUR MARKETING — 180.000 F

La filiale française d'un groupe européen, spécialisée dans la production et la distribution de biens de consommation durables pour la décoration intérieure et le second-œuvre du bâtiment, recherche un Directeur du Marketing. Dépendant du Président-Directeur Général et dans le cadre d'une importante réorganisation, il sera chargé de redéfinir la stratégie marketing de l'entreprise (positionnement et développement des produits actuels, études de rentabilité, recherche de nouveaux produits, politique de distribution...) et de mettre en place les structures adéquates. Il sera directement responsable d'une équipe d'une trentaine de personnes comprenant un Directeur des Ventes et deux Chefs de Produits. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 32 ans, de formation commerciale supérieure, ayant une solide expérience du marketing de biens de consommation durables et des problèmes liés à leur distribution. La pratique de l'anglais est nécessaire. La rémunération annuelle, de l'ordre de 180.000 francs, sera fonction de l'expérience acquise. La localisation de ce poste peut être envisagée soit à Paris, soit dans une ville située à une centaine de kilomètres de Paris. Ecrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/2781M

JURISTE D'ENTREPRISE

Une société nucléaire française de tout premier plan et en expansion recherche, pour son siège situé en banlieue parisienne, un juriste de haut niveau. Rattaché au Secrétariat Général, il lui sera confié, après formation, des missions d'expertise et de conseil relatives à la règlementation des installations nucléaires de base. En liaison étroite avec les directions techniques, il participera à l'élaboration des dossiers d'agrément pour des installations nouvelles, assurera le suivi des relations avec les grandes administrations et les commissions de sûreté, et devra contrôler, au niveau des unités de production de la société, le respect des prescriptions légales et règlementaires. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat de premier plan âgé d'au moins 32 ans, Docteur en Droit, possédant une large et solide expérience des affaires juridiques industrielles et immobilières et une grande habitude des relations publiques. La rémunération de départ sera fonction de l'expérience et de la valeur du candidat. Ecrire à P. POUGNET à Paris. Réf. A/2779M

INGÉNIEURS CONSEIL — 130.000 F

Achats, Approvisionnement, Gestion des Stocks — Dans le cadre de son développement Outre-Mer (Algérie, Afrique Noire, Madagascar), un groupe de Conseil de dimension internationale, recherche des consultants pour assurer la réalisation d'applications d'organisation et de formation dans les domaines : achats, approvisionnement, gestion des stocks avec utilisation des outils mécanographiques ou informatiques. Les candidats retenus, âgés de 32 ans minimum, diplômés d'études supérieures, s'engageront à travailler au minimum cinq ans à l'étranger et devront justifier d'une responsabilité effective dans le domaine achats, approvisionnement, gestion des stocks durant une période de plusieurs années. Un sens pédagogique développé et des qualités de contacts humains sont indispensables. La rémunération versée en France de l'ordre de 130.000 francs, pourra être supérieure si l'expérience la justifie. Il s'y ajoute la prise en charge des frais d'expatriation. Un logement et une voiture de fonction seront mis à la disposition des consultants sur le lieu d'affectation. Les congés annuels sont de six semaines, le voyage étant à la charge de la société. Ecrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/0621M

CHEF DE PRODUIT — Paris

Produits cosmétiques — Une importante société, spécialisée dans la fabrication et la distribution de produits cosmétiques, jouissant d'une excellente image de marque, universellement connue, très largement leader sur son marché et connaissant un taux de croissance de l'ordre de 25 % par an, recherche un Chef de Produit. Rattaché à un Chef de Groupe, mais dans le cadre d'une totale autonomie, il sera entièrement responsable du marché des sprays et eaux de toilette. Il aura la charge complète de la vie des produits. Ce poste conviendrait à un jeune candidat diplômé de l'enseignement commercial supérieur disposant d'une première expérience comme Chef de Produit et connaissant bien le marché des sprays et eaux de toilette. La pratique d'une langue étrangère serait appréciée. La structure et le développement de la société permettent d'envisager une évolution vers un poste de Chef de Groupe. Le poste est situé dans la banlieue sud de Paris. La rémunération sera essentiellement fonction de l'expérience du candidat. Ecrire à J.-A. DENNINGER à Paris. Réf. A/2761BM

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.

8, rue Bellini, 75782 PARIS - Cedex 16 - Tél. 505-14-30 — 19, Résidence Flandre, 59170 CROIX - Tél. (20) 72-52-25
9, rue Jacques-Moyron, 69006 LYON - Tél. (78) 52-90-63 — 1, rue Duguesclin, 44000 NANTES - Tél. (40) 48-48-82
" Le Sébastopol " - 3, quai Kléber - 67000 STRASBOURG - Tél. (88) 22-01-54

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Croix - Dusseldorf - Francfort - Hambourg - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - New York - Oslo - Rome - Stockholm - Strasbourg - Stuttgart - Turin - Zurich



NOUVELLES DON

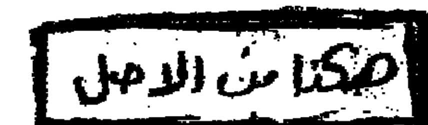
Renaissance

Une eurodevise parm

Peut-on déser

L'endettement des b auprès de l'Institut d'

L'exemple suiss



AUJOURD'HUI

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2318



HORIZONTALEMENT

I. Un livre qu'on laisse au cabinet. — II. Est loin d'avoir réponse à tout ; Peut évoquer une alliance. — III. Des lettres qui peuvent former un chiffre. — IV. Est en chemise quand on arrive au dessert. — V. D'un auxiliaire ; Terme d'une interrogation. — VI. Doit être respecté par le copiste. — VII. Pas suffisamment gonflés. — VIII. Fin de verbe ; Evoquent une fleur. — IX. Pas laissé seul (épelé) ; Au cinquième degré ; Réchauffait des Anciens. — X. Emplacement pour la bride, parfois ; Pas vilain ; Pronom. — XI. Fixe un œil ; Nom de deux lacs.

VERTICALEMENT

1. Vides quand on ne fait pas de cadeau ; Se fait avec des choux quand elle est montée. — 2. Qu'on n'a pas eu besoin d'introduire ; Peut rivaliser avec le chef quand il est bleu. — 3. Moins dure quand elle est en fonte ; Un peu de tout. — 4. Sont souvent passées au bleu. — 5. On peut l'avoir à l'œil ; Peut servir pour des combinaisons. — 6. N'aura pas besoin de retouches ; Qui se présente comme une voûte. — 7. Qui ne passe donc pas inaperçu. — 8. Unité de fluidité ; Comme un jaune. — 9. Points de suspension ; Est petit chez le charcutier.

Solution du problème n° 2317

Horizontalement

I. Fromage. — II. Roture ; fa. — III. One ; alpin. — IV. Idées. — V. Beurre. — VI. Normal. — VII. Munie ; Obi. — VIII. As ; enfilé. — IX. Attiré. — X. None ; Este. — XI. Sus ; or ; su.

Verticalement

1. Froid ; mains. — 2. Rond : nus ; ou. — 3. Otée ; on ; ans. — 4. Mû ; ébriété. — 5. Arasement. — 6. Gel ; UA ; fier. — 7. Parloirs. — 8. Fi ; blets. — 9. Tannerie ; eu.

GUY BROUTY.

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* du 25 février 1979 :

DES DECRETS

● Portant nomination et admission à la retraite (enseignements supérieurs).

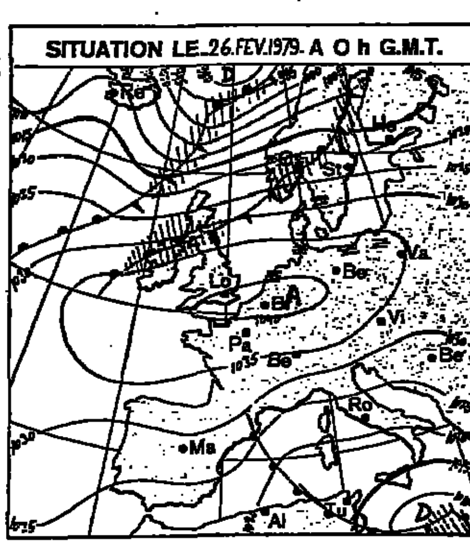
UN ARRETE

● Relatif aux frais de gestion des organismes collecteurs de la participation des employeurs à l'effort de construction mentionnés à l'article R. 313-9 (2°, *a* et *b*) du code de la construction et de l'habitation.

UNE LISTE

● Des élèves de l'école spéciale d'architecture ayant obtenu à la première session de 1978 le diplôme d'architecte DESA.

MÉTÉOROLOGIE



PRÉVISIONS POUR LE 27-II-79 DÉBUT DE MATINÉE

Brouillard ~ Verglas dans la région

Evolution probable du temps en France entre le lundi 26 février à 0 heure et le mardi 27 février à 24 heures :

Les hautes pressions qui recouvrent la majeure partie de l'Europe occidentale vont s'affaiblir et se morceler. Elles protégeront encore notre pays de la partie active des courants perturbés, mais celui de l'Atlantique pénétrera sur les îles Britanniques et sa bordure atténuée commencera à toucher nos régions septentrionales.

Mardi, un temps instable, assez nuageux avec quelques averses persistera sur le Sud-Est et la Corse, tandis que des éclaircies seront encore observées près du golfe du Lion. Les vents, de secteur nord-est, resteront modérés et irréguliers. Les températures varieront peu.

Sur le reste de la France, le temps sera assez froid le matin (gelées assez fortes dans les régions les plus continentales), avec des éclaircies et des brouillards parfois givrants. Dans la journée, ces brouillards se dissiperont et les éclaircies resteront belles. Cependant, les nuages deviendront plus abondants sur la Bretagne et les régions voisines de la Manche, où quelques faibles pluies ou bruines pourront débuter en soirée, tandis que les vents, qui tourneront au sud-ouest, deviendront modérés. Sur ces dernières régions, on notera un début d'adoucissement.

Lundi 26 février, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 037,9 millibars, soit 778,5 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 25 février ; le second, le minimum de la nuit du 25 au 26) : Ajaccio, 13 et 3 degrés ; Biarritz, 6 et 1 ; Bordeaux, 5 et — 2 ; Brest, 8 et — 3 ; Caen, 5 et — 3 ; Cherbourg, 5 et — 1 ; Clermont-Ferrand, 3 et — 4 ; Dijon, 5 et — 4 ; Grenoble, 5 et 1 ; Lille, 1 et — 4 ; Lyon, 5 et — 4 ; Marseille, 9 et — 1 ; Nancy, 2 et — 6 ; Nantes, 6 et — 1 ; Nice, 13 et 5 ; Paris-Le Bourget, 4 et — 3 ; Pau, 6 et — 3 ; Perpignan, 9 et 4 ; Rennes, 8 et — 3 ; Strasbourg, 2 et — 4 ; Tours, 5 et — 1 ; Toulouse, 7 et — 2 ; Pointe-à-Pitre, 28 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 12 et 8 ; Amsterdam, 0 et 0 ; Athènes, 9 et 5 ; Berlin, 1 et — 6 ; Bonn, 2 et — 4 ; Bruxelles, 2 et — 4 ; Le Caire, 11 (min.) ; îles Canaries, 21 et 15 ; Copenhague, 3 et — 5 ; Genève, 4 et — 2 ; Lisbonne, 13 et 8 ; Londres, 7 et — 3 ; Madrid, 8 et — 3 ; Moscou, — 4 et — 6 ; Nairobi, 25 et 15 ; New-York, 6 et 2 ; Palma-de-Majorque, 10 et 6 ; Rome, 15 et 4 ; Stockholm, 5 et — 3.

Concours

● *P.M.I.* — Un concours sur titres est ouvert à la préfecture du Haut-Rhin pour le recrutement d'un médecin-gynécologue à temps complet au service de protection maternelle et infantile. Les candidatures sont à adresser à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales — service du personnel — Cité administrative 68026 Colmar Cédex.

● P.M.I. — Un concours sur titres est ouvert à la préfecture de la Haute-Saône pour deux postes de médecin de protection maternelle et infantile. Les candidatures sont à adresser à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales de la Haute-Saône, place du 11e-Chasseur, 70000 Vesoul (tél. 75-32-20) avant un délai de deux mois.

PA

DIRECTEUR GÉNÉRAL — 190.000 F

Appareils de régulation et de mesure — Une entreprise française fabriquant et commercialisant des appareils de régulation et de mesure, filiale d'un puissant groupe, recherche pour renforcer un taux de croissance exceptionnel un Directeur Général pour sa filiale Enregistreurs et systèmes d'acquisition de données. Rendant compte au Président du groupe, dans le cadre d'une très large autonomie de gestion (politique commerciale, prévisions, budget, animation forces de vente) il sera responsable du développement des ventes d'une large gamme d'appareils auprès d'une clientèle diversifiée (laboratoires, industries, grandes entreprises du secteur parapublic). Ce poste s'adresse à un ingénieur électronicien, ayant acquis chez un constructeur une solide expérience commerciale. Il aura été confronté aux problèmes posés par les applications industrielles de ce type de produit. Il en maîtrisera les techniques et saura s'adapter à leur évolution rapide et constante. Apprécié sur ses résultats commerciaux, il sera doté d'un véritable esprit d'entreprise. Une excellente pratique de l'anglais est indispensable. Le poste est basé à Paris. Ecrire à H. ZEBROWSKI à Lyon. Réf. A/3480M

DIRECTEUR DES FABRICATIONS — 180.000 F

Robinetterie Industrielle et de Haute Performance — Notre mandant est une société française de renommée internationale qui bénéficie d'excellents atouts. Parce que c'est un « gagneur », son Président-Directeur Général renforce son équipe avec laquelle il est décidé à les jouer. Il recherche dans cette optique le Directeur des Fabrications. Responsable de la fabrication de l'ensemble des produits (séries et commandes spéciales) il dirigera un effectif de 120 personnes environ réparties entre les ateliers et les services méthodes, outillages et entretien. Il travaillera en étroite relation avec ses collègues, en particulier le Directeur de la division « Contrôle de Production » et participera en tant que membre du Comité de Direction à la définition de la politique à moyen-long terme. Nous recherchons un ingénieur mécanicien diplômé des grandes écoles, des AM ou équivalent. Agé de 35 ans au moins, il sera en mesure de tirer profit d'une expérience de la fonction vécue dans tous ses aspects et acquise dans les aciers et/ou les biens d'équipements industriels. Une certaine connaissance de l'anglais est nécessaire. La rémunération annuelle précisée ci-dessus pour fixer les idées pourrait être négociée un peu au delà si l'acquis le justifiait. Ce poste qui représente une opportunité pour un candidat désireux de donner sa pleine mesure est à pourvoir en région lilloise. Ecrire à S. BOSSUT à Croix. Réf. A/4436M

DIRECTION PRODUCTION — 160.000 F

Sud-Ouest — Filiale d'un puissant groupe industriel français, cette société recherche un Responsable de Production pour l'une de ses usines spécialisée dans des fabrications électroniques faisant appel à une technologie de pointe et située dans une ville du Sud-Ouest de la France. Sous l'autorité d'un Directeur d'usines, il sera responsable de la réalisation des objectifs de production définis (qualité, coûts, délais) et de l'animation d'une unité de plusieurs centaines de personnes : fabrication, contrôle, méthodes, entretien, gestion de production. Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé (AM, Sup Elec, ENSI...) âgé d'au moins 33 ans, ayant une solide expérience des fabrications de série électroniques ou électromécaniques. La rémunération annuelle, liée à l'expérience acquise, sera de l'ordre de 160.000 francs. La société envisage un intéressant développement des responsabilités pour un candidat de valeur. Ecrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/2780M

CHEF DE SERVICE ENTRETIEN — 130.000 F

Industrie alimentaire — Une société agro-alimentaire recherche pour l'une de ses unités de production laitière située à 70 kilomètres au Nord de Paris un Chef de Service Entretien. Sous l'autorité du Directeur d'usine, il sera responsable de la maintenance des installations électriques, des infrastructures techniques (énergies, et procédés de fabrication) et des matériels de manutention. Il suivra les coûts et les budgets et dirigera l'activité d'une équipe de 35 personnes dont 3 agents de maîtrise et techniciens. Le candidat retenu, ingénieur diplômé de préférence, disposera de solides connaissances et d'une expérience confirmée d'une partie ou de l'ensemble des domaines suivants : énergie, installations frigorifiques, électricité et automatismes, matériel de conditionnement. En outre, il aura acquis l'expérience de l'animation d'équipe. Le salaire annuel de départ sera de l'ordre de 130.000 francs. Le poste implique de résider nécessairement aux environs de l'usine. Possibilités de logement. Ecrire à J.-P. CHABAUD à Paris. Réf. A/2782M

DIRECTEUR MARKETING — 180.000 F

La filiale française d'un groupe européen, spécialisée dans la production et la distribution de biens de consommation durables pour la décoration intérieure et le second-œuvre du bâtiment, recherche un Directeur du Marketing. Dépendant du Président-Directeur Général et dans le cadre d'une importante réorganisation, il sera chargé de redéfinir la stratégie marketing de l'entreprise (positionnement et développement des produits actuels, études de rentabilité, recherche de nouveaux produits, politique de distribution...) et de mettre en place les structures adéquates. Il sera directement responsable d'une équipe d'une trentaine de personnes comprenant un Directeur des Ventes et deux Chefs de Produits. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 32 ans, de formation commerciale supérieure, ayant une solide expérience du marketing de biens de consommation durables et des problèmes liés à leur distribution. La pratique de l'anglais est nécessaire. La rémunération annuelle, de l'ordre de 180.000 francs, sera fonction de l'expérience acquise. La localisation de ce poste peut être envisagée soit à Paris, soit dans une ville située à une centaine de kilomètres de Paris. Ecrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/2781M

JURISTE D'ENTREPRISE

Une société nucléaire française de tout premier plan et en expansion recherche, pour son siège situé en banlieue parisienne, un juriste de haut niveau. Rattaché au Secrétariat Général, il lui sera confié, après formation, des missions d'expertise et de conseil relatives à la règlementation des installations nucléaires de base. En liaison étroite avec les directions techniques, il participera à l'élaboration des dossiers d'agrément pour des installations nouvelles, assurera le suivi des relations avec les grandes administrations et les commissions de sûreté, et devra contrôler, au niveau des unités de production de la société, le respect des prescriptions légales et règlementaires. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat de premier plan âgé d'au moins 32 ans, Docteur en Droit, possédant une large et solide expérience des affaires juridiques industrielles et immobilières et une grande habitude des relations publiques. La rémunération de départ sera fonction de l'expérience et de la valeur du candidat. Ecrire à P. POUGNET à Paris. Réf. A/2779M

INGÉNIEURS CONSEIL — 130.000 F

Achats, Approvisionnement, Gestion des Stocks — Dans le cadre de son développement Outre-Mer (Algérie, Afrique Noire, Madagascar), un groupe de Conseil de dimension internationale, recherche des consultants pour assurer la réalisation d'applications d'organisation et de formation dans les domaines : achats, approvisionnement, gestion des stocks avec utilisation des outils mécanographiques ou informatiques. Les candidats retenus, âgés de 32 ans minimum, diplômés d'études supérieures, s'engageront à travailler au minimum cinq ans à l'étranger et devront justifier d'une responsabilité effective dans le domaine achats, approvisionnement, gestion des stocks durant une période de plusieurs années. Un sens pédagogique développé et des qualités de contacts humains sont indispensables. La rémunération versée en France de l'ordre de 130.000 francs, pourra être supérieure si l'expérience la justifie. Il s'y ajoute la prise en charge des frais d'expatriation. Un logement et une voiture de fonction seront mis à la disposition des consultants sur le lieu d'affectation. Les congés annuels sont de six semaines, le voyage étant à la charge de la société. Ecrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/0621M

CHEF DE PRODUIT — Paris

Produits cosmétiques — Une importante société, spécialisée dans la fabrication et la distribution de produits cosmétiques, jouissant d'une excellente image de marque, universellement connue, très largement leader sur son marché et connaissant un taux de croissance de l'ordre de 25 % par an, recherche un Chef de Produit. Rattaché à un Chef de Groupe, mais dans le cadre d'une totale autonomie, il sera entièrement responsable du marché des sprays et eaux de toilette. Il aura la charge complète de la vie des produits. Ce poste conviendrait à un jeune candidat diplômé de l'enseignement commercial supérieur disposant d'une première expérience comme Chef de Produit et connaissant bien le marché des sprays et eaux de toilette. La pratique d'une langue étrangère serait appréciée. La structure et le développement de la société permettent d'envisager une évolution vers un poste de Chef de Groupe. Le poste est situé dans la banlieue sud de Paris. La rémunération sera essentiellement fonction de l'expérience du candidat. Ecrire à J.-A. DENNINGER à Paris. Réf. A/2761BM

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.

8, rue Bellini, 75782 PARIS - Cedex 16 - Tél. 505-14-30 — 19, Résidence Flandre, 59170 CROIX - Tél. (20) 72-52-25

9, rue Jacques-Moyron, 69006 LYON - Tél. (78) 52-90-63 — 1, rue Duguesclin, 44000 NANTES - Tél. (40) 48-48-82

" Le Sébastopol " - 3, quai Kléber - 67000 STRASBOURG - Tél. (88) 22-01-54

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Croix - Dusseldorf - Francfort - Hambourg - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - New York - Oslo - Rome - Stockholm - Strasbourg - Stuttgart - Turin - Zurich



NOUVELLES DON...

Renaissance

Une eurodevise...

Peut-on dése...

L'endettement des b... auprès de l'Institut d'...

L'exemple suiss...

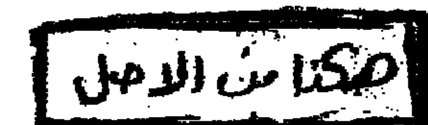


TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

	Date de référence	Unités	ÉVOLUTION en un mois	ÉVOLUTION en douze mois
PRIX	Janvier 1979	Indice : 209,7 (base 100 : 1970)	+ 0,9 %	+ 10,2 %
COMMERCE EXTERIEUR : données brutes (entre parenthèses : chiffres corrigés de variations saisonnières)				
— Importations	Janvier 1979	32 071 millions de F (31 791)	+ 1,2 % (+ 0,3 %)	+ 12,2 % (+ 11,8 %)
— Exportations	Janvier 1979	30 133 (31 842)	— 3,1 % (+ 3,9 %)	+ 16,3 % (+ 18,6 %)
— Taux de couverture	Janvier 1979		94 % (100,2 %)	90,6 % (94,4 %)
PRODUCTION INDUSTRIELLE	Décembre 1978	Indice 132 (base 100 : 1970)	+ 1,5 %	+ 8,1 %
EMPLOI : FRANCE				
— Demandes d'emploi : Données observées	Janvier 1979	1 356 200	+ 2,1 %	+ 20,4 %
Données corrigées	Janvier 1979	1 256 400	+ 1,5 %	+ 20,9 %
— Chômeurs secourus (1) : Données observées	Décembre 1978	1 004 729	+ 4,2 %	+ 32,5 %
— Offres d'emploi : Données observées	Décembre 1978	69 700	— 2,1 %	— 16,7 %
Données corrigées	Décembre 1978	80 600	— 4,3 %	— 16,6 %
— Licenciements économiques	Novembre 1978	27 100	— 6,2 %	+ 6,3 %
— Effectifs en chômage partiel	Décembre 1978	190 989	+ 20,1 %	— 42 %
C.E.E. — Demandes d'emploi	Janvier 1979	6 500 000	+ 5 %	+ 2,4 %
DUREE DU TRAVAIL :			En un trimestre	En un an
— Hebdomadaire ouvriers	Octobre 1978	41,4 h.	— 0,5 %	— 1 %
— Hebdomadaire employés	Octobre 1978	40,6 h.	— 0,25 %	— 0,5 %
EFFECTIFS OCCUPES : — Indice 100 en décembre 1977	Septembre 1978	99,3	— 0,1 %	— 1,2 %
SALAIRES :			Par rapport à la dernière major.	En un an
— SMIC	Décembre 1978	11,31 F	+ 2,2 %	+ 12,4 %
— Salaire horaire ouvrier (indice 100 janvier 1977)	Octobre 1978	122,9	+ 2,9 %	+ 12,8 %
— Gain mensuel ouvrier avant impôt	Avril 1978	2 967 F	+ 5,2 %	+ 11,1 %
— Gain mensuel cadre avant impôt	Avril 1978	8 000 F	+ 6,3 %	+ 11 %
MASSE MONETAIRE : Données brutes	Novembre 1978	1 060,87 millions de F		Glissement depuis le 1-1-78 (en taux annuel)
Données corrigées			+ 1,5 %	+ 13,1 %
TAUX D'INTERET (taux moyen mensuel entre banques de l'argent au jour le jour contre effets privés)	Février (du 1er au 23 de ce mois)	0,7205 %	Taux de janvier 1979 6,643 %	Taux de février 1978 10,1786

(1) Le nombre des chômeurs secourus en décembre 1978 (1 004 729 et non pas 1 033 200) comprend les bénéficiaires de l'aide publique seule, des allocations de l'UNEDIC, des garanties de ressources, du F.N.E. et des allocations de formation en période de chômage.

Publicité

Pour les exportateurs français, le C.F.C.E. crée un moyen privilégié de développement : Francexport

Les entreprises exportatrices françaises disposent déjà de plusieurs moyens de se faire connaître à l'étranger et par là même de développer leurs ventes à l'exportation.

Il leur manquait un support d'information clair, fiable, largement diffusé dans le monde entier, permettant aux acheteurs étrangers de prendre facilement contact avec les exportateurs français. C'est désormais chose faite.

En effet, au cours de la conférence de presse qu'il a donnée le 2 février, le Directeur du Centre Français du Commerce Extérieur, M. Guy Carron de la Carrière, a annoncé aux journalistes présents la création, dès cette année, de FRANCEXPORT.

Un outil de travail privilégié

FRANCEXPORT, édité chaque année par le C.F.C.E. a pour but de donner à nos partenaires étrangers des informations complètes, précises et facilement accessibles sur l'ensemble des entreprises françaises exportatrices. Pour cela, la quasi-totalité de ces entreprises sera répertoriée suivant un double classement : par ordre alphabétique et par rubriques d'activité professionnelle.

Outre ces informations, l'acheteur étranger trouvera, dans une vaste introduction rédigée par un spécialiste du commerce extérieur (et présentée en français, anglais, allemand, espagnol) tous les renseignements de base lui permettant d'entrer facilement en contact avec les entreprises françaises qu'il aura sélectionnées pour l'établissement de relations commerciales.

Cette sélection sera facilitée par une nomenclature rédigée également en quatre langues.

FRANCEXPORT sera complété par des listes d'auxiliaires de l'exportation.

L'ensemble de ces informations sera regroupé en un seul volume 21 × 29,7 de 1.000 pages environ.

Plus qu'un simple répertoire, FRANCEXPORT, de part la volonté expresse du C.F.C.E. sera un véritable outil de travail pour l'acheteur étranger, un véritable représentant permanent de l'industrie française dans le monde.

Une diffusion mondiale

La Libraire du Commerce International assurera la diffusion de FRANCEXPORT en mettant en jeu simultanément plusieurs circuits internationaux, notamment :

— dans les pays d'Europe Occidentale, des diffuseurs spécialisés chargés de la promotion et de la vente de FRANCEXPORT.

— dans les autres pays des actions de publipostage massives réalisées auprès des acheteurs et des grands décisionnaires au travers des 186 postes d'expansion économique à l'étranger.

Bénéficiant de la structure internationale des implantations officielles françaises à l'étranger, FRANCEXPORT assurera à chaque entreprise exportatrice française une présence permanente dans tous les pays où elle souhaite soit s'implanter, soit développer son action.

Une excellente occasion pour l'industrie française

Face à l'effort d'information réalisé en permanence par nos concurrents européens (notamment les Anglais et les Allemands) sur les marchés étrangers, l'industrie française se doit d'exploiter l'occasion qui lui est donnée de faire de FRANCEXPORT le témoin de son dynamisme, en améliorant l'information de base par des insertions, rédactionnelles ou publicitaires. FRANCEXPORT sera ainsi réellement le « représentant » au sens le plus fort du terme des exportateurs français.

Choisie par le C.F.C.E., Régie Promotion est à la disposition des industriels pour leur présenter un choix varié d'insertions. Il leur suffit pour cela de renvoyer le coupon-réponse ci-dessous à REGIE-PROMOTION : 57, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 PARIS - Edouard de Franclieu : 359-61-54.

A renvoyer à REGIE-PROMOTION : 57, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 PARIS

Mme, Mr .... Fonction .... Signature et cachet

Société ....

Adresse .... Tél. : ....

Activité export ....

demande à être renseigné — sans aucun engagement — sur les possibilités d'insertions rédactionnelles et publicitaires dans FRANCEXPORT 1979.

LA POLITIQUE MONÉTAIRE

Renaissance des euro-émissions en francs

(Suite de la page 21.)

Signalons au passage que ce mécanisme a été très instructivement décrit pour l'eurodollar (mais c'est le même pour les autres devises) par deux praticiens français, Pierre Champion et Jacques Trauman, dans un livre que l'Institut de commerce international a primé à la fin de l'année dernière : *Mécanismes de change et marché des eurodollars* (2).

Les francs que la Dresdner Bank vient d'acheter et qu'elle cédera à son client dans trois mois seulement, elle va les prêter. A qui ? Selon les circonstances, ce sera à un autre non-résident ou bien à un résident. Selon que le franc est fort ou faible la situation se présente de façon très différente. Ce qui explique pourquoi le marché de l'eurofranc est à ce point sensible aux variations du taux de change est une particularité de la réglementation en vigueur. Il est interdit aux banques françaises de prêter des francs à l'étranger, mesure qui a pour but de tarir une source possible de sortie de capitaux, en cas de faiblesse de la monnaie nationale.

De cette disposition il résulte que l'offre, sur le marché de l'eurofranc, est limitée. Elle est, pour l'essentiel, alimentée par les opérations de commerce extérieur que nous venons succinctement de décrire. Des importateurs étrangers de biens et de services français détiennent temporairement des francs (ou les banques dont ils sont les clients les détiennent à leur place). Inversement, des exportateurs étrangers ont gagné des francs grâce aux ventes qu'ils ont faites en France. Ils peuvent décider de repousser à plus tard leur conversion dans leur propre monnaie, si les placements en francs leur paraissent à la fois sûrs et plus rémunérateurs. On comprend facilement pourquoi, en période de bonne santé pour le franc, les taux de l'eurofranc ont tendance à se confondre avec le loyer de l'argent en France. Par définition, le détenteur de francs joue, dans cette hypothèse, à la hausse du franc. Il y a donc relativement plus de non-résidents prêteurs de francs que de non-résidents emprunteurs. Les premiers sont donc amenés, pour placer leurs fonds, à les prêter à des résidents (tout ceci se fait par l'intermédiaire des banques : on voit alors le Crédit lyonnais, la Société générale, le C.I.C., etc., prêter à leurs clients français des fonds qui proviennent de déposants étrangers). Marché du franc intérieur et marché du franc extérieur tendent à ne former qu'un marché unique. D'où l'alignement des taux. Telle est, en gros, la situation aujourd'hui.

Le franc vient-il à être discuté, les détenteurs étrangers de notre monnaie cherchent à le vendre au plus vite (contre une autre devise). Les prêteurs se font rares tandis qu'au contraire il existe une grosse demande de la part des spéculateurs désireux d'emprunter des francs pour les vendre à découvert, dans l'espoir d'un gain de change. Comme les banques françaises n'ont pas le droit de prêter à des non-résidents, le marché de l'eurodollar tend alors à fonctionner en vase clos. « Déconnectés » du marché intérieur, les taux d'intérêt y évoluent de façon autonome. Au début de mars 1976, à la veille du jour où le franc devait quitter le « serpent », on a vu le taux au jour le jour de l'eurofranc monter jusqu'à 400 %. C'est là, bien sûr, un taux tout à fait exceptionnel. Retenons qu'en période de tension le taux est très volatile.

Certains spécialistes soutiennent que l'administration, en encourageant les entreprises françaises à facturer en francs leurs contrats avec l'étranger (pour les mettre à l'abri des risques de change), fournit des munitions à la spéculation. Si les contrats à l'exportation étaient facturés en devises, il reviendrait aux entreprises françaises de se couvrir sur le marché à terme de Paris (contrôlé par les autorités nationales) en vendant ces devises pour acheter des francs. Dans le système, tel qu'il existe, la couverture de change est faite à l'étranger par des ventes de franc. N'entrons pas dans cette querelle qui a cessé pour l'instant d'être d'actualité et qui, de toute façon, a une portée limitée : peu importe, à la longue, la monnaie de facturation. Si les échanges de la France sont déficitaires, il en résultera toujours, au bout d'un certain temps, une pression à la baisse du franc ; s'ils sont en excédent, une pression à la hausse.

Un marché extensible

En première approximation, on peut donc dire que le marché de l'eurofranc est abondant lorsque la balance des paiements française dégage un surplus (les crédits « acheteur » à l'exportation, c'est-à-dire les crédits en francs accordés aux acheteurs étrangers de matériel français sont une des principales sources d'approvisionnement du marché de l'eurofranc) et au contraire « étroit », en cas de déficit prolongé et de méfiance à l'égard du franc (à cause de la difficulté déjà signalée de trouver des prêteurs). Discuter de sa « taille » n'a donc pas grand sens. L'expérience prouve que si une société ou un groupe de sociétés a besoin de se procurer une grosse somme d'argent sur le marché de l'eurofranc, elle le peut. Témoin le milliard de francs emprunté l'année dernière à l'occasion du contrat d'installation du métro de Caracas (assorti d'un crédit de treize ans au Venezuela). C'est donc avec beaucoup de précautions qu'il convient d'accueillir les chiffres globaux en la matière. On évalue actuellement, rue de Rivoli, à quelque 19 milliards de francs (l'équivalent de 4,4 milliards de dollars environ) la masse des eurofrancs, ordre de grandeur qui résulte de diverses statistiques... qui ne se recoupent pas ! A titre de comparaison, rappelons que la masse (nette) des eurodevises est évaluée à l'équivalent de quelque 450 milliards de dollars dont environ 330 milliards d'eurodollars et 65 milliards d'eurodeutschemarks. Les eurofrancs ne représentent guère que 1 % du total.

Un phénomène à éclipse

Quant aux euro-émissions en francs, il s'agit d'un phénomène à éclipse, lié aux vicissitudes du franc. Elles ont repris à l'automne dernier, après avoir pratiquement disparu depuis plusieurs années. Le Trésor autorise une opération par mois, le calendrier étant fixé de telle sorte que se succèdent une émission lancée par un gouvernement étranger ou une institution internationale, une émission émanant d'un grand groupe étranger et une autre lancée par une grande société française.

L'intérêt pour une société française, comme Total ou Peugeot, d'émettre des « euro-obligations » en francs est de profiter des avantages d'un emprunt international (prestige, large éventail de souscripteurs, etc.) sans courir de risques de change.

Les euro-émissions en francs, en principe destinées à être souscrites par des non-résidents (détenteurs d'« eurofrancs »), peuvent également l'être par des résidents. Il s'agit donc d'un marché qui, contrairement à celui de l'eurofranc proprement dit, n'est pas déconnecté du marché financier intérieur. Les taux proposés doivent correspondre à ceux des obligations émises en France, même, compte tenu, bien sûr, des caractéristiques de l'émission (les euro-émissions ont, en général, une durée plus courte, cinq à huit ans, que les obligations « intérieures ») et de la qualité de l'emprunteur. Du reste, la Caisse des dépôts intervient pour régulariser les cours pendant la période où, le franc étant faible, le cours des euro-obligations en francs s'effondrerait (à cause du rendement bien supérieur qu'offrent alors les placements à court terme sur l'euro-franc) en l'absence d'un soutien officiel. Si la monnaie nationale continue à bien se porter, il est possible qu'au cours des prochains mois aient lieu des émissions en francs d'obligations convertibles. Là encore, les montants en jeu sont très modestes par rapport au volume des euro-émissions internationales. Depuis le 1er octobre dernier, les émissions en eurofrancs se sont élevées à 1 milliard de francs, soit environ 230 millions de dollars, contre un total d'euro-obligations de 14 milliards de dollars d'euro-obligations l'année dernière (dont 7,3 milliards en eurodollars et 5,3 milliards en eurodeutschemarks).

Emetteurs	Montant en millions de francs	Date d'émission 1978	Durée	Taux d'émission
B.E.I.	200	1er octobre	10 ans	9 3/4
Unilever	100	17 novembre	7 ans	10
Elf-Aquitaine	150	14 décembre	10 ans	9 3/4
ANNEE 1979	175	8 janvier	8 ans	9 3/4
Peugeot-Citroën	200	26 janvier	5 ans	9 1/4
Norvège	150	22 février	8 ans	9 3/8

PAUL FABRA.

(2) *Editions Economica*, 39 F. En l'espace de 137 pages, cet ouvrage démontre, de façon claire et accessible, le fonctionnement des marchés de devises et les mécanismes de la spéculation. C'est à lui que l'Institut de commerce international a décerné (avec la participation du C.F.C.E., de la COFACE, etc.) pour la première fois son prix littéraire du commerce international.

Peut-on désencadrer le crédit ?

(Suite de la page 21.)

Pour fixer les idées, si la Banque de France vend des devises contre des francs, cette opération sur le marché des changes diminuera les encaisses en francs de ceux qui font la contrepartie ; donc cela aura une répercussion automatique et du même montant sur les réserves des banques françaises. Comme le marché des changes est plus « ouvert » que le marché monétaire, on voit qu'ainsi la Banque centrale dispose d'un instrument non seulement efficace mais aussi souple d'action sur les liquidités bancaires, et donc sur le crédit.

Il faut bien voir d'ailleurs que cette pratique n'est envisageable que dans le contexte d'une osmose entre marché monétaire et marché des changes ; mais n'est-ce pas déjà le cas en fait ? Le marché des changes comme le marché monétaire sont, nous l'avons vu, étroitement imbriqués dans leur fonction de régularisation de la base monétaire, c'est-à-dire de la monnaie de la Banque centrale.

Cette interdépendance rend l'évolution monétaire interne dépendante de la conjoncture du « reste du monde ». Le marché de l'argent au jour le jour, où traditionnellement les autorités monétaires françaises ont cherché à maintenir un taux d'intérêt artificiellement bas, a été le lieu privilégié par lequel notre pays a importé l'inflation de l'étranger ; car les excédents de balance des paiements (souvent provoqués d'ailleurs par des afflux de capitaux) sont la source d'un excès de liquidité sur ce marché qui n'y est pas épongé. Et dans le cas d'un déficit, l'effet déflationniste qui devrait en découler est annulé par la crainte d'assécher le marché monétaire et de faire monter les taux ; comme nous l'expliquions dans ces colonnes (« Un tournant courageux de la politique monétaire », « le Monde de l'économie » du 27 septembre 1977). Une politique d'*open market* sur le marché des changes est de nature à rendre plus de liberté aux autorités monétaires françaises vis-à-vis de l'étranger, car elle leur permettrait de fixer l'évolution des réserves de change en fonction de la liquidité interne souhaitée. Les opérations courantes et de capitaux du « reste du monde », qui, dans notre système, ont une action mal contrôlée sur la création monétaire, pourraient être alors canalisées.

Pratiquement, pour mettre en œuvre cette politique, il conviendrait de :

- Supprimer le refinancement systématique des banques auprès de la Banque centrale, pour conduire les premières à se procurer des liquidités sur le marché des changes ;
- Adjoindre à la politique monétaire traditionnelle, pour agir sur la liquidité bancaire, l'usage systématique d'opérations d'*open market* en devises ;
- Rendre leur flexibilité aux taux d'intérêt, car on ne peut pas contrôler sur le même marché prix et quantité tout à la fois ;
- Assouplir les opérations de change des banques.

Les conditions alors requises pour se débarrasser enfin du carcan de l'encadrement du crédit. Grâce à cette technique, il est remarquable, au surplus, que la politique monétaire de contrôle quantitatif serait alors en harmonie avec l'évolution des réserves nécessaires pour maintenir la parité des changes choisie. Elle serait sans doute le meilleur moyen pour permettre à la France de se conformer aux nouveaux accords du système monétaire européen. Car le problème du choix d'une politique monétaire en harmonie avec les taux de change, qui est la difficulté essentielle à résoudre pour que le retour à des parités plus ou moins fixes en Europe soit un succès, serait ainsi résolu (1).

EDMOND ALPHANDÉRY.

(1) Voir l'ouvrage de l'auteur : la Politique *monétaire française : les leçons de l'expérience récente*, revue « Banque », février 1977.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

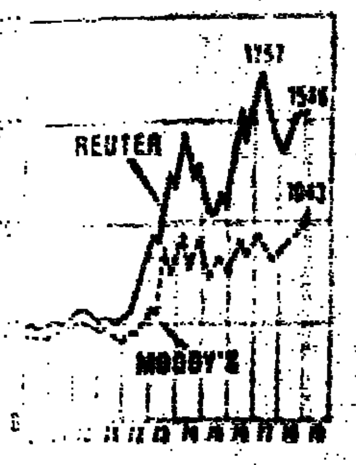
Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe



Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

La hausse des méta

LES INDICES INTERNATIONAUX RESTENT ORIENTÉS À LA HAUSSE



Après la longue atonie d

TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

	Date de référence	Unités	EVOLUTION en un mois	EVOLUTION en douze mois
PRIX	Janvier 1979	Indice : 209,7 (base 100 : 1970)	+ 0,9 %	+ 10,2 %
COMMERCE EXTERIEUR : données brutes (entre parenthèses : chiffres corrigés de variations saisonnières)				
— Importations	Janvier 1979	32 071 millions de F (31 791)	+ 1,2 % (+ 0,3 %)	+ 12,2 % (+ 11,8 %)
— Exportations	Janvier 1979	30 133 (31 842)	— 3,1 % (+ 3,9 %)	+ 16,3 % (+ 18,6 %)
— Taux de couverture	Janvier 1979		94 % (100,2 %)	90,6 % (94,4 %)
PRODUCTION INDUSTRIELLE	Décembre 1978	Indice 133 (base 100 : 1970)	+ 1,5 %	+ 8,1 %
EMPLOI : FRANCE				
— Demandes d'emploi : Données observées	Janvier 1979	1 356 200	+ 2,1 %	+ 20,4 %
Données corrigées	Janvier 1979	1 256 400	+ 1,5 %	+ 20,9 %
— Chômeurs secourus (1) : Données observées	Décembre 1978	1 004 729	+ 4,2 %	+ 32,5 %
— Offres d'emploi : Données observées	Décembre 1978	69 700	— 2,1 %	— 16,7 %
Données corrigées	Décembre 1978	80 600	— 4,3 %	— 16,6 %
— Licenciements économiques	Novembre 1978	27 100	— 6,2 %	+ 6,3 %
— Effectifs en chômage partiel	Décembre 1978	190 989	+ 20,1 %	— 42 %
C. E. E. — Demandes d'emploi	Janvier 1979	6 500 000	+ 5 %	+ 2,4 %
DUREE DU TRAVAIL :			En un trimestre	En un an
— Hebdomadaire ouvriers	Octobre 1978	41,4 h.	— 0,5 %	— 1 %
— Hebdomadaire employés	Octobre 1978	40,6 h.	— 0,25 %	— 0,5 %
EFFECTIFS OCCUPES : — Indice 100 en décembre 1977	Septembre 1978	99,3	— 0,1 %	— 1,2 %
SALAIRES :			Par rapport à la dernière major.	En un an
— SMIC	Décembre 1978	11,31 F	+ 2,2 %	+ 12,4 %
— Salaire horaire ouvrier (indice 100 janvier 1977)	Octobre 1978	122,9	+ 2,9 %	+ 12,8 %
— Gain mensuel ouvrier avant impôt	Avril 1978	2 967 F	+ 5,2 %	+ 11,1 %
— Gain mensuel cadre avant impôt	Avril 1978	8 000 F	+ 6,3 %	+ 11 %
MASSE MONETAIRE : Données brutes	Novembre 1978	1 060,87 millions de F		Glissement depuis le 1-1-78 (en taux annuel)
Données corrigées			+ 1,5 %	+ 13,1 %
TAUX D'INTERET (taux moyen mensuel entre banques de l'argent au jour le jour contre effets privés)	Février (du 1er au 23 de ce mois)	6,7205 %	Taux de janvier 1979 6,643 %	Taux de février 1978 10,1786

(1) Le nombre des chômeurs secourus en décembre 1978 (1 004 729 et non pas 1 033 200) comprend les bénéficiaires de l'aide publique seule, des allocations de l'UNEDIC, des garanties de ressources, du F.N.E. et des allocations de formation en période de chômage.

Publicité

Pour les exportateurs français, le C.F.C.E. crée un moyen privilégié de développement : Francexport

Les entreprises exportatrices françaises disposent déjà de plusieurs moyens de se faire connaître à l'étranger et par là même de développer leurs ventes à l'exportation.

Il leur manquait un support d'information clair, fiable, largement diffusé dans le monde entier, permettant aux acheteurs étrangers de prendre facilement contact avec les exportateurs français. C'est désormais chose faite.

En effet, au cours de la conférence de presse qu'il a donnée le 2 février, le Directeur du Centre Français du Commerce Extérieur, M. Guy Carron de la Carrière, a annoncé aux journalistes présents la création, dès cette année, de FRANCEXPORT.

Un outil de travail privilégié

FRANCEXPORT, édité chaque année par le C.F.C.E. a pour but de donner à nos partenaires étrangers des informations complètes, précises et facilement accessibles sur l'ensemble des entreprises françaises exportatrices. Pour cela, la quasi-totalité de ces entreprises sera répertoriée suivant un double classement : par ordre alphabétique et par rubriques d'activité professionnelle.

Outre ces informations, l'acheteur étranger trouvera, dans une vaste introduction rédigée par un spécialiste du commerce extérieur (et présentée en français, anglais, allemand, espagnol) tous les renseignements de base lui permettant d'entrer facilement en contact avec les entreprises françaises qu'il aura sélectionnées pour l'établissement de relations commerciales.

Cette sélection sera facilitée par une nomenclature rédigée également en quatre langues.

FRANCEXPORT sera complété par des listes d'auxiliaires de l'exportation.

L'ensemble de ces informations sera regroupé en un seul volume 21 × 29,7 de 1.000 pages environ.

Plus qu'un simple répertoire, FRANCEXPORT, de part la volonté expresse du C.F.C.E. sera un véritable outil de travail pour l'acheteur étranger, un véritable représentant permanent de l'industrie française dans le monde.

Une diffusion mondiale

La Libraire du Commerce International assurera la diffusion de FRANCEXPORT en mettant en jeu simultanément plusieurs circuits internationaux, notamment :

— dans les pays d'Europe Occidentale, des diffuseurs spécialisés chargés de la promotion et de la vente de FRANCEXPORT.

— dans les autres pays des actions de publipostage massives réalisées auprès des acheteurs et des grands décisionnaires au travers des 188 postes d'expansion économique à l'étranger.

Bénéficiant de la structure internationale des implantations officielles françaises à l'étranger, FRANCEXPORT assurera à chaque entreprise exportatrice française une présence permanente dans tous les pays où elle souhaite soit s'implanter, soit développer son action.

Une excellente occasion pour l'industrie française

Face à l'effort d'information réalisé en permanence par nos concurrents européens (notamment les Anglais et les Allemands) sur les marchés étrangers, l'industrie française se doit d'exploiter l'occasion qui lui est donnée de faire de FRANCEXPORT le témoin de son dynamisme, en améliorant l'information de base par des insertions, rédactionnelles ou publicitaires. FRANCEXPORT sera ainsi réellement le « représentant » au sens le plus fort du terme des exportateurs français.

Choisie par le C.F.C.E., Régie Promotion est à la disposition des industriels pour leur présenter un choix varié d'insertions. Il leur suffit pour cela de renvoyer le coupon-réponse ci-dessous à REGIE-PROMOTION : 57, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 PARIS - Edouard de Franclieu : 359-61-54.

A renvoyer à REGIE-PROMOTION : 57, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 PARIS

Mme, Mr .... Fonction .... Signature et cachet

Société ....

Adresse .... Tél. : ....

Activité export ....

demande à être renseigné — sans aucun engagement — sur les possibilités d'insertions rédactionnelles et publicitaires dans FRANCEXPORT 1979.

LA POLITIQUE MONÉTAIRE

Renaissance des euro-émissions en francs

(Suite de la page 21.)

Signalons au passage que ce mécanisme a été très instructivement décrit pour l'eurodollar (mais c'est le même pour les autres devises) par deux praticiens français, Pierre Champion et Jacques Trauman, dans un livre que l'Institut de commerce international a primé à la fin de l'année dernière : *Mécanismes de change et marché des eurodollars* (2).

Les francs que la Dresdner Bank vient d'acheter et qu'elle cédera à son client dans trois mois seulement, elle va les prêter. A qui ? Selon les circonstances, ce sera à un autre non-résident ou bien à un résident. Selon que le franc est fort ou faible la situation se présente de façon très différente. Ce qui explique pourquoi le marché de l'eurofranc est à ce point sensible aux variations du taux de change est une particularité de la réglementation en vigueur. Il est interdit aux banques françaises de prêter des francs à l'étranger, mesure qui a pour but de tarir une source possible de sortie de capitaux, en cas de faiblesse de la monnaie nationale.

De cette disposition il résulte que l'offre, sur le marché de l'eurofranc, est limitée. Elle est, pour l'essentiel, alimentée par les opérations de commerce extérieur que nous venons succinctement de décrire. Des importateurs étrangers de biens et de services français détiennent temporairement des francs (ou les banques dont ils sont les clients les détiennent à leur place). Inversement, des exportateurs étrangers ont gagné des francs grâce aux ventes qu'ils ont faites en France. Ils peuvent décider de repousser à plus tard leur conversion dans leur propre monnaie, si les placements en francs leur paraissent à la fois sûrs et plus rémunérateurs. On comprend facilement pourquoi, en période de bonne santé pour le franc, les taux de l'eurofranc ont tendance à se confondre avec le loyer de l'argent en France. Par définition, le détenteur de francs joue, dans cette hypothèse, à la hausse du franc. Il y a donc relativement plus de non-résidents prêteurs de francs que de non-résidents emprunteurs. Les premiers sont donc amenés, pour placer leurs fonds, à les prêter à des résidents (tout ceci se fait par l'intermédiaire des banques : on voit alors le Crédit lyonnais, la Société générale, le C.I.C, etc., prêter à leurs clients français des fonds qui proviennent de déposants étrangers). Marché du franc intérieur et marché du franc extérieur tendent à ne former qu'un marché unique. D'où l'alignement des taux. Telle est, en gros, la situation aujourd'hui.

Le franc vient-il à être discuté, les détenteurs étrangers de notre monnaie cherchent à le vendre au plus vite (contre une autre devise). Les prêteurs se font rares tandis qu'au contraire il existe une grosse demande de la part des spéculateurs désireux d'emprunter des francs pour les vendre à découvert, dans l'espoir d'un gain de change. Comme les banques françaises n'ont pas le droit de prêter à des non-résidents, le marché de l'eurodollar tend alors à fonctionner en vase clos. « Déconnectés » du marché intérieur, les taux d'intérêt y évoluent de façon autonome. Au début de mars 1976, à la veille du jour où le franc devait quitter le « serpent », on a vu le taux au jour le jour de l'eurofranc monter jusqu'à 400 %. C'est là, bien sûr, un taux tout à fait exceptionnel. Retenons qu'en période de tension le taux est très volatile.

Certains spécialistes soutiennent que l'administration, en encourageant les entreprises françaises à facturer en francs leurs contrats avec l'étranger (pour les mettre à l'abri des risques de change), fournit des munitions à la spéculation. Si les contrats à l'exportation étaient facturés en devises, il reviendrait aux entreprises françaises de se couvrir sur le marché à terme de Paris (contrôlé par les autorités nationales) en vendant ces devises pour acheter des francs. Dans le système, tel qu'il existe, la couverture de change est faite à l'étranger, par des ventes de franc. N'entrons pas dans cette querelle qui a cessé pour l'instant d'être d'actualité et qui, de toute façon, a une portée limitée : peu importe, à la longue, la monnaie de facturation. Si les échanges de la France sont déficitaires, il en résultera toujours, au bout d'un certain temps, une pression à la baisse du franc ; s'ils sont en excédent, une pression à la hausse.

Un marché extensible

En première approximation, on peut donc dire que le marché de l'eurofranc est abondant lorsque la balance des paiements française dégage un surplus (les crédits « acheteur » à l'exportation, c'est-à-dire les crédits en francs accordés aux acheteurs étrangers de matériel français sont une des principales sources d'approvisionnement du marché de l'eurofranc) et au contraire « étroit », en cas de déficit prolongé et de méfiance à l'égard du franc (à cause de la difficulté déjà signalée de trouver des prêteurs). Discuter de sa « taille » n'a donc pas grand sens. L'expérience prouve que si une société ou un groupe de sociétés a besoin de se procurer une grosse somme d'argent sur le marché de l'eurofranc, elle le peut. Témoin le milliard de francs emprunté l'année dernière à l'occasion du contrat d'installation du métro de Caracas (assorti d'un crédit de treize ans au Venezuela). C'est donc avec beaucoup de précautions qu'il convient d'accueillir les chiffres globaux en la matière. On évalue actuellement, rue de Rivoli, à quelque 19 milliards de francs (l'équivalent de 4,4 milliards de dollars environ) la masse des eurofrancs, ordre de grandeur qui résulte de diverses statistiques... qui ne se recoupent pas ! A titre de comparaison, rappelons que la masse (nette) des eurodevises est évaluée à l'équivalent de quelque 450 milliards de dollars dont environ 330 milliards d'eurodollars et 65 milliards d'eurodeutschemarks. Les eurofrancs ne représentent guère que 1 % du total.

Un phénomène à éclipse

Quant aux euro-émissions en francs, il s'agit d'un phénomène à éclipse, lié aux vicissitudes du franc. Elles ont repris à l'automne dernier, après avoir pratiquement disparu depuis plusieurs années. Le Trésor autorise une opération par mois, le calendrier étant fixé de telle sorte que se succèdent une émission lancée par un gouvernement étranger ou une institution internationale, une émission émanant d'un grand groupe étranger et une autre lancée par une grande société française.

L'intérêt pour une société française, comme Total ou Peugeot, d'émettre des « euro-obligations » en francs est de profiter des avantages d'un emprunt international (prestige, large éventail de souscripteurs, etc.) sans courir de risques de change.

Les euro-émissions en francs, en principe destinées à être souscrites par des non-résidents (détenteurs d'« eurofrancs »), peuvent également l'être par des résidents. Il s'agit donc d'un marché qui, contrairement à celui de l'eurofranc proprement dit, n'est pas déconnecté du marché financier intérieur. Les taux proposés doivent correspondre à ceux des obligations émises en France, même, compte tenu, bien sûr, des caractéristiques de l'émission (les euro-émissions ont, en général, une durée plus courte, cinq à huit ans, que les obligations « intérieures ») et de la qualité de l'emprunteur. Du reste, la Caisse des dépôts intervient pour régulariser les cours pendant la période où, le franc étant faible, le cours des euro-obligations en francs s'effondrerait (à cause du rendement bien supérieur qu'offrent alors les placements à court terme sur l'euro-franc) en l'absence d'un soutien officiel. Si la monnaie nationale continue à bien se porter, il est possible qu'au cours des prochains mois aient lieu des émissions en francs d'obligations convertibles. Là encore, les montants en jeu sont très modestes par rapport au volume des euro-émissions internationales. Depuis le 1er octobre dernier, les émissions en eurofrancs se sont élevées à 1 milliard de francs, soit environ 230 millions de dollars, contre un total d'euro-obligations de 14 milliards de dollars d'euro-obligations l'année dernière (dont 7,3 milliards en eurodollars et 5,3 milliards en eurodeutschemarks).

Emetteurs	Montant en millions de francs	Date d'émission 1978	Durée	Taux d'émission
B.E.I.	200	1er octobre	10 ans	9 3/4
Unilever	100	17 novembre	7 ans	10
Elf-Aquitaine	150	14 décembre	10 ans	9 3/4
ANNEE 1979	175	8 janvier	8 ans	9 3/4
Peugeot-Citroën	200	26 janvier	5 ans	9 1/4
Norvège	150	22 février	8 ans	9 3/8

PAUL FABRA.

(2) *Editions Economica*, 39 F. En l'espace de 137 pages, cet ouvrage démontre, de façon claire et accessible, le fonctionnement des marchés de devises et les mécanismes de la spéculation. C'est à lui que l'Institut de commerce international a décerné (avec la participation du C.F.C.E., de la COFACE, etc.) pour la première fois son prix littéraire du commerce international.

Peut-on désencadrer le crédit ?

(Suite de la page 21.)

Pour fixer les idées, si la Banque de France vend des devises contre des francs, cette opération sur le marché des changes diminuera les encaisses en francs de ceux qui font la contrepartie ; donc cela aura une répercussion automatique et du même montant sur les réserves des banques françaises. Comme le marché des changes est plus « ouvert » que le marché monétaire, on voit qu'ainsi la Banque centrale dispose d'un instrument non seulement efficace mais aussi souple d'action sur les liquidités bancaires, et donc sur le crédit.

Il faut bien voir d'ailleurs que cette pratique n'est envisageable que dans le contexte d'une osmose entre marché monétaire et marché des changes ; mais n'est-ce pas déjà le cas en fait ? Le marché des changes comme le marché monétaire sont, nous l'avons vu, étroitement imbriqués dans leur fonction de régularisation de la base monétaire, c'est-à-dire de la monnaie de la Banque centrale.

Cette interdépendance rend l'évolution monétaire interne dépendante de la conjoncture du « reste du monde ». Le marché de l'argent au jour le jour, où traditionnellement les autorités monétaires françaises ont cherché à maintenir un taux d'intérêt artificiellement bas, a été le lieu privilégié par lequel notre pays a importé l'inflation de l'étranger ; car les excédents de balance des paiements (souvent provoqués d'ailleurs par des afflux de capitaux) sont la source d'un excès de liquidité sur ce marché qui n'y est pas épongé. Et dans le cas d'un déficit, l'effet déflationniste qui devrait en découler est annulé par la crainte d'assécher le marché monétaire et de faire monter les taux ; comme nous l'expliquions dans ces colonnes (« Un tournant courageux de la politique monétaire », « le Monde de l'économie » du 27 septembre 1977). Une politique d'*open market* sur le marché des changes est de nature à rendre plus de liberté aux autorités monétaires françaises vis-à-vis de l'étranger, car elle leur permettrait de fixer l'évolution des réserves de change en fonction de la liquidité interne souhaitée. Les opérations courantes et de capitaux du « reste du monde », qui, dans notre système, ont une action mal contrôlée sur la création monétaire, pourraient être alors canalisées.

Pratiquement, pour mettre en œuvre cette politique, il conviendrait de :

- Supprimer le refinancement systématique des banques auprès de la Banque centrale, pour conduire les premières à se procurer des liquidités sur le marché des changes ;
- Adjoindre à la politique monétaire traditionnelle, pour agir sur la liquidité bancaire, l'usage systématique d'opérations d'*open market* en devises ;
- Rendre leur flexibilité aux taux d'intérêt, car on ne peut pas contrôler sur le même marché prix et quantité tout à la fois ;
- Assouplir les opérations de change des banques.

Les conditions alors requises pour se débarrasser enfin du carcan de l'encadrement du crédit. Grâce à cette technique, il est remarquable, au surplus, que la politique monétaire de contrôle quantitatif serait alors en harmonie avec l'évolution des réserves nécessaires pour maintenir la parité des changes choisie. Elle serait sans doute le meilleur moyen pour permettre à la France de se conformer aux nouveaux accords du système monétaire européen. Car le problème du choix d'une politique monétaire en harmonie avec les taux de change, qui est la difficulté essentielle à résoudre pour que le retour à des parités plus ou moins fixes en Europe soit un succès, serait ainsi résolu (1).

EDMOND ALPHANDÉRY.

(1) Voir l'ouvrage de l'auteur : *la Politique monétaire française : les leçons de l'expérience récente*, revue « Banque », février 1977.

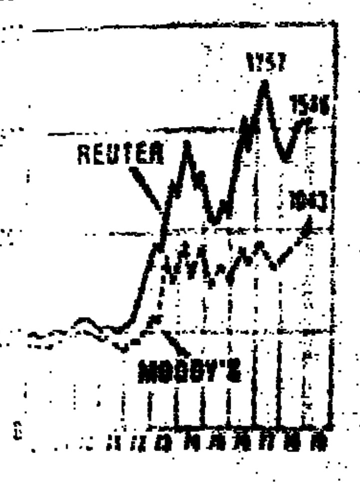
Edité par la S.A.R.L. le *Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.


Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe
1977

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

La hausse des méta...

LES INDICES INTERNATIONAUX RESTENT ORIENTÉS À LA HAUSSE



Après la longue atonie d...

La montée en puissance de l'agriculture allemande

(Suite de la page 21.)

Elle est aussi, depuis 1977, classée comme le plus grand importateur de produits agricoles dans le monde, suivie par le Japon. Si les observations de M. Ertl sont irréfutables, l'évolution sur une longue période fait apparaître que la part des produits alimentaires dans les importations de l'Allemagne diminue (26,4 % en 1960 et 16,7 % en 1977), tandis qu'elle progresse pour les exportations, et double même : 2,3 % et 5 %.

« Le commerce international n'est pas une rue à sens unique » aime à dire M. Ertl, qui explique l'actuelle bonne fortune des exportations agro-alimentaires de la République fédérale comme un juste retour des choses en faveur de la première nation importatrice de produits agricoles. L'explication n'est certainement pas fausse. Il n'en reste pas moins que les distorsions monétaires ont favorisé cet essor.

Dans un récent bulletin de l'ONIBEV (Office national interprofessionnel du bétail et des viandes), M. Perol, le directeur de cet organisme, expliquait avec précision les effets de la supériorité monétaire de la R.F.A. en prenant comme exemple la filière de la viande : un prix d'intervention artificiellement élevé (prix commun fixé en U.C. (1) et traduit en DM) entraîne des prix de marché élevés, donc l'extension de la production. Une fraction importante des viandes d'intervention est mise en désossage et la découpe est financée par les aides du FEOGA (Fonds européen d'orientation et de garantie agricole) renforcées pour un montant égal par le gouvernement fédéral. Les stocks accumulés sont remis en vente à prix réduits sur le marché intracommunautaire, avec un nouveau financement du FEOGA au profit de l'industrie de la conserve. Les opérateurs allemands sont avantagés pour les ventes sur les pays tiers par la proximité des stocks d'intervention, et sur les marchés intracommunautaires par les montants compensatoires monétaires. Ces derniers — on le voit — n'arrivent qu'au bout de la chaîne des avantages apportés par les distorsions monétaires. Ils ne sont pas les plus négligeables.

Un exemple : parmi les stands français à la dernière Semaine verte, un salaisonnier, plutôt « gonflé » d'attaquer le marché allemand avec des produits porcins, la société Gillet. A la quatre-vingt-cinquième place dans sa branche en 1966, elle est aujourd'hui à la douzième, avec un chiffre d'affaires de 80 millions de francs en 1978. Les ventes à l'étranger, commencées il y a trois ans seulement, représentent 5 % du chiffre d'affaires et la R.F.A. le quart des exportations. Or, explique M. Watelet, le directeur commercial de la société, *« les ventes stagnent sur la R.F.A., alors qu'elles progressent sur la Grande-Bretagne et la Suisse. La raison ? Les montants compensatoires négatifs qui font sortir de France un kilo de jambon avec os à 25,50 F pour un prix de marché sans M.C.M. de 22 F. Entre ces deux prix, se faufile la concurrence belge ou hollandaise. (...) De plus, les transporteurs routiers refusent les livraisons sur l'Allemagne, du fait de la longueur des contrôles sanitaires aux frontières. »*

Les atouts de la régionalisation

Il reste un élément important de concurrence qui nous ramène des marchés internationaux dans la cour de la ferme. C'est le coût des moyens de la production que l'Allemagne maîtrise mieux que la France. Cela ne signifie pas que l'agriculture allemande recoure moins aux engrais, aux produits phytosanitaires ou à la mécanisation. Mais la faiblesse relative de l'inflation et aussi la volonté politique de resserrer le volume de ces dépenses ont fini par porter leurs fruits. Cette clôture électrique à énergie solaire ou encore cet appareil permettant de récupérer les calories obtenues par le refroidissement du lait, présentés à la Semaine verte, en apportent la preuve.

Mais cette volonté politique se traduit surtout par le financement d'équipements collectifs comme le remembrement (300 000 hectares par an depuis 1962), le drainage des terrains marécageux, la création de chemins ruraux et forestiers. Par la présence d'un fort mouvement coopératif, l'association allemande Raiffeisen, qui regroupe près de neuf mille entreprises coopératives. Par le développement récent de l'utilisation en commun de materiel : 10 % des exploitants, cultivant 20 % des surfaces, ont recours à ce système, largement subventionné selon les modalités propres à chaque Land.

Les régimes successoraux sont également différents selon les Länder, l'idée dominante restant toutefois celle d'une valeur successorale de la terre inférieure à sa valeur vénale, ce qui permet de réduire le montant des soultes que le fermier en place doit verser à ses cohéritiers, et par là même une part importante des coûts de production. Autre exemple des bienfaits de la régionalisation : le maintien et le développement des races bovines locales, adaptées au climat et au terrain, avec, pour la majorité d'entre elles (Braunvieh, Fleckvieh, Rotbunte ou Deutsches Gelbvieh), la poursuite d'un double objectif de sélection, le lait et la viande. Le niveau technique des paysans, la définition par Land d'une politique de la vulgarisation, menée par un seul organisme, soit le ministère, comme en Bavière, soit la chambre d'agriculture, comme dans le Schleswig-Holstein, expliquent aussi les résultats positifs de cette agriculture.

Enfin, un crédit de T.V.A. de 7,50 % et les aides aux investissements individuels, dont l'octroi a été rendu plus souple en 1978 afin de tenir compte du changement intervenu dans la situation économique et structurelle de l'agriculture, participent au développement des exploitations.

Et demain ?

En dix ans, on estime à 7.5 % le taux d'augmentation moyen dr revenu net par actif agricole à temps complet. Le revenu moyen, qui avait progressé de 10,3 % au cours de la campagne 1977-1978 n'augmenterait cependant que de 3 % pour la campagne 1978-1979. Ce qui renforce l'hostilité des paysans allemands à un blocage des prix européens pour la campagne 1979-1980. Les résultats obtenus en 1976-1977 (l'année de la sécheresse où le revenu net moyen a chuté de 13,8 % par rapport à la campagne précédente) par les exploitants à temps partiel montrent la souplesse du système allemand : compensant la baisse du revenu agricole par les gains du travail extérieur, le revenu total familial s'est légèrement accru dans les exploitations à activité agricole principale et a progressé de 5 % dans les exploitations à activité agricole secondaire.

Et demain ? Est-ce que l'agriculture allemande a mangé son pain blanc ? Ses produits vont-ils continuer à s'engouffrer dans la rue du commerce international « qui n'est pas à sens unique » ?

Les moyens d'améliorer encore le revenu des agriculteurs sont limités : les terres disponibles à la location se font rares, contrairement au passé, donc l'amélioration de la rentabilité par l'accroissement des surfaces semble exclue. La situation excédentaire des marchés rend illusoire l'agrandissement du cheptel, comme la hausse des prix. Enfin, au net ralentissement de l'exode agricole, correspond un freinage de l'augmentation du revenu par tête. Mais ce tableau n'est pas spécifique à l'Allemagne fédérale. Dans l'impossibilité d'augmenter dans les années à venir les prix agricoles à la production, puisque, au niveau européen, les Neuf sont favorables à une stabilisation des prix en unités de compte, l'Allemagne sera tentée de développer les aides nationales. Mais est-ce là une situation unique en Europe ? Restent les effets des distorsions monétaires. Ils continueront à jouer sur les coûts de production. Ils s'estomperont très lentement pour les échanges intracommunautaires et dans la seule mesure où le système monétaire européen aura rempli son office et maintenu les parités des monnaies dans un corset souple de manière que ne soient pas créés de nouveaux M.C.M... Mais les marchés qui auront été pris seront conservés, surtout parce que l'outil industriel agro-alimentaire allemand, qui profite actuellement à plein d'un approvisionnement à bon marché et d'aides aux exportations, aura passé sans difficulté le cap de sa restructuration et digéré ses investissements.

JACQUES GRALL.

(1) L'unité de compte (U.C.) vaut actuellement 5,60 F et le deutschemark, 2,30 F.

HAUSSES ANNUELLES DES PRIX MOYENS DE PRODUCTION DANS LE SECTEUR AGRICOLE

(en pourcentages)

	1974	1975	1976	1977
R.F.A.	6,6 %	5,2 %	7,1 %	3 %
FRANCE	19,6 %	13,2 %	7,2 %	8,2 %

COMPARAISON AVEC L'AGRICULTURE FRANÇAISE (1977)

	FRANCE	R.F.A.
Population totale (millions d'habitants)	53	62
Population agricole active (en milliers)	2 022	1 656
En % de la population active	9,7	6,8
Nombre d'exploitations (en milliers) ..	1 150	860
Superficie moyenne (ha)	24	14,3
Surface agricole utile (S.A.U.) totale (millions d'habitants)	29,6	12,3
Production agricole finale (en millions d'U.C.E.) (1)	24 043	21 538
Valeur ajoutée brute (en millions U.C.E.)	14 676	10 475
Production agricole par actif (en U.C.E.)	11 890	13 000
Production agricole par exploitation ..	20 907	25 044
Valeur ajoutée par actif	7 258	6 325
Valeur ajoutée par exploitation	12 761	12 180
Valeur ajoutée par ha de S.A.U.	496	852

(1) L'unité de compte européenne (U.C.E.) vaut environ 5,60 F.

TAUX D'AUTO-APPROVISIONNEMENT EN R.F.A. ET EN C.E.E.

	1974		1978	
	R.F.A.	C.E.E.	R.F.A.	C.E.E.
Viande de bœuf .	95,9	100,6	97,1	94,7
Viande de veau .	76,5		66,5	
Viande de porc .	85,1	100,3	85,9	100,2
Lait	113	107	120	109
Volailles	50	103	57	105
Blé	89	112	100	101
Sucre	103	98	137	114

PARAOLE FACILE

Méthode d'Expression et de Communication Le Féal.

Sans engagement, prenez rendez-vous avec Hubert Le Féal pour assister à une séance de travail.

770 58 03

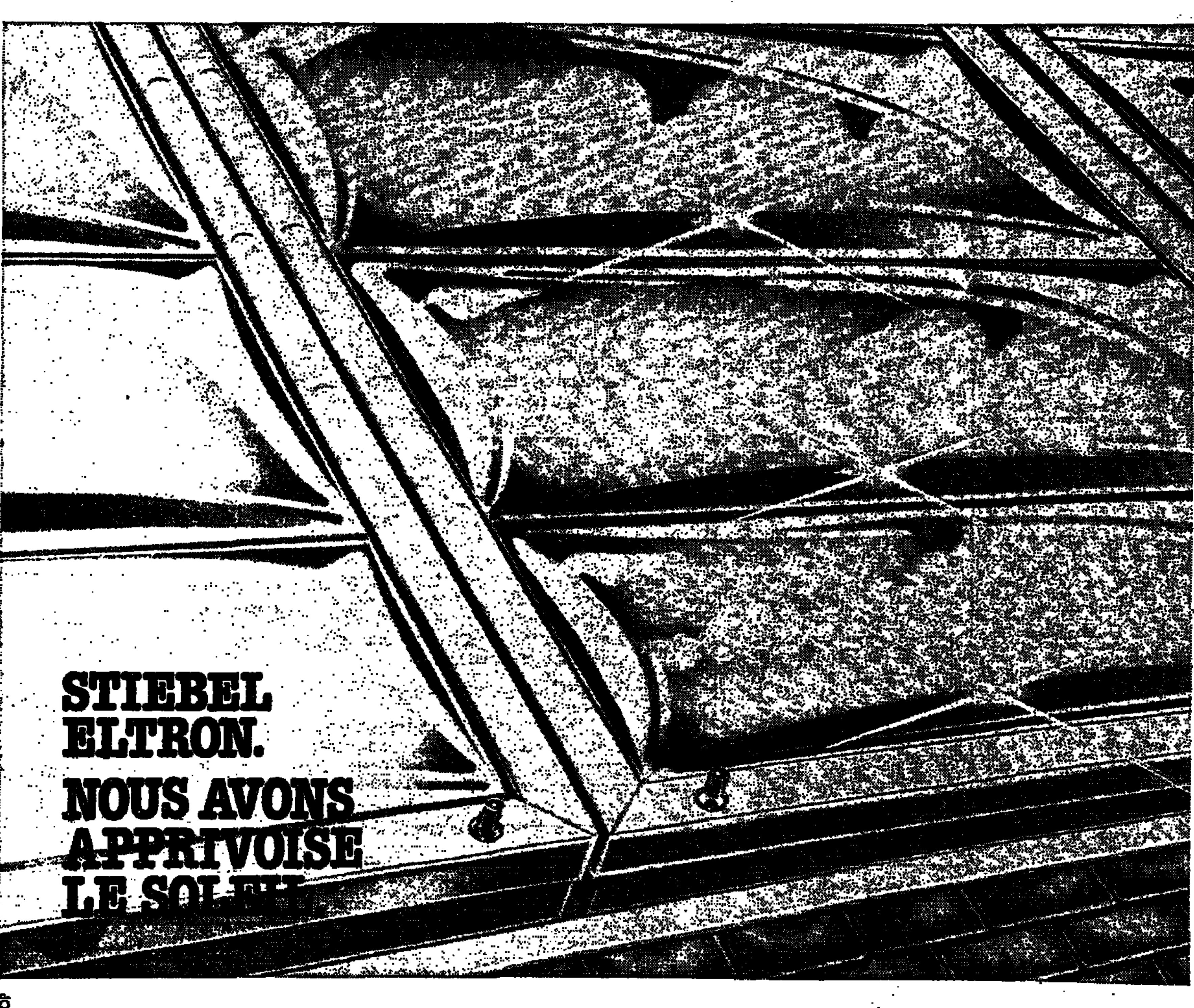
institut d'expression orale 20, cité trévise 75009 paris

ANVERS Centre Mondial du

DIAMANT

Tous renseignements vous seront communiqués 24 heures sur 24 au numéro Tél. : 19.32.31/31.27.54

GENERAL DIAMONDS PELIKAANSTR. 92 ANVERS



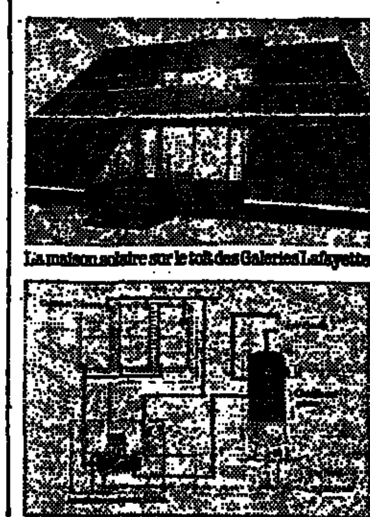
Apprivoiser le soleil. Un des plus vieux rêves de l'homme. Une recherche qui se poursuit depuis des millénaires. Une réalité quotidienne aujourd'hui, grâce à STIEBEL ELTRON.

Depuis des années, STIEBEL ELTRON travaille sur les énergies nouvelles. Ses atouts ? Des moyens immenses. Et l'expérience acquise depuis plus d'un demi-siècle dans l'application au confort domestique de l'énergie électrique.

Aujourd'hui, les résultats sont là. STIEBEL ELTRON est devenu le spécialiste de l'énergie solaire. Et le seul à proposer un système solaire complet dont il produise tous les éléments. Un système qui fait chaque jour ses preuves, partout en France, qu'il s'agisse de constructions nouvelles ou de rénovations.

Aujourd'hui, avec STIEBEL ELTRON, l'énergie solaire est entrée dans votre vie quotidienne. Informez-vous dès maintenant. C'est avec elle que se fera votre avenir.

STIEBEL ELTRON. 22, avenue de l'Escouvrier. 95200 Sarcelles. Tél : 990.91.92. Agences à Toulouse, Marseille, Haguenau, Nantes et Lyon.



La maison solaire sur le toit des Galeries Lafayette

STIEBEL ELTRON

Le confort électrique. Le confort solaire.

B&M WORKSHOP



Un choi
Des garanties comme
3 faits concrets indiscutal
1. le choix.
Vous pouvez le voir, poser toute
tions que vous voulez à des venc
connaissent leur matériel à fond et qui
vous aider à choisir parmi 35 grandes
françaises ou étrangères, l'appareil qui c
le mieux à vos besoins.
NOGAMATIC • BRANDT • VE
THOMSON • A. MARTIN • THE
ROSIERES • SAUTER • DE DIE
INDESIT • SIEMENS • ELECTR
KENWOOD • LINCOLN • ENO • HA
AEG • BOSCH • CANDY • CH
CHAFFOTEAUX • FAR • FRIGI
ZOPPAS • LACO • LADEN • LE
MIELE • PHILIPS • POL • SCH
SALVA-ECLAIR • VENDOMOIS •
SANYO.
LES 8 BHV : RIVOLI • PAR

La montée en puissance de l'agriculture allemande

(Suite de la page 21.)

Elle est aussi, depuis 1977, classée comme le plus grand importateur de produits agricoles dans le monde, suivie par le Japon. Si les observations de M. Ertl sont irréfutables, l'évolution sur une longue période fait apparaître que la part des produits alimentaires dans les importations de l'Allemagne diminue (26,4 % en 1960 et 16,7 % en 1977), tandis qu'elle progresse pour les exportations, et double même : 2,3 % et 5 %.

« Le commerce international n'est pas une rue à sens unique » aime à dire M. Ertl, qui explique l'actuelle bonne fortune des exportations agro-alimentaires de la République fédérale comme un juste retour des choses en faveur de la première nation importatrice de produits agricoles. L'explication n'est certainement pas fausse. Il n'en reste pas moins que les distorsions monétaires ont favorisé cet essor.

Dans un récent bulletin de l'ONIBEV (Office national interprofessionnel du bétail et des viandes), M. Perol, le directeur de cet organisme, expliquait avec précision les effets de la supériorité monétaire de la R.F.A. en prenant comme exemple la filière de la viande : un prix d'intervention artificiellement élevé (prix commun fixé en U.C. (1) et traduit en DM) entraîne des prix de marché élevés, donc l'extension de la production. Une fraction importante des viandes d'intervention est mise en désossage et la découpe est financée par les aides du FEOGA (Fonds européen d'orientation et de garantie agricole) renforcées pour un montant égal par le gouvernement fédéral. Les stocks accumulés sont remis en vente à prix réduits sur le marché intracommunautaire, avec un nouveau financement du FEOGA au profit de l'industrie de la conserve. Les opérateurs allemands sont avantagés pour les ventes sur les pays tiers par la proximité des stocks d'intervention, et sur les marchés intracommunautaires par les montants compensatoires monétaires. Ces derniers — on le voit — n'arrivent qu'au bout de la chaîne des avantages apportés par les distorsions monétaires. Ils ne sont pas les plus négligeables.

Un exemple : parmi les stands français à la dernière Semaine verte, un salaisonnier, plutôt « gonflé » d'attaquer le marché allemand avec des produits porcins, la société Gillet. A la quatre-vingt-cinquième place dans sa branche en 1966, elle est aujourd'hui à la douzième, avec un chiffre d'affaires de 80 millions de francs en 1978. Les ventes à l'étranger, commencées il y a trois ans seulement, représentent 5 % du chiffre d'affaires et la R.F.A. le quart des exportations. Or, explique M. Watelet, le directeur commercial de la société, *« les ventes stagnent sur la R.F.A., alors qu'elles progressent sur la Grande-Bretagne et la Suisse. La raison ? Les montants compensatoires négatifs qui font sortir de France un kilo de jambon avec os à 25,50 F pour un prix de marché sans M.C.M. de 22 F. Entre ces deux prix, se faufile la concurrence belge ou hollandaise. (...) De plus, les transporteurs routiers refusent les livraisons sur l'Allemagne, du fait de la longueur des contrôles sanitaires aux frontières. »*

Les atouts de la régionalisation

Il reste un élément important de concurrence qui nous ramène des marchés internationaux dans la cour de la ferme. C'est le coût des moyens de la production que l'Allemagne maîtrise mieux que la France. Cela ne signifie pas que l'agriculture allemande recoure moins aux engrais, aux produits phytosanitaires ou à la mécanisation. Mais la faiblesse relative de l'inflation et aussi la volonté politique de resserrer le volume de ces dépenses ont fini par porter leurs fruits. Cette clôture électrique à énergie solaire ou encore cet appareil permettant de récupérer les calories obtenues par le refroidissement du lait, présentés à la Semaine verte, en apportent la preuve.

Mais cette volonté politique se traduit surtout par le financement d'équipements collectifs comme le remembrement (300 000 hectares par an depuis 1962), le drainage des terrains marécageux, la création de chemins ruraux et forestiers. Par la présence d'un fort mouvement coopératif, l'association allemande Raiffeisen, qui regroupe près de neuf mille entreprises coopératives. Par le développement récent de l'utilisation en commun de materiel : 10 % des exploitants, cultivant 20 % des surfaces, ont recours à ce système, largement subventionné selon les modalités propres à chaque Land.

Les régimes successoraux sont également différents selon les Länder, l'idée dominante restant toutefois celle d'une valeur successorale de la terre inférieure à sa valeur vénale, ce qui permet de réduire le montant des soultes que le fermier en place doit verser à ses cohéritiers, et par là même une part importante des coûts de production. Autre exemple des bienfaits de la régionalisation : le maintien et le développement des races bovines locales, adaptées au climat et au terrain, avec, pour la majorité d'entre elles (Braunvieh, Fleckvieh, Rotbunte ou Deutsches Gelbvieh), la poursuite d'un double objectif de sélection, le lait et la viande. Le niveau technique des paysans, la définition par Land d'une politique de la vulgarisation, menée par un seul organisme, soit le ministère, comme en Bavière, soit la chambre d'agriculture, comme dans le Schleswig-Holstein, expliquent aussi les résultats positifs de cette agriculture.

Enfin, un crédit de T.V.A. de 7,50 % et les aides aux investissements individuels, dont l'octroi a été rendu plus souple en 1978 afin de tenir compte du changement intervenu dans la situation économique et structurelle de l'agriculture, participent au développement des exploitations.

(1) L'unité de compte (U.C.) vaut actuellement 5,60 F et le deutschemark, 2,30 F.

Et demain ?

En dix ans, on estime à 7.5 % le taux d'augmentation moyen du revenu net par actif agricole à temps complet. Le revenu moyen, qui avait progressé de 10,3 % au cours de la campagne 1977-1978 n'augmenterait cependant que de 3 % pour la campagne 1978-1979. Ce qui renforce l'hostilité des paysans allemands à un blocage des prix européens pour la campagne 1979-1980. Les résultats obtenus en 1976-1977 (l'année de la sécheresse où le revenu net moyen a chuté de 13,8 % par rapport à la campagne précédente) par les exploitants à temps partiel montrent la souplesse du système allemand : compensant la baisse du revenu agricole par les gains du travail extérieur, le revenu total familial s'est légèrement accru dans les exploitations à activité agricole principale et a progressé de 5 % dans les exploitations à activité agricole secondaire.

Et demain ? Est-ce que l'agriculture allemande a mangé son pain blanc ? Ses produits vont-ils continuer à s'engouffrer dans la rue du commerce international « qui n'est pas à sens unique » ?

Les moyens d'améliorer encore le revenu des agriculteurs sont limités : les terres disponibles à la location se font rares, contrairement au passé, donc l'amélioration de la rentabilité par l'accroissement des surfaces semble exclue. La situation excédentaire des marchés rend illusoire l'agrandissement du cheptel, comme la hausse des prix. Enfin, au net ralentissement de l'exode agricole, correspond un freinage de l'augmentation du revenu par tête. Mais ce tableau n'est pas spécifique à l'Allemagne fédérale. Dans l'impossibilité d'augmenter dans les années à venir les prix agricoles à la production, puisque, au niveau européen, les Neuf sont favorables à une stabilisation des prix en unités de compte, l'Allemagne sera tentée de développer les aides nationales. Mais est-ce là une situation unique en Europe ? Restent les effets des distorsions monétaires. Ils continueront à jouer sur les coûts de production. Ils s'estomperont très lentement pour les échanges intracommunautaires et dans la seule mesure où le système monétaire européen aura rempli son office et maintenu les parités des monnaies dans un corset souple de manière que ne soient pas créés de nouveaux M.C.M... Mais les marchés qui auront été pris seront conservés, surtout parce que l'outil industriel agro-alimentaire allemand, qui profite actuellement à plein d'un approvisionnement à bon marché et d'aides aux exportations, aura passé sans difficulté le cap de sa restructuration et digéré ses investissements.

JACQUES GRALL.

HAUSSES ANNUELLES DES PRIX MOYENS DE PRODUCTION DANS LE SECTEUR AGRICOLE

(en pourcentages)

	1974	1975	1976	1977
R.F.A.	6,6 %	5,2 %	7,1 %	3 %
FRANCE	19,6 %	13,2 %	7,2 %	8,2 %

COMPARAISON AVEC L'AGRICULTURE FRANÇAISE (1977)

	FRANCE	R.F.A.
Population totale (millions d'habitants)	53	62
Population agricole active (en milliers)	2 022	1 656
En % de la population active	9,7	6,8
Nombre d'exploitations (en milliers) ..	1 150	860
Superficie moyenne (ha)	24	14,3
Surface agricole utile (S.A.U.) totale (millions d'habitants)	29,6	12,3
Production agricole finale (en millions d'U.C.E.) (1)	24 043	21 538
Valeur ajoutée brute (en millions U.C.E.)	14 676	10 475
Production agricole par actif (en U.C.E.)	11 890	13 000
Production agricole par exploitation ..	20 907	25 044
Valeur ajoutée par actif	7 258	6 325
Valeur ajoutée par exploitation	12 761	12 180
Valeur ajoutée par ha de S.A.U.	496	852

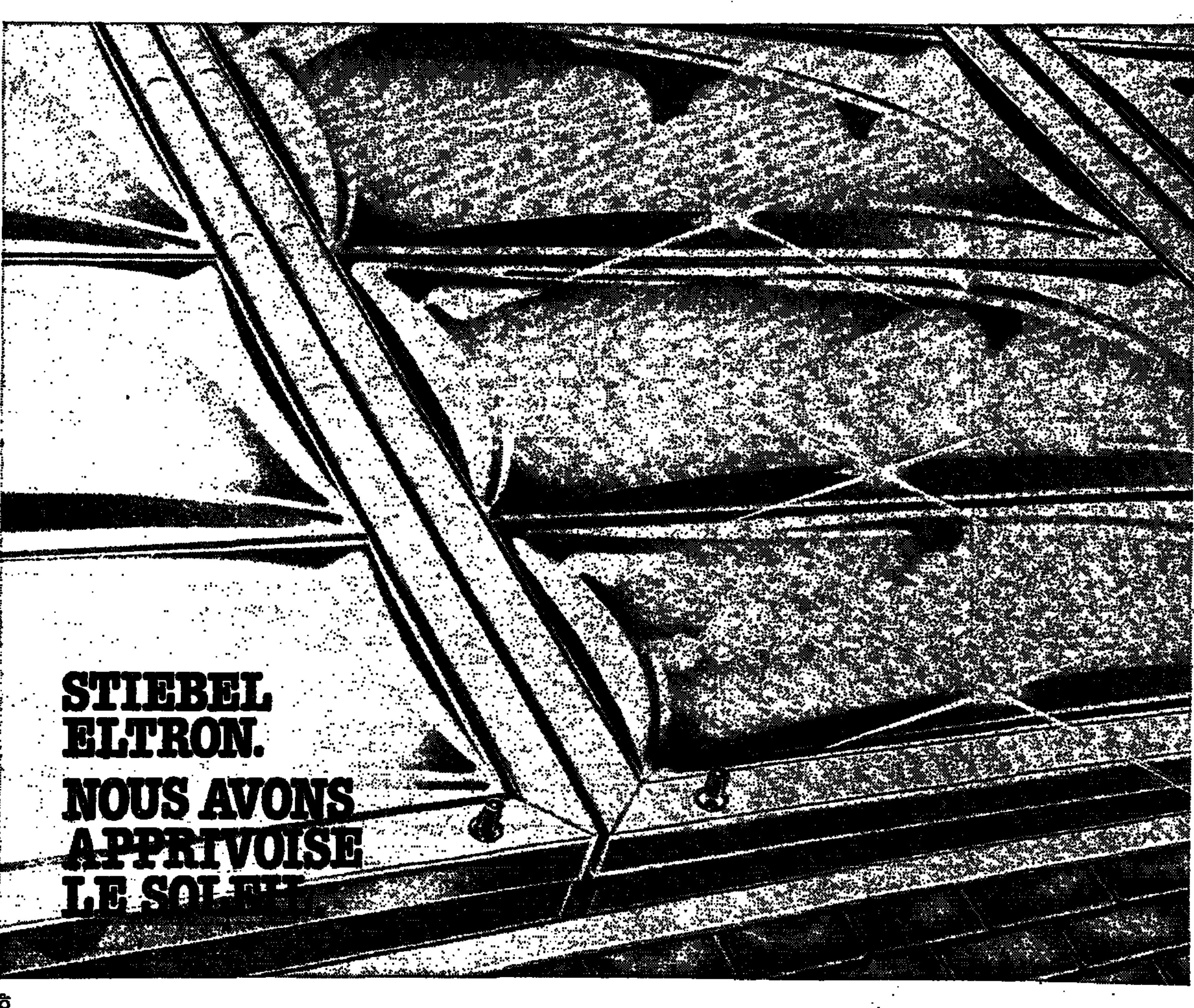
(1) L'unité de compte européenne (U.C.E.) vaut environ 5,60 F.

TAUX D'AUTO-APPROVISIONNEMENT EN R.F.A. ET EN C.E.E.

	1974		1978	
	R.F.A.	C.E.E.	R.F.A.	C.E.E.
Viande de bœuf .	98,9	100,6 (bœuf et veau)	97,1	94,7 (bœuf et veau)
Viande de veau .	76,5		66,5	
Viande de porc .	85,1	100,3	85,9	100,2
Lait	113	107	120	109
Volailles	50	103	57	105
Blé	89	112	100	101
Sucre	103	98	137	114

PAROLE FACILE
Méthode d'Expression et de Communication Le Féal.
Sans engagement, prenez rendez-vous avec Hubert Le Féal pour assister à une séance de travail.
770 58 03
institut d'expression orale
20, cité trévise 75009 paris

ANVERS Centre Mondial du
DIAMANT
Tous renseignements vous seront communiqués 24 heures sur 24 au numéro
Tél. : 19.32.31/31.27.54
GENERAL DIAMONDS
PELIKAANSTR. 92 ANVERS



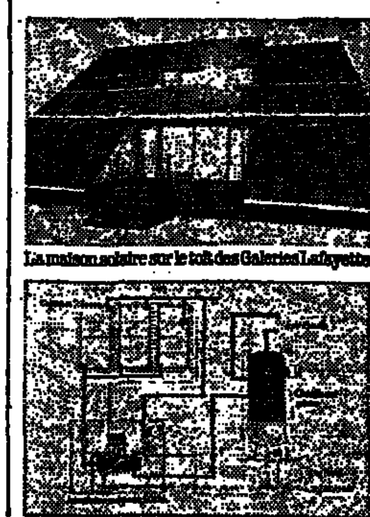
Apprivoiser le soleil. Un des plus vieux rêves de l'homme. Une recherche qui se poursuit depuis des millénaires. Une réalité quotidienne aujourd'hui, grâce à STIEBEL ELTRON.

Depuis des années, STIEBEL ELTRON travaille sur les énergies nouvelles. Ses atouts ? Des moyens immenses. Et l'expérience acquise depuis plus d'un demi-siècle dans l'application au confort domestique de l'énergie électrique.

Aujourd'hui, les résultats sont là. STIEBEL ELTRON est devenu le spécialiste de l'énergie solaire. Et le seul à proposer un système solaire complet dont il produise tous les éléments.
Un système qui fait chaque jour ses preuves, partout en France, qu'il s'agisse de constructions nouvelles ou de rénovations.

Aujourd'hui, avec STIEBEL ELTRON, l'énergie solaire est entrée dans votre vie quotidienne. Informez-vous dès maintenant. C'est avec elle que se fera votre avenir.

STIEBEL ELTRON. 22, avenue de l'Escouvrier. 95200 Sarcelles.
Tél : 990.91.92.
Agences à Toulouse, Marseille, Haguenau, Nantes et Lyon.



La maison solaire sur le toit des Galeries Lafayette

B&M WORKSHOP

STIEBEL ELTRON
Le confort électrique. Le confort solaire.

Un choi
Des garanties comme
3 faits concrets indiscut
1. le choix.
Vous pouvez le voir, poser toute
tions que vous voulez à des vend
connaissent leur matériel à fond et qui
vous aider à choisir parmi 35 grandes
françaises ou étrangères, l'appareil qui c
le mieux à vos besoins.
NOGAMATIC • BRANDT • VE
THOMSON • A. MARTIN • THE
ROSIERES • SAUTER • DE DIE
INDESIT • SIEMENS • ELECTR
KENWOOD • LINCOLN • ENO • HA
AEG • BOSCH • CANDY • CH
CHAFFOTEAUX • FAR • FRIGI
ZOPPAS • LACO • LADEN • LE
MIELE • PHILIPS • POL • SCH
SALVA-ECLAIR • VENDOMOIS •
SANYO.



LES 8 BHV : RIVOLI · PAR

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	52,62
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,86
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux — emplois internationaux — emplois internationaux

Offshore System Technology

SINGLE BUOY MOORINGS INC., leader dans le domaine de la technique offshore, est à l'origine du système des plates-formes flottantes pour l'acheminement et le stockage du pétrole. La société, en rapide expansion du fait de la demande internationale pour ses produits, offre à des ingénieurs des opportunités de carrières très attirantes dans un environnement professionnel hautement stimulant.

INGÉNIEUR DE CONTRATS basé à Monaco

En charge de la gestion des contrats et de la coordination de projets dans le monde entier.

Qualifications et Expérience :
- ★ Diplôme d'ingénieur (mécanique appliquée) ou niveau équivalent.
- ★ Bonne expérience minimale de 5 ans dans l'administration des contrats et le suivi des projets importants.
- ★ Aptitude à représenter la société dans les négociations avec ses clients.

INGÉNIEUR DE CONSTRUCTION basé à Monaco

Responsable auprès du directeur de construction des procédés de fabrication, des méthodes et de la réalisation proprement dite des projets ; il dirigera depuis le siège l'action des superviseurs sur les divers chantiers.

Qualifications et Expérience :
- ★ Diplôme d'ingénieur en architecture navale ou construction mécanique.
- ★ Sérieuse connaissance en métallurgie et en assemblages mécanosoudés.
- ★ Expérience minimale de 5 ans sur chantier de construction navale.

RESPONSABLE DE CHANTIERS DE CONSTRUCTION sur les chantiers du monde entier

Pour superviser les chantiers de construction métallique et de soudure dans le cadre des activités de construction SBM, une bonne connaissance concernant les essais non destructifs « NDT » et le contrôle de qualité est essentielle.

Qualifications et Expérience :
- ★ Diplôme de technicien ou niveau équivalent.
- ★ Le candidat aura une expérience professionnelle basée sur une formation acquise « sur le tas » en chantier naval et aura gravi les échelons jusqu'à assumer des responsabilités de supervision.
- ★ Aptitudes administratives pour le suivi des opérations sur le chantier.

Pour tous ces postes, une bonne connaissance de l'Anglais est essentielle.
La société offre des salaires en rapport avec l'importance qu'elle attache à la sélection de son personnel. Des avantages extrasociaux intéressants et une perspective de carrière permanente sont inclus dans ce groupe international en plein développement.

LES INTERVIEWS SE TIENDRONT A PARIS - LONDRES - AMSTERDAM



Veuillez envoyer des détails sur votre carrière et joindre une photo à :

Chef Du Personnel,
Single Buoy Moorings Inc.,
PO Box 157, Principauté de Monaco.

Allemagne. - L'EURO-SPRACH-SCHUL-ORGANISATION rech. professeur de français à partir d'août-septembre 1979 pr contrat de 1 à 2 ans renouvelable. Allemand nécess., langue cciale souh. C.V., photo et diplômes à EURO-SPRACHSCHULE, Herstallstr. 39 D-8750 Aschaffenburg, RFA. Interviews « PARIS » Avril/Mai 1979.

Pour Société Multinationale

INGÉNIEUR MÉCANICIEN

Formation Grandes Ecoles
Age minim. 40 ans. Expérience min. 10 ans ds sa spécialisation, engineering et construction grds complexes industriels.
Lieu : Pays francophones Afrique. Rémunérat. 125 à 150.000 F/an selon expérience + indemnités. Ecrire avec C.V.+photo s./réf. 1.724 à SWEERTS B.P. 269, 75424 PARIS CEDEX 09, qui transm.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recherche pour
CHANTIER MOYEN-ORIENT
TECHNICIENS ÉLECTRONICIENS
de nationalité française.
Pr maintenance matériel RADAR et servo-mécanismes.

Connaissant l'anglais et ayant si possible l'expérience de chantiers extérieurs.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et prétentions à n° 111, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris, Cedex 01, qui transmettra.

POUR CAMEROUN
INGÉNIEURS M.G.
ALLEMAND COURANT
Pr rend.-vous : 265-51-40, p. 21

STÉ EXPORT TEXTILE
recherche
JEUNE COLLABORATEUR
Célibataire pour visiter clientèle HORS EUROPE.
ANGLAIS COURANT - 280-09-94.

OFFRES D'EMPLOIS outre-mer, étranger par répertoires hebdomadaires. Ecr. Outre-Mer Mutations, 47, rue Richer, Paris-9e

En Australie, Canada, Afrique, Moyen-Orient, Amérique, Asie, Europe : DES EMPLOIS vous attendent. Demandez le mensuel spécial. MONDEMPLOIS (Serv. M 85), 14, r. Clauzel, Paris-9e

---

complexe agro-alimentaire
ALGERIE

La SOGEDIA, Société Nationale Algérienne, construit à N'GAOUS (Wilaya de BATNA) une Unité de fabrication (effectif complet : 500) spécialisée dans la production de nectar et de confitures d'abricots et de diverses eaux fruitées.

A ce titre, elle recrute :

DIRECTEUR TECHNIQUE

sous l'autorité du Directeur d'Unité, il aura la responsabilité des services techniques : fabrication, maintenance, laboratoire. Son rôle sera d'élaborer les programmes et d'en contrôler la réalisation.

Ce poste conviendrait à un Ingénieur-Mécanicien ayant acquis une expérience industrielle dans un poste de responsabilités.

CHEF DE LA PRODUCTION

Il assurera l'élaboration et le suivi des programmes de fabrication ainsi que la gestion technique et humaine des chefs d'atelier.

Ce poste conviendrait à un Technicien Supérieur en mécanique possédant une bonne expérience dans une fonction analogue.

Ces postes s'adressent à des Algériens émigrés, libérés des obligations du service national.

Les candidats recrutés suivront une formation complémentaire en France dans des usines agro-alimentaires : ils participeront ensuite à la formation de leurs équipes en Algérie. Possibilité de logement.

Les candidats feront parvenir leur demande accompagnée d'un curriculum vitae à

SOGEDIA Division Formation, 87, rue Didouche Mourad, ALGER — OU A — **CIFAL** 46, avenue d'Ivry, 75645 PARIS Cedex 13

RESPONSABLES ADMINISTRATIFS ET COMPTABLES

Vous êtes un cadre plein de dynamisme et d'ambition. Votre formation supérieure et votre DECS, voici plus de deux ans que vous les valorisez en apportant votre concours au service comptable d'une société : votre esprit d'entreprise nous intéresse ; il nous intéresse davantage encore si vous avez l'expérience du milieu Travaux Publics.

L'entreprise RAZEL est spécialisée en terrassement et Génie Civil. Depuis plus de trente ans nous nous sommes largement orientés vers l'exportation. C'est en raison de notre constante progression sur les marchés étrangers que nous recherchons 2 Responsables.

Vous, si vous souhaitez prendre progressivement en charge la totalité de la gestion administrative et surtout comptable d'une agence ou d'un important chantier outre-mer, si vous avez le contact humain aisé, un certain goût du dépaysement et surtout le réel désir de faire évoluer votre carrière.

Adressez votre CV détaillé à : Entreprise RAZEL Frères - Christ de Saclay - B.P 109 - 91403 ORSAY Cédex.

Nous assurons la plus totale discrétion.

Razel.

LE COMMISSARIAT NATIONAL A L'INFORMATIQUE ALGER

Recrute :

- — Ingénieurs Informaticiens
- — Analystes Programmeurs

ayant une grande expérience sur des chaînes et des projets complexes.

Adresser curriculum vitae détaillé à :

Direction des Etudes - C.N.I.
Route Nationale n° 5
Cinq-Maisons - El Harrach
ALGÉRIE

SAUDI SUDANESE RED SEA JOINT COMMISSION

recherche pour son centre de documentation bibliothécaire nouvellement créé à DJEDDAH (Arabie Saoudite)

UN DOCUMENTALISTE BIBLIOTHÉCAIRE CONFIRMÉ

chargé de la gestion de la bibliothèque, il devra créer et maintenir les fichiers documentaires manuels et participer à l'automatisation de la documentation du centre.

La préférence sera accordée aux candidats ayant :
- — une formation scientifique en géologie ou en biologie ;
- — des connaissances en informatique documentaire ;
- — une très solide connaissance de l'anglais.

Contrat à durée déterminée d'un an renouvelable. Salaire à débattre selon formation et expérience.

Ecrire avec C.V., références et prétentions à : B.R.G.M., avenue de Concyr, B.P. 6009, 45018 ORLEANS CEDEX.

ROHDE ET SCHWARZ France

recherche

UN INGÉNIEUR COMMERCIAL EXPORTATION

28 ans minimum

Formation électronique E.S.E. - E.N.S.E.A. ou équivalent. Connaissance matériel H.F., V.H.F., U.H.F. (mesure) si possible T.V.

Expérience commerciale et aptitude à la négociation. Anglais parlé souhaitable, lu et écrit indispensable (ou allemand).

Déplacements : 40 % du temps (Maghreb).

Sens commercial et esprit d'équipe indispensables.

Rémunération liée à l'expérience de l'ordre de 90.000 F.

Envoyer C.V. + photo + prétentions, 45-46, place de la Loire - Silic L 190, 94563 RUNGIS CEDEX.

---

chef de service engins
185.000 +

Très important centre minier Ouest Africain Francophone recherche Ingénieur Diplômé (Centrale, A et M, ENSI...) ayant au moins 32 ans et l'expérience nécessaire pour assurer la maintenance d'un parc de 125 engins et le commandement d'un effectif d'environ 400 personnes. Les intéressés peuvent obtenir une documentation sur le poste en envoy. enveloppe libellée à leur adresse s/réf. S.N.E. à

CETACEP CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT
• 30, AV. AMIRAL LEMONNIER - 78160 MARLY LE ROI •

Important Éditeur d'Ouvrages scolaires et de Littérature générale

recherche pour son Département International, un

CHEF DE ZONE EXPORT aux ANTILLES

chargé de la promotion des nouveautés auprès des Établissements d'enseignement et de la vente des ouvrages aux Libraires.
Il participe à la définition des nouveaux ouvrages et des collections.
Au siège à Paris, il suit et contrôle les résultats de sa zone d'activité.
Agé de 27 ans minimum, de formation supérieure : universitaire ou E.S.C., il a déjà prouvé son dynamisme commercial, de préférence dans un domaine culturel ou pédagogique.
Connaissances du milieu enseignant ou de l'Édition très appréciées.
Espagnol indispensable. Anglais souhaité.
Déplacements de longue durée (50% du temps).

Écrire avec c.v. détaillé en précisant salaire actuel et prétentions, sous réf. 76 154 M à Denis JOUSSET
plein emploi
10, rue du Mail, 75002 Paris.

MONTALEV
SOCIÉTÉ
INSTALLATIONS INDUSTRIELLES
recherche pour chantier
CAMEROUN

INGÉNIEURS ou D.U.T.

Option mécanique générale

Disponibilité immédiate.

Très bonnes connaissances langue allemande (lue, écrite, parlée) indispensables.

Préférence sera donnée à Débutants.

Adresser CV, prétentions B.P. 35, 38340 VOREPPE.

---

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



emplois régionaux

LA DIRECTION GÉNÉRALE
d'une récente filiale d'un groupe américain de grande renommée, recrute pour GRENOBLE

UN CONTROLEUR FINANCIER

Possédant une bonne expérience de la Comptabilité des Coûts

Sa mission consistera à élaborer les budgets, les contrôler, assurer et coordonner la sortie des tableaux de bord et des documents financiers à fournir au groupe. Il contrôlera le bon fonctionnement d'un outil de gestion informatisé et devra maîtriser parfaitement les systèmes comptables français et américain. Il devra en outre superviser les achats, assurer la responsabilité des problèmes fiscaux et d'assurances.

Le candidat souhaité, de 27 ans minimum, est diplômé d'études supérieures commerciales (Sup de Co, HEC, etc.) et possède 5 ans d'expérience dans un environnement industriel. La connaissance de l'anglais est indispensable.

Lettre de candidature et C.V ss le n° 7.926 — PP CABINET J. VITTE PSYCHOLOGIE & PROMOTION — 23, boulevard Maréchal-Leclerc 38000 GRENOBLE

INGENIEUR CHEF DE PRODUCTION

La Société (217 p. 58 M de C.A.) filiale d'une Importante Société allemande, fabrique, depuis 1959, des matériels lourds pour mines et tunnels.
Le poste, directement rattaché au Directeur Général, convient à un ingénieur AM, ICAM, ECAM, de plus de 35 ans, possédant une solide expérience d'atelier et des compétences en usinage et en soudure.
Allemand indispensable.
Lieu de travail : ville de Moselle.
Ne pas adresser de C.V.



22 rue St. Augustin 75002 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Réf. 825 M.



emplois régionaux

directeur commercial

LYON





du juridique à la négociation fon

GROUPE MAISON FAMILIALE

ROSIERES

Un juriste d'entrepris

100 000 F ENV.

Société ROSIERES, B.P. 44 - Bourges Cedex.

SOCIETE MEMBRE D'UN GROUPE INTERNATI
implantée dans le Val de Loire
Premier spécialiste dans notre Secteur d'activit
NOUS RECHERCHONS

Un Chef de Projet Organisation Informatique
120.000 F. +

Un Ingénie Organisati et Méthod

- Vous avez un niveau d'études supérieures
- Vous avez une réelle expérience dans ces domaines d'activité.

Adresser C.V. détaillé + lettre manuscrite + photo à No
CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	52,62
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,86
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux   emplois internationaux   emplois internationaux

Offshore System Technology

SINGLE BUOY MOORINGS INC., leader dans le domaine de la technique offshore, est à l'origine du système des plates-formes flottantes pour l'acheminement et le stockage du pétrole. La société, en rapide expansion du fait de la demande internationale pour ses produits, offre à des ingénieurs des opportunités de carrières très attirantes dans un environnement professionnel hautement stimulant.

INGÉNIEUR DE CONTRATS basé à Monaco

En charge de la gestion des contrats et de la coordination de projets dans le monde entier.

Qualifications et Expérience :
★ Diplôme d'ingénieur (mécanique appliquée) ou niveau équivalent.
★ Bonne expérience minimale de 5 ans dans l'administration des contrats et le suivi des projets importants.
★ Aptitude à représenter la société dans les négociations avec ses clients.

INGÉNIEUR DE CONSTRUCTION basé à Monaco

Responsable auprès du directeur de construction des procédés de fabrication, des méthodes et de la réalisation *proprement* dite des projets ; il dirigera depuis le siège l'action des superviseurs sur les divers chantiers.

Qualifications et Expérience :
★ Diplôme d'ingénieur en architecture navale ou construction mécanique.
★ Sérieuse connaissance en métallurgie et en assemblages mécanosoudés.
★ Expérience minimale de 5 ans sur chantier de construction navale.

RESPONSABLE DE CHANTIERS DE CONSTRUCTION sur les chantiers du monde entier

Pour superviser les chantiers de construction métallique et de soudure dans le cadre des activités de construction SBM, une bonne connaissance concernant les essais non destructifs « NDT » et le contrôle de qualité est essentielle.

Qualifications et Expérience :
★ Diplôme de technicien ou niveau équivalent.
★ Le candidat aura une expérience professionnelle basée sur une formation acquise « sur le tas » en chantier naval et aura gravi les échelons jusqu'à assumer des responsabilités de supervision.
★ Aptitudes administratives pour le suivi des opérations sur le chantier.

Pour tous ces postes, une bonne connaissance de l'Anglais est essentielle.
La société offre des salaires en rapport avec l'importance qu'elle attache à la sélection de son personnel. Des avantages extrasociaux intéressants et une perspective de carrière permanente sont inclus dans ce groupe international en plein développement.

LES INTERVIEWS SE TIENDRONT A PARIS - LONDRES - AMSTERDAM



Veuillez envoyer des détails sur votre carrière et joindre une photo à:

Chef Du Personnel,
Single Buoy Moorings Inc.,
PO Box 157, Principauté de Monaco.

Allemagne. - L'EURO-SPRACH-SCHUL-ORGANISATION rech. professeur de français à partir d'août-septembre 1979 pr contrat de 1 à 2 ans renouvelable. Allemand nécess., langue cciale souh. C.V., photo et diplômes à EURO-SPRACHSCHULE, Herstallstr. 39 D-8750 Aschaffenburg, RFA. Interviews « PARIS » Avril/Mai 1979.

Pour Société Multinationale

INGÉNIEUR MÉCANICIEN

Formation Grandes Ecoles
Age minim. 40 ans. Expérience min. 10 ans ds sa spécialisation, engineering et construction grds complexes industriels.
Lieu : Pays francophones Afrique.
Rémunérat. 125 à 150.000 F/an selon expérience + indemnités.
Ecrire avec C.V.+photo s./réf. 1.724 à SWEERTS B.P. 269, 75424 PARIS CEDEX 09, qui transm.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recherche pour
CHANTIER MOYEN-ORIENT

TECHNICIENS ÉLECTRONICIENS
de nationalité française.
Pr maintenance matériel RADAR et servo-mécanismes.

Connaissant l'anglais et ayant si possible l'expérience de chantiers extérieurs.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et prétentions à n° 111, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris, Cedex 01, qui transmettra.

POUR CAMEROUN
INGÉNIEURS M.G.
ALLEMAND COURANT
Pr rend.-vous : 265-51-60, p. 21

STÉ EXPORT TEXTILE
recherche
JEUNE COLLABORATEUR
Célibataire pour visiter clientèle HORS EUROPE.
ANGLAIS COURANT - 280-09-94.

OFFRES D'EMPLOIS outre-mer, étranger par répertoires hebdomadaires. Ecr. Outre-Mer Mutations, 47, rue Richer, Paris-9e

En Australie, Canada, Afrique, Moyen-Orient, Amérique, Asie, Europe : DES EMPLOIS vous attendent. Demandez le mensuel spécial. MONDEMPLOIS (Serv. M 85), 14, r. Clauzel, Paris-9e

---

complexe agro-alimentaire

ALGERIE

La SOGEDIA, Société Nationale Algérienne, construit à N'GAOUS (Wilaya de BATNA) une Unité de fabrication (effectif complet : 500) spécialisée dans la production de nectar et de confitures d'abricots et de diverses eaux fruitées.

A ce titre, elle recrute :

DIRECTEUR TECHNIQUE

sous l'autorité du Directeur d'Unité, il aura la responsabilité des services techniques : fabrication, maintenance, laboratoire. Son rôle sera d'élaborer les programmes et d'en contrôler la réalisation.

Ce poste conviendrait à un Ingénieur-Mécanicien ayant acquis une expérience industrielle dans un poste de responsabilités.

CHEF DE LA PRODUCTION

Il assurera l'élaboration et le suivi des programmes de fabrication ainsi que la gestion technique et humaine des chefs d'atelier.

Ce poste conviendrait à un Technicien Supérieur en mécanique possédant une bonne expérience dans une fonction analogue.

Ces postes s'adressent à des Algériens émigrés, libérés des obligations du service national.

Les candidats recrutés suivront une formation complémentaire en France dans des usines agro-alimentaires : ils participeront ensuite à la formation de leurs équipes en Algérie. Possibilité de logement.

Les candidats feront parvenir leur demande accompagnée d'un curriculum vitae à

SOGEDIA Division Formation, 87, rue Didouche Mourad, ALGER OU A **CIFAL** 46, avenue d'Ivry, 75645 PARIS Cedex 13

RESPONSABLES ADMINISTRATIFS ET COMPTABLES

Vous êtes un cadre plein de dynamisme et d'ambition. Votre formation supérieure et votre DECS, voici plus de deux ans que vous les valorisez en apportant votre concours au service comptable d'une société : votre esprit d'entreprise nous intéresse ; il nous intéresse davantage encore si vous avez l'expérience du milieu Travaux Publics.

L'entreprise RAZEL est spécialisée en terrassement et Génie Civil. Depuis plus de trente ans nous nous sommes largement orientés vers l'exportation. C'est en raison de notre constante progression sur les marchés étrangers que nous recherchons 2 Responsables.

Vous, si vous souhaitez prendre progressivement en charge la totalité de la gestion administrative et surtout comptable d'une agence ou d'un important chantier outre-mer, si vous avez le contact humain aisé, un certain goût du dépaysement et surtout le réel désir de faire évoluer votre carrière.

Adressez votre CV détaillé à : Entreprise RAZEL Frères - Christ de Saclay - B.P 109 - 91403 ORSAY Cédex.

Nous assurons la plus totale discrétion.

Razel.

Important Éditeur d'Ouvrages scolaires et de Littérature générale

recherche pour son Département International, un

CHEF DE ZONE EXPORT aux ANTILLES

chargé de la promotion des nouveautés auprès des Établissements d'enseignement et de la vente des ouvrages aux Libraires.
Il participe à la définition des nouveaux ouvrages et des collections.
Au siège à Paris, il suit et contrôle les résultats de sa zone d'activité.
Agé de 27 ans minimum, de formation supérieure : universitaire ou E.S.C., il a déjà prouvé son dynamisme commercial, de préférence dans un domaine culturel ou pédagogique.
Connaissances du milieu enseignant ou de l'Édition très appréciées.
Espagnol indispensable. Anglais souhaité.
Déplacements de longue durée (50% du temps).

Écrire avec c.v. détaillé en précisant salaire actuel et prétentions, sous réf. 76 154 M
à Denis JOUSSET
plein emploi
10, rue du Mail, 75002 Paris.



emplois régionaux

LA DIRECTION GÉNÉRALE
d'une récente filiale d'un groupe américain de grande renommée, recrute pour GRENOBLE

UN CONTROLEUR FINANCIER

Possédant une bonne expérience de la Comptabilité des Coûts

Sa mission consistera à élaborer les budgets, les contrôler, assurer et coordonner la sortie des tableaux de bord et des documents financiers à fournir au groupe. Il contrôlera le bon fonctionnement d'un outil de gestion informatisé et devra maîtriser parfaitement les systèmes comptables français et américain. Il devra en outre superviser les achats, assurer la responsabilité des problèmes fiscaux et d'assurances.

Le candidat souhaité, de 27 ans minimum, est diplômé d'études supérieures commerciales (Sup de Co, HEC, etc.) et possède 5 ans d'expérience dans un environnement industriel. La connaissance de l'anglais est indispensable.

Lettre de candidature et C.V ss le n° 7.926 — PP CABINET J. VITTE PSYCHOLOGIE & PROMOTION — 23, boulevard Maréchal-Leclerc 38000 GRENOBLE

LE COMMISSARIAT NATIONAL A L'INFORMATIQUE ALGER

Recrute :

— **Ingénieurs Informaticiens**
— **Analystes Programmeurs**

ayant une grande expérience sur des chaînes et des projets complexes.

Adresser curriculum vitae détaillé à :

Direction des Etudes - C.N.I.
Route Nationale n° 5
Cinq-Maisons - El Harrach
ALGÉRIE

ROHDE ET SCHWARZ France

recherche

UN INGÉNIEUR COMMERCIAL EXPORTATION

28 ans minimum

Formation électronique E.S.E. - E.N.S.E.A. ou équivalent. Connaissance matériel H.F., V.H.F., U.H.F. (mesure) si possible T.V.

Expérience commerciale et aptitude à la négociation. Anglais parlé souhaitable, lu et écrit indispensable (ou allemand).

Déplacements : 40 % du temps (Maghreb).

Sens commercial et esprit d'équipe indispensables.

Rémunération liée à l'expérience de l'ordre de 90.000 F.

Envoyer C.V. + photo + prétentions, 45-46, place de la Loire - Silic L 190, 94563 RUNGIS CEDEX.

MONTALEV
SOCIÉTÉ INSTALLATIONS INDUSTRIELLES

recherche pour chantier

CAMEROUN

INGÉNIEURS ou D.U.T.

Option mécanique générale

Disponibilité immédiate.

Très bonnes connaissances langue allemande (lue, écrite, parlée) indispensables.

Préférence sera donnée à Débutants.

Adresser CV, prétentions B.P. 35, 38340 VOREPPE.

INGENIEUR CHEF DE PRODUCTION

La Société (217 p. 58 M de C.A.) filiale d'une importante Société allemande, fabrique, depuis 1959, des matériels lourds pour mines et tunnels.
Le poste, directement rattaché au Directeur Général, convient à un ingénieur AM, ICAM, ECAM, de plus de 35 ans, possédant une solide expérience d'atelier et des compétences en usinage et en soudure.
Allemand indispensable.
Lieu de travail : ville de Moselle.
Ne pas adresser de C.V.



22 rue St. Augustin 75002 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Réf. 825 M.

SAUDI SUDANESE RED SEA JOINT COMMISSION

recherche
pour son centre de documentation bibliothécaire nouvellement créé à DJEDDAH (Arabie Saoudite)

UN DOCUMENTALISTE BIBLIOTHÉCAIRE CONFIRMÉ

chargé de la gestion de la bibliothèque, il devra créer et maintenir les fichiers documentaires manuels et participer à l'automatisation de la documentation du centre.

La préférence sera accordée aux candidats ayant :
— une formation scientifique en géologie ou en biologie ;
— des connaissances en informatique documentaire ;
— une très solide connaissance de l'anglais.

Contrat à durée déterminée d'un an renouvelable. Salaire à débattre selon formation et expérience.

Ecrire avec C.V., références et prétentions à : B.R.G.M., avenue de Concyr, B.P. 6009, 45018 ORLEANS CEDEX.

---

chef de service engins

185.000 +

Très important centre minier Ouest Africain Francophone recherche Ingénieur Diplômé (Centrale, A et M, ENSI...) ayant au moins 32 ans et l'expérience nécessaire pour assurer la maintenance d'un parc de 125 engins et le commandement d'un effectif d'environ 400 personnes. Les intéressés peuvent obtenir une documentation sur le poste en envoy. enveloppe libellée à leur adresse s/réf. S.N.E. à

CETACEP — CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT
• 30, AV. AMIRAL LEMONNIER - 78160 MARLY LE ROI •

---

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionau

directeur commercial

LYON





du juridique à la négociation fon

GROUPE MAISON FAMILIALE

ROSIERES

Un juriste d'entrepris

100 000 F ENV.

Société ROSIERES, B.P. 44 - Bourges Cedex.

SOCIETE MEMBRE D'UN GROUPE INTERNATI
implantée dans le Val de Loire
Premier spécialiste dans notre Secteur d'activit
NOUS RECHERCHONS
pour assurer la réalisation de nos plans de développement à 5 ans en
de gestion des Systèmes et Méthodes d'information

Un Chef de Projet Organisation Informatique

120.000 F. +

Il aura la responsabilité globale de projets importants, de l'étude préalable à la mise en œuvre au niveau de l'utilisateur.

Un Ingéni Organisati et Méthod

• Vous avez un niveau d'études supérieures
• Vous avez une réelle expérience dans ces domaines d'activité.

Adresser C.V. détaillé + lettre manuscrite + photo à No
CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

directeur commercial

LYON **200.000 F**

Une entreprise industrielle, filiale d'un très important groupe multinational britannique, recherche son Directeur Commercial. Sous l'autorité hiérarchique du Président de la Société et en liaison avec la Division anglaise Equipements-Electromécaniques, sa fonction consistera à élaborer une stratégie commerciale (produits, marchés, clients...) et, s'appuyant sur son potentiel de production et la notoriété technique des produits, à mettre en place les moyens tactiques en France et à l'exportation (réseaux, force de vente...) visant l'expansion. Les responsabilités sont à la mesure des perspectives offertes. Ce poste de haut niveau conviendrait à un Cadre Commercial ayant acquis une solide expérience technique ou à un Ingénieur ayant dirigé avec succès le développement commercial d'une P.M.E. Une parfaite maîtrise de l'Anglais est indispensable.

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez sous référence 11-M aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP à qui nous avons confié le soin d'examiner les candidatures.



EUREQUIP
DÉPARTEMENT RECRUTEMENT
B.P. 30 - 92420 Vaucresson.



du juridique à la négociation foncière

Votre région. Vous l'aimez et la connaissez sur le bout des doigts.
Vous êtes un «homme de terrain», attentif et informé... prêt à intervenir - OU - QUAND - COMME - il faut.
De part votre formation universitaire (Droit, Sciences Eco.) ou votre expérience, vous savez négocier et suivre une opération foncière à tous les niveaux.
Nous vous proposons de devenir notre ATTACHE FONCIER.
En relation avec des commerciaux et des techniciens chargés de vous *assister dans le cadre d'une unité régionale, votre mission consistera* à négocier, acquérir des terrains et obtenir les autorisations de construire.
Premier promoteur européen de maisons individuelles en habitat groupé et isolé, nous avons prévu d'acquérir 20 000 parcelles en 79.
Du travail pour vous en perspective quelque soit votre lieu de prédilection.
Ce qui vous attend :
- une formation foncière unique en France, assurée par des spécialistes,
- une évolution de carrière très motivante,
- une rémunération à la mesure de vos capacités.

Par un prochain courrier parlez-nous de votre région et de vous (c.v., photo, prétentions), s/réf. 2122 à Patrick Leroy, Directeur des Relations Humaines
GROUPE MAISON FAMILIALE
avenue du Cateau - 59403 Cambrai Cedex.

Nouveaux produits, nouveaux marchés, nouveaux clients



Spécialiste français des appareils de cuisson ménagers et professionnels (4 usines, 1 500 personnes, 300 millions de chiffre d'affaires) se développe et recherche pour renforcer son équipe de direction à BOURGES

Un juriste d'entreprise

100 000 F ENV.

Comme conseiller interne, il identifiera et traitera les problèmes, participera aux négociations importantes, étudiera et recommandera toutes actions relevant des différents domaines du droit liés à la vie et à l'évolution de la société.

Ces activités conviennent à un(e) cadre - 30 ans au moins, maîtrise en droit privé - ayant acquis la pratique effective des contrats commerciaux, des licences et brevets, de la réglementation économique et de la législation sociale.

Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé + photo à Direction Générale, Société ROSIERES, B.P. 44 - Bourges Cedex.

SOCIETE MEMBRE D'UN GROUPE INTERNATIONAL
implantée dans le Val de Loire
Premier spécialiste dans notre *Secteur d'activité*
NOUS RECHERCHONS
pour assurer la réalisation de nos plans de développement à 5 ans en matière de gestion des Systèmes et Méthodes d'information

Un Chef de Projet Organisation Informatique

120.000 F. +

Il aura la responsabilité globale de projets importants, de l'étude préalable à la mise en œuvre au niveau de l'utilisateur.

Un Ingénieur Organisation et Méthodes

120.000 F. +

Il aura pour responsabilités :
- de participer à la mise en place des nouveaux systèmes d'information en relation avec les chefs de projet organisation informatique et les utilisateurs.
d'aider l'ensemble des services administratifs de la Société à améliorer leur efficacité en utilisant avec bon sens et esprit critique les techniques et méthodes d'organisation avancées.

- Vous avez un niveau d'études supérieures
- *Vous* avez une réelle expérience dans ces domaines d'activité.

Adresser C.V. détaillé + *lettre manuscrite* + photo à No 99724
CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 q.tr.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Cette Société de Distribution de produits alimentaires dispose d'importants entrepôts frigorifiques et d'une bonne implantation dans sa région.
Pour seconder la Direction de cette affaire nous recherchons un Gestionnaire averti, ayant fait ses preuves en organisation administrative, comptabilité et contrôle de gestion. Agé de 35 ans au moins, de formation E.S.C. ou D.E.S.C. il aura déjà exercé cette fonction dans une Société de distribution alimentaire.
Lieu de travail LIMOGES. Salaire 130.000 F.
Poste à prendre rapidement.

France Cadres — 22 rue St. Augustin 75002 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Référence 960 M.

IMPORTANT GROUPE TEXTILE
recherche
pour son usine de TEINTURE et d'APPRETS, situées dans le Nord de la France

son DIRECTEUR TECHNIQUE

COMPETENCES REQUISES :
Le futur candidat — si possible diplômé « Ingénieur Textile » — devra avoir :
1) *une connaissance approfondie de la teinture* et des apprêts des lainages ;
2) une expérience des méthodes industrielles : établissement des prix de revient, recherche de productivité...

RESPONSABILITES :
Dans le cadre d'un établissement moderne aux activités diversifiées, le candidat prendra toutes les responsabilités incombant à la Direction Technique à *savoir* :
1) effectuer un effort à moyen terme de rationalisation de l'outil productif ;
2) assurer l'ordonnancement de l'activité, l'encadrement du personnel, le contrôle de la qualité des produits finis, les relations avec la clientèle...

Env. C.V. man. et photo sous le numéro 7.165, « Le Monde » Publ., 5, r. Italiens, 75427 PARIS-9e.

DIRECTEUR D'USINE

L'un des premiers fabricants Français de sièges - 3 usines : C.A. du groupe 120.000.000 F. recherche pour l'une de ses unités de fabrication (235 personnes) située en Corrèze, un Ingénieur, formation type A.M., ayant 5 à 10 ans d'expérience de production de préférence dans l'ameublement ou l'industrie du bois.
Il sera responsable de l'organisation technique, des ateliers, des approvisionnements, des prix de revient et de la gestion du personnel.
La réussite dans ce poste pourra déboucher sur des responsabilités plus importantes.
Poste à pourvoir très rapidement.

France Cadres — Envoyer dossier complet avec prétentions sous référence 963 M. 22 *rue* Saint Augustin 75002 Paris.

IMPORTANTE SOCIETE METTALURGIQUE
(1000 personnes) SITUEE EN
LORRAINE
recherche pour son département
ENROBAGE TUBULAIRE
(300 personnes - C.A. 120 MF)

ingénieur d'affaires

ayant des connaissances en PETROCHIMIE.
La société concernée occupe une position de leader dans ce domaine d'activités.
Le caractère performant de ses procédés lui offre encore d'importantes perspectives de développement en France et à l'Etranger (vente d'installations et de revêtements bitume et polyéthylène).
Le candidat sera chargé de cette mission ; il assurera les négociations et le suivi des affaires *jusqu'à leur aboutissement.*
Ce poste convient à un ingénieur diplômé, âgé de 32 ans au moins, justifiant d'une expérience dans le domaine pétrochimique et capable d'assurer des contacts de haut niveau. (Réf. 796)
ANGLAIS indispensable.
Rémunération motivante.
Ecrire avec curriculum vitae et photo à :
OREST — 5-7, rue Pierre-Perrat 57000 METZ en rappelant la référence.

IMPORTANT CABINET DE CONSEILS JURIDIQUES
recherche

2 CONSEILS en DROIT du TRAVAIL

Pour régions NORD - PAS-DE-CALAIS

Conviendraient à personnes dynamiques, ayant expérience de la Gestion du Personnel des entreprises et souhaitant accéder à situation intéressante.

Adresser C.V détaillé et photo sous nº 99.857. CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1er), qui tr.

IMPORTANTE SOCIETE EN DEVELOPPEMENT dotée d'un ensemble INFORMATIQUE puissant souhaite s'adjoindre un

INGENIEUR CHEF DE PROJETS

Ce poste sera confié à un candidat de formation supérieure justifiant d'une expérience (2 à 3 ans) de la conception et la réalisation de systèmes informatiques de gestion industrielle et/ou administrative.

Proximité COTE OUEST

Adresser CV + photo + prétentions No 99.084. Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

Vins fins

Directeur commercial

Le Directeur Général d'une Société *française,* C.A. 100 *millions,* filiale d'un groupe international très important, cherche le successeur de son Directeur Commercial France.

Membre du Comité de Direction, il élabore la politique commerciale France pour *l'ensemble des produits, met en œuvre les programmes d'action en fonction des objectifs,* gère l'ensemble du service commercial - force de vente et administration des ventes. Disposant d'une structure solide et de *moyens* importants, il est responsable de la réalisation d'*objectifs ambitieux et de la poursuite d'une politique de croissance* qui donne déjà la *preuve de son succès.*

Ce poste, basé au siège, à Mâcon, implique quelques déplacements (voiture de fonction), et convient à un Directeur Commercial expérimenté, *connaissant le marché des vins fins en France.*

sélé CEGOS — Adr. lettre man. et C.V. détaillé à M. J. FOURNIAT sous réf. 23524/M, à Sélé-CEGOS, 33 quai Gallieni, 92152 SURESNES.
Discrétion assurée.

CADRE COMMERCIAL

MATÉRIAUX — MENUISERIE — SANITAIRE

Vous apportez :
- une bonne connaissance « Achats et Ventes » des matériaux, menuiserie, sanitaire.
- un goût prononcé pour la **VENTE AU DÉTAIL.**

Vous pensez comme nous, que tout reste à faire dans ce domaine.
Nous vous proposons une promotion vers une

RESPONSABILITÉ A L'ÉCHELON NATIONAL

dans le cadre de l'expansion « Bati-center »

de **BERTON SICARD**

filiale d'un important groupe multinational.

Pour obtenir un entretien, adressez lettre manuscrite, C.V., photo à
Monsieur J. M. LETANG
14, La Grand-Terre, GARONS - 30800 SAINT-GILLES

Ingénieur Animateur de Ventes (Grenoble)

Ingénieur de formation ayant de bonnes connaissances en chimie, vous avez acquis une première expérience de ± 5 ans de technico-commercial ou/et de la fabrication dans une entreprise fabriquant des produits «continus et plats» (papiers, plastiques, non tissés, textiles...).
Vous vous estimez capable d'assurer à terme d'importantes responsabilités commerciales.
Dans ce cas, vous pouvez participer au développement d'une entreprise de taille humaine fabriquant et commercialisant des papiers dont la qualité est reconnue par l'ensemble des utilisateurs.
Dans un premier temps, tout en intégrant progressivement les possibilités de fabrication de l'usine, vous aurez à animer sur le terrain des Attachés commerciaux (30 % du temps en déplacements).
La réussite dans cette mission doit conduire à des fonctions de Marketing Développement et à plus long terme, à des responsabilités de Direction Commerciale.
Le poste est à pourvoir près de Grenoble.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle sous référence 79 501 M à notre Conseil

EMPLOI centor — 13 bis, rue Henri Monnier 75009 - PARIS

FILIALE FRANÇAISE D'UN IMPORTANT GROUPE AMÉRICAIN
LEADER MONDIAL DANS SA SPECIALITE
nous recherchons
POUR LE SIEGE FRANCE, REGION RHONE-ALPES

LE CONTROLLER

Vous avez une très bonne *connaissance des comptabilités françaises* et américaine, la pratique du reporting mensuel, de la planification des budgets, et des contrôles avancés de gestion (procédures et contrôle interne).

La pratique approfondie de la langue anglaise est indispensable.

Directement rattaché au Directeur Général, vous serez *responsable de la comptabilité générale, de la gestion administrative et financière et du système informatique.*

Une formation supérieure (grande école commerciale/M.B.A.) jointe à une expérience de quelques années est requise.

LA REMUNERATION SERA FONCTION DE L'EXPERIENCE DU CANDIDAT.

Les candidats intéressés sont priés d'envoyer leur curriculum vitae
à REGIE-PRESSE
sous le nº T 011423 M, 85 bis, rue Réaumur. — 75002 PARIS.

- **VOUS ETES JEUNE ET VOUS AVEZ :**
— Une *bonne* formation de base commerciale et financière récemment acquise (HEC, ESSEC, SUP. de CO, Sciences *PO, etc.)* ;
— Le goût du contact humain et de la négociation avec les P.M.E. ;
— Une *capacité de synthèse* rapide susceptible d'appuyer votre dynamisme commercial.
- **VOUS RECHERCHEZ :**
— Une vie active qui suppose *une certaine mobilité.*

UNE DES TROIS PREMIERES SOCIETES DE CREDIT BAIL MOBILIER
recherche :

UN ATTACHÉ DE DIRECTION

apte, après formation au sein d'une équipe dynamique, à négocier des contrats de crédit-bail en aidant les P.M.E. à *résoudre leurs problèmes d'équipement.*

Résidence :
grande ville de province.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à nº 00.279, CONTESSE Publicité, 20, av. *Opéra,* 75040, Paris-1er.

Région SAVOIE
SOCIÉTÉ DE SERVICES INFORMATIQUES
recherche

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

DE HAUT NIVEAU
FUTUR ADJOINT AU DIRECTEUR GÉNÉRAL

SA FONCTION :
— coordonner l'ensemble des moyens de production de la Société ;
— définir et mettre en œuvre de nouvelles méthodes de travail ;
— participer à terme à l'élaboration des objectifs de la Société.

SON PROFIL :
— diplômé grande école ;
— 8 à 10 ans d'expérience informatique (conduite de projets et exploitation) ;
— Il dispose de qualités d'organisateur, de gestionnaire et a déjà assuré des responsabilités d'encadrement.

Adr. C.V., photo et prét. à nº *99.719, CONTESSE* Publicité, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

La Société
VOLKSWAGEN FRANCE
recherche
pour sa division VENTE un

ATTACHÉ COMMERCIAL

Dans le cadre du développement du réseau commercial, il sera chargé :
- de rechercher et de contacter des entreprises pour présenter notre marque et notre politique commerciale ;
- de constituer et d'étudier avec les candidats différents dossiers (vente, après-vente, investissement) ;
- d'élaborer, avec le concours de nos services de gestion, des bilans et des comptes d'exploitation prévisionnels ;
- de préparer le démarrage de la nouvelle concession.

Il serait souhaitable que le candidat ait une première expérience du milieu automobile, mais il devra être gestionnaire et organisateur.

Prévoir des déplacements sur toute la France.

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Département du Personnel - B.P. 62 - 02600 Villers-Cotterêts, sous réf. ATC/164.

HAVAS CONTACT

Audi VW





SPECIALISTE DE L'ALIMENTATION
préparée pour animaux familiers
recherche

UN ACHETEUR D'EMBALLAGES

Vous avez :
- un niveau d'études supérieures
- 3 à 5 ans d'expérience industrielle dans le domaine de l'emballage - papier, carton, complexes - en achat, engineering ou recherche.
- une pratique courante de la langue anglaise.

Vous voulez vous intégrer à une équipe jeune, dans une Société en expansion, écrivez-nous avec curriculum vitae détaillé et photo UNISABI - S.A. - BP 7 - Service du personnel (PS) 45550 SAINT DENIS DE L'HOTEL.

Laboratoire pharmaceutique
Filiale d'un des premiers groupes français
recherche

UN PHARMACIEN INDUSTRIEL

Il prendra en charge un atelier d'une soixantaine de personnes spécialisées dans la fabrication de solutes injectables.

Devant le chef des fabrications de l'établissement, il sera responsable :

— de la qualité pharmaceutique de sa production ;
— du respect des budgets et des prix de revient de ses produits ;
— de la gestion du personnel de son atelier.

Une expérience de 2 ans ou plus en fabrication est souhaitée.

Le poste est à pourvoir en TOURAINE.

Adresser sous pli confidentiel lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions à :
REGIE PRESSE
N° T 011374 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

B.B.G.R. Société d'Optique
recherche
pour son département Verres - France

DEUX RESPONSABLES DES VENTES

STATUT V.R.P.

Secteur Pays de Loire
et
Secteur Provence-Méditerranée

Ayant le goût du contact et de la négociation, une forte sensibilisation à la qualité des résultats. Sous la responsabilité du Chef des Ventes France, ils devront assurer le développement de leur secteur. La préférence sera donnée à des candidats âgés d'au moins 26 ans, ayant la connaissance de l'optique de détail.

Envoyer dossier en précisant le secteur choisi au RESPONSABLE DES RELATIONS HUMAINES, 58, rue Beaubourg, 75003 Paris.

Importante Société Industrielle
construction mécanique et électrique
recherche pour
GRANDE VILLE REGION OUEST

CHEF DU PERSONNEL CONFIRMÉ

Ayant formation supérieure de préférence et expérience de plusieurs années dans la fonction.

Adresser C.V. et rémunération souhaitée n° 99.092 CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr

---

Importante société de services et conseils en informatique, recherche pour
MARSEILLE

ingénieurs informaticiens

Débutants à 1 an d'expérience pour développement de logiciels sur microprocesseurs et mini-ordinateurs.
Formation électronique appréciée.

ingénieurs électroniciens

2 à 5 ans d'expérience dans les domaines : hyperfréquences, radars, électronique, complétée par expérience informatique ; pour participation à de gros projets industriels. Formation Grandes Ecoles + spécialisation.

Envoyer C.V. sous référence NOR (mentionnée sur l'enveloppe) à



Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

IMPT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE

recherche
pour son activité diététique
à ISIGNY-SUR-MER (Calvados)

Un PHARMACIEN diplômé

Libre de suite

Le candidat, assistant à la Direction Technique, doit exercer sur place la responsabilité des fabrications et du contrôle.

Maison de fonction assurée.

Adresser, sous pli confidentiel, lettre manuscrite, C.V., photo, à Direction Technique
LABORATOIRES WYETH-BYLA
B.P. 402 - 75626 PARIS CEDEX 13.

SHRM

Importante holding de sociétés spécialisées dans la gestion hôtelière de camps miniers, de chantiers de constructions et de barges pétrolières,

recherche

pour son Département Restauration Internationale :

LE COLLABORATEUR IMMEDIAT D'UN DIRECTEUR GENERAL

RESPONSABLE D'UNE ZONE GEOGRAPHIQUE

Résidence : Marseille - Age : 28 ans minimum
Diplôme indispensable : ESSEC ou HEC ou SUP de CO ou INSEAD ou SCIENCES PO
Langues étrangères : Anglais et Espagnol parlés et écrits couramment.
Qualités recherchées : initiative, sens de l'organisation, du commandement et des contacts humains.
Déplacements fréquents à l'étranger.

UN AUDITEUR INTERNE

Pour compléter son équipe.
Connaissances du niveau min. du DECS exigées.
Fréquents déplacements à l'étranger.
Anglais indispensable, espagnol souhaité.

Envoyer C.V. manuscrit et photo au Secrétariat Général

de la S.H.R.M.
113, rue de l'Evêché
13002 MARSEILLE

FILIALE FRANÇAISE D'UNE SOCIÉTÉ AMÉRICAINE DE (PRODUITS CHIMIQUES)
recherche

TECHNICO-COMMERCIAUX BASÉS DANS LE NORD DE LA FRANCE

— Responsables des ventes et de l'aide technique à la clientèle.
— Diplôme ingénieur chimiste ou équivalent.
— Expérience plusieurs années vente produits chimiques.
— Age minimum : 30 ans.
— Connaissance parfaite de la langue allemande ou italienne.

Env. C.V., photo, prét. au n° 790.785 M Régie-Presse, 85, r. Réaumur, 75002 PARIS.

ENTREPRISE CONSTRUCTIONS INDUSTRIELLES
recherche dans le cadre de son
DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

1 TECHNICO-COMMERCIAL

Rattaché au Secteur Arabie Saoudite
Il aura à étudier et vendre des bâtiments industriels et commerciaux à ossature métallique.

Il sera de formation Ingénieur spécialisé en constructions métalliques (CHEM, etc.).

Il parlera et écrira parfaitement l'anglais.

Il devra être disponible pour de fréquents déplacements à l'étranger.

Adres. C.V. n° 26.793 P.A., S.V.P., 37, rue Gén.-Foy 75008 PARIS

IMPORTANT GROUPE FRANCAIS
2,4 Milliards de C.A.
spécialisé dans l'équipement de l'habitat
recherche pour l'une de ses filiales.
(450 personnes)
150 kms Sud de PARIS

1 directeur d'usine céramique

de formation ingénieur, type AM, le candidat doit pouvoir faire état d'une expérience réussie dans la direction d'unité de fabrication, aussi bien sur les plans technique que gestion et relations humaines.

Connaissances du verre ou de la céramique appréciées.

Ecrire avec CV, photo, prétentions No 99.765 CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

---

SOCIÉTÉ IMPORTANTE
DU NORD
CHAUDRONNERIE
MÉCANIQUE
recherche

INGÉNIEUR DIPLOMÉ

(40 ans environ)

Pour prendre la responsabilité d'un service d'ordonnancement planning.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à : L.O.N.P., Serv. LVS, 1, rue des Sept-Apaches, 59042 LILLE CEDEX.

VILLE MOYENNE DU CENTRE

Société spécialisée dans la conception, la fabrication et la vente de petits matériels électroniques de grandes séries, pour l'industrie de l'électroménager et le grand public,

110 personnes — 22 MF - 50% à l'export
recherche

CHEF DU BUREAU D'ETUDES

Responsable d'une équipe (Ingénieurs et Techniciens confirmés).
En liaison avec les besoins du marché, il assure :
- la conception de produits nouveaux, de la création à l'industrialisation;
- l'amélioration des produits existants.

Cet Ingénieur Electronicien justifiera une expérience de 8 ans minimum dans une fonction similaire.
Sens développé du dialogue et des contacts.
Anglais vivement souhaité.

Ecrire avec CV et photo sous réf 9395 à
L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle
75082 Paris Cedex 02
Discrétion et réponse assurées.

Jeune Diplômé

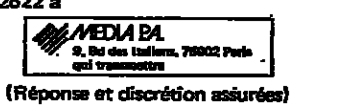
De l'enseignement supérieur (ESC, Sc. Eco, IEP, Droit,...) vous êtes particulièrement motivé pour une carrière de

Cadre Bancaire

Après une période de formation complète à BESANCON vous pourrez faire valoir vos dispositions à la négociation, à la gestion et à l'encadrement dans le contexte d'une fonction évolutive requérant initiatives, dynamisme et sens des responsabilités.

Etablissement financier fortement implanté régionalement, nous avons les structures propices à votre épanouissement.

Vous pourrez vous en assurer grâce au contact que vous aurez suite à l'envoi de votre dossier sous REF. N° 2822 à



MEDIA PA
9, Bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra

(Réponse et discrétion assurées)



SFFF

GROUPE IMMOBILIER
d'importance nationale

cherche pour son agence d'ORLEANS

chef de projets

Il assurera la maîtrise d'ouvrages d'opérations en accession jusqu'à la livraison des logements.

Il participera aux études de marchés et à la recherche foncière.

Les candidats diplômés de l'enseignement supérieur auront acquis chez un promoteur une expérience effective de la fonction dans tous ses aspects juridiques financiers et techniques.

Envoyer CV détaillé à F.F.F. 159, rue Nationale 75640 PARIS CEDEX 13

ÉTABLISSEMENT FINANCIER RÉGIONAL
(TOURS)
recherche

CHARGÉ D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES

(DÉBUTANT OU 1 A 2 ANS D'EXPÉRIENCE)

FORMATION INGENIEUR ou STATISTICIEN ou FORMAT. ECONOMIQUE ET MATHEMATIQUE

Il sera chargé du suivi d'ét. économ. et de marché de prévisions d'activité, de tableau de bord

LIBRE RAPIDEMENT

Ecr. avec CV man., photo et prétent. n° T 11440 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris q tr.

IMPORTANT CABINET DE CONSEILS
JURIDIQUES ET FISCAUX
recherche

UN FISCALISTE expérimenté

Pour régions
LILLE - ROUBAIX - TOURCOING

Conviendrait à personne ayant connaissances approfondies de la fiscalité de l'entreprise pour traiter des problèmes au plus haut niveau.

Rémunération importante peut être envisagée.

Adresser C.V. détaillé et photo sous n° 99.855, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1er), qui tr.

Constructeur
Maisons individuelles,
recherche pr la HAUTE-MARNE

INFORMATICIEN

— Fonction : responsabilité de l'informatique à tous les niveaux ;
— Etudes fonctionnelles et organiques ;
— Réalisation ;
— Mise en route et assistance aux utilisateurs.

Poste évolutif pour candidat dynamique. Formation souhaitée : D.U.T. maîtrise, ingén. ou équiv.
— 2 ans d'expérience minimum ;
— Connaiss. mini-ordinateurs et éventuellem. matériel D.E.C.

Adresser C.V. + prét à G. B. Service Informatique B.P. 170 52104 Saint-Dizier Cedex.

P.M.E. Construction biens d'équipement pr industrie alimentaire et chimique
recherche

SON INGÉNIEUR COMMERCANT

Pour vente grande exportation. Anglais et Espagnol parlé et écrit indispensable.
Ecrire HAVAS n° 9.652 B.P. 319 72007 LE MANS, qui transmet.

Centre handicapés physiques
recherche

ANIMATRICE PLEIN TEMPS

CAPASE ou ds cycle CAPASE.
Ecr. avec C.V., Centre Joseph-Arditti, 27220 St-André-de-l'Eure

---

Sté expert. compt., 100 km sud Paris, rech. chef de mission, expérience cabinet, niveau certif. sup. ou +, importantes missions. Poste évolutif. Adres. C.V. au n° 7.172 « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

BUREAU D'ÉTUDES
ANNECY
recherche

INGÉNIEUR D'ÉTUDES

Format. gdes écoles ayant 5 à 10 ans expér. domaine bâtiment. Expér. T.C.E. indispensable. Lib. de suite. Ecr. avec C.V., prétent. SERALP, 5 ter, av. 3-Fontaines, ANNECY.

---

offres d'emploi

4 PENTES S.A.

Groupe Air maxim's International

le Directeur Général de cette filiale crée la fonction:

DIRECTEUR des exploitations France

150.000 F. an et +

Née en 1974, cette société exploite à ce jour 29 unités de restauration. Les objectifs «ambitieux» de développement et de diversification des produits, exigent un homme de haut niveau, âgé de 35 ans minimum. Une formation HEC, ESC ou Hotelière complétée par un enseignement supérieur est exigée. Une direction par objectifs vous donne l'autonomie nécessaire aux larges responsabilités de cette fonction. De plus, votre personnalité alliée au sens de l'animation des hommes assure la qualité des structures.

Merci d'adresser votre C.V. + lettre manuscrite et photo (retournés) sous référence PSA/70 à Bernard JOUSLIN qui vous garantit une totale discrétion et réponse à tous dossiers. SORAY Consultants
28, rue de l'Echiquier - 75010 PARIS

bleu

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Le Directeur du
DÉPARTEMENT INTERNATIONAL des
Éditions Fernand NATHAN
recherche son

ASSISTANTE GESTION ADMINISTRATIVE

pour centraliser l'ensemble de l'information et le seconder dans la gestion administrative du département.

Elle assure notamment :
— le compte-rendu d'activités du département et des filiales à l'étranger;
— les études de rentabilité par groupes de produits et par filiales;
— le suivi des envois publicitaires à la Presse, aux Enseignants, aux Établissements Scolaires, aux Libraires.

Agée de 27 ans minimum, diplômée d'Études supérieures (HEC, IEP, Sc. ECO...), elle parle et écrit parfaitement l'Anglais et possède une première expérience d'assistante de direction administrative ou commerciale.

Lieu de travail : PARIS.
Statut Cadre.

Écrire avec lettre manuscrite, c.v. détaillé, photo et prétentions sous réf. 76 137 M, à Denis JOUSSET.
plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS.

ORGANISATION INTERNATIONALE recrute

TRADUCTEURS

FRANÇAIS-ARABE - ARABE-FRANÇAIS

Langue maternelle arabe indisp., anglais ou espagnol apprécié. Salaire au recrutement : entre 4.200 et 5.000 F selon expérience.

Envoyer curriculum vitae détaillé à O.I.P.C., 26, rue Armengaud, 92210 SAINT-CLOUD.

---

offres d'emploi

chef des services budgétaires

selor

INGENIEURS COMM
confirmés en Systèmes In



CONTROL DATA

UN GRAND DE L'INFORM



BERNARD KRIEF C
1, rue Danton 75263 P

TEXAS INSTRU
FRANCE

SEMI-CONDUCTEURS · MINI INFO
PRODUITS GRAND PUB

RESPONSABLE de F





هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

chef des services budgétaires

La Filiale d'un Groupe Français Multinational recherche le Chef de son Service Budgétaire. Homme jeune, de formation supérieure, ayant de bonnes connaissances de la Comptabilité Générale, mais surtout une très solide compétence dans le domaine de la Comptabilité Analytique. Une expérience de 3 ou 4 années dans cette fonction est indispensable ainsi que la pratique de l'informatique. Sous la responsabilité du Directeur des Services Comptables avec deux Collaborateurs Comptables, il prendra la gestion des immobilisations, la valorisation et l'analyse d'évolution des stocks et la gestion budgétaire ; simultanément la comptabilité analytique, les prix de revient et certaines études spécifiques.

Lieu de travail : Banlieue Sud.
Poste à pourvoir très rapidement.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo récente sous référence 368-M à

sélor
72, rue Anatole France
92300 Levallois Perret

Un délégué de sections d'ingénierie
(infrastructure, bâtiment, industrie)

PARIS — 110/130 000 F

SYNTEC : Chambre syndicale des Sociétés d'Etudes et de Conseils, crée dans le cadre de son évolution un poste de Délégué de Sections d'Ingénierie : Infrastructure, Bâtiment et Industrie regroupant environ 150 Entreprises représentant un effectif global de 25 000 personnes et un C.A. annuel de prestations intellectuelles d'ingénierie supérieur à quatre milliards de Francs en 1978.
Au sein d'une équipe de permanents et en liaison avec les Dirigeants d'Entreprises adhérentes, *il sera chargé par les Présidents des Sections :*
— d'aider les Sections à définir leur politique professionnelle
— de préparer tous les dossiers et d'effectuer les démarches nécessaires à son application
— d'assurer la promotion des activités et des Sociétés membres de ces Sections.
Ce poste de responsabilité et de confiance ne peut convenir qu'à un ingénieur diplômé, justifiant *déjà de quelques années d'expérience en Entreprise, et si possible dans l'ingénierie,* la recherche, la négociation et la réalisation de contrats dans les domaines concernés.
Une bonne connaissance de l'environnement administratif et financier, *notamment au niveau des Pouvoirs Publics,* est *indispensable tant au plan national qu'international.*
La fonction nécessite d'excellentes qualités d'animateur et une bonne maîtrise de la langue anglaise.

sélé CEGOS Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé à Fr. ROUSSEAU sous la référence 6098/M à Sélé-CEGOS - 33 quai Gallieni - 92152 SURESNES. Discrétion assurée.

Le Directeur Général d'une société commercialisant en France des produits de grande consommation de marques fort connues - filiale d'un groupe européen - recherche un

jeune diplomé

école supérieure de commerce HEC - ESSEC

26 ans minimum, ayant environ 3 ans d'expérience de marketing de produits de grande consommation.

Après une période de formation sur ce marché *spécifique, le candidat choisi se verra confier* des responsabilités dans le domaine des relations extérieures et de la publicité et assistera le Directeur Général dans tous les problèmes du marketing.

Vu l'expansion de cette société, la création de la position de
Directeur du Marketing Opérationnel
a été prévue pour 1981 / 1982. Le cadre recherché, disposant de réelles qualités d'observation, d'analyse et de création, ainsi que d'un fort potentiel, devra pouvoir se qualifier pour cette position. Anglais courant indispensable.

Veuillez écrire, sous référence 2754 M à

INTERCARRIÈRES
5 rue du Helder 75009 Paris

INGÉNIEURS COMMERCIAUX
confirmés en Systèmes Informatiques

Vous l'êtes mais vous souhaitez consolider votre acquis professionnel par un élargissement de vos responsabilités.

CONTROL DATA, *50000 personnes – 2,5 milliards de dollars de chiffre d'affaires vous offre la garantie d'une expansion durable et solide : plus de 40 % d'augmentation des bénéfices en 1978 et une gamme de produits prestigieuse qui comprend notamment l'un des systèmes les plus puissants au monde : l'ordinateur géant Cyber 203.*

L'élargissement de vos responsabilités, nous le voyons dans la gestion complète de comptes de sociétés d'envergure nationale. Bien évidemment, nous envisageons une rémunération à la mesure de l'importance des affaires à traiter.

Si cette proposition vous intéresse, adressez votre candidature à CONTROL DATA, *Direction du Personnel, 195, rue de Bercy, 75582 Paris Cedex 12.*

P.S. : Nous attendons bien sûr de vous des réalisations, une expérience en marketing informatique et une parfaite aisance dans les contacts à haut niveau.



Plein Champs

UN GRAND DE L'INFORMATIQUE

BANQUE
de taille moyenne en forte expansion offre situation de premier plan à :

DIRECTEUR DES RELATIONS SOCIALES

Le poste exige :
— de solides connaissances de la législation sociale ;
— une excellente aptitude aux relations humaines et à la négociation ainsi que la participation à l'élaboration d'une politique dynamique.

La connaissance de la Banque est simplement souhaitée ainsi qu'un âge minimum de l'ordre de 35 ans.

Il sera répondu à toute lettre manuscrite accompagnée d'un C.V. détaillé, indiquant dernier salaire perçu, adressée sous référence 9.315 à

OP organisation et publicité
2, rue de Marengo, 75001 Paris, qui transmettra

directeur général adjoint, affaire de transports, Paris

Un groupe français de notoriété et d'implantation internationales dans le transport routier, cherche un **cadre de niveau élevé** pour lui confier l'animation de son affaire en région parisienne (35 MF) qu'il doit développer et promouvoir.
C'est un cadre du transport de 33 ans minimum qui assume déjà des responsabilités importantes et veut développer sa carrière.
Ecrire à G. BARDOU, réf. 3499 LM.

directeur finances et gestion

Une bonne affaire familiale (50 MF, constructions mécaniques, 100 km ouest de Paris) souhaite confier la *responsabilité des finances (France et étranger) et de la comptabilité* à un cadre confirmé (grande école commerciale ou DECS). A 40 ans minimum, il a l'expérience de cette fonction dans une entreprise industrielle comparable. Anglais indispensable.
Ecrire à G. BARDOU, à Paris réf. 344 LM.

chef de projet

Nous sommes le conseil informatique interne d'un grand groupe bancaire français. Nous concevons, réalisons et installons des applications dans des centres informatiques équipés souvent d'IBM ou de CII-HB.
Vous avez une formation scientifique (ingénieur ou universitaire), une bonne culture bancaire acquise, pourquoi pas en SSCI, la maturité d'un chef de projet et n'hésitez pas à payer de votre personne. Ce poste, basé à Paris, suppose de courts mais fréquents déplacements.
Ecrire à J. THILY, Carrières de l'Informatique, réf. 3492 LM.



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

Proche Banlieue Parisienne
GRANDE ENTREPRISE
Spécialisée dans prestations services routiers principalement pour le compte des collectivités locales
recherche

DIRECTEUR DE DÉPARTEMENT

- Age minimum : 38 ans.
- Diplômé : soit École Centrale Paris, Arts et Métiers ;
  Soit H.E.C., SUP. de CO., H.E.S.S.E.C. ou équivalents.

Sera chargé :
- Du développement commercial des activités.
- De l'animation et de la Direction des unités d'exploitation.

La rémunération ne sera pas inférieure à 180.000 F par an.

Adresser lettre manuscrite, photo et C.V. très complet en indiquant prétentions sous la référence 1712 à : SWEERTS, B.P. 269, 75424 Paris Cedex 09, qui transmettra.



Directeur des ventes
120 000 F +

Nous sommes une société de production et de distribution d'équipements collectifs de sport et de loisirs. Notre développement nous conduit à renforcer notre équipe de direction.
Dans un premier temps, ce directeur devra animer, contrôler, gérer l'ensemble des agences commerciales et mener les négociations de vente auprès des grandes entreprises clientes.
Progressivement, il devra concevoir et réaliser les projets de marketing, publicité et promotion de nos produits.
Une solide expérience de gestion et d'animation de vendeurs (acquise, par exemple dans le domaine des biens d'équipement) est nécessaire pour réussir dans cette fonction.
Une formation supérieure (ESSEC, ESC...) et la connaissance de l'anglais sont des atouts supplémentaires importants.
Envoyez C.V., photo récente et rémunération actuelle sous réf. 902130 M (à mentionner sur l'enveloppe) à *Monique* NERVET.
Le secret absolu des candidatures est garanti par :



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

machines outils

Société américaine leader de sa branche, nous avons créé en 1976 notre filiale en France où nous diffusons depuis 40 ans des matériels de haute technicité et de prix élevé. Notre succès auprès *de plus de 300 clients acquis et les perspectives positives du* marché nous amènent à passer à un deuxième stade de notre développement. Nous recherchons le

sales and marketing manager
120.000

qui dirigera notre filiale française. Basé près de Paris, ce responsable aura auprès de lui deux ingénieurs de vente et une équipe administrative. 30 à 40 % de son temps sera investi aux *contacts clients sur le territoire français,* le reste étant imparti à la région parisienne et à ses activités siège. Homme de tempérament, il saura s'engager profondément dans l'action.

Une formation d'ingénieur ou équivalent, une bonne connaissance du travail du métal, une réussite dans la vente de machines outils ou d'outils coupants, si possible une première expérience d'animation d'équipe et avant tout la forte motivation à occuper un poste de responsable nous paraissent les nécessaires éléments de réussite.

La relation permanente avec la société mère exige une parfaite connaissance de *l'anglais.*

Jacqueline Sigolet vous remercie de lui adresser vos dossiers sous référence B 5663, au 1 rue de Berri 75008 Paris.

bernard julhiet psycom



TEXAS INSTRUMENTS
FRANCE

Siège Européen des Divisions
SEMI-CONDUCTEURS - MINI-INFORMATIQUE - PRODUITS GRAND PUBLIC

- Vous êtes Ingénieur
- Les questions de formation du Personnel vous intéressent au point soit de vouloir développer un acquis dans ce domaine soit d'en faire la prochaine étape de votre carrière.

Etre

RESPONSABLE de FORMATION

dans notre Société c'est :
- Faire partie d'une équipe jeune dépendant de la Direction Générale.
- Identifier les besoins de formation nécessaires à la croissance et *à l'évolution rapide de notre Société*
- Définir, réaliser, éventuellement animer les actions de formation et gérer leurs budgets
- Maintenir et développer les relations avec les organismes extérieurs
- Mettre au point des outils pédagogiques et leur utilisation
- Accomplir les obligations légales d'informations et de déclarations.

Pour maîtriser cette *fonction, il est nécessaire*
- d'avoir une expérience en milieu industriel
- d'être familiarisé avec les moyens modernes de gestion
- de parler couramment anglais.

Poste évolutif selon la personnalité du candidat.



écrire avec CV, photo, prétentions, date de disponibilité sous réf. PERS/279/007 à
Madame LE GUET
B.P. No 5
06270 VILLENEUVE LOUBET

consultants en stratégie et diversification

Nous souhaitons renforcer notre équipe de 20 personnes et recherchons la collaboration

d'INGENIEURS CONSEILS
DE HAUT NIVEAU

Nous leur demanderons d'intervenir auprès des Directions d'entreprises françaises et étrangères, de réaliser des actions débouchant sur des résultats concrets, de participer à l'évaluation et à la mise en place d'activités nouvelles.

Cette offre s'adresse à des diplômés d'une grande école, 30 ans minimum ayant acquis une pratique professionnelle solide en entreprise ou dans une société de conseil et souhaitant accéder à des responsabilités réelles et évolutives. Il faut faire preuve de dynamisme mais aussi de rigueur et de disponibilité.

La connaissance de l'anglais et/ou de l'allemand est indispensable.

De fréquents déplacements de courte durée sont à prévoir.

Une présentation des activités de notre société vous sera donnée à réception de votre lettre de candidature manuscrite accompagnée d'un C.V. détaillé, adressée sous référence 6705-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

MICRO-ORDINATEURS

RESPONSABLE COMMERCIAL

Cette société d'informatique, filiale d'un groupe bancaire, à des activités multiples : service bureau, temps machine, conseil, soft, systèmes, hardware... Elle vient de conclure un accord de distribution avec l'un des tout premiers fabricants mondiaux de micro-ordinateurs. Pour commercialiser cette gamme de produits, elle crée un nouveau département.

Pour prendre en charge cette nouvelle activité, elle souhaite rencontrer un professionnel de la vente, systèmes et hardware, «minis» ou périphériques, capable, de part son expérience, de bâtir et d'animer un réseau revendeur O.E.M., S.S.C.I.

Autonome et responsable, il étudie et négocie les contrats et les marchés, il anime les ingénieurs commerciaux, il dirige et contrôle l'assistance technique et la maintenance, il gère ses budgets.

La notoriété du groupe, le «challenge» et les conditions offertes sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Merci d'adresser sous réf. M 6293 A, CV complet à François Sanchez qui étudiera confidentiellement votre candidature.

egor 5 rue Meyerbeer, 75009 Paris

CABINET D'ORGANISATION COMPTABLE
recherche

CHEF DE MISSION ORGANISATION

pour prise en charge de projets clé en main.
- Il faut une solide formation générale et comptable (Grande Ecole souhaitée).
- Plus de goût pour l'action que pour le papier.
- Une absence de complexe vis à vis des Informaticiens.
- Une disponibilité certaine.

Il est proposé :
- un travail rapidement autonome au sein d'une équipe dynamique;
- un profil de carrière calqué sur les résultats.

Envoyer CV manuscrit et prétentions à
P. CONVERT - U.F.E.C.
2, avenue Hoche 75008 Paris

REPRODUCTION INTERDITE

Ce que vous savez déjà sur les ordinateurs peut faire de vous l'un de nos meilleurs ingénieurs commerciaux.

Votre formation ou une première expérience vous ont amené à devenir un spécialiste en informatique (logiciel, matériel ou application). Vous êtes à la tête d'un capital qu'il vous appartient de valoriser immédiatement en devenant

ingénieur commercial

chez un des constructeurs mondiaux les plus importants sur un marché en pleine croissance. Envoyez votre dossier de candidature à M. LAVALETTE *11, rue du Regard 75006 PARIS qui l'étudiera de manière approfondie et strictement confidentielle.*

INGENIEUR COMMERCIAL

«MINI INFORMATIQUE»

Implantés en France depuis plusieurs années, nous sommes l'un des tout premiers constructeurs de mini-ordinateurs.

Nous nous développons à un rythme rapide, grâce à des produits adaptés, tant en gestion qu'en informatique industrielle et scientifique.

Nos agences parisiennes et certaines de province sont prêtes à accueillir des ingénieurs commerciaux de haut niveau, habitués aux négociations et à la vente de produits informatiques auprès de grands utilisateurs, ou à trouver un réseau d'O.E.M.

Si vous êtes le professionnel que nous recherchons, nous garantissons de réelles possibilités d'évolution de carrière et nous devons nous entendre à tous les niveaux.
La pratique de la langue anglaise est nécessaire, d'autant que lors de votre formation à nos techniques et à nos produits, un stage est prévu aux Etats-Unis.

Merci d'adresser directement votre candidature sous référence M 6260 B, à François Sanchez qui l'étudiera confidentiellement.



5 rue Meyerbeer, 75009 Paris

L'intérêt d'un poste juridique tient à l'importance de la Société dans laquelle s'exerce cette fonction et à la diversité des problèmes qui sont traités. C'est dans un tel cadre que **COLGATE PALMOLIVE** propose le poste d'

ADJOINT AU DIRECTEUR JURIDIQUE

Le poste :
Sous la responsabilité directe DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES SERVICES JURIDIQUES ET DES RELATIONS EXTÉRIEURES, il aura la mission de conseiller la Direction et l'ensemble des Services des Sociétés du Groupe Français. Il recevra l'assistance de cabinets spécialisés et sera en liaison avec des responsables juridiques internationaux du Groupe.

Le candidat :
Une réussite complète dans ce poste requiert un Docteur en Droit ou diplômé d'Etudes Supérieures, ayant déjà quelques années d'expérience du DROIT DES AFFAIRES, acquise de préférence dans une entreprise industrielle internationale.
UNE TRÈS BONNE CONNAISSANCE DE LA LANGUE ANGLAISE qui est indispensable.

Si cette proposition vous intéresse, veuillez prendre contact par lettre adressée au Service Recrutement - COLGATE PALMOLIVE - 92401 COURBEVOIE.

IMPORTANT GROUPE DE PRESSE
recherche

JEUNES DIPLOMES

(Grande Ecole de Commerce ou équivalent)

Hommes de contact, dynamiques et imaginatifs, ils souhaitent débuter leur carrière par une expérience de la vente dans la presse et la publicité.
Nous leur proposons une formation aux techniques de vente et de marketing, leur intégration dans une équipe commerciale dynamique, la responsabilité du développement d'un marché publicitaire de l'une de nos revues (nombreux contacts agences/annonceurs).
Anglais courant apprécié.
Une possibilité réelle d'évolution de cette fonction peut être envisagée.
Merci d'adresser vos lettres avec C.V., photo et prétentions sous référence 9509 à :

OP organisation et publicité — 2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANSMETTRA

Les femmes et la politique...

Tout en diplomatie et en finesse. Il en est ainsi des Relations Publiques de notre Société. Le responsable de ce service est en contact permanent avec de nombreux organismes officiels. Cela s'explique : notre activité (travaux publics et routiers) est très largement orientée vers l'étranger. Sa secrétaire connaît, bien sûr, la dactylo et la sténo mais sa fonction ne s'arrête pas là. Véritable assistante, elle peut le remplacer lors de ses fréquentes absences : téléphone, courrier dont elle assure la rédaction, gestion du budget publicitaire afférent au service.
Nous la voyons autonome, subtile, efficace...
Femme de tête, ouverte à «L'Evenement».
Lieu de travail : Champs Elysées.
Veuillez adresser vos CV, photo et prétentions à :
Lénaïck de Erauso-Meyers - rsc carrières - 92, rue Bonaparte - 75 006 PARIS

rsc carrières

Burroughs

DEUXIÈME CONSTRUCTEUR MONDIAL EN INFORMATIQUE
recrute des

Jeunes Diplômés de l'enseignement supérieur commercial

pour accroître le nombre de ses

INGENIEURS COMMERCIAUX

dans ses 12 Agences de PARIS et ses 30 Agences de PROVINCE

- Nous vous proposons des postes qui vous permettront d'acquérir une solide expérience du terrain.

- VOUS DEVREZ :
- rencontrer et conseiller les chefs d'entreprise dans leurs problèmes d'organisation et de gestion ;
- commercialiser et mettre en place les équipements adaptés à leurs besoins.
- NOUS VOUS ASSURERONS une formation complémentaire dès votre entrée dans la Société et tout au long de votre carrière ;
- NOUS VOUS PROPOSERONS d'importantes perspectives d'évolution au sein de notre groupe.

Si cette proposition répond à votre ambition, envoyer lettre, curriculum vitae, photo à la Direction du Personnel

BURROUGHS S.A.
230/242, av. L. Cély
92231 GENNEVILLIERS Cedex.

Lorsqu'il s'agit de transmettre l'information, la fin en soi n'est pas la machine, mais le service qu'elle devra fournir. NOS

CADRES COMMERCIAUX

commencent par l'étude approfondie des problèmes réels de l'entreprise, définissent les solutions adaptées à leurs exigences propres, ce n'est qu'après qu'ils parlent matériel.

Un diplôme d'Etudes Supérieures (de préférence commerciales) ou une bonne expérience de vente, complété par la formation que nous assurons au cours des premiers mois, sont les éléments de base d'une réussite commerciale.

La structure de rémunération que nous avons étudiée pour eux est motivante dès le départ (fixe + variable de l'ordre de 78.000 F/annuel, compte tenu des résultats, bien entendu) et participation aux fruits de l'expansion.

Plusieurs postes sont à pourvoir à PARIS et en PROVINCE.

Merci d'adresser lettre de candidature + C.V. sous la référence V. 21 à :

Fabienne GUERIN - Service Recrutement

RANK XEROX

4, rue Nicolas-Robert
93602 AULNAY-SOUS-BOIS.



Société spécialisée dans les études et la réalisation de logiciel de base, logiciel système d'exploitation et de télétraitement, logiciel temps réel industriel et Produits-programmes professionnels.

recherche dans le cadre du plan de développement 1979 de ses 5 agences

INDUSTRIE - LOGICIEL - MILITAIRE - SYSTEME - PRODUITS

7 Chefs de Projet

(réf. 909 CDP)

7 ans d'expérience minimum pour assurer la direction d'importants projets logiciels.

30 Ingénieurs Informaticiens

(réf. 909-I2)

1 à 4 ans d'expérience en réalisation de logiciel pour prendre des responsabilités de développement dans un contexte de production éprouvé et basé sur des méthodes avancées de construction de Logiciel. Quelques postes sont à pourvoir à notre Centre Technique de Grenoble.

2 Ingénieurs d'Affaires

(réf. 909 IA)

Chargés de négocier et d'assurer le suivi d'importants contrats de conception et de réalisation de Logiciel. Ce poste peut convenir à des ingénieurs ayant une bonne expérience technique et quelques années de pratique de la vente de services en informatique.

Envoyer CV, photo et prétentions à :
CAP SOGETI LOGICIEL
5 r. Louis Lejeune 92128 MONTROUGE CEDEX
Métro : PORTE D'ORLEANS

sperar

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
DISTRIBUTION GROUPE PÉTROLIER

Recherche pour son service Juridique à PARIS

CADRE JURIDIQUE

Il assistera le Chef de service pour rédaction et suivi des contrats commerciaux, études des garanties, contrôle des procédures de recouvrement de créances, gestion des sinistres, contrôle des indemnisations.

FORMATION :

Maîtrise de droit civil, expérience 2 à 3 ans Clerc d'agréé, auxiliaire de justice, contentieux.

Connaissance langue anglaise souhaitée.

Adresser lettre manuscrite C.V., et photo (retournée) sous référ. 223 à SOFAC, 36, rue du Colisée, 75008 PARIS, qui transmettra.

SEMS

Société Européenne de Mini-informatique et Systèmes

Filiale THOMSON CSF

recherche

des INGENIEURS INFORMATICIENS

- **SUPPORT TECHNIQUE LOGICIEL**
  Contrôle et suivi technique des produits logiciels nouveaux en clientèle.
  Lieu de travail : Louveciennes (78) ou Grenoble.
  Référence ITC 4
- **ASSISTANCE TECHNIQUE AVANT VENTE**
  Support technique du réseau commercial France et Export dans ses actions avant vente (promotions de produits, réponse aux appels d'offre, etc ...)
  Lieu de Travail : Louveciennes (78), Grenoble, Marseille, Tours et Rouen.
  Référence ITC 5

Formation : Grandes Ecoles d'Ingénieurs (option Informatique souhaitée) ou DEA d'informatique.

Expérience : débutants ou 2 à 4 ans d'expérience en Informatique.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo en précisant bien la référence à SEMS - Service du Personnel
36/38, rue de la Princesse 78340 LOUVECIENNES

---

ingénieur électronicien marketing

Nous recherchons un ingénieur électronicien pour le service marketing de notre Division mini-ordinateurs. Diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs, (option informatique si possible) débutant ou avec une première expérience, il aura un sens développé de la relation commerciale.

Il sera chargé : • d'étudier la compatibilité de nos mini-ordinateurs à applications industrielles, scientifiques et techniques avec d'autres systèmes (télétraitement, mesure), • d'assister techniquement notre réseau avant la vente, • de concevoir des supports techniques et d'informer le réseau.

Une formation personnalisée à nos produits est prévue.

Poste à pourvoir à PARIS.

Pour un premier contact, envoyer C.V. sous réf. H.J. - OLIVETTI France - Direction du Personnel et des Relations Humaines - 91, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS.

olivetti DIVISION MINI-ORDINATEURS



Contrôleur de gestion

Il s'agit d'une affaire familiale. Sa vocation : la distribution d'articles de luxe en confection masculine. Son C.A. progresse de 15 % par an. Le développement prévu nécessite l'engagement d'un proche collaborateur :
Pour lui confier le CONTROLE DE GESTION et le PLAN DE TRESORERIE :
- Prévision, suivi, analyse des budgets de 10 magasins de détails,
- mise en place des procédures de vérification des liquidités et stocks,
- préparation des achats et investissements.

Ces responsabilités conviendraient bien à un homme ou une femme, diplômé de l'enseignement supérieur (commerce ou comptabilité) possédant quelques années d'expérience de moyenne entreprise.
Le lieu de travail se situe dans la proche banlieue ouest de Paris.
La rémunération annuelle prévue est de l'ordre de 120.000 F. Elle sera fonction des compétences personnelles.
La réussite à ce poste - c'est une création - permettra dans l'avenir une extension des responsabilités.

Les personnes que cette proposition intéresse sont invitées à envoyer rapidement leur dossier sous référence GB 362 M à SEFOP qui les en remercie.

SEFOP
11 rue des Pyramides 75001 PARIS.

---

statisticien (H ou F) - 90000F/an

Département recherche d'un grand groupe français au rayonnement mondial, nous sommes installés en proche banlieue Est (20 minutes de Paris) et vous proposons de mettre en place et de développer des outils statistiques sophistiqués en assistant nos chercheurs dans leur mise en œuvre.
Vous avez une solide formation (ISUP, ENSAE...), le goût de la recherche comme du conseil, de bonnes bases en informatique scientifique et une expérience de 5 ans acquise, pourquoi pas, dans l'industrie pharmaceutique.
Ecrire à A. LEROUX, réf. 3538 LM.



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

Une importante Société
livrant des usines et installations dans le monde entier et appartenant à l'un des plus grands groupes industriels français,
recherche
pour son Siège à Paris

UNE PERSONNALITE DE PREMIER PLAN

capable de

NEGOCIER

la promotion d'

ENSEMBLES PHARMACEUTIQUES CLES EN MAIN

- *Une bonne connaissance du milieu international de l'industrie pharmaceutique.*
- Une pratique de la négociation internationale à un niveau élevé avec ce qu'elle implique : connaissances financières, juridiques, commerciales.
- Bilinguisme ANGLAIS.

Merci de faire parvenir votre C.V. par l'intermédiaire de CONTESSE PUBLICITE 20, Av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, sous référence 96645, qui transmettra.

RESPONSABLE EXPL

egor



SYSTEMES SPECIAUX

INGÉNIEURS UNIVERSITAIRES

RESPONSABLE DES APPLICATIONS ET DU SOFTWARE EN MINI-INFORMATIQUE

IMPORTANTE SOCIÉTÉ de TÉLÉCOMMUNICATIONS
recherche

INGÉNIEUR D'ÉTUDES
(E.S.E., E.N.S.T., ...)

Lieu de travail : Banlieue SUD

IMPORTANT GROUPE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS
recherche pour son service :

ordonnancement dossiers

هكذا من الأصل

offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi

SERVICES INFORMATIQUES «TEMPS MACHINE»

RESPONSABLE EXPLOITATION

Cette société qui vend de l'énergie informatique met à la disposition de sa clientèle 5 ordinateurs 360 et 370, exploités en «libre-service» et en «service guichet».

Créée il y a 8 ans elle développe ses services et sa clientèle de façon constante et elle souhaite s'adjoindre un nouveau collaborateur capable de prendre en charge, d'organiser et de contrôler l'exploitation des ordinateurs.

Ce poste peut être confié à un professionnel possédant une expérience solide de la tenue de «salles ordinateurs» et de l'exploitation «temps machine». Il maîtrise les techniques : DOS- DOS VS- OS - OS VS1 et si possible le télétraitement.
Les perspectives de l'entreprise, l'ambiance de travail au sein d'une petite équipe concernée et motivée et les conditions offertes sont de nature à intéresser un professionnel compétent.

Merci d'adresser CV complet, sous référence M 6294 B à François Sanchez qui étudiera confidentiellement votre candidature.

egor 5 rue Meyerbeer, 75009 Paris

GM GENERAL MOTORS FRANCE

recherche

un cadre
Docteur en Droit

ayant une parfaite connaissance de l'anglais.

Au moins 10 ans d'expérience dans fonctions juridiques et fiscales d'une grande entreprise.

Le candidat devra s'intégrer dans service existant, utilisant une procédure internationale.

Adresser CV manuscrit avec photo et prétentions au Service du Personnel
YM - 5, boulevard Galliéni
92231 GENNEVILLIERS

---

jeune cadre financier

90 000 +

Après une formation supérieure HEC, ESSEC..., vous avez choisi de faire une carrière financière. Vos aptitudes à la mesure de votre ambition vous permettent d'envisager avec sérieux de devenir à moyen terme Directeur Financier d'une grande entreprise.

Ce choix et cette ambition, vous les avez déjà concrétisés par une première expérience financière (2 à 4 ans) réalisée dans une entreprise industrielle ou une banque d'affaires.

Par notre dimension et par notre implantation internationale nous sommes considérés comme l'un des tout premiers groupes industriels français.

Nous vous proposons d'entrer dans la Direction Financière de notre holding parisienne où vous aurez à traiter des dossiers de financement et serez amenés à suivre la gestion financière d'un certain nombre de nos filiales françaises ou étrangères.

Enfin, l'évolution du marché financier et des techniques de gestion seront vos préoccupations permanentes.

Nous vous invitons à prendre contact avec nous en adressant vos dossiers de candidature à M. Masson ss réf. 2667 au 1, rue de Berri 75008 Paris.

bernard julhiet psycom

CENTI

CONSEIL ET SERVICES EN INFORMATIQUE

recrute pour son Département
« SYSTEMES SPÉCIAUX »

INGÉNIEURS
ET
UNIVERSITAIRES

— ayant plusieurs années d'expérience sur le logiciel ou les applications des MINI-ORDINATEURS INDUSTRIELS (conduite de processus, transmissions, réseaux, calculs techniques, automates de gestion, CAO) ;
— ou ayant une formation scolaire en informatique étayée par des stages ou une première expérience pendant le Service National. Formation complémentaire assurée.

Activités de haut niveau technique.
Rémunération en rapport.

Envoyer lettre avec C.V. et prétentions à CENTI, 128, rue de Rennes, 75006 PARIS. Tél. : 222-25-31.

IMPORTANTE SOCIETE DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE, PARTENAIRE D'UN GROUPE INDUSTRIEL DE TAILLE INTERNATIONALE, recherche des :

Ingénieurs Informaticiens

a) expérience 0 à 2 ans pour participer à la conception et à la réalisation de :
- SYSTEMES TEMPS REEL
- SYSTEMES ET LOGICIEL DE BASE
- SYSTEMES DE GESTION

(Réf. 4716)

b) expérience 2 à 3 ans, capable de par son expérience des mini-ordinateurs d'assister au plan technique une équipe de réalisation. Ce poste évoluera assez rapidement vers la responsabilité du suivi technique d'un ensemble de projets.

(Réf. 4717)

Tous ces postes sont à pourvoir en région parisienne.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en rappelant la référence à
PUBLICITÉS RÉUNIES
112 Bd Voltaire 75011 PARIS qui transmettra

IMPTE SOCIÉTÉ DE PRODUITS CHIMIQUES

recherche

JEUNE ATTACHÉ
DIRECTION FINANCIÈRE

Diplômé HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent

Cadre aux SERVICES FINANCIERS de la Société.

Il participera en particulier aux activités suivantes :
— Préparation des dossiers de CREDIT ;
— Suivi des dossiers d'INVESTISSEMENTS à l'étranger ;
— Gestion des engagements en DEVISES ;
— Suivi de l'ensemble des OPERATIONS FINANCIERES INTERNATIONALES, et spécialement des procédures de crédit documentaire et de négoce international.

Anglais courant indispensable.

Poste évolutif.

Adresser dossier de candidature en précisant rémunér. souhaitée sous le nº 99.801 à CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, qui transm.

GRANDE BANQUE

recherche
POUR SES CENTRES DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION

DE MARNE-LA-VALLÉE ET DU VAUDREUIL

DEUX SPÉCIALISTES PRATICIENS DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Familiers des mesures des lignes «Télé-informatiques» selon les normes P. et T., pour prendre en charge la surveillance et la maintenance d'un important réseau télé-informatique.

Réponses à adresser avec C.V. + prétentions à :
D. P. O.
Division Exploitation
14, rue Bergère - 75009 PARIS.

TEKELEC TA AIRTRONIC

600 PERSONNES — 300 MILLIONS DE C.A.
crée, au sein de son Département « PERIPHERIQUES et SYSTEMES » le poste de

RESPONSABLE DES APPLICATIONS ET DU SOFTWARE EN MINI-INFORMATIQUE

Ce poste devrait intéresser un jeune Ingénieur diplômé d'une grande école, ayant quelques années d'expérience en qualité d'adjoint d'une Direction Informatique, doué d'un sens aigu de l'organisation, excellent analyste très au fait des applications de gestion.

Ambitieux, convaincu de l'avenir de la mini-informatique et sachant faire partager cette conviction, il devra constituer et animer une équipe d'analystes et de programmeurs et pourra, en cas de réussite, accéder rapidement à des responsabilités de haut niveau.

— Poste basé en proche banlieue Ouest de Paris ;
— Anglais souhaité.

Envoyer CV détaillé sous référence 1391 à :
TEKELEC AIRTRONIC
B.P. Nº 2 — 92310 SEVRES

Société liée à un IMPORTANT GROUPE MULTINATIONAL
Métro : Michel-Bizot

recherche

INGÉNIEUR DE PROJETS

— ayant connaissances calculs d'échanges thermiques ;
— expérience de 5 ans dans la branche souhaitée ;
— bonne connaissance de la langue anglaise ou allemande appréciée.

Envoyer C.V., prétentions sous référence 6.509 à :
P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS CEDEX 02
qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

Proche banlieue Nord-Ouest de Paris
recherche pour son service Informatique en voie de développement

INFORMATICIENS INGÉNIEURS
GRANDES ÉCOLES : X, CENTRALE, MINES, SUP. AÉRO

Ayant si possible plusieurs années d'expérience en informatique de gestion.

MISSION :
— Réaliser les spécifications détaillées des applications nouvelles et des développements d'application dans le domaine de la gestion.
— Encadrer des équipes de réalisation des applications dont il a fait les spécifications.
— Assurer la maintenance des applications opérationnelles.

Une connaissance du PL/I et des matériels IBM serait appréciée.

Adresser lettre manuscrite avec CV et photo à nº 00315 Contesse Publicité, 20, avenue Opéra 75040 Paris Cedex-01 qui transmettra.

UNE UNITÉ DE FORMATION INDÉPENDANTE, FILIALE D'UNE TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE,

destinée à assurer des actions de formation à l'étranger

recherche des

JEUNES INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

Si vous aimez transmettre votre savoir.
Si vous êtes tenté par l'étranger.
Si vous avez envie de participer à la création d'une unité nouvelle.

Si, de plus, vous avez la connaissance de langues étrangères et de l'informatique en temps réel.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions (avec photo) sous référence 00242 à Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra

---

MANUFACTURERS HANOVER BANQUE NORDIQUE

recherche
pour son Département
ETUDES DE CREDITS

CHARGE D'ETUDES

Une formation économique (HEC, Sup de Co, IEP Eco/fi), éventuellement complémentée par un M.B.A., permettant d'assimiler les techniques d'analyse financière, et une bonne maîtrise de l'anglais sont nécessaires.

Adresser lettre + photo à
Direction du Personnel
20, rue de la Ville l'Evêque 75008 PARIS

QUARTIER SAINT LAZARE
COMPAGNIE AMERICAINE D'ASSURANCES
nous confie la recherche d'

UN CHEF DE PROJET

qui sera particulièrement chargé de la mise en place d'un système de téléprocessing local utilisant les bases de données.

De formation supérieure en informatique, le candidat devra justifier d'une expérience de CICS, DL1 et des DATA BASE.

Rémunération 120.000 Frs.

Faire acte de candidature sous référence 709 à Jean PORRACCHIA



IMPORTANTE SOCIÉTÉ de TÉLÉCOMMUNICATIONS

recherche

INGÉNIEUR D'ÉTUDES
(E.S.E., E.N.S.T., ...)

Pour études prospectives sur la recherche des structures optimales de systèmes sur transmission numérique à grande distance sur fibres optiques par voie sous-marine.

Il participera à la conception et à la mise au point des équipements immergés.

Une expérience de quelques années en transmission numérique est indispensable ; une expérience en optoélectronique et circuits intégrés est souhaitable.

Lieu de travail : **Banlieue SUD**

Envoyer C.V. et prétentions nº 99.851, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui transmettra.

TEMPS PARTAGÉ

INGENIEUR COMMERCIAL

La division des services réseaux d'une des premières sociétés de TELECOMMUNICATIONS et d'INFORMATIQUE se développe à un rythme constant et propose une opportunité à un jeune ingénieur commercial.

Dans le cadre d'une politique commerciale définie par secteur d'activité, il est chargé de développer une clientèle avec des «produits» et des applications «Temps Partagé» adaptés

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur dans le domaine de la gestion ou des techniques mathématiques appliquées à la gestion, possédant déjà une expérience significative de 2 à 3 ans acquise dans la vente aux grandes entreprises. Une formation complémentaire aux applications du Temps Partagé sera fournie par l'Entreprise.

La rémunération proposée permet d'intéresser un bon professionnel et l'expansion de la société peut offrir de réelles possibilités d'évolution.

Merci d'adresser CV complet, photo et prétentions à François Sanchez, sous référence M 6267 D, à

egor 5 rue Meyerbeer 75009 Paris

STÉ D'AMEUBLEMENT ET DE DÉCORATION

recherche

SON DIRECTEUR COMMERCIAL ET MARKETING

basé sur PARIS

Il assumera le management des équipes FRANCE et EXPORT.

Sa personnalité lui permettra de négocier lui-même à haut niveau.

— Expérience et réussite antérieures appréciées (minimum 5 ans).
— 35 ans, de formation supérieure ESC ou équivalent.
— Anglais indispensable (lu, écrit, parlé) et allemand apprécié.

Adresser curriculum vitae manuscrit + photo à :
Monique GUILLOT,
67, quai d'Orsay - 75007 PARIS.

IMPORTANT PROMOTEUR SOCIAL DE LA RÉGION PARISIENNE

recherche

CADRE TECHNIQUE

destiné à seconder un des chefs de projet de la société.

Il devra assurer, suivant les directives de ce responsable, toutes les tâches techniques du maître de l'ouvrage depuis l'avant-projet sommaire jusqu'à l'apurement des comptes d'investissement.

Ce poste conviendrait à un technicien supérieur de 30 ans environ, possédant une expérience professionnelle du bâtiment (promoteur, architecte ou entreprise).
Rémunération annuelle brute : 60.000 F.
Lieu de travail : PARIS.

Faire demande manuscrite avec C.V. détaillé et photo sous numéro T 790.463 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARRIS.

IMPORTANT GROUPE PHARMACEUTIQUE FRANCAIS

recherche pour son service :

ordonnancement dossiers

UN RESPONSABLE DE LA PREPARATION DES DOSSIERS D'ENREGISTREMENT FRANCAIS

Le candidat devra avoir :
- une formation scientifique : pharmacien, biologiste etc...
- une bonne connaissance de la législation pharmaceutique française,
- au moins deux ans d'expérience dans la préparation de dossiers d'enregistrement,
- une connaissance de l'anglais écrit et si possible parlé,
- un très bon contact humain.

Envoyer CV détaillé à MEDIA SYSTEM, sous référence 2810, 104 rue Réaumur, 75002 Paris.

IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE

faisant partie d'un groupe international recherche le

chef du personnel

de son unité de fabrication (300 personnes), implantée dans une ville universitaire de l'Ouest.

Rattaché au Directeur de cette unité, il sera responsable de l'ensemble de la fonction Personnel au plan de l'USINE.

Ce poste nécessite une formation supérieure et une bonne expérience de la fonction, tant au plan technique qu'humain, acquise en usine.

La connaissance de l'Anglais peut constituer un atout supplémentaire.

Ecrire avec C.V. et photo à HAVAS CONTACT 156 Boulevard Haussmann - 75008 Paris, sous réf. 76156 M.

Les Echos
le quotidien de l'économie

recherche

TÉLÉ-VENDEUSE

Nous sommes des Jeunes Femmes qui formons une excellente équipe.

Nous avons été choisies parce que nous possédons de l'enthousiasme, de la bonne humeur, de la ténacité et une voix agréable au téléphone. Mais nous voulons encore développer les services que nous rendons aux entreprises qui souhaitent utiliser la rubrique des Annonces Classées.

Alors, si, comme nous, vous pensez posséder ces qualités venez nous rejoindre !

Et en échange nous vous offrirons :
— un excellent salaire + intéressement ;
— restaurant d'entreprise ;
— une formation et motivation permanentes.

Téléph. à Josette CORNU - 225-69-25.

ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU SECTEUR BANCAIRE

recherche
pour son Service Informatique

ANALYSTE D'APPLICATION

de formation supérieure (maîtrise)
Libre rapidement

Affecté à un groupe d'études, il participera, dans un premier temps, à la mise en œuvre d'applications comptables.

Nationalité française — Libéré O.M.
Avantages sociaux

Ecrire avec C.V., prétentions et photo à Nº 290 CONTESSE Publicité
20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

IMPORTANT GROUPE IMMOBILIER
cherche

cadres
responsables de la
gestion de logements

locatifs et en accession situés dans le secteur Sud-Est de Paris.

Ses fonctions engloberont tous les aspects budgétaires, techniques et administratifs ainsi que les relations avec les locataires et les entreprises.

Le candidat diplômé d'une école de commerce, d'un IUT ... aura acquis une première expérience professionnelle dans une société de gérance ou chez un administrateur de biens.

Véhicule indispensable.

Ecrire avec C.V. sous no 214 CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.



THOMSON-CSF

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS
E.S.E., E.N.S.T., I.S.E.P. ou équivalent

débutants ou ayant quelques années d'expérience, susceptibles après formation :

- de réaliser des études en laboratoire,
- de participer à la conception de systèmes de télécommunications (gestion de données) ;
- de s'intégrer à son équipe commerciale exportation (langues : anglais, espagnol, arabe).

Ces postes sont à pourvoir rapidement.

Adresser C.V., photo, prét.ent. à Thomson CSF, Division Faisceaux Hertziens, Service Recrutement, 53, rue Greffulhe, 92300 Levallois.



HISPANO-SUIZA

recherche pour son Usine (plus de 2000 personnes) de BOIS COLOMBES

UN INGENIEUR GRANDES ECOLES

A.M. ou similaire, formation électronique pour prendre en charge la responsabilité du secteur

REPARATION MACHINE-OUTIL

Composé d'un parc de 900 machines-outils dont un pourcentage important à commande numérique.

Cet Ingénieur sera rattaché au responsable de la Fabrication.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo aux Relations du Travail - HISPANO SUIZA - 333, Bureaux de la Colline - 92213 SAINT-CLOUD CEDEX.

Important Groupe Électronique
recherche

PLUSIEURS INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

pour responsabilités d'un domaine de produits et d'une clientèle bien déterminée.

— formation universitaire ou grande école électronique ;
— anglais courant indispensable, 3e langue souhaitée ;
— expérience de quelques années en électronique professionnelle ;
— déplacements de courte durée France et étranger.

Lieu de travail : PARIS.

Adr. C.V. man., photo (retournée) et prét., n° 498, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1er), qui tr

---

jeunes ingénieurs
GRANDES ECOLES

GRAND CONSTRUCTEUR TURBO-MACHINES recherche pour Région Parisienne.
E.C.P., Mines, A.M., I.D.N., ENSI (Nancy, Poitiers, Nantes), INSA (Mécanique) pour les postes suivants

INGENIEUR COMMERCIAL

Nous recherchons un Ingénieur débutant ou ayant 1 à 2 ans d'expérience professionnelle.

INGENIEUR BUREAU D'ETUDES

Nous recherchons un Ingénieur ayant 2 à 5 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la mécanique (évolution intéressante pour Ingénieur de valeur).

Ecrire avec C.V. détaillé (précisez le poste) sous réf. 6699-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

---

offres d'emploi

Filiale d'un groupe multinational très performant nous développons nos effectifs (500 personnes actuellement) de 30 à 40 % par an. Nous renforcons notre direction du personnel en créant deux postes d'adjoints opérationnels. L'un est pourvu par promotion interne, l'autre est peut-être vous.

gestion des cadres

Basé(e) à notre siège en région parisienne, vous rayonnerez sur nos agences régionales en contribuant au développement harmonieux de notre potentiel humain tant sur le plan de la réflexion (structures, organisation, méthodes, gestion prévisionnelle) que de l'assistance aux responsables hiérarchiques dans l'action (recrutement, mise en fonction, appréciation, formation...). Votre rémunération ne sera pas inférieure à 90.000 F.
Adresser dossier de candidature ss réf. M 673 à Publiscope Junior 11 rue Royale 75008 PARIS qui transmettra (sauf à votre employeur).

Important Groupe Électronique Professionnelle
recherche

JEUNE INGÉNIEUR
Diplômé Grande Ecole exclusivement
(E.N.S.T. - E.S.E. - E.N.S.I.)

Débutant ou ayant quelques années expérience pour étude et développement matériel électronique de haute technicité associant circuits transistorisés et dispositifs hyperfréquence.

Adr. C.V., photo (retournée), n° 497, CONTESSE Publ., 20, avenue de l'Opéra, Paris (1er), qui tr.

ROCKWOOL ISOLATION S.A.
Construit actuellement sa première usine française de production de fibres de roche volcanique Dans le cadre de son expansion elle recherche

UN JEUNE INGÉNIEUR ou ARCHITECTE

— Rattaché à la direction marketing,
— Il participera au développement du service d'assistance technique.

Le poste proposé exige une parfaite connaissance de l'anglais.

Un esprit ouvert vers le marché et un sens réel des contacts humains,
Une expérience dans le bâtiment serait appréciée.

Le lieu de travail est situé à Paris, mais des déplacements en France et dans les Sociétés du groupe sont à prévoir.

Adressez C.V. manuscrit, photo et prétentions à ROCKWOOL ISOLATION S.A., 48-50, rue Albert - 75013 PARIS.

---

quitter l'audit pour devenir controller

- Et créer ce poste au sein d'une importante société française de service informatique orientée vers la gestion et les systèmes de télécommunication. Cette société est en forte croissance.
- Vous avez 3 ou 4 ans d'expérience, une bonne formation de base complètant une personnalité affirmée
- Vous serez chargé de définir et mettre en place les procédures de contrôle, et vous aurez directement les responsabilités du contrôle de 2 divisions de la société.
- Pour participer à ce recrutement, envoyer C.V. photo et salaire actuel sous réf. 34-09 A

ONOMA 26, rue de Berri 75008 PARIS (confidentialité assurée)

Vous connaissez bien les entreprises opérant sur le marché des

COMMODITIES
(métaux, caoutchouc, cacao, sucre, café)

Vous voulez rester INDEPENDANT
Mais vous recherchez une activité de :

COMMERCIAL

de toute façon vous maîtrisez l'anglais.
Nous vous proposons une collaboration pour promouvoir notre modèle informatique de prévision.

Thaïs

Ecrivez-nous ou téléphonez à Michel TURBIER
ORDITEC SYSTEMES
15, rue Vignon 75008 PARIS - 742.71.27

ÉTABLISSEMENT BANCAIRE
recherche
pour son Service de Médecine du Travail

MÉDECIN
à temps partiel

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. 59282 B à BLEU Publicité 17, rue Lebel - 94300 VINCENNES O.T.

---

offres d'emploi

ETABLISSEMENT PARIS CENTRE
recherche pour son service
ENTRETIEN DU BATIMENT ET DES EQUIPEMENTS

ingénieur
A. et M. - I.D.N. - E.S.T.P. ou équivalent.

Il aura la responsabilité de l'exécution et la coordination des travaux de maintenance, il veillera à leur optimisation ainsi qu'à l'amélioration des équipements. Une expérience d'une dizaine d'années est exigée et des connaissances particulières en plomberie ainsi qu'en électricité seront appréciées.

Ne pas se présenter, envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo sous référence I.9471 à :

OP organisation et publicité 2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANSMETTRA

---

gérer leur carrière
responsable
«ressources humaines»

d'une importante société française de service informatique orientée vers la gestion et les systèmes de télécommunication.

Vous êtes âgé de 30 ans minimum, votre maturité et votre personnalité font que vous «passez bien»
Vous avez une expérience des sociétés de matière grise et de leurs difficultés
Vous souhaitez faire découvrir votre style aux cadres de la société
Pour participer à ce recrutement, envoyer C.V. photo et salaire actuel sous réf. 35-09 à

ONOMA 26, rue de Berri 75008 PARIS (confidentialité assurée)

SOCIÉTÉ FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE ÉLECTRONIQUE
secteur COMPOSANTS
recherche

UN INGÉNIEUR
DIPLOME GRANDE ÉCOLE ÉLECTRONIQUE, E.S.E., E.N.S.E.R.G., I.S.E.P., ...)

débutant ou ayant quelques années d'expérience pour lui confier la responsabilité d'un laboratoire d'études de circuits passifs.

Lieu de travail : banlieue Nord-Ouest de Paris.

Ecrire avec C.V. à n° 00.487, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS, CEDEX 01

SOCIÉTÉ FRANÇAISE
région Parisienne
recherche

INGÉNIEUR-TEXTILE
AGE MINIMUM 28 ANS

Dont la mission sera de coordonner la mise au point technique d'une collection textile de marque dans les secteurs :

ENFANTS - FEMMES - HOMMES

Déplacements à prévoir en France et hors de France.
Anglais indispensable.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions sous référence 57453 B à : BLEU Publicité - 41, Avenue du Château 94300 VINCENNES

FILIALE GROUPE INDUSTRIEL IMPORTANT
recherche
POUR SON SIEGE PARIS - ETOILE

JURISTE D'ENTREPRISE

Bonne connaissance et expérience indispensables du droit des Sociétés, des contrats, du contentieux et des assurances.

Adr. C.V., photo + prét. à ARCHAT (réf. W 102) 34, bd Haussmann, 75009 PARIS

PHARMASCIENCE
Laboratoire pharmaceutique, recherche

médecin
Adjoint au Directeur Général

chargé d'assurer les études marketing et la formation promotionnelle théorique.

La fonction conviendra à un médecin ayant une expérience de 1 à 3 années dans l'industrie pharmaceutique et requiert le tempérament actif d'un homme proche du terrain et dont la fonction pourra évoluer vers des responsabilités opérationnelles.

Le poste est situé à COURBEVOIE.

Envoyer lettre manuscrite, CV et photo, sous référence 177 TA, à

SCOTI 33, rue de Miromesnil 75008 Paris. Discrétion assurée.

---

offres d'emploi

CONSULTANT Recherche de Cadres Paris

La Société G.R.H. Conseils, spécialisée dans la recherche de cadres et dirigeants, tant pour la France que pour l'étranger, recherche un Consultant. Il prendra en charge des recherches complètes. Le candidat retenu (homme ou femme), âgé d'au moins trente ans, possédera une formation psychologue, graphologue, et il aura exercé des fonctions semblables au sein d'un cabinet ou dans un groupe industriel important. Ecrire sous référence 242/M à :

G.R.H. Conseils
3, avenue de Ségur, 75007 Paris.
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

Société Internationale Leader dans sa branche recherche pour prendre en charge son marché de protection anti-vol sur le plan français

INGÉNIEUR DE VENTE

— Niveau B.T.S. électronique ;
— Langue anglaise indispensable ;
— Expérience commerciale 3 ans minimum ;
— Résidence sur région parisienne.

NOUS OFFRONS :
— Une rémunération motivante ;
— Un véhicule de fonction ;
— L'intégration dans une équipe jeune et dynamique.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions, sous n° 7.182, «le Monde» Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

ANALYSTES

Un important organisme administratif Paris et son centre informatique (370/158 réseau télétraitement national) qui s'agrandit en fonction des projets envisagé vous proposent de vous associer à une équipe jeune pour aider au développement de nouvelles applications.

Formation supérieure
(MIAGE ou équivalent) souhaitée

Envoyer lettre manuscrite C.V. et photo s/n° 141 CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Importante Société Pétrolière
recherche

INGÉNIEUR de PROCÉDÉS

chargé d'études de procédés relatives à la conception et la définition détaillée d'installations de production ou de traitement de gaz naturel et d'huile.

Ingénieur grande école, si possible spécialisé en génie chimique et possédant quelques années d'expérience d'exploitation industrielle de production pétrolière ou gazière ou de raffinage ou d'engineering.

Anglais écrit et parlé indispensable. Adaptation rapide à la technologie des matériels et au calcul informatisé.

Mobilité Province-Paris-expatriation.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions n° 99.091, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

SOCIÉTÉ 1.500 personnes environ
recherche pour **PARIS-20e**

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN
DÉBUTANT

récemment libéré des O.M.

Le candidat sera issu d'une grande école, il sera chargé de la conception et de la mise au point de prototypes d'instruments de haute technicité, de systèmes ou d'ensemble faisant appel à l'opto-électronique, aux techniques analogiques et numériques, aux automatismes.

Adresser C.V détaillé à SOPELEM, 125, bd Davout, Paris (20e).

GROUPE INTERNATIONAL
Région Ouest Paris recherche

RESPONSABLE PRODUIT
Formation métallurgie ou produits réfractaires

Chargé de la vente en France des garnissages monolithiques réfractaires pour fours à induction. Ce poste implique la responsabilité des ventes du service assistance technique et de la prospection clientèle.
Voyages très fréquents.

ANGLAIS COURANT IMPERATIF

Expérience en métallurgie fonderie/produits réfractaires souhaitée.
Formation assurée dans Usine européenne du Groupe.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à n° 4.735 PUBLICITES REUNIES, 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

IMPORTANT ORGANISME DE FORMATION PROFESSIONNELLE
recherche

INGÉNIEUR informaticien
avec formation électronique

- Connaissances : Hard nécessaires. Soft appréciées
- Matériel : Mitra 15 et /ou Mitra.
- Formation pédagogique assurée.
- 7 semaines de congés payés.
- Salaire : 100.000 à 120.000 F.

Adresser C.V. + photo sous référence 768 à : CREATIONS DAUPHINE 41, av. Friedland, 75008 Paris, qui transmettra.

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

analystes-programmeurs (D.U.T.)

Vous êtes diplômé depuis un à deux ans ou le serez en juin prochain (possibilité de stage de fin d'études).

L'U.C.B. - C.F.E.C.,
établissement financier spécialisé dans le crédit immobilier vous permet de vous intégrer dans ses équipes. Chargé dans un premier temps de la maintenance, vous participerez par la suite au développement des applications.

Si vous êtes dégagé des obligations militaires, écrivez sous référence 405 au : Service Orientation-Recrutement.

COMPAGNIE BANCAIRE
5, avenue Kléber
75116 PARIS

compagnie bancaire

CIE GÉNÉRALE D'AUTOMATISME
LE PLESSIS-PATE - 91220 BRETIGNY-SUR-ORGE
recherche

INGÉNIEUR DIPLOMÉ
GRANDE ÉCOLE

Connaissant minicalculateurs logiciel et/ou matériel.

Disponible de suite

Adr. C.V. manus. à la Direction du personnel

IMPORTANT GROUPE TRANSPORT
quartier LA DEFENSE
recherche un

ANALYSTE PROGRAMMEUR

Maîtrise/D.U.T.
2 années d'expérience sur mini-ordinateur de gestion
pour participer au développement et à l'implantation de systèmes de gestion décentralisée

Position cadre, avantages sociaux.

Ecrire sous réf. 764 à CREATIONS DAUPHINE, 41, av. de Friedland, 75008 PARIS, qui transm.

BANQUE INTERNATIONALE PLACE DE PARIS
recherche
COLLABORATEURS (TRICES)

Pour Service Etranger :
— Gradés, connaiss. en négoce international et pratiq. crédits documentaires, import-export.

Pour Service Trésorerie :
— Secrétaire bilingue anglais,
— Gradé portefeuilliste, 3 ann. d'expérience bancaire.

Adr. lettre manus., C.V., photo, no T 11361 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

---

CHEF COMPTABLE
Exigeons haut niveau, pratique de l'animation d'une équipe. Adr. C.V., photo, à REVTISS S.A. Direction générale 25, rue de Cléry, 75002 Paris

---

IMPORTANTE SOCIETE
recherche

7 FORTES PERSONNALITÉS
Nous vous proposons, après une formation intensive, un poste de
DÉLÉGUÉ CONSEIL
auprès des dirigeants des PME.
IL FAUT :
— Avoir une excellente culture générale,
— Etre apte à négocier au plus haut niveau.
Ceux-ci devront être capables de devenir nos
FUTURS RESPONSABLES

Si cette fonction vous intéresse, téléphonez les 26 et 27 février, à M. CLERC au 886-11-24 pr rendez-vs ou envoyez C.V., à ZENITH Publicité, 36, av. Hoche 75008 PARIS, sous réf. 584.

T. I. T. N.
Société de systèmes et services en informatique recherche pour le développement de ses activités systèmes temps réel sur mini et micro ordinateurs

INGÉNIEURS
Grande Ecole ou maîtrise d'informatique débutants (option informatique) et confirmés

ANALYSTES PROGRAMMEURS I.U.T.

pour TRAVAUX LOGICIEL temps réel
Expérience MITRA appréciée
Envoyer C.V., photo, prétent. à T.I.T.N., 5, rue Gustave-Eiffel, 91420 MORANGIS

SERVICE ANIMATION (MANTES)
recherche
UN (E) ANIMATEUR (TRICE)
Responsable secteur enfance (5 ans d'expérience)
C.L.S.H. - tiers temps pédagogique - animation globale
Tél. : 479-91-55

Sté exploitation matériel ferroviaire recherche
UN ADJOINT
AU DIRECTEUR CCIAL
ayant connaissance matériel de chemin de fer
Notions exploitation et rentabilité de ce matériel
Adr. C.V., réf. et prétentions à nº 4.721 PUBLICITES réunies, 112, bd Voltaire, 75011 PARIS, qui transmettra.

Important groupe électronique recherche :
INGÉNIEURS DEBUTANTS
Libérés service national
Diplômés grande école
ENST - ESE - ECP - ENSI
pour étude et développement dans le domaine physique électronique hyperfréquence

Adresser C.V., photo (retournée) nº 00.501 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris (1er).

Société Air comprimé
recherche pour son Département outillage - pneumatique

REGION PARIS

AGENT TECHNICO-COMMERCIAL
DEMONSTRATEUR

Conviendrait à jeune ATC
— Désirant progresser
— *Dynamique*
— Connaissances mécaniques et commerciales appréciées
— Voiture personnelle exigée

Avantages sociaux
5 semaines de congés payés

Adresser C.V. manuscrit + photo Compresseurs CREYSSENSAC 88, avenue Félix-Faure 92003 NANTERRE

IMPORT. ENTREPRISE T.P. banlieue OUEST - 7 mn 1/2 RER
recherche
AGENT ADMINISTRATIF
ayant pratique paie informatique
ANGLAIS lu, écrit, indispensable
Connaissances droit social appréciées

Adresser C.V. et prétentions ss nº 44.943 HAVAS CONTACT 156, bd Haussmann 75008 PARIS

SOCIETE D'ETUDES DE MARCHES
recherche
JEUNE DIPLOMÉ
Niveau minimum DUT Informatique.
Bonnes notions de statistiques.
Salaire de départ : 45.850/an.

Env. CV et photo nº 222 Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra, Paris-1er.

IMPORTANT DISTRIBUTEUR PARISIEN
PAPIERS IMPRESSION-ECRITURE
recherche

JEUNE CADRE DYNAMIQUE

Expérience de la profession
Sens autorité pour animer réseau de vente et seconder Direction commerciale.
Diplôme commercial supérieur souhaité.

Ecr. à nº 59582 B
BLEU
17, rue Lebel, 94300 Vincennes.

ANALYSTES-PROGRAMMEURS Cobol et GAP 2
IFOPS 15, rue Jussieu - 5e 707-57-59

IMPORTANTE SOCIETE
LEVALLOIS
recherche

ANALYSTE-PROGRAMMEUR DE GESTION

— Qques années expér. requises
— Bonne pratique du Cobol néc.
— Connaiss. du matériel I B M appréciée
13e mois - Self-service
Adr. C.V. et prét., Thomson CSF Service Recrutement - 53, rue de ance, — Greffulhe - 92300 Levallois

---

SECTEUR ÉQUIPEMENT GARAGES
Souhaitons élargir notre équipe jeune et dynamique pour développer activités nouvelles

VOTRE FONCTION :
ATTACHÉ COMMERCIAL (FRANCE)
Pour suivi petit nombre grandes entreprises clientes où vous devrez vous imposer.

VOTRE PROFIL :
— Goût des contacts
— *Présence et ténacité*
— Formation technique très appréciée
— Connaiss. anglais *indispens.*

Env. C.V. manusc., photo, prét., à Sté MARPA, Mme Gillet, 2, rue Montgolfier, 93116 ROSNY-SOUS-BOIS

NEGRONI
ST-MAURICE ENTREPRISE
recherche pour promouvoir ses départements mobilier et aménagement de bureaux, d'hôtellerie et de collectivité.

AGENTS COMMERCIAUX
V.R.P. toutes régions

Connaissance approfondie de la clientèle indispensable

Ecrire : JMP NEGRONI, 28, rue de Berri, 75008 PARIS
Discrétion assurée

Société en pleine expansion rech. pour démarrage d'exploitation
1 CHEF DE PROJET
1 ANALYSTE
3 PROGRAMMEURS
Une expérience est souhaitée sur matériel IBM et la maîtrise parfaite du Cobol.
Env. C.V. détaillé, nº 71.207, PUBLICITE ROGER BLEY 101, r. Réaumur, Paris-2e, qui tr.

P.M.I. en électrotechnique spécialisée rech. pour PARIS
INGÉNIEUR-ELECTRICIEN, haut niveau, astucieux et dynamique pour rôle technique et gestion. Ecole ESME, A.M. ou équival. 5 à 10 ans d'expérience industrielle exigés.
Si conditions requises satisfaisantes, très bel avenir assuré. Env. C.V. et prét., réf. 21.068 sous enveloppe, à J.R.P., 39, r. de l'Arcade, Paris-8e, qui trans.

BRITT recherche
INGÉNIEURS
et
ANALYSTES-PROGRAMMEURS
confirmés ou même débutants sur grands et mini-systèmes.
Tél. : 526-37-84 et 65-31

BUREAU d'ETUDES ST-MAUR
recherche
1) INGÉNIEURS ou PROGRAMMEURS
pour application micro-processeurs Z. 80
3) AGENTS TECHNIQUES
3) PETITES ÉTUDES
Envoyer C.V. et prétentions sous la référence 7.122, à P. LICHAU S.A., BP 220, 75063 Paris cedex 02, qui transmettra

---

Le Syndicat intercommunal pour l'aménagement de la vallée de l'Orge (34 communes)
recherche
UN RÉDACTEUR
Possédant une expérience administrative et comptable de plusieurs années dans fonction communale pour :
● Instruction et suivi dossiers de travaux (A.P.S., enquêtes parcellaires, D.U.P.)
● Préparation des budgets
● Délibérations, arrêtés, etc.

Candidature + C.V., à Syndicat de l'Orge Siège *Mairie de Juvisy* 91260 Juvisy-sur-Orge

---

BILINGUAL ASSISTANT
to Head of International Division *at Paris « Grande Ecole »*
male or female
English mother tongue
Excellent French
German desirable
Available immediately
Salary : up to 65 thousand francs per year
Vacations : two months +
send C.V. urgently to
C. RUSSO - ESIEE
81, rue Falguière - 75015 Paris

PROCHE BANLIEUE SUD
Constructeur Biens d'équipement industriels, leader à l'exportation, recherche

1) UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL
Pour visites et suivi des affaires en exportation indirecte auprès des engineering, ensembliers et gros installateurs de la région parisienne.
Expérience souhaitée en engineering.

2) UN TECHNICO-CIAL
Bac technique pour préparation, offres au siège et contacts téléphoniques. Expérience souhaitée.
Bonnes connaissances ANGLAIS exigées

Ecrire avec C.V., photo et prét., ss réf. 4.660, à SPERAR, 12, r. Jean-Jaurès, 92807 PUTEAUX

Petit Bureau d'Etudes Bâtiment Porte Maillot, rech.
CHEF COMPTABLE
DECS ou équivalent.
Pr tous travaux de comptabilité.
Envoyer C.V., photo et prétent., à DAZER Engineering, 251, bd Pereire, 75017 PARIS

STE DE CONSEILS EN MARKETING ET DEVELOPPEMENT
recherche

2 CONSULTANTS EXPÉRIMENTÉS

Poste A : CONSULTANT EN
MARKETING BANCAIRE ET FINANCIER

Poste B : CONSULTANT EN
MARKETING ET ORGANISATION COMMERCIALE

30 ans minimum.
Formation acquise dans *l'enseignement supérieur*, expérience de conseil et de formation dans un cabinet ou une entreprise industrielle *ou bancaire*.

Prière d'adresser C.V., photo et prétent. à nº 435, Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1er), qui transmettra.

Entreprise TELECOMMUNICATIONS
LEVALLOIS
recherche

TECHNICIENS ÉLECTRONICIENS

(H. ou F.) titulaires B.T.S. D.U.T. ou équivalent *débutants ou avec prem. expér.*

pour :
— Ses groupes d'essais ;
— Ses laboratoires.

Postes à pourvoir rapidement.

Ecrire avec C.V. détaillé à : THOMSON C.S.F., Service Recrutement, 33, rue Greffulhe 92300 LEVALLOIS.

Chambre commerce et industrie Paris recherche
ATTACHÉ BUREAU
développement de l'entreprise commerciale pour information, formation, animation, conseil, aux chefs d'entreprises.
E.S.C. + licence en droit. Expér. professionnelle P.M.E.
Lettre manuscrite C.V. + photo à C.C.I.P., Direction du Personnel - 140, bd Haussmann, 75008 PARIS.

STE MARKETING BATIMENT Paris Ouest, recherche

CADRES DÉBUTANTS
INGENIEURS BATIMENT
ESSEC, SUP. de CO

pour réalisation d'études de marché bâtiment, prem. expér. études de marché appréciée.

Ecr. avec C.V., prét., photo à REGIE-PRESSE, nº T 011.420 M 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

COMPTABLE 2e échelon
pour SOCIETE de Production et Distribution de films. Expérience souhaitée ds ce domaine. Adr. C.V. et prétentions, sous nº 49.081 à RUSH Publicité, 84, rue d'Hauteville, Paris-10e.

POUR L'OUVERTURE DU FORUM DES HALLES LA BOUTIQUE NEW-MAN
recherche
LA RESPONSABLE
qui saura organiser son magasin, dynamiser son équipe de vendeurs. Son âge : 25 ans env. Elle doit avoir de très sérieuses références et une expérience réelle du SPORTWEAR.
Ecr. av. C.V. détaillé et photo à REG.-PRESSE, réf. 798.267 M 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

COMPTABLE
Expérimenté (ée)
Niveau D.E.C.S. ou équivalent.
Pratique informatique.
Connaiss. de l'immobilier souh.

Env. C.V., prétent. à nº 44.927 HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 PARIS.

URGENT
Collectivité banlieue Sud recrute
ANIMATEUR POLYVALENT
pour maison de quartier
DUT ou CAPASE souhaité.
Envoyer C.V. à M. le Maire, Hôtel de Ville, 6, rue des Champs, 92160 ANTONY

Agence Conseil en relations publiques recherche
CHEF DE GROUPE
PROFIL :
— Expér. en agence de publicité ou de relat. publiques souh.
— Bonne connaissance de la Presse.
— Bon rédacteur.
— Libre de suite.
Envoyer C.V. à M. C. CONSEIL 22, avenue Emile-Zola, Paris-15e
— Ne pas téléphoner —

Centre Formation Linguistique recherche
LECTEUR DE RUSSE
pr assurer cours intensifs à des adultes à partir du 23 avril 1979
Appeler CAREL
(46) 05-31-08

RECHERCHONS
INGÉNIEURS-INFORMATICIENS
connaissant :
— soit MITRA et SOLAR,
— soit langages APL et BASIC,
— soit bases de données.

Envoyer C.V. + prétentions à MONDIAL INFORMATIQUE 42, rue Le Peletier, 75009 PARIS

Grande Société électronique recherche

JEUNE CADRE

Diplômé E.S.C.P. ou équivalent pour service du personnel.
Débutant libéré service national ou ayant quelques années d'expérience.

Adresser C.V., photo (retournée) nº 00.499
CONTESSE PUBLICITE,
20, avenue Opéra, Paris (1er).

Rech. PSYCHOLOGUE animatrice. Ec. av. CV, photo à CAPI 89, rue Mouffetard, 75005 Paris.

Impte Société d'Engineering PUTEAUX, recherche pour son Service CLIMATISATION et FLUIDES

INGÉNIEUR THERMICIEN

(Dominante Bâtiment)
Ayant bonnes connaissances en chauffage, ventilation, climatisation, récupération d'énergie.

Pour études avant-projets et devis.

Expérience chantier souhaitée.

Adresser lettre manuscrite, avec C.V., photo et prétent. à nº 150 CONTESSE PUBLICITE, 20, aven. de l'Opéra, Paris (1er).

Filiale française Groupe multinational PALAISEAU (91)
recherche

HOMME SYSTÈMES

30 ans minimum de formation supérieure ou équivalente.
Sera rattaché au Directeur financier.
Sera chargé de :
Organisation des procédures et simplification des tâches des liaisons avec Service informatique, expérience organisation et informatique de trois ans.
Connaissance anglais souhaitée.

Adresser C.V. manuscrit et prétentions à :
COPALY
B.P. 48-91121 Palaiseau.

STE INVESTISSEM. IMMOB.
Filiale important groupe bancaire
RECHERCHE
CHEF COMPTABLE DECS
Expér. immobil. exigée.
30 ans minimum.
Env. CV dét. + photo I.P.C., 16, av. de *Messine*, 75008 Paris.

Sté immobilière 8e recherche COLLABORATEUR : Fme, Hme début. accept. si bon vend. Voit. indisp. Condit. intéres. Mardi 10 h à 18 h. DABENTRY 20, rue Royale, PARIS-8e.

Centre chirurgical *Marie-Lannelongue*
133, av. de la Résistance 92350 Le Plessis-Robinson
recherche
Hme, Préparateur en pharmacie Diplômé, libre début mars.
Tél. pour R.V. 630-21-33, P. 3605.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE COMMISSAIRES AUX COMPTES
recherche
COLLABORATEUR EXPÉRIMENTÉ
Ecrire avec C.V. : SECOR 8 bis, rue d'Annam, Paris (20e)

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
rech. **PROGRAMMEURS**
GAP 2 - COBOL
C.C.A. 66, Chaussée-d'Antin, Paris (9e) - 280-61-69

INTEREY / E.T.T. recrute
missions longue durée
CABLEURS-MAQUETTISTES P 3
en électronique
21, bd Bonne-Nouvelle, Paris-2e
148, rue La Fayette, Paris-10e
70 bis, av. de Clichy, Paris-17e
14, rue G.-Péri, 93 - Saint-Denis.

Association rech. DIRECTEUR DIPLOME de CENTRE DE LOISIRS (juillet, août 1979) Expér. d'au moins cinq sessions néces. Indemnités confortables. Ecr. nº T 11748 M Rég.-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Ville de Garges-lès-Gonesse 95140 recrute :
1) Cadre pour secteur social. Bac minimum exigé. Salaire net : 2.848 F.
2) Assistant/te sociale titulaire diplôme d'Etat ou attestation d'exercer la fonction. Sal. : 3.134,50 F.
Adresser candidature et CV à Monsieur le maire.

La ville de Saint-Denis (93) recherche
UNE DIRECTRICE DE CRECHE
D.E. de puériculture. Possibilité de logement. Avantages particuliers. Rens. au Service du personnel : Mairie. 820-63-83. P. 378.

VOUS QUI CHERCHEZ
UN TRAVAIL
INTERESSANT, DYNAMIQUE ET VARIE,
UN PRODUIT DE GRANDE RENOMMEE,
UNE SECURITE,
UNE FORMATION ASSUREE
UNE REMUNERATION IMPORTANTE
ET TOUS LES AVANTAGES SOCIAUX,
ET SI VOUS AVEZ 30 ANS MINIMUM,
SOYEZ CURIEUX (EUSES).
Téléphonez-moi ce jour au 538-66-16. M. Schapochnikoff.

secrétaires

Fédération d'Etablissements de Santé, recherche pour Paris 75013

ASSISTANTE TECHNIQUE

Responsable de la liaison entre les centres utilisateurs et les services informatiques pour la mise en place et le développement d'un système d'informations. Formation BTS Secrét. Direction Evolution de carrière.

Adr. lettre man. et prét. ss réf. 73.484, à M. CLERE, Sélé-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 Suresnes.

IMPORTANT ORGANISME FINANCIER
recherche

SECRÉTAIRE de DIRECTION

— B.T.S. Secrétariat de direction
— Formation universitaire appréciée
— Une première expérience souhaitée
— *Lieu de travail : importante ville du NORD de la FRANCE.*

Envoyer CV, photo et prétentions à nº 791.066 M 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS

SOCIÉTÉ D'ENGINEERING EN EXPANSION
(EQUIPEMENTS INDUSTRIELS
recherche
POUR SA DIRECTION
SECRÉTAIRE
J.F., 30 ANS ENVIRON
INITIATIVE et SUIVI APPRECIES
— Bilingue ANGLAIS *confirmée*
— B.T.S.
— STENODACTYLO
— Axée sur GESTION COMMERCIALE

CADRE AGREABLE
Banlieue OUEST
Horaire 8 h. 15 - 17 h.
Restaurant d'entreprise

Envoyer C.V. et prétentions sous Nº 417, à PRO MULTIS, *47, rue des Tournelles,* 75003 PARIS, qui transmettra.

SECRETAIRES DIRECTION
Excellents salaires.
G.K. Conseils. 225-12-94

Institut de Cancérologie Villejuif recherche, urgent, pour Service Courrier Direction
SECRÉTAIRE EXPÉRIMENTÉE
sténodactylo correspondancière magnétophone.
Téléphoner pr R.-V. : 726-01-61.

Recherche
SECRÉTAIRE
BILINGUE ANGLAIS
STENODACTYLO
— Horaires souples - 13e mois.
— Tickets-restaurant
Env. C.V., ph., prét., à SPADEM, 12, rue Henner - 75009 PARIS.

CABINET AVOCAT
CHAMPS-ELYSEES
recherche
SECRETAIRE parfaite STENO-DACTYLO, expér. très sérieuse, *libre de suite - Tél. : 256-04-42.*

S.N.P.I. 14, r. La Fayette (9e) Mo Chaussée-d'Antin
SECRÉTAIRE bilingue
DACTYLO bilingue

Sté internationale
Z.I. SARCELLES (95)
recherche
SECRÉTAIRE
BIL. ALLEMAND-FRANÇAIS
Candidate allemande acceptée.
Tél. : 898-47-07 (Poste 300)

cours et leçons

Ecole d'été angl. Joign. vs vac. aux études. Près de Torbay. Logements familiaux confortabl. Rens./brochures : Mrs. Halford, Kinterbury, South Road, Newton Abott (Devon - Angleterre). Téléphone : 5538.

Jeune Enseignant supér. donne cours partic. de *MATHEMATIQ.* tous niveaux - Tél. : 322-08-94

travaux à façon

TOUS TRAVAUX DACTYLO Lettre personnalisée, thèse manuscrit (sur offset), rapide et soignée. 203-02-56.

capitaux ou proposit. com.

Rech. partic. pour investissem. M. ANDRE 149, rue Saint-Honoré, Paris-1er.

Ch. ASSOCIE avec CAPITAUX ou INVESTISSEUR pr création GROSSE ENTREPR. LOISIRS. Téléph. : 422-78-32

Pour région parisienne S.A. rech. partenaire actif, bon commercial ayant sens des responsabilités, disposant de 300.000 F.
Env. C.V. à A.P.I., nº 128, 13, rue Madeleine-Michelis, 92200 NEUILLY, qui transmettra.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

représentation offres

Nous recherchons pour différentes régions des représentants à la commission
pour nos FRAISEUSES ELGAMILL
et nos ALÉSEUSES ELGAMILL

ButlerGmbH
Feuerbachstrasse 31
D-6000 Frankfurt am Main 1
Téléphone : 19-49-611/72 94 40
Télex : 4 13 871 butlr d

occasions

Grand choix de MOQUETTE EN SOLDE. Exemple de prix : velours, sur mousse, en 4 m. : 19,99 F le m2. Tél. : 340-72-72.

formation profession.

CEFIA
Formation privée en
INFORMATIQUE
Stages de
PROGRAMMEUR
en 14 semaines

Dégagé des O.M.
Bac requis ou +

Pour entretiens et tests d'admission
Tél. : 357-90-69
62, rue Amelot, 75011 PARIS

automobiles

vente

8 à 11 C.V.

Collaborateur Renault vend pour cause de départ RENAULT 18 TL (peinture Saintonge + intérieur simili), 1.400 /M. Px : 31.800 F. Tél. : 645-00-17. Tous les jours.

divers

104 S - 305 - 504 - 604
79, peu roulé garanties
A.P. XV. Téléphone : 533-69-95
63, rue Desnouettes, Paris-15e.

LANCIA AUTOBIANCHI
DISPONIBLES
SPECIALISTE TT CD. K
11, rue Mirbel - Paris 5e
336.38.35 +

représent. demande

Solide expér. vente, cherche pour Sud, région Toulouse, carte exclusive ou cte mult. d'avenir. Faire offre détaillée : Nº 1.782, P.B.C. J'Annonce, 22, rte d'Espagne - 31081 TOULOUSE Cedex.

enseignem.

APPRENDRE
L'AMÉRICAIN
à
L'AMERICAN CENTER
261, bd Raspail, 75014 PARIS.
TEL. 633-67-28.

SESSIONS INTENSIVES D'AMÉRICAIN NON-STOP
IMMERSION TOTALE
débt. les 26 fév., 5 et 12 mars

COURS DE PRÉPARATION AU T.O.E.F.L.
pour l'examen du 7 avril
début le 12 mars.
Inscriptions immédiates.

information divers

POUR
TROUVER
UN
EMPLOI

Le CENTRE D'INFORMATION SUR L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages)
Extraits du sommaire :
● Les 3 types de C.V. : rédact., exemples, erreurs à éviter
● La graphologie et ses pièges.
● 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré : avec plans.
● Réussir entretiens, interviews.
● Les bnes réponses aux tests.
● Emplois les plus demandés.
Pour informations, écr. CIDEM, 6, sq. Monsigny, 78 Le Chesnay.

demandes d'emploi

PROMOTION MARKETING MOYEN-ORIENT

DIRECTEUR COMMERCIAL
actuellement établi en Arabie Saoudite (RIAD)
RECHERCHE COLLABORATION
DANS ENTREPRISE SERIEUSE OU SOCIETE COMMERCIALE
désirant s'introduire sur le marché Moyen-Oriental
— Formation Master of Administration ;
— Economie administrative des affaires ;
— 7 ans expérience du Moyen-Orient dont 3 ans en Arabie ;
— Parfaite connaissance anglais, français, arabe ;
— 28 ans, nationalité libanaise.

Rendez-vous peut être fixé entre le 27-2-1979 et le 10-3-1979. Tél. rapid. à Mme Monique DEBBAS. 567-10-98, tous les jours, avant 11 h. ou écrire 29, rue Miollis, 75015 PARIS.

DIRECTEUR COMMERCIAL + EXPORT
38 ans. Droit + Sc. Po. - Tril. Angl. + All. + Esp.
● Expérience banque, financement international, marketing, négociation contrats (jur. + comm.).
● Excellent négociateur niveau international.
● Très bien introduit Amérique du Sud + Esp.
recherche
position de D.G. ou D.C. dans société industrielle.
Libre immédiatement.

Ecrire sous le numéro 706. « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens - 75427 PARIS - CEDEX 09.

CADRE BANCAIRE JURIDIQUE
32 ans, licencié droit privé, formation psycho 10 ans expérience.
Montage tous crédits, contentieux, recherche poste secteur bancaire, immobilier, financier. Reconversion secteur personnel souhaitée.

Ecrire nº T 011.404 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Voir la suite des demandes et l'immobilier en page 34

ANNONCES CLASSÉES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	52,62
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,89
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

REPRODUCTION INTERDITE

demandes d'emploi

INGÉNIEUR E.S.E. Plus. an. industries ds domaines variés (plastique, mécanique, électricité), actuellement directeur d'usine, ch. emploi en **AFRIQUE NOIRE** FRANCOPHONE. Ecr. n° T 11.266 M Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

J.F. REFERENCES, CHERCHE EMPLOI ASSISTANTE technique dans édition littéraire. Ecrire REGARD, 14, rue de la Chaise - 75007 PARIS

Cadre commercial export, Français, 40 ans. Allemand, anglais, espagnol écrit et parlé, rech. situation Paris ou pr. banlieue. Ecr. n° 722 « Le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75009-Paris.

CADRE ANALYSTE PROGR. 6 ans d'expér. : I.B.M., Cobol, assembleur et matériel matra-datapoint, cherche nouv. poste, de préf. s/matra, rég. Par. Ecr. n° T 011 406 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

LICENCIÉ EN DROIT 30 ans - Homologué Maîtrise - Diplôme Ecole Notariat, expér. Droit privé Notarial, contentieux administratif. Ch. poste stable Paris ou proche banl. Ecrire n° 71 214, PUBLICITE ROGER BLEY, 101, r. Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

J.H. 26 ans, niv. Bac, expér. planning, organisat. du travail, conn. langues allem., angl., ch. empl. motivant et à initiatives. Ecr. n° 727, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

J.F. américaine, 24 ans, HEC-MBA, ch. poste mi-tps (gestion comm., études de marché, finances, aff. intér) ou traductions (rapports annuels franç.-angl.). Thiery, 24, av. St-Ouen, 75018.

Dame 47 ans, D.E.S.S. **JURISTE D'AFFAIRES** CHEF SERVICE JURIDIQUE et CONTENTIEUX pte banque. Ancien clerc d'avoué. Dynamique. Bons contacts humains. Grande faculté d'adaptation. Ch. sit. PARIS - Banl. Sud-Est ou ouest de la France. Ecr. n° 99.918, Contesse Public., 20, av. Opéra, Paris (1er), q. tr.

CADRE COMPTABLE - 38 a. DECS, ECONOMIE, GESTION, ORGANISATION INFORMATIQ., GDE EXPER. BANCAIRE + CABIN. EXPERTISE + 8 ans ENTREPRISE INDUSTRIELLE (organisation informatiq., prévision et contrôle budgétaire), ch. SITUAT. ds ENTREPR. de préfér. ARABE ou FCO-ARABE PARIS ou proche banlieue. Rémunération souhaitée : 180.000 F annuels. Ecr. n° T 11367 M, Régie-Pr., 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

Français 35 a. Cadre de direct. cciale. Exp. direct. Afriq. noire. Bil. franç.-esp. Bonnes connaiss. d'anglais. Formation universit., ch. situat. direct. cciale export. Ecr. n° 7144, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, Paris, qui tr.

ÉCONOMISTE CNAM - 31 ans + DECS + Organisateur-Informaticien (IESTO) Respons. Serv. Contrôle de gestion (5 ans). Allem., it. cour. Anglais, espagnol, bonnes not. Libre de suite. Etud. ttes prop. Ecr. n° 729, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

JURISTE 24 ans. Licence Maîtrise, rech. empl. ds banque, assur. ou not. GUILLEMOT, 5, rue de la Paix, 56300 PONTIVY

CADRE COMMERCIAL POLYVALENT expér. pédagogique confirmée, spécialiste produits gde consom., titulaire DUT gestion, rech. POSTE ANIMATEUR POUR SOCIETES donnerait cours ADAPTES, animation représentants, promotion des ventes, marketing, etc. Ecrire n° 716 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

Excell. SECRETAIRE DIRECTION, exp. relations publiques. 30 ans. Bilingue anglais. Faire offre bonne situation. Ecr. n° T 11389 M Régie Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

J.F., 26 a., Maître dr. privé. Lic. all. Bonnes conn. anglais. Stages entreprises étrangères Etudie toutes proposition emploi. Ecr. n° 734, « Le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Secrétaire de direction de classe et haut niveau - Diplômée - Cadre expérience cabinet expertises I.A.R.D. - Responsabilité direction - Marche bureau et secrétariat - Rédaction rapports - Cherche place ou seront appréciés capacité et dévouement - 2 langues étrangères - Libre voyager - Libre dans 3 mois - Facilité d'adaptation autres professions. Ecr. n° 7188 « Le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Technicien Bât., 34 a., cadre recherche place stable. 12a. expérience. France-étrang. Ecr. n° 730 « Le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

ARCHITECTE D.P.L.G. 5 ans d'expérience - chantiers. Français, anglais, arabe. Désireux travailler pour société française dans les Emirats arabes unis où il réside. M. Haitham Ali P.O.B. 4085 - Abu Dhabi. Tél. : 82-34-49 - U.E.E.

MICROBIOLOGISTE J.H., 26 ans, BTS, Maîtrise, 3e cycle, libre immédiatement. Ch. situation dans laboratoire. Ecr. n° 7185 « Le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Psychologue clinicien, 30 ans. Dipl. Paris-VII. Format. psychanalyt., format. animat. groupes thérapie. Expér. profess. 6 ans. Etud. toutes propositions. Ecr. n° 6001 « Le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Bricoleur accompli, 40 ans, plâtre, menuiserie, sanitaire, peinture, moquette, vitrage. Bonnes connaissances électricité automation. Permis VL parlant couramment allemand, anglais, italien. Cherche emploi entretien technique immobilier. Camping. Service de nuit. Etudie toutes propositions. Ecrire HAVAS Cannes 19227/06.

TRADUCTEUR dipl. éc. d'interpr. Genève. Franç., allem., angl. Formation écon. et jurid. Enseig. sup., 3 ans exp. trad. techn. en RFA. Effect. trad. ou trav. ds serv. étrang. Ecrire HAVAS LYON 5564.

Cadre de gestion, 34 a., Lic. en droit, 10 a. d'exp. gestion financière, budgets, trésorerie, pratique des relations publiques, sens de l'organisation, de la rigueur et de la discrétion, ch. situation stable. Ecr. n° 725 « Le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

CADRE COMPTABLE 30 a., DECS complet + certif. sup jur/fisc., 10 a. exp. (entr. + cabinet). Sér. réf. Not. angl. Cherche situation : 8.000 × 13. Ecr. n° 724 « Le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

BTS DISTRIBUTION CCIALE angl., allem., J.F. 23 ans ch. empl. FRANCE ou ETRANGER J. TONNELLIER, 23, rue Louis-Blanc, 75010 Paris.

J.H. 24 ans, libéré O.M., études supér. commerces IDRAC-BTS Distribution - Gestion - Anglais étud. toutes proposit. Tél. au 603-40-42 ou écr. M. PISTONO, 13, rue Mollien, 92100 Boulogne.

Homme 31 ans docteur ingénieur chimiste + DEA électrochimie, 3 ans recherche appliquée électrochimie au C.N.R.S. + 1 an expérience industrielle responsable méthodes et industrialisation dans une unité de traitement de surface, cherche situation en recherche et développement dans industrie et engineering. Etudie toutes propositions. Ecr. n° 00.446 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er.

J.H. 26 a., BTS comptable DECS 3 ans expér. cabinet d'expert comptable - ch. poste comptable jusqu'au bilan en entreprise. Libre de suite. Ecr. à REGIE-PRESSE n° T 87.933 M 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris qui tr.

Allemande recherche poste secrétaire de vente export, attachée commerciale, prêt-à-porter de luxe, 5 ans exp. à Paris, célibat., permis VL, disponible pour voyages, références. Téléphoner au 874-60-67 ou écrire Mme MANGOLD, 73, rue de Clichy, 75009 PARIS.

ASSISTANTE DE DIRECTION 28 ans B.T.S. secrét. trilingue angl., espagn., 5 ans expérience profession. + lic. droit privé. Etudie toutes propositions. Ecr. n° T 011.407 M REGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.H., 29 a., exp. prof. Fr. et USA ing. G.C. (HEI) MBA North-western Univer. (USA). Anglais courant, rech. emploi finance/adm. ds société multinationale Paris et région parisienne. Ecr. n° 7.138 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

ASSISTANTE DIRECTION PARFAITEMENT TRILINGUE ANGLAIS, ESPAGNOL 33 ans, sens organisation. Voiture, possibilité déplacements, 10 ans expér. professionnelle. Excellente réf. et présentation. Libre début avril. Recherche POSTE avec responsabilités diverses et relations extérieures de préférence. POSITION CADRE. Ecrire à A.M.P. (n° 6294/F) 40, rue Olivier-de-Serres, PARIS-15e qui transmettra.

TRADUCTRICE TRILINGUE ISIT licence d'allemand, 7 ans d'expér. Etudie ttes prop. Ecr. n° T 011.376 M Rég.-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

INGENIEUR AGRICOLE 23 ans lib. O.M., expér. nomb. stages, étudie toutes propositions, toutes régions et tous pays. Ecr. n° 6.999 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

Jne Hme 25 ans, ch. emploi ts travx (plongeur, manutent.), etc. Ecr. n° 6.002 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

H. 36 ans. Sc. Eco + DECS + CES JURID. Expér. enseign. ind., cabinet, ch. pl. préf. cabin. Ecr. n° T 11.413 M Rég.-Presse 85 bis, rue Réaumur Paris-2e.

Anc. réd. en chef crit. de ciné. dipl. ét. sup. de jour., lic. théol. conn. lang. et civil. grecques modernes, ch. empl ds la presse édition, etc. Constantin Papadopoulos 15, r. Danton, 92 Vanves.

Jeune femme Allemande parfait bil., format. universit. allem. et franç., gde expér. traduction ch. place traductrice, interprète. Ecrire Mme CZYBULKA, 12, r. des Acacias, 75017 Paris.

J.H. 29 a. Exp. prof. F. et USA. Ing. G. C. (HEI), MBA Northwestern Univ (USA), angl. cour. Rech. empl. Fin/Adm. ds Sté multination. Paris et rég. paris. Ecr. n° 7138, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

L'immobilier

appartements vente

3e arrdt.

VRAI MARAIS dans petit imm. face hôtel Salé. Appt en duplex 3 P. rénovation gd caractère. Px élevé just. SECAU. 277-84-19

4e arrdt.

26, RUE DES TOURNELLES Près PLACE DES VOSGES LUXUEUSE RESTAURATION FINITION AU CHOIX DU STUDIO AU 4 PIECES · DUPLEX AVEC JARDIN. S/pl. ts les rs 14 à 18 h. 274-57-69.

5e arrdt.

128, RUE MOUFFETARD DU 2 PCES AU 5 PCES S/pl. les mardis et jeudis de 14 h. à 18 h. 30. Tél. 755-98-57

CONTRESCARPE, grand STUD. s/2 niveaux. Mardi, 13 à 16 h. 4, rue BLAINVILLE

SAINT-MARCEL, coquet studio imm. récent loué 7.000 par an. Augmentation possible. Prix 78.000 francs. PROMOTIC. - 222-42-43

6e arrdt.

MONTPARNASSE, duplex 125 m2, 6e, 7e ét., séj., 4 chbres. 567-22-68

RUE DU **CHERCHE-MIDI** Immeuble récent 125 m2, salon, s. à manger, 3 chbres, s/jardin, 2 bains possibles, parking. 1.050.000 F. FRANK ARTHUR - 766-01-69

14e arrdt.

ALESIA DIDOT. - ODE. 95-10 séj., 2 chbres, 2 bains, calme, petite terrasse sur jardin.

DENFERT-ROCHEREAU 8, rue du Saint-Gothard. 3 PIECES avec terrasse à partir de 417.000 F. Renseignements sur place ouvert tous les jours sauf mercredi et dimanche. CIME — 538-52-52.

15e arrdt.

VAUGIRARD, living double + chbre, cuisine, bains, 58 m2. 265.000 F. 828-27-78

PASTEUR, imm. rén., 3e, studio refait neuf, cuis. équipée, s. eau, w.-c. 125.000 F. 326-23-91

15e RECENT - PRES Mo Joli 2 p., gde cuis., gd balcon. 250.000 F. 577-74-38.

15e ARRDT 52, rue Mademoiselle. Studios et 2 P. DUPLEX avec jardins privatifs. Renseignements sur place tous les jours de 11 h. à 18 h. 30 sauf mercredi et dimanche. CIME - 538-52-52.

16e arrdt.

5, Rue DU DOCTEUR-BLANCHE TRES ORIGINAL 150 M2 CHARME RIVE GAUCHE. Liv. + 2 chbres + lingerie. S/place mardi, 14 h. à 17 h.

17e, charmant studio meublé, ent., cuis. équip., 7e ét., vue, soleil, except. 69.000 F. 878-41-65

44, AV. GRANDE-ARMÉE Très bel immeuble 1920. Restauration de qualité. APPARTEMENTS **5 PIECES** 145 m2 environ Entièrement équipés. **3-4 P.** 105 m2 environ Entièrement équipés. Visites les mercredis de 14 h à 18 h 30, ou tél. 755-98-57.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY-ARGENSON. Bon imm. p. de t., 6e sans asc., 2 p., cuis., s. de bains, w.-c., 45 m2. Vue dégagée. 250.000 F. G.F.P. : 924-89-52

NEUILLY, rue Perronet, imm. moderne, liv. + 1 chambre, 50 m2, cuis., douche, tél., rez-de-ch., cave, parking. 522-81-10

CHATILLON - SOUS - BAGNEUX Pr. Mo, 4-5 p. Tt cft Tél. 3e ét. BALCON. PARKING. 350.000 F. — Tél. : 346-11-76.

NEUILLY 7, RUE DES HUISSIERS S/larges balcons. Imm. récent. Gd liv. av. coin bureau, 2 chbr., 2 sanit. Très belle cuisine. Park. 900.000 F. Visite mardi 14/17 h. Claude ACHARD - 624-76-97

URGENT **NEUILLY** CDT-CHARCOT Près BARRES S/JARDIN - LIVING + CHBRE 61 m2. - Parking. - 500.000 F. Claude ACHARD - 637-32-93

Boulogne. Récent. Standing. Gd **3 P** Soleil. Balcon. 395.000 F. Propriétaire - 766-49-94.

SAINT-CLOUD RESIDENTIEL S/TERRASSES ATELIER ARTISTE + 2 chbr. VUE PANORAMIQUE sur Paris Exclusivité - 637-14-40

NEUILLY - BARBÈS Sur Bois, 350 m2 ds imm. pierre de taille luxueux, triple récept., 4 chbres, 3 bains, appart. serv. 60 m2, 2 garages - 727-89-39.

7 000 AFFAIRES A VENDRE A PARIS ET 120 KM AUTOUR
Maisons, Appartements, Propriétés, Terrains, Bureaux, Commerces, etc.
SÉLECTION PAR ORDINATEUR
Téléphonez ou écrivez
FNAIM
CIMI Tél. 227.43.58
Centre d'Information de la Maison de l'Immobilier
27 bis, av. de Villiers, PARIS 17e

7e arrdt.

SOLFERINO - ST-DOMINIQUE **170 M² 6 P** Calme Arbres. ODE. 42-78 - Parking, soleil

8e arrdt.

8e - EUROPE Ptaire vd 1er étge, calme, 1 liv. + 3 chbres, cuisine, bains, 780.000 F - Téléph. 734-99-75 H. B.

10e arrdt.

GONCOURT 7 pièces sur rue et jardin, 690.000 F, impeccable. - Tél. 280-28-23.

11e arrdt.

BASTILLE Charmant 2 pièces + Terrasse. Prix 200.000 F - Tél. 522-62-14.

AVENUE REPUBLIQUE **SOMPTUEUX 215 m2** 1.300.000 F - Téléph. 260-30-15.

12e arrdt.

Mo NATION, calme, immeuble récent vaste 3 pces, entrée, cuis. w.-c., s. de bains, loggia, park., dressing. 440.000. - 346-63-85

DAUMESNIL, étage élevé asc., balc., soleil, beau 2 Pces, entrée, cuis., w.-c., s. de bains, chauffage. 295.000 F - 345-82-72.

BOIS VINCENNES près R.E.R. beau séj., salon, 3 chbres, cuis., s. d'eau + salle de bains, box. 530.000 F. 344-71-97

13e arrdt.

27, bd ARAGO. PROP. VEND imm. 68, stdg, appt 100 m2, calme soleil, 20 m2 balc. 700.000 F. S/pl. régisseur, lundi, 13 h. 30-16 h. 30

RUE FAISANDERIE Près bois de Boulogne ds imm. neuf, gd standg. Façade marbre. Particulier vend : **DUPLEIX 90 M2** sur jardin, calme, sans vis-à-vis. Plein soleil. Aménagé par décorateur. Avec terrasse 40 m2 (arbres et plantes) et balcon 11 m2. Cheminée. Air conditionné Téléphone. Dble parking et cave. Prix : 1.290.000 F justifié. Tél. 504-81-18

94 Val-de-Marne

VINCENNES, résidentiel 2 Pces depuis 208.000 F, entièrement équipés dans belle restauration. Sur pl. ce jour, 14 h. à 19 h. 38, av. Franklin-Roosevelt GEFIC CTI. 723-78-90

Province

CANNES, du studio au 5 Pces, luxe, piscine, calme, proche lycée., commerçants. Crédit 80 % possible. Brochure gratuite. EDEN SQUARE, 4, r. Rebuffel 06110 Le Cannet-sur-Cannes

SKI A CHATEL (Hte-Savoie) Studios 4 pers., 2/3 pièces. Avec 31.0000 Cpt + Crédit Gestion assurée. ERIGE. 84, route de Genève 74240 GAILLARD. - (50) 38-52-89

locations non meublées Offre

Paris

AV. D'IÉNA Splendide dble living + 2 chbres, 104 m2 en duplex. Vue unique sur Trocadéro. 6e ét. plein Sud. Terrasse. 10.000 F + charges. 522-81-10

PARIS XXe SANS COMMISSION Immeuble récent tout confort **2** pièces, 42 m2, loyer 1.100 F charges 282 F, park. 145 F. S'adresser à la gardienne 21, rue du Repos - 370-69-81 Mo PHILIPPE-AUGUSTE ou PERE-LACHAISE

INVALIDES - Neuf, grand luxe, salon, s. à manger, 3 chambres, 2 parkings, 7.500 F. T. 742-62-65.

R. DE LA POMPE - Imm. anc. Living double + 1 chbre 110 m2, grande cuisine, bains, placards, chauffage individuel. Moquette. Téléph. 4.000 F charges compr. 522-81-10

ST-MARCEL - Imm. récent, gd 3 p. 110 m2, loggia, 4e étage, ascenseur, 2.800 F - 874-70-47

Pte Orléans, 25, r. de Coulmiers Imm. récent, 2/3 pces, tt conft, 5e ét., 1.950 + ch. - 874-70-47

Région parisienne

NEUILLY - Rue Perronet 3 pièces 95 m2, cuis., bains, 1er étage, cave, box, téléphone. 2.780 F + charges. 4 pièces 125 m2, cuisine équip., 2 bains, 5e étage. Parking. 5.500 F + charges - 522-81-10

NEUILLY - Bel imm. B. 3/4 p., cuis., entr., s. bns, wc, ch. cl. Tél. 3.000 F - LEPI, 523-36-53

locations non meublées Demande

Paris

JNE INGEN. rech. gd Studio ou 2 pièces, cuisine équipée. Tél., ou meublé - 742-62-65

Région parisienne

Part. cherche à louer maison ou pavillon, environs de Paris, préfér. 93 ou 95 - T. : 383-13-04

Pr Stés européennes ch. villas, pavillons pour CADRES. Durée 2 à 6 ans - 283-67-02

locations meublées Offre

Région parisienne

Loue Studio meublé tt cft. Belle vue. Balcon, à Vanves. 900 F + charges. 736-16-88, apr. 18 h.

locations meublées Demande

Paris

RESIDENCE SERVICE Spécialiste accueil résidents étrangers, rech. beaux Appts ou Villa, Banl. Ouest - 742-62-65

INTERNATIONAL HOUSE rech. du STUDIO au 6 PIECES pour Cadres étrangers garantis par BANQUE ou AMBASSADE. 555-84-22

OFFICE INTERNATIONAL rech. pour sa direction beaux Appts de standing 4 Pces et plus - 285-11-08

PARIS PROMO IMPORTANTE CLIENTELE rech. appts gd stand. et luxe TEL. 325-28-77

bureaux

ETOILE S/AVENUE 158 M2 récent, aménagé, luxe, tél., park. - 265-18-18.

1 à 20 BUREAUX ts quartiers Locations sans pas-de-porte MAILLOT ST-LAZARE **293-45-55**

ETOILE-WAGRAM - Bail 9 ans 5 beaux bureaux 105 m2, 2 lign. tél. Cff. 80.000 F par an + ch. minimes - G.F.P., 924-89-52

Domicil., Artis. et Commerç. Siège S.A.R.L. - Rédaction d'actes. Statuts. Informations juridiques, Secrét., Téléph., Télex, Bur. - A partir de 100 F/mois. Paris 10e, 11e, 15e, 17e. 355-78-[illegible] - 229-18-04

Boutiques

17e PEREIRE - 80 m2 environ, dans BEL IMM., loyer 13 600 F annuel, bail 3/6/9, expire en juillet 1980, les murs 160 000 F. TELEPHONE : 878-97-52.

ODÉON - 480 m2 Loué à importante Société. Rapport : 135.000 F l'an net. PRIX : 1.450.000 F. PROMOTIC : 222-42-43.

fonds de commerce

Part. vd fonds radio TV-HIFI pl. expans., très bon rapport. Tél. : (16-56) 08-33-46.

pavillons

BOURG-LA-REINE Calme, près centre, très résidentiel. Living 40 m2, salon 16 m2, 1 chambre 35 m2 + 5 chbres, 2 s. de bains, 3 w.-c. Garage 2 voit. Chauff. mazout. Terrain 1.300 m2. 1.800.000 F.

L'HAY-LES-ROSES Living 55 m2, 6 chbres, 3 s. de bains, sous-sol complet, sauna, salle de jeux, chauff. mazout. Jardin 1.350 m2 clos de murs. Garage. Prix 1.600.000 F. **LETRANGE** 106, avenue du Général-Leclerc 92 Bourg-la-Reine - 663-42-45

propriétés

LOIRET Sologne du Val de Loire. Paris 150 km. Sur 2.900 m2 avec un petit plan d'eau : Propriété de construction traditionnelle et couverture en tuiles de pays. Composée de 4 pièces, une lingerie et une buanderie sur cave. Sanitaire. Chauffage central. Le garage se trouve dans un bâtiment en annexe. Le tout est entièrement clos. Prix 350.000 F. Crédit possible.

S.I.T.E. 22, avenue Leclerc 45500 GIEN Tél. (16-38) 67-54-56 Tous renseign. bureau PARIS 59, rue La Boétie 75008 PARIS Tél. 563-55-56

VIENNE Maison XVe siècle à restaurer dans la magnifique vallée de la Gartempe, 2 grandes pièces carrelées en tomettes d'époque. Portes et fenêtres ogivales. Grange et cour intérieure. L'ensemble prolongé d'une autre petite maison XVIIIe de 40 m2. Le tout très indépendant sur 700 m2. Prix 110.000 F. Crédit possible.

S.I.T.E. 55, place du Général-de-Gaulle 86000 POITIERS Tél. (16-49) 88-86-38 Tous renseign. bureau PARIS 59, rue La Boétie 75008 PARIS Tél. 563-55-66

terrains

HAUTS DE RUEIL particulier vend beau terrain viabilisé 531 m2. Tél. : 967-41-81.

SOCIETE CANADA URGENT Correspond. rech. terrain à à bâtir ou imm. à démolir Paris ou proche banlieue. Paiement comptant. Faire offre à B.C.B. France, réf. J.P.C., 31, av. R.-Poincaré, Paris 16e.

viagers

VILLENEUVE-ST-GEORGES 94 quartier résidentiel, BEAU PAVILLON + gar., + dépend., 1.000 m2 env. libre au décès, 2 têtes 77 et 78 ans, comptant 200.000 F + rente mens. 960 F. TEL : 878-97-52.

DIRECTEUR SOCIETE PARIS rech. viager libre 2/4 pièces. TEL : 337-70-02.

Vendez rapidement conseil expertise indexation gratuit discrétion. Etude LODEL, 35, bd Voltaire, T. : 355-61-58.

LIBRE 30' GARE MONTPARNASSE - Résidence ds parc boisé, beau 3-4 pièces, tt confort, ascenseur. 1 tête. Cpt 70.000 F, rente 2.000 F. **VIAGER** 130, rue de Rivoli 233-05-75

domaines

Nos sociétaires proposent :
1) TERRES AGRICOLES payables en 5 ans ;
2) Participation foncière dans dom. av. CHASSE/PECHE ;
3) DEMEURES ANCIENNES parcs, étangs.

Ecr. O.R.P., 78-80, av. Gallieni 93170 Bagnolet. T. 360-20-06 et soir (20) 70-16-91-

250 km SUD PARIS **MAGNIFIQUE DOMAINE** Comprenant : Gentilhommière, ferme bien équipée, matériel agricole. Superficie : 260 ha de TERRES, PARC et BOIS. PECHE ET CHASSE. LIBRE A LA VENTE. WALCH - 45300 - ESCRENNES **Tél. : (38) 30-25-93**

maisons de campagne

PARTICULIER A PARTICULIER vend maison 6 P. + dépend. sur terrain 2 000 mètres carrés situé à LANS-EN-VERCORS. Prix : 580 000 F. Ecr. Berhault, Les Vernes 38250 LANS-EN-VERCORS.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES 296-15-01

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vente au Palais de Justice d'Evry (Essonne), rue des Mazières, le MARDI 13 MARS 1979 à 14 heures
MAISON d'HABITATION SISE A **SOISY-sur-SEINE (91)**
65 BIS, AVENUE DE LA LIBERATION comprenant sous-sol et rez-de-ch.
MISE A PRIX : 75.000 F
Consignation préalable pour enchérir. Pour tous renseignements s'adresser Mes AKOUN et TRUXILLO, avocats, 51, r. Champlouis à Corbeil. 496-14-18 ou 496-30-26. Au greffe du Tribunal de Grande Instance d'EVRY où est déposé le cahier des charges.

Vte sur surench. au Pal. de Just. d'Evry (Essonne) le mardi 6 mars à 14 h.
UNE PROPRIÉTÉ sise à MAISSE (Essonne)
Lieudit « Les Grèuseaux » - MISE A PRIX : 341.000 F
Consign. indisp. pour enchérir. Renseign. Mes TRUXILLO et AKOUN Avoc. assoc., 51, r. Champlouis, à Corbeil-Essonne (496-30-26 - 496-14-18) Me MIGUERES, Avoc., 24, r. des Chevaliers-St-Jean, à Corbeil (496-01-95) Mes BECAM et du CHALARD, Avoc. assoc., r. des Mazières à EVRY (91) Tél. 077-15-57. — Mes HABER et DAMOISEAU, avocats, 20, r. du Général-Leclerc, à CORBEIL-ESSONNE (496-30-51).

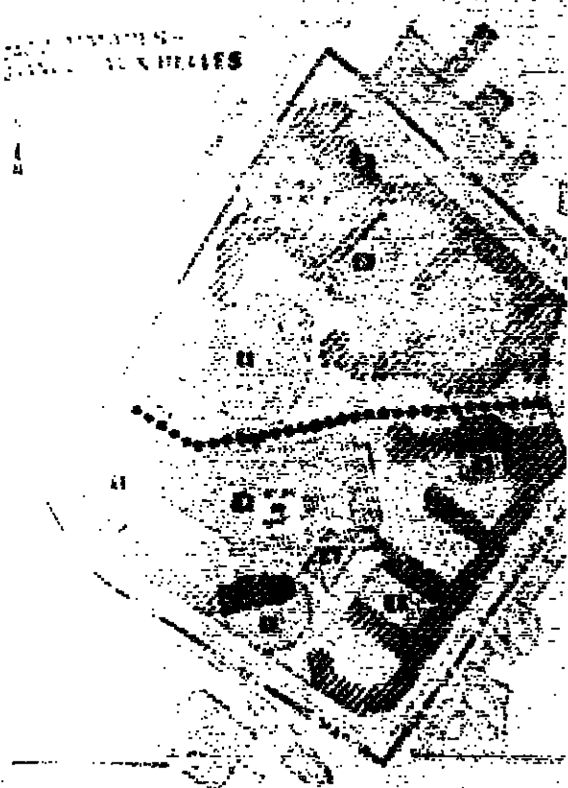
VENTE SUR LICITATION AU PALAIS DE JUSTICE DE VERSAILLES le MERCREDI 14 MARS 1979 A 10 heures
UN IMMEUBLE sis à CONFLANS-SAINTE-HONORINE (YVELINES)
3, RUE JEAN-JAURÈS
Compr. : au rez-de-chaussée, boutique et arrière-boutique et à chacun des 3 ét., UN APPARTEMENT de 2 p., w.-c. Terrain avec remise, 143,50 m2
LIBRE - MISE A PRIX : 150.000 FRANCS
S'adr. à VERSAILLES à Me RAVIART, avocat, 13 bis, avenue de St-Cloud, tél. : 950-03-12 ; Me JOHANET, avoc., 21, r. des Etats-Généraux. 950-02-82, et pr vis. Me PROUTIERE, huiss. à CONFLANS-STE-HONORINE, 919-79-04.

Vente au Palais de Justice PARIS, Jeudi 8 mars 1979, à 14 h. : UN LOT
APPARTEMENT au 5e étage | 1 PIÈCE au 7e étage
DÉBARRAS au 7e étage | CAVE n° 7 située au sous-sol
Et les parties communes correspondantes
PARIS (17e), 111-111 bis, rue de COURCELLES - Bât. C
M. à PX 250.000 F, s'adr. Me F. MOREAU, avoc. à Paris (17e) 1, rue G.-Berger
Dép. d'une cop. du cahier des Char. T 766-46-64 et 766-46-68. Me BAILLY Avocat, demeurant à Paris (1er), 18, r. Duphot, T. 260-39-13. A ts avoc. pr. Trib. Gde Inst. PARIS, BOBIGNY, CRETEIL, NANTERRE. Greffe des criées du Trib. Gde Inst. PARIS, au Pal. Justice à Paris où le Cahier des charges est dép. s. lieux pour visiter.
Prêt poss. du Créd. Foncier de France et de la Bque Grindlay Ottomane

---

Vente Palais Justice PARIS - Jeudi 22 mars 1979, 14 h. - EN DEUX LOTS
1) LOCAL 14 m2, Us. bureau ou commerce, 8e étage : 7e pte du dégagement n° 3 | **2) LOCAL 14 m2,** Us. bureau ou commerce, 8e étage : 4e pte du dégagement n° 3
Et les parties comm. corresp. PARIS 15e - 33-39, av. du MAINE
2 à 36, rue du Départ - 66, bd du Montparnasse et 1 à 29, rue de l'Arrivée
TOUR MAINE-MONTPARNASSE
Mises à Prix : 1) 10.000 F ; 2) 10.000 F. - S'adr. Me DANET, avocat, Paris (17e), 1, r. G.-Berger, dép. d'une copie du cahier des charges, t. 766-21-03 et 766-46-60. A ts avoc. près Trib Gde Inst. PARIS, BOBIGNY, CRETEIL, NANTERRE. Greffe criées Trib. Gde Inst. PARIS où le cahier des charges est déposé. Sur les lieux pour visiter. PRET possible du CREDIT FONCIER DE FRANCE et de la BANQUE GRINDLAY OTTOMANE.

Le Monde
EN ILE-DE-FRANCE
Les grandes opéra
Jemmapes-Grange-aux-Belle
en regardant le canal



Gare de Ch
piétons sou

CONTRE LE VANDALIS
Sté Paris Protection
vous propose sur porte existante



EN ILE-DE-FRANCE

Les grandes opérations de rénovation de la capitale avec un œil neuf

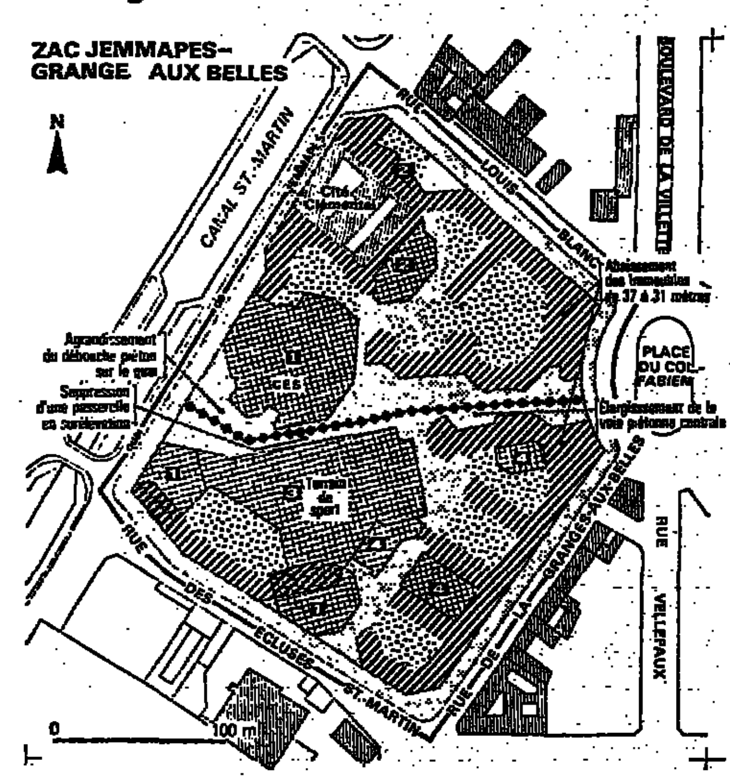
Dès sa nomination par le maire de Paris à la direction de l'aménagement urbain, M. Pierre-Yves Ligen, directeur de l'APUR (atelier parisien d'urbanisme), a entrepris, à la demande de M. Jacques Chirac, la révision de toutes les grandes opérations de rénovation engagées ou en projet dans la capitale. Une telle décision s'imposait après des années d'incohérence dans l'aménagement de la capitale. Cette incohérence, dont l'une des causes était la dispersion des études des grands projets entre différents services de l'Hôtel de Ville, a créé, non sans raison, une certaine insatisfaction dans l'opinion publique. Désormais, toutes les études sont rassemblées entre les mains d'un seul homme dirigeant l'aménagement urbain. Cette simplification, passée inaperçue en son temps, ne peut être que bénéfique pour la Ville.

La révision entreprise par les services de la mairie s'effectuera en deux ans. Ce n'est donc qu'à la fin de 1979 que l'on pourra dresser un premier bilan. Mais il est d'ores et déjà possible de connaître les grandes orientations envisagées par le directeur de l'aménagement urbain dans le parti choisi de la rénovation du quartier Guilleminot (14e arrondissement), des îlots Jemmapes-Grange-aux-Belles (10e arrondissement), gare de Vaugirard (15e arrondissement), gare de Charonne et Rebeval (20e).

Ces études, qui viennent d'être rendues publiques, font apparaître que, conformément aux souhaits manifestés depuis plusieurs années par les habitants, on s'oriente vers des immeubles moins hauts des voies piétonnes au cœur des îlots de rénovation, des grands espaces verts de quartier d'un seul tenant, et surtout une meilleure utilisation de l'espace.

J..AN PERRIN.

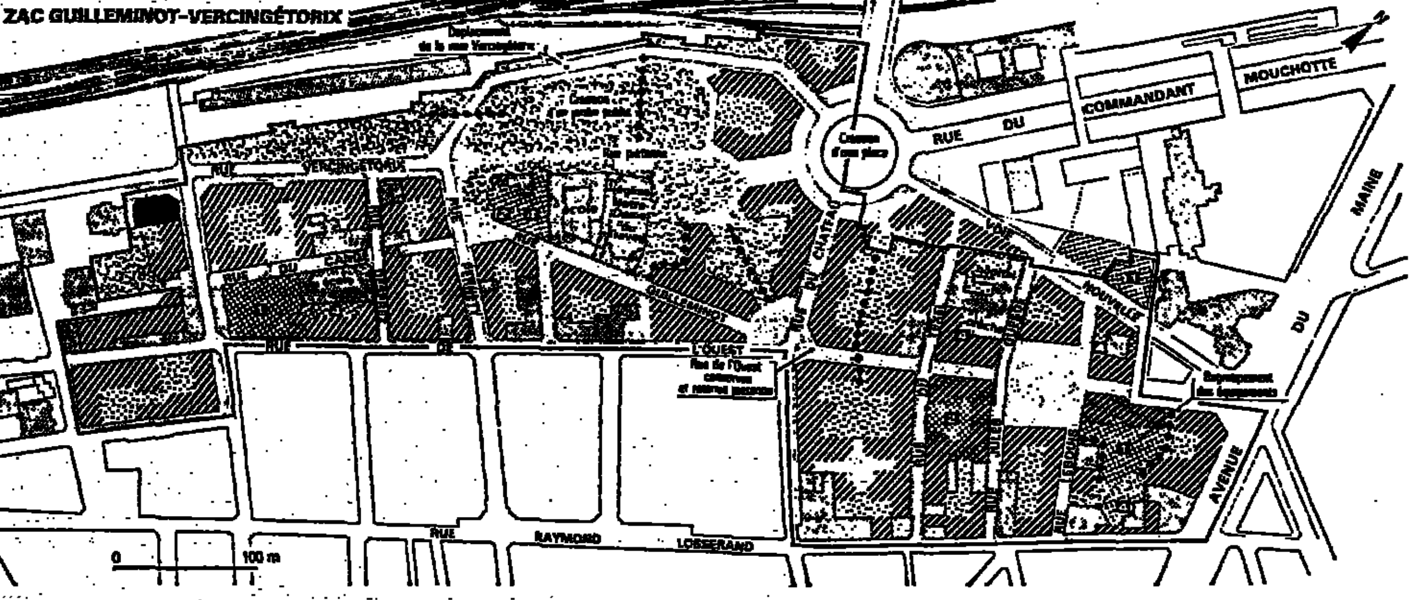
Jemmapes-Grange-aux-Belles : en regardant le canal



Trois décisions ont conduit à modifier le plan d'aménagement du quartier Jemmapes-Grange-aux-Belles, situé dans le dixième arrondissement, le long du canal Saint-Martin : l'élaboration d'un plan de mise en valeur du site du canal, la décision de préserver le secteur industriel constitué par la cité Clémentel et, surtout, l'option prise de vouloir tirer parti de la proximité du plan d'eau et non de lui tourner le dos comme cela était prévu initialement.

Le nouveau projet prévoit notamment de ramener le plafond des constructions de 37 à 31 mètres. Pour « dédensifier » l'îlot, les surfaces destinées à l'habitat, aux locaux commerciaux et professionnels sont réduites à 12 500 mètres carrés. Ces dispositions diminueront exclusivement le nombre de logements construits non aidés qui sera de six cents. Huit cents logements sociaux seront d'autre part réalisés. La plupart des équipements prévus dans le projet initial sont conservés. Cette opération déjà engagée se soldera pour la Ville de Paris par un excédent financier de 3,5 millions de francs.

Quartier Guilleminot : la parole est aux habitants



LÉGENDE
- périmètre
- ESPACES PUBLICS
  - espaces verts publics
  - équipements publics
    - 1 établissement scolaire
    - 2 crèche P.M.I
    - 3 terrain de sport
    - 4 autre
  - espace piéton
  - liaisons piétonnes à établir
- ESPACES PRIVÉS
  - zone d'habitat de commerce et d'activités :
    - hauteur ≤ 31m
    - hauteur ≥ 31m
  - espaces libres

Les récentes décisions du Conseil de Paris concernant l'aménagement du quartier Guilleminot-Vercingétorix, dans le 14e arrondissement, rendent nécessaire l'ouverture d'une enquête publique à la mairie annexe de cet arrondissement afin que puissent être recueillies les réactions des riverains. Pendant toute la durée de l'enquête, une exposition des projets se tiendra dans les locaux de la mairie du 14e arrondissement.

La décision prise le 19 septembre 1977 par M. Jacques Chirac d'abandonner la construction de la radiale Vercingétorix constitue un tournant capital pour l'aménagement de ce quartier, décidé il y a plus de quinze ans. Un nouveau projet a donc été étudié par la mairie — celui soumis aujourd'hui à l'enquête publique, — après avoir tenu compte d'un certain nombre d'observations, notamment des associations locales et du ministère de la culture et de l'environnement concernant la protection d'un plus grand nombre d'immeubles anciens.

L'abandon de la radiale permet l'aménagement d'un grand jardin de plus de 13 000 mètres carrés, d'un seul tenant, localisé entre les voies ferrées et l'actuelle rue Vercingétorix, face à l'église Notre-Dame-du-Travail, et en contact direct avec le quartier grâce à un important réseau piétonnier. Ces voies piétonnes sont constituées par les rues de l'Ouest, Guilleminot et du Gange. Le tracé de la plupart des voies existantes étant par ailleurs conservé. Une importante place publique d'environ 100 mètres de diamètre, bordée d'une double rangée d'arbres, sera aménagée au débouché du pont des Cinq-Martyrs du lycée Buffon.

La hauteur moyenne des constructions en bordure de voie s'étage de cinq à sept niveaux, avec une seule exception à douze niveaux aux abords de l'opération du Moulin-de-la-Vierge afin de ne pas rompre trop brutalement le rythme des constructions entre les deux rénovations.

« *Le respect du tracé des rues permet de conserver les constructions existantes les plus intéressantes puisque trente-neuf immeubles — dont l'atelier Brancusi et le moulin des Trois-Cornets — comportant sept cents logements sont conservés* », affirme l'administration de la ville. Deux mille huit cent soixante-dix logements nouveaux sont prévus, dont deux mille cent cinquante logements aidés. Ce programme est complété par un certain nombre d'équipements sociaux, commerciaux et culturels. Parmi ces équipements publics, la totalité des jardins et des espaces libres, dont 15 000 mètres carrés de cheminements piétonniers, représente 43 000 mètres carrés.

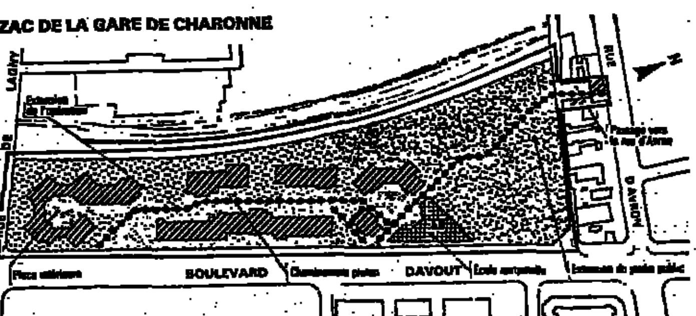
Selon la mairie de Paris, la rénovation du quartier Guilleminot devrait être terminée en 1985. Le coût de cette opération est estimé à 388 millions de francs. Il s'agit de savoir — et l'enquête publique le montrera — comment vont réagir les riverains de ce quartier, traumatisés par « *la rénovation béton* » lancée il y a quelques années et remise en cause par le nouveau projet présenté par la mairie. Enfin l'avis des différentes associations de quartier, qui demandaient la réhabilitation de plus de deux cent cinquante immeubles existants, sera également intéressant à connaître.

Des dossiers pour les citoyens

L'enquête publique se déroulera du lundi 5 mars au vendredi 18 mai. Le dossier de l'opération de rénovation sera à la disposition du public à la mairie annexe du 14e arrondissement aux jours et heures suivants : lundi, mercredi, jeudi, vendredi, de 9 heures à 18 heures ; mardi, de 9 heures à 19 heures, et samedi, de 10 heures à 12 heures.

Le commissaire enquêteur recueillera les observations du public les 16, 17 et 18 mai, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures.

Gare de Charonne : piétons sous les frondaisons



La révision du projet d'aménagement de la gare de Charonne, qui s'étend sur plus de 23 hectares dans le vingtième arrondissement, permet de resserrer le domaine bâti au sud et au centre de l'opération et l'espace vert dans la partie nord. Ce dernier est conçu d'un seul tenant, au lieu d'être éclaté, comme le prévoyait le premier projet, en une succession de petits espaces libres. Il est accessible à partir de la rue d'Avron et contribuera à l'animation du quartier Saint-Blaise.

Un grand cheminement piétonnier animera l'îlot et sera largement ouvert sur le boulevard Davout. Le plafond des hauteurs pour les bâtiments est fixé à 31 mètres (le maximum prévu par le POS est de 37 mètres). La hauteur des immeubles ne dépassera donc pas six à huit niveaux avec quelques pointes à neuf niveaux. Le projet antérieur prévoyait la construction de trois cent quatre-vingt-dix logements, le nouveau projet permet la réalisation de six cents logements exclusivement sociaux sans pour autant densifier l'opération, mais en utilisant mieux l'espace.

Il faudra deux ans pour réaliser cette opération dès que la S.N.C.F. aura libéré tous les terrains.

Autres projets

● **REBEVAL** : l'opération est aujourd'hui très avancée : 75 % du programme de logements est construit ou en cours. L'achèvement de cette rénovation dans le dix-neuvième arrondissement ne concerne que 2,4 hectares, mais il s'agit de l'une des parties essentielles du projet : la façade de l'opération sur le boulevard de La Villette et l'aménagement des premières pentes qui montent vers les hauteurs de Belleville.

Les principales dispositions adoptées sont les suivantes : les deux immeubles-tours sont abandonnés et la hauteur des immeubles à construire est abaissée ; *les constructions nouvelles seront à l'alignement des voies existantes et seront ouvertes vers le jardin central qui sera situé au cœur de l'îlot.*

● **GARE DE VAUGIRARD** : la gare de Vaugirard occupe 70 000 mètres carrés. Il est prévu d'y réaliser 440 logements, 10 000 mètres carrés d'espaces verts d'un seul tenant et une rue piétonne en prolongement de la rue Platon et orientée vers l'hôtel Sheraton et une école maternelle de six classes en bordure du jardin. La première tranche de l'opération devrait permettre la construction de 280 logements, la seconde tranche devrait pouvoir être entreprise avant la fin de l'année 1980.

CONTRE LE VANDALISME
Sté Paris Protection
vous propose sur porte existante...
1 tour de clé
7 pênes de fermeture
1 serrure de sécurité PICARD
+ blindage acier épaisseur 15/10 électrozingué
4 goujons d'acier anti-dégondage
3 clés à pompe fabrication française
POUR PORTE (bâti bois)
POSE ET DEPLACEMENT COMPRIS
1800 F TTC
Crédit gratuit en 3 versements
MATERIEL GARANTI 5 ANS
2 MAGASINS D'EXPOSITION
. 97, rue de BROCA 75013 PARIS. Tél. 336.44.55
. 55, av. de la MOTTE PICQUET 75015 PARIS. Tél. 566.65.20
R.C. 78 B 171
POSE PARIS - BANLIEUE DEVIS GRATUIT

la confiance, ça se mérite
HAECHLER 1404 A 19 0
• en immobilier, il faut pouvoir conseiller, et nous sommes compétents.
CAGNES-SUR-MER, exceptionnel, face hippodrome, 3 pièces parfait état, 200 mètres mer, proximité tous commerces, vendu sous valeur .... 320.000 F
CAGNES-SUR-MER, unique, appartement-villa sur le toit, salon, salle à manger 56 m2, cheminée, cuisine équipée, 2 bains, terrasse 108 m2, barbecue, calme, vue dégagée .... 650.000 F
sur la côte d'azur, l'immobilier c'est l'affaire de vrais professionnels
SSI Société de Services Immobiliers
21, Bd Kennedy 06800 CAGNES-SUR-MER
Tél. (93) 20.26.26 - Télex : 461 235 F
SSi

Le Diamant est-il un bon placement ?
• Pourquoi l'ÉPARGNE DIAMANT est-elle si intéressante ?
• Peut-on investir facilement 10.000 Francs ?
• Est-il exact qu'avec seulement 500 Francs par mois, on peut acquérir une pierre de grande valeur ?
• Peut-on facilement revendre un Diamant muni d'un Certificat d'Authenticité ?
• Quel profit peut-on espérer réaliser ?
• Peut-on acheter de façon anonyme ?
Pour obtenir la réponse à ces questions et à d'autres que vous vous posez, envoyez ce bon au Centre d'Information
UNION DES DIAMANTAIRES
Groupement d'Intérêt Économique Régi par l'Ordonnance du 23.09.1967
17, rue Saint-Florentin 75008 Paris
Je désire bénéficier à titre confidentiel et sans engagement, d'une information complète sur le CAPITAL DIAMANT® et sur l'ÉPARGNE DIAMANT®
NOM .... PRÉNOM ....
N° ...... RUE ....
LOCALITÉ ....
CODE POSTAL ......
MO 439

Le Monde

équipement

ENVIRONNEMENT

LE VOYAGE DU MINISTRE EN CORSE

M. d'Ornano souhaite une préparation rapide du schéma d'aménagement du littoral

De notre correspondant

Ajaccio. — *M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, a effectué son premier voyage officiel en Corse du 22 au 24 février. Objectif : préparer le schéma d'aménagement et de protection du littoral, dont l'élaboration avait été annoncée par le président de la République au cours de sa visite dans l'île, en juin 1978.*

M. d'Ornano a surtout consulté la base. Son voyage a été jalonné par quatre réunions avec les maires et les conseillers généraux à Figari et Ajaccio pour la Corse-du-Sud, à Lozari et à Bastia pour la Haute-Corse. En outre, il a poussé une incursion jusqu'à Corte, où l'attendait M. François Delmas, secrétaire d'Etat à l'environnement, pour accorder un satisfecit au parc régional créé depuis 1971.

Les « élus du sol » ont d'abord parlé à M. d'Ornano de leurs problèmes particuliers. Puis on a élevé le débat. Tous ont mis l'accent sur la complexité des procédures administratives, sur les conflits d'intérêts, les blocages, la nécessité de concilier la protection et le développement. M. Michel d'Ornano a décidé qu'on préparerait un schéma en associant le littoral aux vallées qui y débouchent. Trois zones seront déterminées : la première, de développement et d'aménagement ; la seconde, de protection ; la troisième, intermédiaire. *« L'action peut être entreprise immédiatement dans les zones de développement,* a indiqué le ministre, *tandis que les zones protégées resteront en l'état. »*

Le schéma sera préparé par les deux directions départementales de l'équipement, en coopération avec les élus. La coordination sera assurée par M. André Ponton, ingénieur général de l'équipement, qui viendra soumettre le schéma aux assemblées régionales avant sa présentation au comité interministériel à la fin de l'année.

Le schéma associera étroitement les communes au développement et à la protection en instituant entre elles une solidarité effective. Les plans d'occupation des sols sont, en effet, encore trop peu nombreux. Les ZAC demeurent, pour les plus importantes, à l'état de projets.

Le législateur a beau s'efforcer de prévoir des garde-fous, la puissance publique entamer des procédures d'appropriation, c'est encore l'opinion publique qui a, jusqu'ici, le mieux veillé sur les sites. *« Au milieu d'une Méditerranée dont trop de pays riverains sont malades du tourisme, la Corse a su éviter l'irrémédiable »,* avait reconnu, à Ajaccio, le 8 juin 1978, le président de la République. Il avait cependant ajouté que *« cette politique de raison n'a pas toujours empêché la dégradation des sites prestigieux du fait de la pression immobilière et, parfois même, de certains travaux publics ».* D'où la décision de proposer aux assemblées régionales un programme concerté d'aménagement du littoral assorti d'un échéancier financier pluriannuel.

Le 29 juin 1978, le préfet de région, M. Yves-Bertrand Burgalat, *confiait à la direction régionale* de l'équipement le soin de dresser ce programme. Plusieurs réunions eurent lieu et, le 29 janvier 1979, le dossier était transmis aux assemblées régionales sous la forme d'une « note de méthode et d'objectifs pour l'aménagement des espaces naturels et ruraux ».

La note devait être examinée par le comité économique et social, le 2 mars, et en avril par le conseil régional.

Le ministre de l'environnement et du cadre de vie a écarté cette procédure sans même y faire allusion. La question sera cependant examinée cette semaine au comité économique et social, les *commissions* de celui-ci ayant déjà préparé un rapport. En Corse, on s'interroge sur les raisons de ce changement de procédure. Certains y voient la conséquence de rivalités entre fonctionnaires de l'équipement et cela ne manque pas de créer un malaise.

PAUL SILVANI.

TRANSPORTS

DIFFICULTÉS FINANCIÈRES GRANDISSANTES POUR LES SOCIÉTÉS CONCESSIONNAIRES D'AUTOROUTES

Paris-Metz racheté par l'État ?

De notre envoyée spéciale

Nancy. — La société privée d'autoroute Paris-Est-Lorraine (APEL), concessionnaire de l'autoroute A-4 (autoroute de l'est), va-t-elle être rachetée par l'Etat et fusionner avec la société d'économie mixte des autoroutes du nord et de l'est de la France (SANEF) ? C'est l'hypothèse qui est actuellement étudiée par les pouvoirs publics, après la demande formulée en novembre 1977 par l'APEL auprès du tribunal administratif de Paris de résilier son contrat de concession.

« Nous les avions prévenus ; les pouvoirs publics n'ont pas voulu nous entendre. Aujourd'hui l'expérience nous donne raison. L'autoroute A-4 est en faillite. » Amère certitude que celle des Nancéiens, récemment alimentée par une publicité ironique parue dans la presse allemande qui conseillait aux automobilistes d'outre-Rhin d'aller essayer la voiture X... sur l'autoroute vide des Français.

L'affaire de l'autoroute A-4 a commencé en 1969. Le gouvernement s'était alors interrogé sur le tracé que devait emprunter une autoroute destinée à « désenclaver » la Lorraine et à relier Paris à l'Allemagne. Plusieurs hypothèses furent étudiées. Les élus du sud de la Lorraine, mettant en avant le trafic de la nationale 4 (12 000 véhicules par jour) affirmaient que le meilleur tracé était sans conteste celui qui « doublait » la nationale en passant par Châlons-sur-Marne et Pont-à-Mousson. Malheureusement pour eux, le tracé nord par Reims et Metz fut soutenu par les maires de ces deux villes qui étaient alors tous deux ministres, MM. Taittinger et Raymond Mondon. Ils avaient, il est vrai, trouvé un allié puissant dans la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale. La population desservie par le tracé nord est plus importante que celle de l'agglomération nancéienne, soutenait alors la DATAR, qui ajoutait que le nord de la Lorraine était appelée à connaître un essor économique.

La cause était entendue et, contre l'avis des préfets des départements visés, l'APEL se voyait confier en 1972 la mission de construire l'autoroute Paris-Metz *via* Reims, tandis que le gouvernement promettait aux maires riverains de la nationale 4 de transformer la nationale en route à deux fois deux voies.

Quatre ans plus tard, en octobre 1976, l'autroute était mise en service. Mais un an après son ouverture, la société constatant que le trafic de la voie était moitié moindre que celui qui était attendu (6 000 véhicules par jour) et que l'opération n'était pas rentable à court terme, demandait au tribunal administratif de Paris de résilier son contrat de concession.

Comment est-on arrivé à cette situation ? *« Toutes les sociétés rencontrent des difficultés au cours des premières années de mise en service des autoroutes,* expliquait alors le ministre de l'équipement. *L'autoroute Paris-Lille, aujourd'hui saturée, a connu les mêmes difficultés de démarrage. D'autre part, la mise en service de l'autoroute ne s'est pas faite de manière progressive, ce qui aurait permis de rentabiliser successivement les tronçons. »*

« Un tracé politique »

Les Nancéiens ont leur explication et tiennent à la donner : *« Si l'autoroute avait doublé la nationale 4 surchargée, elle n'aurait pas eu de difficultés financières »,* affirme M. Roger Boileau, sénateur, union centriste des démocrates de progrès, président du conseil général de Meurthe-et-Moselle, qui en profite pour rappeler une fois de plus au gouvernement d'élargir la nationale 4 à deux fois deux voies.

M. Boileau a proposé récemment à M. Joël Le Theule, ministre des transports, une modification du tracé de l'autoroute A 5 afin de rapprocher cette liaison autoroutière en projet de l'agglomération nancéienne. M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, pour sa part, affirme que le tracé de l'autoroute A 4 était *« un tracé politique voué à la faillite ».*

Plus d'un an après la demande de résiliation de son contrat, la situation de l'APEL devient critique. Le gouvernement, qui a garanti 70 % des emprunts de la société, a déjà payé 240 millions de francs aux créanciers. L'APEL compte 1,9 milliard de francs de dettes et il lui faudra attendre 1988 pour voir son déficit régresser et 1994 pour le voir résorbé. En effet, en dépit d'une augmentation moyenne de 8 % par an du trafic, les perspectives ne sont pas très optimistes : *« Les habitants du sud de la Lorraine ne vont pas aller prendre l'autoroute à Metz,* affirme M. Claude Bozon, directeur départemental de l'équipement. *Leur trajet vers Paris se trouve ainsi allongé d'une heure (plus de 70 kilomètres), soit le tiers du voyage restant à faire. D'autre part, nous avons constaté que le trafic de la nationale 4 est très local : deux mille cinq cents véhicules sur les douze mille qu'on peut observer en moyenne chaque jour sur la voie, sont en transit, donc pourraient être intéressés par l'autoroute. Même s'ils allaient tous sur l'A 4, cela ne suffirait pas à la rentabiliser. La seule solution,* ajoute M. Bozon, *c'est un développement du trafic propre de l'autoroute, c'est-à-dire du nord de la Lorraine et de l'Allemagne. »*

Mais ce trafic ne sera enregistré que très progressivement. Une question se pose donc : quelle solution apporter aux difficultés de l'APEL, dès lors que la rentabilité de l'affaire ne peut être prévue à brève échéance ? Le ministre des transports vient d'envoyer une lettre à la société lui proposant *« d'injecter »* 250 millions de plus dans l'affaire. Cet apport de la société devant être suivi d'un effort financier du gouvernement. *« Mais,* souligne M. Georges Jeuffroy, directeur général de l'APEL, *une telle solution ne nous donne aucune garantie quant à la façon dont nous aurons à rembourser nos emprunts passés et à en contracter de nouveaux à l'avenir. Nous voulons engager une véritable négociation avec le gouvernement. D'autre part, nous demandons qu'une indemnité d'imprévision nous soit versée en vertu d'une jurisprudence bien connue qui veut que l'Etat alloue une telle indemnité aux concessionnaires d'un service public qui rencontre des difficultés. En tout état de cause, même si nous souhaitons continuer l'exploitation de l'autoroute, nous maintenons notre demande re résiliation de notre contrat. »*

Des préoccupations d'aménagement

Les pouvoirs publics pourraient donc racheter la société et la fusionner avec une société d'économie mixte qui aurait les moyens financiers d'attendre que la liaison soit rentable. C'est la société des autoroutes du nord et de l'est de la France qui serait la plus habilitée à prendre cette charge, à condition toutefois que les pouvoirs publics participent plus qu'il n'est prévu à la construction de l'autoroute Calais-Reims, dont le contrat de concession avec la Sanef est en cours de signature.

L'A 4 est l'exemple même de l'autoroute construite pour répondre à des préoccupations d'aménagement du territoire (désenclavement d'une région par exemple) plus qu'à une forte demande de trafic. Le tracé retenu le prouve. Ce n'est pas pour soulager la nationale 4 que l'autoroute a été construite, mais pour établir une liaison avec le nord de la Lorraine.

Toutes les autoroutes justifiées économiquement par un fort trafic ont déjà été construites. Restent les grandes liaisons d'aménagement du territoire. Or celles-ci ne peuvent être financées par le péage puisque le trafic attendu est insuffisant et qu'il le demeurera durant de longues années. C'est donc aux pouvoirs publics que reviendra la charge de financer gratuitement une partie de son programme autoroutier.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

LES IBM 4300. LES ORDINATEURS QUI BOUSCULENT L'INFORMATIQUE.

Un prix très performant.

IBM lance deux nouveaux ordinateurs : l'IBM 4331 et l'IBM 4341. Ils doivent à une nouvelle technologie, à de nouvelles techniques de fabrication, à de nouveaux disques, des prix qui, jusqu'à présent, étaient difficilement envisageables.

Ainsi par exemple, une configuration comprenant un processeur 4331, d'une capacité d'un million d'octets, une console, des disques magnétiques pouvant stocker 260 millions de caractères, une imprimante à 400 lignes par minute, une unité de bande magnétique (20 ou 160.000 octets/seconde), quatre écrans de 1.920 caractères, coûte : 28.800 francs TTC en location à durée déterminée, 33.800 francs TTC en location à durée indéterminée, 1.042.600 francs TTC à la vente (tarifs en vigueur au 01/02/79).

Le prix n'est plus un frein à l'informatisation des entreprises.

Une informatique libérée.

Les IBM 4331 et 4341 font sauter le verrou de l'informatique actuelle : les coûts de la mise en œuvre et de l'exploitation des bases de données, du télétraitement et de l'utilisation conversationnelle des ordinateurs.

Ils s'adaptent à l'organisation et aux problèmes spécifiques des entreprises : ils peuvent être utilisés comme ordinateurs autonomes ou faire partie d'un réseau.

Aux entreprises non encore équipées, ils offrent un moyen économique de mettre en place une informatique totale et d'en faire bénéficier un maximum d'usagers.

Aux sociétés déjà détentrices d'un ordinateur principal, ils donnent le moyen de redéployer leur informatique, de traiter sur place le maximum de travaux, tout en laissant la possibilité de dialogue, dans les deux sens, à volonté.

Puissance et mémoires : une dimension nouvelle.

Les IBM 4331 et 4341 libèrent usagers et informaticiens des problèmes liés à la dimension des mémoires. C'est d'un changement d'échelle qu'il s'agit. En effet, les capacités de ces systèmes s'expriment désormais, suivant les modèles, en millions d'octets pour les mémoires centrales (de 0,5 à 4 millions) et en milliards d'octets pour les mémoires à disques.

Ces nouveaux ordinateurs sont dotés de logiciels qui comportent toutes les fonctions des grands systèmes, en particulier la programmation en mode conversationnel. Elle donne au service informatique sa pleine efficacité.

Pour mieux connaître les IBM 4300, envoyez votre carte de visite professionnelle aux Centres de Support aux Agences (CSA) de la Division Ordinateurs.



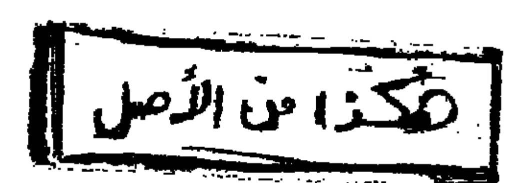
• 94-96, rue Réaumur, 75002 Paris. • Tour Septentrion, La Défense, 92400 Courbevoie. • 381, bd du Président Wilson, 33200 Bordeaux. • 250, avenue de la République, 59019 La Madeleine Cedex. • 21, chemin de la Sauvegarde, 69130 Écully. • 2, bd de Gabès, 13295 Marseille Cedex 2. • 44-48, bd Albert 1er, 54016 Nancy Cedex. • 36, bd Gabriel Guist'hau, 44022 Nantes Cedex.

IBM
Division Ordinateurs

ORDINATEURS IBM 4300
L'INFORMATIQUE DE PERFORMANCE
A UN PRIX PERFORMANT.

Dupuy Compton et Ass. IBM 2.7801





Un entretien avec le président d'Air France

La baisse anarchique des tarifs aériens ne durera pas plus de deux à trois ans, estime M. Pierre Giraudet, président d'Air France, dans l'entretien qu'on lira ci-dessous. Les compagnies devront mieux prendre en compte l'augmentation constante de leurs prix de revient.

M. Giraudet confirme néanmoins la volonté d'Air France de rendre l'avion accessible à une clientèle individuelle plus exigeante sur les prix que sur le confort : d'où la création de « vols vacances » dont il entend élargir le champ d'action en 1980. Il indique d'autre part son intention de ne maintenir la première classe que sur les destinations où les passagers seront en nombre suffisant.

• La première classe pourra être supprimée sur certaines destinations
• La baisse des tarifs va trouver rapidement ses limites

« Le bilan d'Air France pour 1978 est positif. Peut-on s'attendre à de meilleurs résultats cette année ? Compte tenu de l'évolution tarifaire, la baisse de la recette au passager-kilomètre n'est-elle pas préoccupante ?

— Notre objectif pour 1979 est de maintenir des résultats financiers positifs comme en 1978 et de dégager une marge d'autofinancement analogue. Il n'en demeure pas moins que l'industrie du transport aérien est on ne peut plus soumise aux à-coups de la conjoncture internationale. De ce point de vue-là, l'évolution du prix du pétrole, les événements d'Iran et, d'une manière plus générale, les perspectives économiques ne manquent pas de nous préoccuper.

» La tendance délibérée à l'abaissement anarchique des tarifs ne pourra pas durer indéfiniment : deux à trois ans tout au plus. Devant les difficultés financières, les compagnies aériennes seront, de nouveau, obligées de tenir compte de leurs prix de revient. Pour Air France, l'augmentation de la recette au passager-kilomètre ne devrait pas dépasser en moyenne cette année 2,7 % — elle sera pratiquement nulle sur les Antilles (+ 0,1 %) et l'Amérique du Nord (+ 0,2 %), négative sur l'Afrique (— 0,7 %) et la Réunion (— 11,2 %), positive sur l'Asie (+ 4,7 %) et l'Europe (+ 4,9 %), — ce qui, compte tenu d'un taux d'inflation de 8 à 10 %, se traduira, en réalité, par une baisse générale et considérable de la recette en valeur réelle.

Les « vols vacances »

— Air France envisage-t-elle d'élargir l'expérience des « vols vacances » ? Comment s'inscrit, dans cette perspective, le développement de sa filiale Air Charter International ? Le changement de la clientèle aérienne ne conduira-t-il pas, à terme, la compagnie nationale à modifier la composition des classes ?

— Les charters se sont développés, depuis plus de vingt ans, à partir d'une clientèle marginale par rapport à celle des vols réguliers. Sur les lignes à faible trafic, les solutions traditionnelles de traitement de la clientèle à bas tarifs restent et resteront valables, c'est-à-dire que l'on continuera à diversifier les tarifs pour compléter le remplissage de nos avions et à utiliser, en renfort de la nôtre, la flotte d'Air Charter International, filiale commune d'Air France et d'Air Inter.

» Sur les lignes à fort trafic de basse contribution, mettre épisodiquement en ligne des moyens supplémentaires pour éponger cette clientèle n'est désormais plus une solution à l'échelle du problème. Nous en sommes donc venus à penser qu'il fallait mettre en place un système de transport régulier spécialement adapté aux besoins du transport de masse. D'où notre décision de lancer, dès 1979, vers certaines destinations, des « vols vacances » à bas tarifs, accessibles à une clientèle individuelle plus exigeante sur les prix que sur le confort, avec comme objectif la plus grande liberté possible pour le passager, et notamment la suppression, à terme, de toutes les contraintes, surtout celle du délai de séjour. Pour 1980, nous pensons élargir le champ d'action des « vols vacances » en Amérique du Nord, en développant cette activité vers New York, et en l'étendant au Canada. Nous généraliserons la formule vers les Antilles et la Réunion et nous en accroîtrons l'utilisation en Europe et en Méditerranée.

La compétitivité

» A l'avenir, nous aurons à traiter trois sortes de clientèle : une clientèle requérant un traitement tout particulier et pour laquelle nous maintiendrons la première classe, là où la demande sera suffisante, et nous continuerons à offrir Concorde ; une clientèle d'hommes d'affaires et de touristes aisés à laquelle nous offrirons un service encore amélioré ; une clientèle sociale et touristique, prête à voyager dans des conditions plus « rustiques » en échange de tarifs très réduits et à laquelle s'adressent nos « vols vacances ».

— Air France peut-elle être compétitive compte tenu de l'importance et du coût de son personnel ? Comment remédier à ce handicap ?

— Nous sommes une compagnie chère d'un pays cher. Partis comme nous l'étions avant les efforts de redressement, nous courions à l'abîme. Aujourd'hui, même en augmentant notre productivité, nous restons, malgré tout, plus chers que la majorité de nos concurrents étrangers. Nous devons donc jouer sur les autres tableaux.

» Optimiser notre réseau. Nous ne devons pas nous laisser entraîner, par esprit de compétition, à exploiter des lignes déraisonnables : il nous faut, au contraire, nous développer sur les marchés durables et solides qui correspondent aux grands axes des échanges extérieurs de la France.

» Optimiser notre flotte. Nos dix-huit Boeing 707 A étaient, au siège-kilomètre, de 25 % plus onéreux que les Boeing 747 ; nous les avons éliminés comme nous sommes en train de le faire avec les Caravelle. Nous devrons nous défaire également, entre 1981 et 1983, des Boeing 707 B et 707 C. A terme, notre flotte ne devrait plus comporter que trois types d'avions : le Boeing 747, le long-courrier le plus performant, l'Airbus, le moyen-courrier le plus compétitif, et le Boeing 727, que remplacera, dès qu'il sera disponible, le futur Jet 2 de cent soixante places.

» Modifier nos produits. Nous vivons sur deux produits — la première classe et la classe économique — créés il y a trente ans. Nous devons maintenant les repenser pour mieux adapter notre offre aux besoins de la clientèle.

— Air France a souffert de la duplication de ses services entre les deux aéroports parisiens d'Orly et de Roissy. La mise en service de l'aérogare n° 2 sur l'aéroport Charles-de-Gaulle lui permettra-t-elle d'atténuer, voire d'éliminer, ce handicap ?

— L'aérogare numéro 2, conçue et réalisée par Aéroport de Paris pour Air France, doit nous mettre particulièrement à l'aise pour traiter notre trafic, ainsi que pour nous coordonner avec Air Inter et les compagnies associées qui nous y suivront. Notre installation aura lieu en 1981 et 1982 : ce sera le moment où l'aéroport Charles-de-Gaulle deviendra prépondérant et où, par conséquent, le handicap lié à la duplication des services entre Orly et Roissy disparaîtra progressivement.

» Nous avons écarté l'hypothèse de concentrer l'ensemble de notre trafic à Roissy. Nous disposons sur cette plate-forme d'installations considérables, dont nous trouverions difficilement preneurs ; aucun intérêt économique évident ne nous pousse donc à perturber la vie du personnel employé sur cet aéroport et l'économie des communes avoisinantes. Nous resterons donc à Orly, notamment pour y assurer des vols vers les Antilles, la Réunion, l'Afrique du Nord, ainsi qu'une part importante de l'activité « Air France vacances ». Au total, le niveau actuel sera maintenu et même légèrement développé.

— Air France avait renoncé à commander des Boeing 737, dont les navigants réclamaient le pilotage à trois. Cette querelle n'est-elle pas, aujourd'hui, dépassée ? Sur quels avions, dans les années à venir, la compagnie nationale envisage-t-elle d'asseoir son expansion ?

— Nous sommes toujours prêts à commander des Boeing 737, qui en toute hypothèse ne sont désormais plus livrables avant 1982 : la flotte d'Air France n'est pas complète sans un appareil de bas de gamme. L'absence d'un avion de faible capacité nous met dans l'impossibilité d'exploiter les lignes les plus petites, de « défricher » de nouvelles lignes au départ des métropoles régionales et empêche notre filiale Air Charter International de desservir la plupart des villes de province. C'est là un lourd handicap.

» Au demeurant, il n'est pas question que, dans cette affaire, nous changions d'avis. J'ai dit que notre compagnie était chère : dans la concurrence sauvage actuelle, tout le monde doit donc prendre sa part de l'effort de compétitivité.

L'exploitation des quatre Concorde

— L'exploitation de quatre Concorde par Air France est lourdement déficitaire. Peut-on espérer qu'un jour Concorde rapporte de l'argent ? Comment expliquer que British Airways, qui possède cinq avions supersoniques, affiche de meilleurs résultats ? La compagnie nationale est-elle intéressée par l'acquisition de Concorde supplémentaires ?

— Tout d'abord, rien ne permet actuellement de penser que l'avion supersonique puisse, pas plus chez British Airways qu'à Air France, être rentable, ne serait-ce qu'en raison de l'évolution du prix du pétrole.

» La différence, d'ailleurs limitée, des résultats qu'affichent British Airways et Air France tient à trois causes. La compagnie britannique a des charges d'amortissement de ses avions et de ses pièces de rechange de plus de 30 % inférieures aux nôtres ; le coût de notre personnel navigant est largement supérieur à celui de notre concurrent d'outre-Manche, compte tenu notamment du niveau des salaires britanniques ; British Airways a axé 75 % de la ligne Londres-New-York, dont le potentiel de clientèle est trois fois supérieur à celui de la ligne Paris-New-York. Celle-ci ne représente, et pour cause, que la moitié de l'activité supersonique d'Air France. Le reste de notre réseau comprend certes l'excellente ligne Paris - Dakar - Rio-de-Janeiro, mais aussi des lignes de son exploitation supersonique sur rendement médiocre vers Mexico, Caracas et Dallas.

» Nous sommes prêts à utiliser les Concorde qui restent disponibles à l'Aérospatiale à Toulouse. La solution la plus raisonnable, à nos yeux, serait qu'ils soient mis à notre disposition, car il ne peut être question de nous endetter davantage. L'accroissement de notre flotte supersonique pour la porter à six ou sept appareils nous permettrait d'améliorer la régularité de nos vols, de diminuer les frais d'entretien puisque les avions voleraient moins, de développer enfin notre réseau si l'opportunité d'ouvrir de bonnes lignes se présentait.

» Il nous paraît, en tout cas, particulièrement regrettable d'être parfois contraints d'annuler des vols pour des raisons techniques, faute d'appareils de remplacement, alors que des Concorde « dorment » à Toulouse.

— La réorganisation du transport aérien intérieur est en cours. Air France n'y a-t-elle pas sa part ? Ne peut-elle mieux harmoniser son développement avec celui d'Air Inter ? Ne pourrait-elle donner davantage de travail aux compagnies régionales afin de soutenir leur expansion ?

— La répartition des droits de trafic à l'intérieur de l'Hexagone a été fixée par les pouvoirs publics. Je n'ai pas demandé la modification de cette situation. En 1977, nous avons déjà harmonisé avec Air Inter la composition de nos flottes et de nos exploitations. Nous avons associé Air Inter à notre filiale Air Charter International et nous en sommes très satisfaits. Nous étudions et exploitons en commun les lignes vers Nice et la Corse.

» Quant aux compagnies régionales, nous leur confions déjà une activité très importante et, sans cette activité, certaines d'entre elles n'existeraient plus aujourd'hui. Mais, en ce domaine aussi, il ne faut faire que ce qui est raisonnable et ne pas oublier que la plupart des lignes province-étranger sont, pour le moment, déficitaires. Nous n'avons pas à supporter de manière directe ou déguisée le déficit des compagnies régionales. Nous pouvons, par contre, dans l'intérêt général et dans notre propre intérêt, les aider en organisant et en planifiant notre coopération avec elles. »

Propos recueillis par
JACQUES DE BARRIN.

TÉLEX PARTAGÉ
ETRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS ☎ 345.21.62

Appuyez-vous sur la puissance de la famille Digital.

Vous recherchez aujourd'hui un bon rapport prix/performances et des possibilités d'extension pour l'avenir.

Alors faites notre connaissance ... Digital Equipment est non seulement l'un des principaux fournisseurs d'ordinateurs du monde, mais aussi l'un des plus ouverts.

Nous sommes les pionniers de la miniaturisation, de la simplicité et de la facilité d'utilisation. Nous avons ouvert la voie au traitement interactif. Nous avons introduit le mini-ordinateur. Nous sommes également des précurseurs en matière de réseaux d'ordinateurs et avons été parmi les premiers à développer un concept de la gestion connu maintenant de l'industrie sous le terme d'« Informatique répartie ».

Nous avons la plus grande diversité de produits de l'industrie informatique. Sans exception.

Tout, du micro-ordinateur sur une carte aux systèmes de grande puissance, en passant par la gamme la plus étendue de mini-ordinateurs.

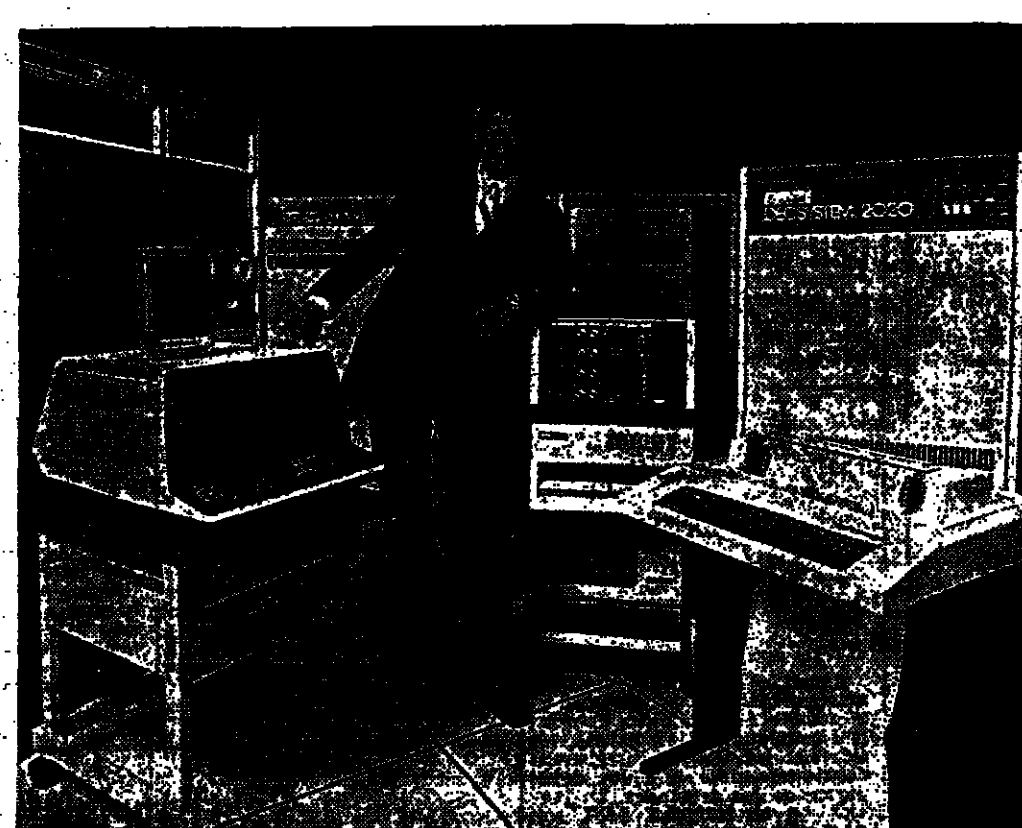
Une vraie famille à la nombreuse parenté et dont la devise est la compatibilité. Ce qui vous donne à la fois liberté et assurance.

Liberté de choisir exactement ce dont vous avez besoin présentement.

Assurance de pouvoir ajouter, le moment venu, le strict nécessaire, sans bouleverser ce qui est déjà en place. Nous ne considérons pas l'obsolescence comme une finalité.

Cette liberté et cette assurance s'étendent également au logiciel et aux services. Nous avons les systèmes d'exploitation et les langages qu'il vous faut. Et les services spéciaux pour vous conseiller ou développer des systèmes particuliers. Ainsi que plus de 6000 personnes affectées à la maintenance des matériels et logiciels dans le monde entier. Vous pouvez bénéficier de ces services séparément; nous ne pratiquons pas la politique du tout ou rien.

Faites vraiment connaissance avec la famille Digital. Utilisez le coupon pour en savoir plus.



La plus vaste gamme d'ordinateurs de l'industrie informatique.

Veuillez m'envoyer:
La brochure « Une orientation nouvelle de l'informatique » ☐
La brochure « 8 questions à un constructeur d'ordinateurs » ☐
Le dernier exemplaire de votre magazine « Europa » ☐
Des informations sur les séminaires et expositions à venir ☐
Je souhaite la visite d'un ingénieur commercial ☐
Je suis / Je ne suis pas utilisateur d'ordinateur.
Mon application concerne: ______
Nom ______
Fonction ______
Société ______
______ Téléphone ______
A retourner à: Digital Equipment France
Département Marketing
18, rue Saarinen – SILIC 225
94528 RUNGIS CEDEX. Tél. 687 23 33

digital
Digital Equipment France

Le Monde

économie

La crise de la sidérurgie et la situation de l'emploi

M. Giraud : l'objectif du gouvernement est de ne pas créer de chômage d'ici à la fin de 1980

« En 1979, comme en 1980, tous les salariés de la sidérurgie seront couverts par des mesures sociales ou auront une continuité avec de nouveaux emplois », a déclaré le samedi 24 février M. André Giraud. Le ministre de l'industrie, qui a « mis les événements de Longwy sur le compte de la passion », a estimé qu'il fallait « un peu de temps pour que l'on se rende compte des résultats obtenus » au cours des dix heures d'entretien, vendredi 23 février, avec les syndicats.

Au ministère de l'industrie, on précise que l'un des objectifs du gouvernement est de « ne pas créer de nouvelles situations de chômage » d'ici à la fin de 1980. Et les pouvoirs publics misent sur trois mesures : la fixation négociée d'une « prime substantielle de départ volontaire », dont l'effet, difficile à mesurer, pourrait être important ; la mise en pré-retraite de plusieurs milliers de personnes à cinquante-cinq ans (et même dans certains cas à cinquante ans) ; enfin la mise en place de « sociétés de reconversion », filiales des firmes sidérurgiques, qui garantiraient à la fois les revenus, le statut des personnes ainsi que la formation ou un emploi temporaire. On ajoute que, ensuite, le relais sera assuré par la réalisation des projets de créations d'emploi et la modernisation de la sidérurgie, en rappelant que les pouvoirs publics entendent maintenir « une sidérurgie moderne à Longwy ».

Toutes ces mesures tant sociales qu'industrielles seront examinées dans les quinze jours qui viennent au ministère du travail et dans les groupes sidérurgiques, la date de ces différents rendez-vous n'étant pas encore fixée.

De leur côté, les syndicats ne sous-estiment pas l'intérêt des mesures sociales, mais ils considèrent, comme nous l'a déclaré M. Jacques Chérèque, secrétaire général de la fédération C.F.D.T. de la métallurgie, que « l'huile de ricin, même à forte dose, ne suffit pas pour faire avaler l'énorme pilule qu'est la restructuration de la sidérurgie ». « Il faut changer le traitement », tel est le leit-motiv des organisations syndicales. Aux quatre autres fédérations de la métallurgie, que la C.F.D.T. se propose de rencontrer mardi 27 février, les cédétistes manifesteront leur souci « d'ancrer la lutte et d'équilibrer l'action de rue et l'action dans les entreprises ». D'où le projet soumis aux autres syndicats de lancer une première grève nationale d'environ vingt-quatre heures suivie d'une « grève générale de la sidérurgie de quarante-huit heures », qui pourrait coïncider avec l'initiative des syndicats lorrains et de la C.G.T. d'organiser une marche sur Paris.

La volonté des syndicats, après les violents incidents de Longwy et plusieurs manifestations samedi dans le Nord, est d'« intensifier la lutte » en essayant de mettre davantage l'accent sur les actions dans les entreprises. Dès ce lundi 26 février, les salariés de Longwy devaient débrayer deux heures pour discuter des résultats des entretiens avec M. Giraud et pour définir de nouvelles modalités d'action.

L'étrange fin de semaine à Longwy

De notre envoyé spécial

Longwy. — L'étrange weekend... En un peu plus de vingt-quatres, heures la Longwy surchauffée est redevenue la Longwy d'apparence inoffensive bien que toujours taraudée par l'avenir de la sidérurgie, mais comme effarée de ce dont peut-être elle ne se serait pas crue capable.

De la fureur du samedi 24 février, engendrée et déchaînée par l'intervention des gendarmes mobiles venus déloger du réémetteur de télévision de Bois-de-Cha les quelques militants C.F.D.T. qui s'y étaient installés trois jours plus tôt, il reste, là-haut au commissariat, l'impact des pierres sur les murs, le contenu de quelques camions de chaux déversé et, sur la place du Général Leclerc, les fenêtres crevées de la chambre de la métallurgie sur lesquelles on a refermé tant bien que mal des volets dérisoires comme pour dissimuler ce qui fut, en ces lieux, des bureaux aux lustres, la réalité d'une mise à sac.

Peut-on pourtant la mettre entre parenthèses, cette journée qui sans doute ne mit pas Longwy « à feu et à sang », puisque de sang il n'en coula point, Dieu merci, et que le feu se limita sur le bord d'une chaussée à à l'incendie de papiers et de mobilier défenestré sur le bord d'une chaussée ?

Chacun le ferait bien. « *La lutte continue* », ont déjà proclamé les syndicats, appliqués à répéter que le vrai combat se mène et se mènera dans les usines, où un appel à une grève de deux heures dès ce lundi 26 février a été lancé. Deux heures durant lesquelles on ne doit pas seulement se croiser les bras, mais discuter, s'organiser et cela, pas seulement à Longwy, mais bien dans tout le bassin pour que soient étudiées, proposées, des « *actions* ». C'est que Longwy voudrait bien, non pas se faire oublier, mais en plus apparaître dans cette affaire comme une braise isolée rougeoyant périodiquement plus ou moins violemment au fond de sa cuvette.

Ainsi, dimanche, chacun ayant retrouvé ses esprits, les casques, les bâtons, les triques, et les cocktails Molotov ayant laissé la place aux automobiles pour aller vers les bois et en revenir, et aux conversations de café les plus anodines, on pouvait, à l'intersyndicale comme au siège de chacune des organisations qui la composent (C.G.T., C.F.D.T., C.G.C., F.O. et FEN), fournir des tumultes de la veille des analyses tendant à en gommer sinon les effets, du moins leur importance.

Cependant, au plus fort du saccage de la chambre de la métallurgie, samedi, entre 14 et 16 heures, il y eut bel et bien à la fois inquiétude et flottement. A cette heure-là, on savait que l'assaut du matin contre le commissariat s'était déjà soldé peu avant midi par un accord négocié entre M. Antoine Porcu, député et conseiller général communiste, et le préfet de Meurthe-et-Moselle, M. Pierre Rouvière. Les gendarmes mobiles, venus depuis les premières heures protéger la vingtaine de policiers isolés dans leurs locaux et depuis longtemps à court de grenades lacrymogènes pour riposter à leurs assaillants, se retireraient dans le commissariat si de son côté la foule qui alors les pressait consentait elle-même à faire retraite. Ainsi fut fait.

Casser méthodiquement

Restait l'autre front, celui de la chambre de la métallurgie, où des militants C.G.T. avaient effectué une incursion dans le courant de la matinée, mais de façon relativement mesurée. Or, passé l'heure du déjeuner, d'autres venaient d'y pénétrer. Quels autres ?

A dire vrai, on ne le savait pas trop ou on ne voulait pas trop le savoir Mais ce qu'on savait, ce qui pouvait bien se voir car chacun s'il le voulait avait toute faculté pour entrer dans le bâtiment, c'est qu'ils étaient là pour casser et qu'ils cassaient bel et bien, méthodiquement, calmement, sans crainte d'être dérangés, qu'ils entendaient que rien ne reste, ni le piano à queue éventré, ni la grande table de conférence au tapis vert immolée finalement comme un symbole, ni les baccarats des plafonds ajustés à coups de trique, pendeloque par pendeloque, ni bien sûr les dossiers, les bureaux ,les machines à écrire et tout le reste.

Eléments incontrôlés ? Autonomes ? Déjà la C.F.D.T. répondait à tout cela. « *Il n'y a pas*, disait-on chez elle, *d'éléments incontrôlés. Toutes ces rumeurs pour accréditer la venue de personnes extérieures sont infustifiées.* » Et l'on expliquait « *que les troupes syndicales ne sont pas des troupes que l'on mène au sifflet* », « *que les militants peuvent être de sensibilités diverses* », que certains « *se laisseront aller à des contacts plus virils que d'autres plus éprouvés ou plus rassis* ».

Bref, la C.F.D.T. se déclarait, et à haute voix, solidaire de tout, « *même si l'expression ne prend pas toujours les formes que l'on voudrait* ».

Ce refus de tout débordement paraissait même alors contagieux puisque M. Antoine Porcu lui-même, alors qu'il allait prendre la tête d'une « *marche de la colère et de l'espoir* », organisée par son seul parti jusqu'à Usinor Senelle où l'on devait symboliquement mettre en place un convertisseur, se laissait aller à déclarer alors que continuait la mise à sac : « *Si le pouvoir continue à agir comme il a agi ce matin, il y aura d'autres mises à sac, d'autres actions comme celle-là et sous des formes que nous ne désapprouverons dans aucun cas.* »

Paroles d'un moment. Le ton avait changé quand tout le monde s'était retrouvé dimanche matin vers 10 heures pour, cette fois, monter en cortège tout à fait sage jusqu'au fameux réémetteur, rendu inopérant depuis l'intervention des gendarmes mobiles par le retrait de deux amplificateurs qui permettaient la réception locale de FR 3 et d'Antenne 2 — et y préparer une « journée portes ouvertes » à l'intention des Longowiciens qui ne manquèrent pas d'y effectuer jusqu'à la fin du jour la promenade dominicale. La presse reçut, là-haut dans la forêt, sa volée de bois vert.

Du représentant de la C.F.D.T. : « *Il n'y a eu hier aucune violence de la part des travailleurs. Comment les journaux font-ils leur information pour dire qu'à Longwy on casse tout ? Que casse-t-on ? Rien, ou presque rien. Mais les usines, elles, qui veut les casser ? Pas les travailleurs !* »

Pour la C.G.T., ce fut aussi un thème. Mais pour sa part, elle reconnaissait bien qu'il y avait eu vandalisme puisque, disait-elle, « *le choix n'est pas entre le vandalisme et la résignation. Ce qui est à conduire, c'est une action ferme et audacieuse* ».

A l'intersyndicale, qui a son siège à l'hôtel de ville, tout sera développé de la même façon, au cours de cette journée dominicale pour reléguer au rang de péripétie ce fracas qui malgré tout fit peur, même si l'on assure qu'il ne sera rien en regard de ce qui pourrait se passer le jour où parviendraient les premières lettres de licenciement, ce jour que l'on exclut de l'horizon, mais qui serait bel et bien, assure-t-on, celui où « *personne ne tiendra plus personne* ».

Hors des permanences, Longwy, dimanche soir, affectait en tout cas de n'y point songer. L'intersyndicale s'en étant mêlée, les techniciens de T.D.F. avaient rendu images et voix au programme minimum et au troisième épisode d'*Holocauste*.

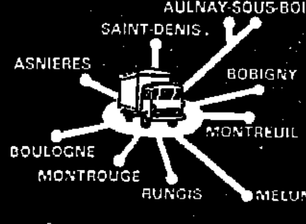
JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

POUR LOUER UN VEHICULE
10 POSSIBILITES
MILLEVILLE

Vous réservez,
éventuellement par téléphone,
vous arrivez à la station MILLEVILLE de votre choix
et vous prenez, sans attendre,
le volant du véhicule que vous avez choisi à :

ASNIÈRES 790.31.31 35, rue de Chanzy
AULNAY SOUS-BOIS 866.07.55 138, route de Mitry — 867.60.38 GARONOR - Bât. C
BOBIGNY 844.18.34 165, avenue de Paris
BOULOGNE 604.68.68 20, Bd Jean-Jaurès
MELUN 439.03.09 6, rue de la Rochette
MONTREUIL 808.13.95 4, rue Diderot
MONTROUGE 656.14.18 34, rue de la Vanne
RUNGIS 686.90.15 14, rue des Routiers
SAINT-DENIS 820.92.43 170, Bd Anatole France





EN PROVINCE,107 POSSIBILITÉS SUR VOTRE ROUTE

Dans les Vosges

LE NOMBRE DES DEMANDEURS D'EMPLOI DIMINUE DEPUIS TROIS MOIS

(De notre correspondant.)

Epinal. — A l'inverse des trois autres départements lorrains, où le nombre des demandes d'emploi non satisfaites est en hausse très sensible, les Vosges enregistrent depuis novembre 1978 une diminution de ces demandes. En janvier, on en comptait 8 657, soit 4,4 % de moins qu'en novembre 1978 (9 064). Cette amélioration de la situation de l'emploi se retrouve aussi au niveau des nouvelles offres. Elles sont en hausse de 51 % par rapport au dernier mois de 1978.

Le renversement de l'évolution des demandes d'emploi non satisfaites est lié à une timide reprise de l'activité économique depuis la fin 1978. En un an, les demandes non satisfaites avaient augmenté de 21,7 %.

Après la réunion au ministère de l'industrie

● C.F.T.C. : une situation dramatique.

« *La situation devient dramatique. Les résultats des conversations de vendredi, même si celles-ci ont apporté certains enseignements, restent décevants. Ils ne satisferont nullement les travailleurs des bassins concernés* », a déclaré M. André Vernier, président du Syndicat de la sidérurgie C.F.T.C., qui dirigeait la délégation de cette organisation.

● F.O. : aborder maintenant les réalités.

« *J'ai toujours pensé que le gouvernement ne reviendrait pas fondamentalement sur le plan de restructuration. Partant de là, tout doit être mis en œuvre pour garantir l'emploi dans les régions concernées. Il faut surtout éviter de semer des illusions. A cet égard, je suis frappé d'entendre les déclarations des uns et des autres... Or, il s'agit d'aborder maintenant les réalités pratiques, encore une fois pour garantir l'emploi, et aussi pour procurer le maximum de ressources à ceux qui pourraient être frappés* », a déclaré M. André Bergeron, secrétaire de F.O.

LA RÉFORME DE L'INDEMNISATION DU CHOMAGE

La C.G.C. conteste les propositions patronales

Réunion houleuse, ce lundi 26 février, au siège du C.N.P.F. à Paris, où les partenaires sociaux poursuivaient les nouvelles négociations sur l'indemnisation du chômage engagées après le vote de la loi-cadre adoptée début janvier. La délégation de la C.G.C. menaçait, en fin de matinée, de quitter la séance, jugeant qu'elle ne pouvait accepter les dernières propositions du C.N.P.F. : 42 % du salaire pendant un an, plus une allocation fixe de 18 F à 20 F par jour.

Ce système d'indemnisation, qui, dans son principe, semblerait avoir, avec quelques aménagements, l'agrément des autres syndicats, avantage les salariés les plus défavorisés. Jusqu'à un salaire de 5 000 francs par mois, l'indemnité réelle serait ainsi de 50 % du traitement. Ce pourcentage tomberait sensiblement pour les émoluments supérieurs à 5 000 francs, ce que refusent les cadres.

De même, la C.G.C. conteste la modification de l'allocation supplémentaire d'attente, versée aux travailleurs licenciés pour raisons économiques, que propose le patronat : de 60 % à 45 % du salaire brut antérieur pendant un an (dégressivité de 5 % par trimestre).

CORRESPONDANCE

Les « nantis » ne sont pas les fonctionnaires

Nous avons reçu la lettre suivante de Mme Jeanne Pouget, d'Orléans :

Femme de fonctionnaire, mère de trois enfants dont un de plus de dix-huit ans en faculté, mais entièrement à notre charge, je voudrais essayer de répondre à deux articles parus dans votre journal récemment, l'un dans la rubrique Correspondance sous le le titre « Les privilégiés de la fonction publique » du 7 février 1979, l'autre intitulé « Les deux France » du 9 février 1979.

Mon mari, après une licence, a choisi d'entrer dans la fonction publique en préparant plusieurs concours. Combien de nos camarades de promotion d'il y a vingt ans ont fait ce choix ? Soit, nous avions la sécurité de l'emploi, mais notre salaire d'alors était à peu près trois fois moins élevé que celui d'un condisciple qui avait choisi de travailler dans le secteur privé. Je dois ajouter que, les années passant, « le portefeuille de la femme d'un fonctionnaire » est toujours aussi peu rempli, et les difficultés pour « joindre les deux bouts » sont toujours aussi pénibles. Je suis tout à fait d'accord pour que les non-chômeurs aident d'une manière ou d'une autre ceux qui font la terrible expérience du chômage, mais est-ce que l'on s'adresse vraiment à tous ceux qui pourraient et se devraient de le faire ? Je ne crois pas que les « nantis » et les privilégiés soient forcément les fonctionnaires, bien que des disparités de rémunération existent dans la fonction publique.

Pourquoi ne pas évoquer ceux qui ont choisi une profession libérale : médecins, pharmaciens, dentistes, notaires, experts-comptables, qui, leurs études terminées, se sont installés souvent les uns comme les autres en faisant un emprunt ? Mais comme chacun sait les banques savent à qui elles prêtent ! De son côté, mon mari, pour obtenir une quelconque promotion, a dû passer des examens professionnels qui ont été suivis d'un tableau d'avancement où il n'était pas certain d'être inscrit, l'ancienneté étant encore un critère de choix, tandis que ses tâches s'accumulent au fil des années.

Il suffit de se promener dans une petite ou grande ville de France pour constater, bien souvent, que les plus belles maisons s'ornent à l'entrée d'une plaque indiquant la raison sociale de leurs propriétaires... mais bien sûr ces propriétaires-là n'ont pas la sécurité de l'emploi, ils peuvent tout au plus prendre leurs vacances d'hiver à Chamonix ou Courchevel et leurs vacances d'été aux Antilles...

L'on pourrait soumettre à M. Papon de publier la déclaration de revenus d'un pharmacien, dentiste, notaire de quarante-cinq ans d'une ville de cinquante mille habitants à côté de celle d'un enseignant du même âge et de la même ville ; le privilégié s'avérerait-il être le fonctionnaire ? Et je ne parle pas ici des hobereaux de l'agriculture...

● *Grève dans les remontées mécaniques de Vars.* — Selon la C.G.T., la moitié du personnel des remontées mécaniques de la station de sports d'hiver de Vars (Hautes-Alpes) a cessé le travail le samedi 24 février. Les « perchmen » demandent une augmentation de salaire ainsi qu'une « prime de panier » de vingt francs par jour.

En un an

C'EST EN FRANCE QUE LE CHOMAGE S'EST LE PLUS AGGRAVÉ EN EUROPE

L'augmentation importante du chômage européen en janvier (+ 5,1 %) est « essentiellement saisonnière » et s'explique en grande partie par le mauvais temps, indiquent les services de la C.E.E. Le nombre des chômeurs est passé de 6 148 600 en décembre 1978 à 6 459 800, mais, en un an, la progression du chômage est faible : + 2,4 %.

En fait, les évolutions sont très variables selon les pays. Le chômage a diminué en un an de 3,5 % en R.F.A., de 6 % au Royaume-Uni et d'environ 10 % au Luxembourg et en Irlande. Il a progressé de 2 à 3 % en Italie, en Belgique et aux Pays-Bas, de 4,7 % au Danemark. Seule la France enregistre une aggravation importante du sous-emploi : + 20,4 %.

Le taux de chômage, par rapport à la population active civile, en janvier, était de 6 % en Europe. Il ne dépassait pas 4,6 % en R.F.A., 4,8 % aux Pays-Bas et 5,6 % au Royaume-Uni. Mais il atteignait 6,2 % en France, 7,5 % en Italie, 7,9 % au Danemark, 8,7 % en Belgique et 9 % en Irlande.

HAUSSE DE LA CONTRIBUTION PATRONALE LORS DE L'EMBAUCHE D'UN TRAVAILLEUR IMMIGRÉ.

Le *Journal officiel* du 16 février a publié un décret du 7 février fixant le nouveau montant de la contribution forfaitaire à la charge de l'employeur qui embauche un travailleur étranger permanent par l'intermédiaire de l'Office national d'immigration. Cette redevance était précédemment de 1 500 francs pour les salariés non agricoles et de 1 350 francs pour les gens de maison. Ces deux catégories sont désormais unifiées, et la contribution passe, pour toutes deux, à 2 000 francs. Pour les travailleurs saisonniers de l'industrie, la contribution est de 600 francs ; pour ceux de l'agriculture, de 390 francs s'ils proviennent des pays proches de la France (donc européens) et de 490 francs s'ils viennent de pays plus éloignés (notamment du Maghreb et d'Afrique noire). Le montant de la contribution de 350 francs (inchangé) pour les salariés agricoles ordinaires et de 100 francs pour les ressortissants cambodgiens, laotiens ou vietnamiens qui n'ont pas réclamé le statut de réfugiés. Quant aux réfugiés proprement dits, ils ne tombent pas sous le coup de cette réglementation, non plus que les ressortissants de la Communauté économique européenne.

[La hausse très forte de la contribution de l'employeur, notamment dans le cas des gens de maison, répond à la politique de freinage de l'immigration. Le profit qu'en retirera l'Etat paraît en effet minime en regard des inconvénients subis par les employeurs... et les immigrés.]

AGRICULTURE

● *Une quarantaine d'éleveurs de porcs de l'Aisne* ont manifesté le dimanche 25 février à la frontière franco-belge, au poste de Havay-Bettignies, pour s'opposer à l'entrée en France de camions transportant des porcs sur pied ou abattus. Ils n'ont fait aucune opposition au passage des voitures particulières. Ce mouvement syndical, dit de « contrôle des importations », fait suite aux consignes d'action de la Fédération nationale porcine lancées mercredi 21 février pour protester contre l'insuffisance des mesures nationales mises en œuvre pour redresser le marché. Le Centre national des jeunes agriculteurs a appelé ses adhérents à soutenir et à participer aux actions de blocage des importations de porc aux frontières du nord et de l'est de la France.



Vive l'anglais!

Mais l'anglais vivant enseigné par ILC.
Début du cours "intensif" d'anglais lundi 5 mars.
Téléphonez à nos hôtesses : 325.41.37

ILC International Language Centre
20, passage Dauphine 75006 Paris



هكذا من الأصل

ÉNERGIE

LES ROUTIERS MANIFESTENT POUR PROTESTER CONTRE LES « HAUSSES RÉPÉTÉES » DU GASOIL

La Fédération nationale des transports routiers (F. N. T. R.) devait organiser, ce lundi matin 26 février, des défilés de camions et d'autocars dans plusieurs grandes villes de France en direction des préfectures de région, où des délégations de routiers devaient remettre aux autorités administratives une motion faisant état des principales revendications de la profession.

Les routiers traversent une *« crise de confiance »* vis-à-vis des pouvoirs publics. En effet, note la F.N.T.R., *« la profession a subi de plein fouet le contrecoup de l'encadrement des prix et des hausses répétées du coût de l'énergie »*. La récente majoration de 7 centimes du gasoil, s'ajoutant à celle de 10 centimes intervenue le 1er janvier dernier, a fait *« déborder la coupe »*, d'autant plus que les carburants auto, eux, n'ont pas été touchés.

Les professionnels s'inquiètent, en outre, des projets de « libéralisation » de l'économie et de leurs conséquences sur le devenir du régime de la tarification routière obligatoire ; ils s'indignent, à ce propos, de *« l'insuffisance des réajustements de tarifs qui leur ont été accordés »*. Les routiers dénoncent *« l'obstination avec laquelle l'administration s'acharne à perfectionner le système de contrôle applicable au transport routier »*. Ils regrettent, enfin, *« d'être chassés de plus en plus de portions importantes du réseau routier et contraints à des allongements de parcours onéreux »*.

Ce lundi matin, plusieurs manifestations créaient des difficultés, notamment à Saint-Brieuc où plusieurs dizaines de poids lourds ont pris place aux entrées et aux principaux carrefours de la ville. La circulation dans cette agglomération est paralysée. De même, à Avignon, plusieurs centaines de camions roulant très lentement, sur deux files, paralysaient là encore presque entièrement le trafic.

CONSÉQUENCE DE LA CRISE IRANIENNE

L'Afrique du Sud va augmenter sa capacité de liquéfaction de charbon

De notre correspondante

Johannesburg. — La décision iranienne de ne plus livrer de pétrole à l'Afrique du Sud oblige celle-ci à prendre des mesures énergiques. Le ministre de l'économie, M. Heunis, a annoncé le 22 février un certain nombre de décisions dont l'augmentation substantielle du prix de l'essence et l'extension de l'usine Sasol-II qui produit du carburant à partir de charbon.

Le talon d'Achille du pays des diamants et de l'or est, en effet, le pétrole, dont il se trouve, au stade actuel des recherches, dépourvu. L'Iran, jusqu'à l'an dernier, fournissait 90 % de ses importations. Lors de l'interruption de la production iranienne, Pretoria était parvenu à trouver d'autres fournisseurs, mais à un prix dépassant, dit-on, 20 dollars le baril, alors que le prix officiel est de 14 dollars. L'Afrique du Sud se devait d'agir. D'autant que sa facture pétrolière est déjà passée de 190 millions de rands en 1972 à 1 300 millions de rands en 1978 (1).

D'autre part, l'histoire récente lui a appris à ne pas trop compter sur l'or, même si son prix augmente substantiellement, comme c'est le cas actuellement.

La hausse du prix de l'essence annoncée par le ministre — 18 % pour le litre de super qui coûte désormais 39,3 cents (environ 2 F), et 30 % pour le carburant des moteurs Diesel, — a été accueillie de façon très mitigée par le consommateur.

A moyen terme, avec l'extension de Sasol-II, l'Afrique du Sud pourrait produire, en 1984, environ 50 % de sa consommation actuelle par transformation du charbon en carburant. Aujourd'hui, seule fonctionne Sasol-I, au sud-ouest de Johannesbourg, avec une capacité de production de 5 000 barils par jour. Sasol-II devrait entrer en production l'an prochain dans l'est du Transvaal et permettra d'économiser plus de 350 millions de rands de devises étrangères chaque année. Le doublement de la capacité de Sasol-II coûtera 3 276 millions de rands et les travaux devraient commencer en mars 1982. Le financement sera assuré par la puissance publique. Mais, pour la première fois, le secteur privé pourra y être associé. D'autre part, il est pratiquement certain que les sociétés qui ont déjà participé à la construction de Sasol-I et de Sasol-II se chargeront de Sasol-III. Parmi elles figurent les sociétés françaises Spie-Batignolles et Air liquide.

Bien qu'elle n'abandonne pas ses recherches pour l'utilisation de l'éthanol ou du méthanol, l'Afrique du Sud préfère miser sur le charbon dont elle possède d'immenses réserves.

Selon M. Erasmus, directeur de l'Institut de recherche en carburant, le pays posséderait environ 81 milliards de tonnes de charbon bitumineux et 3 400 millions de tonnes de charbon métallurgique. En 1977, la production était de 85 millions de tonnes, dont 55 % ont été utilisés pour produire de l'électricité, 12,5 % utilisés comme source d'énergie et 14,3 % ont été exportés.

Le ministre a aussi annoncé de nouvelles heures d'ouverture pour les stations d'essence. Celles-ci seront ouvertes de 7 heures à 18 heures tous les jours, sauf le mercredi — elles fermeront à midi — et le dimanche. Il est prévu une campagne d'éducation pour réduire la consommation. D'autres mesures, telles que l'abaissement de la vitesse à 80 kilomètres-heure pour les camions pourraient être prises.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

(1) 1 rand = 5,60 F.

HAUSSE DE 39 % DU PRIX DE L'ESSENCE EN ISRAËL

(De notre correspondant.)

Jérusalem. — Le gouvernement israélien a annoncé le dimanche 25 février une augmentation de 39 % du prix de l'essence, qui est nettement plus forte que ce qui était généralement prévu ces derniers jours. Le prix du litre de super passe de 8,70 à 12,10 livres (soit environ 2,70 francs). L'ensemble des produits pétroliers subit une hausse de 32 % en moyenne. Les prix de l'électricité vont donc à leur tour augmenter de près de 24 %. D'autres hausses sont attendues dans les prochains jours, notamment dans le secteur des transports. Un porte-parole du ministre des finances a laissé entendre que la décision prise par le gouvernement était une conséquence de la hausse des prix du pétrole sur le marché mondial, mais évidemment aussi de l'arrêt des fournitures du pétrole iranien. Le porte-parole a assuré que les nouveaux prix ne faisaient que rejoindre ceux qui sont actuellement pratiqués en Europe.

AÉRONAUTIQUE

LA COMPAGNIE INDONÉSIENNE ACHÈTE SIX AIRBUS EUROPÉENS

Djakarta *(Reuter)*. — La compagnie Garuda Indonesian Airways a signé un contrat pour l'achat de six Airbus A-300 d'une valeur de 250 millions de dollars (1075 millions de francs). La compagnie a également pris une option sur six autres appareils, a annoncé son président.

Après la signature de l'accord avec les représentants du consortium Airbus, le président de Garuda a précisé que quatre appareils seraient livrés à la fin de 1981 et les deux autres en janvier 1982. Les Airbus européens seront en service sur les lignes intérieures de l'Indonésie.

CECOFI

LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE ET SON INCIDENCE SUR LES PRATIQUES COMMERCIALES

HAVAS CONTACT

– Vingt ans d'application du traité de Rome instituant la Communauté Économique Européenne.
– Vingt ans durant lesquels un droit communautaire a vu le jour sous l'impulsion de divers organismes compétents.
Cette nouvelle doctrine et la jurisprudence qui s'y rapporte concernent **aujourd'hui** TOUS les DIRIGEANTS et CADRES SUPERIEURS.

CECOFI organise 3 stages de 2 jours :
20 & 21 MARS 1979
24 & 25 AVRIL 1979
15 & 16 MAI 1979

Téléphoner 723.72.22 - Mme FARGUES
pour tous Renseignements et Inscriptions :
CECOFI
(Centre Collectif Privé de Formation Interentreprises)
8, rue Euler - 75008 PARIS.

NON aux économistes en chambre

LES ENQUETES SUR LE TERRAIN DE FORUM GESTION
VOUS FONT DECOUVRIR DES DOSSIERS

incisifs : RUNGIS LA VERITE (Avril 78)
indiscrets : LES SECRETS DU MARCHE DE L'OCCASION (Octobre 78)

exclusifs :
CE MOIS-CI PREMIER SONDAGE JAMAIS REALISE
les chômeurs parlent

ET SES RUBRIQUES PRATIQUES :
COMMENT NEGOCIER AVEC VOTRE INSPECTEUR DES IMPOTS, VOTRE ASSUREUR, VOTRE BANQUIER – COMMENT SE FAIRE PAYER PAR L'ETAT – COMMENT NE PLUS SE RUINER EN PHOTOCOPIE – COMBIEN COUTE UNE ETUDE DE MARCHE – COMBIEN PAYER VOS COMMERCIAUX

Pour recevoir dès maintenant ce numéro abonnez-vous en renvoyant ce coupon à
FORUM GESTION
16 rue Spontini - 75116 PARIS
accompagné d'un chèque de 40 F

M. ______________ Adresse ______________

INVESTIR POUR REUSSIR



Jean Vanneuville, transporteur confiant à Angers, avec son équipe.

Jean Vanneuville dirige avec son frère Pierre une entreprise de transports à Angers. Et il a confiance dans son avenir. Il sait que renouveler ou augmenter régulièrement son parc est une condition essentielle à la bonne marche de son affaire.

Alors, il investit.
Tracteurs, "semi", fourgons de déménagement, fourgons isothermes, chaque fois que Monsieur Vanneuville a besoin d'un nouveau matériel, l'UFB-Locabail lui en apporte les moyens.

L'Union Française de Banques et Locabail ont été créées pour cela : faciliter l'équipement des P.M.E. et des P.M.I. en finançant leurs investissements rapidement et simplement, avec le crédit UFB ou le crédit-bail Locabail.
C'est en aidant les P.M.E. et les P.M.I. à investir, en ouvrant des Bureaux Régionaux pour se rapprocher d'elles, que l'UFB-Locabail est devenue leur banque de l'équipement.

UFB LOCABAIL

La banque de l'équipement.

43, Quai de Grenelle – PARIS 15e – Tél. 525.25.25.

compagnie bancaire

Ecom

ÉTRANGER

Le conseil nordique est un « tigre de papier »

De notre correspondant

Stockholm. — La vingt-septième session du conseil nordique, qui s'est tenue du 19 au 23 février à Stockholm, n'aura pas fait progresser d'un pouce la coopération économique et industrielle entre les cinq pays de l'Europe du Nord (1) bien que de nombreux délégués continuent d'afficher un optimisme inébranlable. Certes, dans une série de questions pratiques, comme les transports, la coopération régionale dans les zones frontalières, la culture et la recherche scientifique, les Cinq n'ont aucune peine à se mettre d'accord.

Toutefois force est de constater que sur les grands problèmes de rapprochement économique, industriel et monétaire — auxquels est attribué officiellement beaucoup d'importance — la coopération piétine et a essuyé des revers cuisants depuis la création du conseil, en 1952 : échec du projet de marché commun nordique « Nordek », du fait de l'opposition des Finlandais en 1970 ; abandon plus ou moins définitif du projet de liaisons routière et ferroviaire entre la Suède et le Danemark ; plus récemment, faillite de l'accord entre Volvo et la Norvège, en raison de l'hostilité de certains groupes d'actionnaires du constructeur automobile suédois.

Cette dernière affaire n'était pas officiellement à l'ordre du jour, mais elle a naturellement été évoquée au cours des débats. Le premier ministre suédois, M. Ola Ullsten, et l'ancien chef du gouvernement social-démocrate norvégien, M. Tryggve Bratelli, ont tous deux profondément regretté que l'accord n'ait pu se faire. Tirant les leçons de cet échec, M. Bratelli, qui est un « *nordiste* » convaincu et aussi un Européen — ce qui est vu d'un œil suspect dans cette assemblée, — a déclaré qu'il fallait « *changer les attitudes psychologiques pour concrétiser la coopération. Les différents pays se méfient trop les uns des autres et craignent surtout une ingérence des gouvernements dans les affaires du secteur privé, ce qui ne les empêche pas, une fois l'échec consommé, de vanter les mérites de la coopération* ».

Le président-directeur général de Volvo avait tenu récemment des propos similaires, en expliquant que « *la peur du changement qui caractérise les Suédois* » avait finalement torpillé un accord qui était bon pour l'entreprise et pour le pays, puisqu'il ouvrait d'importantes perspectives d'importations régulières de produits pétroliers de la mer du Nord. Les deux gouvernements sont toutefois fermement décidés à remettre la coopération sur les rails. Une commission mixte doit présenter, dans les six mois, des projets concrets de collaboration industrielle. Une commission de plus, *disent les mauvaises langues...*

La plupart des délégués ont néanmoins insisté sur la nécessité d'une coopération constructive et étroite pour faire face aux problèmes des années 80 : les mutations industrielles, l'entrée dans la société post-industrielle, le chômage. Dans bien des domaines, les cinq pays, qui représentent une population totale de plus de 22 millation totale de plus de vingt-deux millions d'habitants et 2,3 % de la production mondiale, ont des difficultés similaires. Il s'agit, en Suède, en Norvège et en Finlande, par exemple, de maintenir un équilibre régional précaire, les régions septentrionales de ces pays étant les plus touchées par la crise et le sous-emploi. Il s'agit de réaliser les mutations nécessaires dans des conditions sociales acceptables, en maintenant comme objectifs communs la préservation de l'emploi et la protection sociale. Ces cinq pays consacrent 23 % de leur produit national brut à la consommation publique contre 18 % dans la Communauté européenne.

Cependant aucune proposition concrète n'a été présentée, ce qui a amené la Confédération nordique des syndicats à vivement critiquer le *statu quo* actuel. Les syndicats notent, dans un communiqué, que « *les points communs sont plus nombreux que les différences. La situation présente exige un renforcement rapide de la coopération dans le domaine industriel* ». Ils regrettent également de ne pas être consultés dans les grands projets comme Volvo et souhaitent, à l'avenir, être représentés dans les commissions mixtes : « *La concertation entre les autorités et les partenaires sociaux est beaucoup plus développée dans la Communauté économique européenne que dans la coopération nordique.* »

Le marché du travail est libre dans les pays nordiques et il n'est pas question de revenir sur cette décision. Néanmoins, cela pose des problèmes. Trois cent mille Finlandais ont émigré en Suède, en raison du chômage qui sévit dans leur pays. Beaucoup arrivent à Stockholm sans savoir s'ils y trouveront un emploi ou même un logement. Ils vivent souvent dans des conditions difficiles. Selon de récents rapports, la fréquence des suicides parmi les jeunes Finlandais résidant en Suède est deux fois plus élevée que parmi les Suédois et, d'une façon générale, leur état de santé est moins bon. Les deux gouvernements étaient convenus de canaliser cette émigration à travers les agences pour l'emploi, mais seuls 17 % des Finlandais se rendant en Suède passent par les agences.

Compte tenu des difficultés, de la réticence au rapprochement et d'une certaine méfiance, il apparaît que le conseil nordique est plus un lieu d'échange de vues qu'un véritable organisme de coopération. Et on a bien du mal à comprendre les propos de son nouveau président — élu pour un an — M. Olof Palme, qui déclarait en ouvrant la session de Stockholm : « *La coopération nordique repose aujourd'hui sur des bases plus solides que jamais.* » Ce n'est certes pas l'avis de tout le monde. Selon le gouverneur de la Banque centrale de Finlande : « *Le conseil nordique est un tigre de papier.* »

ALAIN DEBOVE.

(1) Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède.

Au Danemark

LA COMMANDE DE PLATES-FORMES GAZIÈRES A UNE ENTREPRISE FRANÇAISE SUSCITE DES REMOUS

De notre correspondante

Copenhague. — Le consortium DUC (1), qui a jusqu'en 2012 le monopole de la recherche et de l'exploitation des hydrocarbures dans la zone danoise de la mer du Nord, vient de commander deux plates-formes destinées à l'*extraction du gaz naturel*, dans le secteur Gorm, à une entreprise française de Normandie.

C'est à partir de 1984 que le consortium DUC espère commencer à acheminer du gaz naturel vers le Danemark.

La conclusion de ce contrat a causé quelques remous au Danemark, où certains, notamment au sein des syndicats et de plusieurs partis politiques, se sont indignés qu'une entreprise danoise n'en ait pas bénéficié par priorité, à un moment où le taux de chômage est particulièrement élevé dans le royaume. La direction du consortium a répondu qu'elle aurait de beaucoup souhaité donner la préférence à une entreprise du pays, mais que, malheureusement, les offres danoises ne s'étaient pas révélées suffisamment avantageuses en matière de prix et de délais de livraison.

Face aux critiques, le ministre danois du commerce, M. Arne Christiansen, a annoncé qu'il examinerait de plus près, à l'avenir, les dossiers d'adjudication pour la construction d'autres plates-formes et pour la réalisation d'un réseau d'oléoducs au Danemark. Celle-ci est à la charge de la société d'Etat DONG. — C.O.

(1) Le consortium réunit la firme danoise A.P. Moeller et les sociétés pétrolières Texaco, Chevron et Shell.

ALLEMAGNE FEDERALE

● *L'excédent commercial ouest-allemand* est revenu, en janvier, à 2,05 milliards de deutschemarks, contre 3.83 milliards de D.M. en *décembre 1978. Il demeure néanmoins* supérieur au 1,90 milliard de D.M. de janvier 1978. Les exportations se sont élevées à 23,10 milliards de D.M., et les importations à 21,05 milliards de D.M. La balance des opérations courantes a, quant à elle, enregistré un excédent de 200 millions de D.M., contre 300 millions en janvier 1978 (chiffre révisé).

Les experts de la Commerzbank n'excluent pas, pour l'ensemble de l'année, un excédent de l'ordre de 10 à 15 milliards de D.M. de la balance courante, le surplus commercial se situant, selon eux, à 40 milliards de D.M. — *(Agefi.)*

LE *MARCHÉ* INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	Rep + ou Dep —		Rep + ou Dep —		Rep + ou Dep —		Rep + ou Dep —	
$ E.-U. ..	4,2695	4,2780	— 165	— 130	— 280	— 245	— 885	— 815
$ can. ...	3,5685	3,5770	— 150	— 105	— 230	— 185	— 705	— 635
Yen (100)	2,1115	2,1180	+ 25	+ 60	+ 110	+ 145	+ 255	+ 320
DM	2,3055	2,3120	+ 40	+ 80	+ 105	+ 145	+ 325	+ 395
Florin	2,1345	2,1415	— 20	— 15	+ 5	+ 25	+ 45	+ 100
F. B. (100)	14,6230	14,6645	— 265	— 145	— 260	— 110	—1015	— 665
F. S.	2,5550	2,5620	+ 130	+ 170	+ 280	+ 315	+ 855	+ 925
L. (1 000).	5,0772	5,0893	— 270	— 205	— 475	— 405	—1540	—1420
£	8,5954	8,6130	— 480	— 400	— 870	— 780	—2365	—2204

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	3 5/8	4	3 11/16	4 1/16	3 3/4	4 1/8	4	4 3/8
$ E.-U.	10	10 3/8	10 15/16	11 5/16	10 1/2	10 7/8	11 1/4	11 5/8
Florin	7	7 3/4	6 3/4	7 1/4	6 3/4	7 1/4	6 5/8	7 1/8
F. B. (100)	7	8 1/4	7 1/2	8 1/4	7 5/8	8 3/8	7 7/8	8 5/8
F. S.	— 1/16	+ 5/16	— 1/16	+ 5/16	— 1/16	+ 5/16	3/16	9/16
L. (1 000).	9 1/4	10 3/4	12 1/8	13	11 3/4	12 5/8	13	13 7/8
£	12 3/4	14	12 7/8	13 3/4	12 3/4	13 5/8	12 3/4	13 5/8
Fr. franç...	6 1/4	6 3/4	6 7/8	7 3/8	7 1/2	8	8 3/8	8 7/8

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Les arcades
Marne-la-Vallée
A 20 minutes de l'Opéra sur station R.E.R.
(Noisy-le-Grand)
6700 m² de bureaux divisibles
Vente. Location
Bourdais Bureaumatique
160 à 166, bd Haussmann 75008 Paris
Tél. : 227.11.89

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

IMMOFFICE

Le conseil d'administration d'Immoffice s'est réuni le jeudi 15 février 1979, sous la présidence de M. Simon-Barboux, pour arrêter les comptes de l'exercice 1978.

Au cours de l'année 1978, les engagements de la société se sont accrus de 109,5 millions de francs. Ils atteignaient, au 31 décembre, 533,8 millions de francs, dont 48 % concernent des immeubles en location et 52 % des opérations de crédit-bail.

Le montant des investissements bruts réalisés atteignait, au 31 décembre 1978, 490,5 millions de francs, contre 375 millions de francs un an auparavant. Le patrimoine de location simple représente à lui seul un montant d'investissements de 234,7 millions de francs. Ce chiffre est à rapprocher du montant des fonds propres de la société qui s'élève à 170,2 millions de francs.

Immoffice est ainsi devenue, grâce à la politique d'investissements locatifs menée depuis plusieurs années, à la fois une société foncière et une banque réalisant des opérations de crédit-bail immobilier.

Les loyers encaissés au cours de l'exercice s'élèvent à 68,1 millions de francs, en progression de 22 % sur l'année précédente.

Le bénéfice d'exploitation atteint 31,19 millions de francs contre 28,8 millions de francs en 1977. Le solde du compte de pertes et profits s'élève à 3,52 millions de francs. Le bénéfice de l'exercice atteint 34,7 millions de francs contre 31,3 millions de francs l'année dernière, en augmentation de 10,8 %.

Le conseil proposera, à l'assemblée générale convoquée pour le 19 avril 1979, un dividende de 20 F par action, contre 18 F l'an dernier.

France Garantie

Situation au 31 Décembre 1978

Actif net *F 1 390 252 293,22*
Répartition de l'actif
- obligations classiques 92,6 %
- obligations indexées 0,4 %
- liquidités et autres éléments de l'actif 7,0 %

Nombre d'actions en circulation 5 698 690
Valeur liquidative F 243,96
Dividende 1977 (net + Avoir) F 15,40 + 1,67
mis en paiement le 14 mars 1978
Prochaine Assemblée Générale - 20 mars 1979
Dividende 1978 proposé (global) F 18,00

SFI — SOCIETE FRANCAISE D'INVESTISSEMENT en France et à l'étranger

Situation au 31 Décembre 1978

Actif net F 109 232 504,72
Répartition de l'actif net
- actions françaises 17,53 %
- actions étrangères 40,66 %
- obligations françaises 33,08 %
  - classiques 18,21 %
  - indexées 10,02 %
  - convertibles 4,85 %
- *obligations étrangères* convertibles 3,97 %
- liquidités 4,76 %

Nombre d'actions en circulation 591 124
Valeur liquidative F 184,78
Dividende 1977 (net + avoir) F 7,— + 1,21
mis en paiement le 22 mai 1978

FIVES-CAIL BABCOCK

Le gouvernement de la République démocratique d'Afghanistan a signé, le 26 novembre 1978, avec la société Fives-Cail Babcock, un contrat pour la construction « clé en main » d'une sucrerie de betteraves, qui sera installée à Baghlan, à 300 kilomètres de Kabul.

Cette sucrerie, dont la capacité journalière initiale sera de 2 000 tonnes de betteraves par jour, avec possibilité d'extension ultérieure à 3 000 tonnes par jour, couvrira un tiers environ des besoins en sucre de l'Afghanistan ; sa mise en service aura lieu à l'automne 1980.

AMREP

Le conseil d'administration, dans sa séance du 22 février 1979, a :

— Arrêté les comptes de l'exercice 1978 se soldant par un bénéfice net de 24 659 681 F (14 573 829 F en 1977, 2 126 080 F en 1976), une marge brute d'autofinancement de 32 911 176 F (15 510 436 F en 1977 ; 9 985 930 F en 1976).

— Décidé de proposer à l'assemblée générale des actionnaires de fixer le dividende à 20 F + 10 F d'impôt déjà payé au Trésor (14 F + 7 F en 1976), un acompte de 10 F sur dividende 1978 a été mis en paiement le 12 décembre 1978 ; de porter la réserve générale de 3 millions à 20 millions de francs ; d'inscrire à une réserve réglementée au passif du bilan un écart de réévaluation des titres de participation de 47 211 581 F ; d'augmenter le capital pour le porter à 49 788 750 F par incorporation d'une somme de 9 millions 957 750 F prélevée sur la réserve de réévaluation et attribution d'une action gratuite pour quatre anciennes.

SÉLECTION MONDIALE
SICAV

Dans sa réunion du 21 février 1979 le conseil d'administration a décidé, après avoir arrêté les comptes du huitième exercice, de proposer à la prochaine assemblée la mise en distribution d'un dividende net de 4,20 F par action, assorti d'un crédit d'impôt de 0,54 F, contre 3,80 F, assorti d'un crédit d'impôt de 0,39 F pour l'exercice 1977.

Les actionnaires pourront, comme les années précédentes, réinvestir leurs dividendes en actions Sélection mondiale en franchise de la commission d'entrée.

Il a été rappelé que, du 31 décembre 1977 au 31 décembre 1978, la valeur liquidative est passée de 114,01 F à 122,60 F après détachement du dividende.

BI Livret "BOURSE-INVESTISSEMENTS"

Situation au 31 Décembre 1978

Actif net F 323 021 045,56
Répartition de l'actif net :
- Actions françaises 30,4 % *
- Actions étrangères 1,7 %
- Obligations françaises 17,8 %
- Obligations étrangères 0,7 %
- Liquidités et autres actifs 49,4 % *

Nombre d'actions en circulation 2 030 416
Valeur liquidative F 159,09
Dividende 1977 (net + avoir) F 6,39
Mis en paiement le 17 avril 1978

* Tout en poursuivant la réalisation de son programme d'investissement en actions françaises pour en porter le pourcentage à 60 %, la société a placé, conformément à la loi, ses liquidités en Bons du Trésor à échéances diverses.

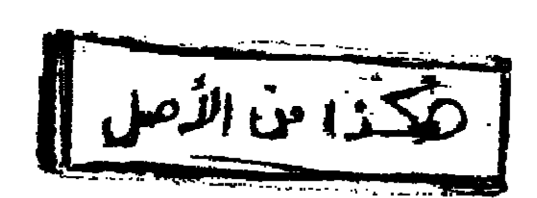
Prochaine assemblée générale 26 mars 1979
Dividende 1978 proposé (global) F 6,75

URBIM
CONSEIL EN BUREAUX ET INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS
PH. DECOURTEIX – 45 ans – (HEC), ancien directeur au groupe de promotion SGII – SPEI, s'est associé avec D. COMAR (ESSEC) et E. de ROBIEN (ESSEC) fondateurs de la Société INTER-URBIS pour créer la Société URBIM.
Le groupe URBIM – INTER URBIS renforce ainsi ses structures dans le domaine de la transaction immobilière, URBIM se spécialisant désormais dans la vente et la location de bureaux, INTER-URBIS continuant son activité dans le secteur des appartements de luxe et des hôtels particuliers.
1 Rue Mollien – 75008 – PARIS
563 - 17 - 77 (5 lignes groupées)

(Publicité)
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
Ministère de l'Habitat et de la Construction
Entreprise Socialiste des Travaux de l'Est
(E. S. T. E.)
AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
Un avis d'appel d'offres international est lancé en vue de la fourniture de matériels divers comprenant :
— Vingt-sept (27) chevalets de transport et stockage préfabriqués
— *Neuf (9) remorques relevables de transport préfabriqués*
— Dix-huit (18) moules à croix de 10 unités
— Dix-huit (18) trémies malaxeurs de 10 m3
— Vingt-sept (27) échafaudages volants de 12 ml
— Treize mille cinq cents (13.500) étais métalliques.
Les Entreprises intéressées peuvent retirer les cahiers des charges contre paiement de 200 DA auprès de la Direction Commerciale et des Approvisionnements de l'E.S.T.E., sise au 4° km Chaab Ersas, CONSTANTINE.
Les offres, accompagnées des pièces réglementaires et pouvant porter sur tout ou partie du lot, doivent parvenir à l'adresse sus-indiquée sous double enveloppe et pli cachetés dans les 45 jours qui suivent la parution du présent avis.
L'enveloppe intérieure devra porter la mention :
Appel d'Offres International - Fourniture de matériels divers «A NE PAS OUVRIR».
Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant 180 jours.

(Publicité)
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
Ministère de l'Habitat et de la Construction
Bureau National d'Etudes Economiques et Techniques
« E.C.O.T.E.C. »
AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL 303/79
ECOTEC lance un appel d'offres national et international pour la fourniture de divers matériels répartis comme suit :
— Lot n° 1 : *Matériel de transport lourd (camion)*
— Lot n° 2 : *Matériel de transport lourd (tractable)*
Les éventuels soumissionnaires sont invités à retirer les cahiers de charges définissant les caractéritiques techniques et les conditions générales d'achat à partir de la date de parution du présent avis à ECOTEC - 6 boulevard BOUGARA - Alger, contre le paiement de la somme de 100 DA.
Les offres doivent parvenir sous pli cacheté portant la mention « Appel d'offres 303/79 lot n° . A ne pas ouvrir » avant le 25 mars 1979, délai de rigueur.
Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours.

(Publicité)
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DES INDUSTRIES LÉGÈRES
Société Nationale des Industries des lièges et du bois
S. N. L. B.
UNITÉ CABINES SAHARIENNES - BABA-ALI
AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
La Société Nationale des Industries des Lièges et du Bois (S.N.L.B.) Unité Cabines Sahariennes, lance un appel d'offres international pour la fourniture de :
— Châssis roulants pour transport de Cabines Sahariennes.
Les Entreprises intéressées peuvent retirer ou se faire adresser le cahier des charges contre paiement de la somme de CENT DINARS ALGÉRIENS (100 DA) auprès de :
— S.N.L.B. - Unité Cabines Sahariennes - Route de Chebli/BABA-ALI (WILLAYA DE BLIDA).
Les soumissions devront parvenir sous double enveloppe cachetée portant la mention « Appel d'offres châssis — à ne pas ouvrir » à S.N.L.B. - Unité Cabines sahariennes, Route de CHEBLI/BABA-ALI (Willaya de Blida) avant le 30 mars 1979, date limite de réception des offres.
Les soumissionnaires resteront liés par leurs offres pendant quatre-vingt-dix (90) jours.



LES MARCHÉS FINANCIERS

EURO-ÉMISSIONS

Pessimisme

Agefi. — Un vent de pessimisme balaie actuellement tous les principaux marchés des capitaux du monde à caractère international. New-York, Londres et l'eurodeutschemark voient leur activité pratiquement paralysée par la disparité des investisseurs. Même le havre de tranquillité qu'était le marché suisse est atteint par la léthargie universelle. Les événements politiques internationaux dans le Sud-Est asiatique et en Iran, ainsi que la crainte d'une explosion inflationniste dans le monde entier sous l'effet d'une hausse du prix du pétrole dont ni l'ampleur ni les conséquences ne sont encore connues, ont détourné les investisseurs des valeurs-papier vers des produits plus tangibles, tels l'or ou certaines denrées commerciales susceptibles de les mieux protéger contre l'inflation à venir.

A New-York, après une brève tentative de reprise qui n'aura pas vécu plus de trois jours, le marché obligataire s'est à nouveau retrouvé sous l'emprise des facteurs négatifs fondamentaux auxquels doivent faire face les Etats-Unis : pressions inflationnistes, difficultés sur le plan de la politique étrangère et, pour couronner le tout, une tempête de neige qui a arrêté toute activité. Ces intempéries, qui se sont étendues jusqu'à Washington, ont tellement perturbé la publication des statistiques hebdomadaires des autorités monétaires qu'il est impossible de se référer aux chiffres établis par le « Fed » pour se faire une idée de l'évolution de la masse monétaire au cours de la semaine terminée le 14 février. Un fait est cependant certain, les autorités U.S n'envisagent pas de modifier leur présente politique. Sur ce sujet, un très récent rapport au Congrès en date du 20 février montre non seulement que le « Fed » entend poursuivre sa politique précédente de restriction monétaire, mais aussi qu'il se trouve toujours enfermé dans le même dilemme : empêcher la montée des pressions inflationnistes sans pour autant déclencher un processus déflationniste générateur de récession économique.

Face à un climat physiquement et psychologiquement défavorable, les grandes institutions américaines ont effectué un mouvement de repli généralisé et l'activité tant secondaire que primaire s'est pratiquement arrêtée à New-York la semaine dernière. La pénurie d'acheteurs et la présence de quelques vendeurs ont rapidement fait baisser les cours et parallèlement augmenter les rendements.

LONDRES

Le marché est irrégulier à l'ouverture. Les mines d'or varient peu, de même que les pétroles, et les industrielles progressent légèrement.

Or (ouverture) (dollars) 250 30 contre 251 ..

VALEURS	CLOTURE 23 2	COURS 26.2
Beecham	632 ...	635 ...
British Petroleum ...	984 ...	988 ...
Courtaulds	107 ...	109 ..
De Beers	458 ..	463 ..
Imperial Chemical	389 ...	385 ...
Rio Tinto Zinc Cor.	282 ...	285 ..
Shell	642 ...	643 ..
Vickers	178 ..	173
War Loan 3 1/2 %	30 3/8	30 3/16
*West Driefontein	32 3/4	32 3 8
*Western Holding	28 15 16	28 3/16

(*) En dollars U.S., net de prime sur le dollar investissement.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

SCHLUMBERGER. — Distribution d'une action gratuite pour deux anciennes. Le dividende trimestriel, avant cette distribution, est porté de 35 cents à 41 1/4 cents (+ 18 %), ce qui correspond à 1,65 dollar par an contre 1,40 dollar. Après distribution, le dividende trimestriel sera de 27 1/2 cents par action, soit un dividende annuel de 1,10 dollar sur un nombre d'actions augmenté de 50 %.

IMMOFICE. — Les loyers encaissés en 1978 s'élèvent à 68,1 millions de francs (+ 22 %), le bénéfice d'exploitation atteint 31,19 millions de francs contre 28,8 millions de francs, et, compte tenu d'un solde créditeur de 3,5 millions de francs du compte « pertes et profits », le bénéfice net de l'exercice passe de 31,3 millions de francs à 34,7 millions de francs (+ 10,8 %). Le dividende pour 1978 est porté de 18 F à 20 F.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE. Base 100 : 29 déc. 1978)

	22 fév.	23 fév.
Valeurs françaises ..	95,1	95,5
Valeurs étrangères ..	110	110,6

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	82,4	82,5

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	23 2	26 2
1 dollar (en yens)....	200 90	201 80

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES
Base 100 : 29 décembre 1972

	16 fév.	23 fév.
Indice général	106,2	105,8
Assurances	178,9	187,2
Banq. et sociétés financ.	95,7	95,5
Sociétés foncières	98,7	100,4
Sociétés investiss. portef.	120,4	119
Agriculture	102,2	101
Aliment. brasseries, distill.	102,9	102,1
Autom., cycles et l. équip.	107,2	109,2
Bâtim., matér. constr., t.P.	121,7	121,4
Caoutchouc (ind. et comm.)	88,7	87,3
Carrières salines, charbon.	101,6	100,1
Constr. mécan. et navales	96,3	95,8
Hôtels, casinos, thermal.	138	136,3
Imprimeries pap., cartons	78,9	78,7
Magas., compt. d'exportat.	92,7	91,5
Matériel électrique	126,3	126,5
Métall., com. des pr. métal.	39	38,3
Mines métalliques	89,8	89,9
Pétroles et carburants	87,6	87,5
Prod. chimiq. et dl.-chf.	140,4	138
Services publics et transp.	101,3	100,5
Textiles	118,8	119,2
Divers	121,5	121,8
Valeurs étrangères	110,1	111,2
Valeurs à rev. fixe ou ind.	148,5	145,3
Rentes perpétuelles	55,5	58,1
Rentes amortis., fonds gar.	230,5	236,2
Secteur industriel publ. à rev. fixe	99,7	99,8
Secteur industriel publ. à rev. ind.	328,5	327,7
Secteur libre	110,2	110,1

INDICES GENERAUX DE BASE 100 EN 1949

Valeurs à rev. fixe ou ind.	251,4	254,6
Val. franç. à rev. variable	736	733,2
Valeurs étrangères	813,7	821,9

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE
Base 100 : 29 décembre 1961

Indice général	82,4	82,5
Produits de base	81	81,1
Construction	112,7	113,2
Biens d'équipement	84,4	84,4
Biens de consom. durables	106,4	108,2
Biens de cons. non durabl.	82,2	82,5
Biens de consom. aliment.	90,2	89,8
Services	130,8	130,5
Sociétés financières	98,6	98,2
Sociétés de la zone franc expl. principal. à l'étr.	191,1	189,3
Valeurs industrielles	71,4	71,7

BOURSES REGIONALES
Base 100 : 29 décembre 1972

Indice général	107,3	108,5

Taux du marché monétaire
Effets privés .... 6 9/16 %

BOURSE DE PARIS - 22 FÉVRIER - COMPTANT

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT
o : offert ; C : coupon détaché ; d : demande ; * droit détaché

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 24 2	COURS DES BILLETS échangés de gré à gré entre banques
Etats-Unis ($ 1)	4 279	4 274	4 28
Allemagne (100 DM)	230 630	230 790	229
Belgique (100 F)	14 628	14 633	14 25
Pays-Bas (100 fl.)	213 650	213 760	210 50
Danemark (100 krd)	83 150	83 060	82
Norvège (100 k)	83 980	83 940	82 50
Grande-Bretagne (£ 1)	8 596	8 599	8 50
Italie (1 000 lires)	5 083	5 082	5 10
Suisse (100 fr.)	255 650	256 720	251
Suède (100 krs)	98 910	98 840	96 75
Autriche (100 sch.)	31 470	31 490	31 50
Espagne (100 pes.)	6 185	6 188	5 90
Portugal (100 esc.)	9 018	9 018	9
Canada ($ can. 1)	3 576	3 573	3 555
Japon (100 yens)	2 126	2 121	2 17

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 24 2
Or fin (kilo en barre)	34250	34450
Or fin (en lingot)	34400	34485
Pièce française (20 fr.)	280 10	285
Pièce française (10 fr.)	221 40	219
Pièce suisse (20 fr.)	270	273
Union latine (20 fr.)	249 50	260
Souverain	299	300
Pièce de 20 dollars	1304	1310 40
Pièce de 10 dollars	728	725
Pièce de 5 dollars	454	460
Pièce de 50 pesos	1325	1398 50
Pièce de 10 florins	251	253

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 25-26 février 1979 a été tiré à 534 292 exemplaires.

RESTAURANT JOSEPH
56, RUE PIERRE-CHARRON
PARIS (8e)
Un merveilleux dîner dans un cadre entièrement rénové
Réservation 359-63-25

AU « CLUB DE LA PRESSE » D'EUROPE 1

M. Mitterrand dénonce les « tromperies » du gouvernement

Invité du Club de la presse d'Europe 1 dimanche soir 25 février, M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., a tout d'abord évoqué la crise de la sidérurgie et les événements de Longwy. Il a notamment déclaré :

« Tous ceux qui ont suivi cette affaire de près savent que l'anxiété devenue l'angoisse, l'angoisse transformée en colère, n'est désormais plus très contrôlable dans la mesure où les conversations avec le gouvernement, même les plus récentes, notamment avec M. Giraud, n'ont dégagé aucune perspective autre que le maintien du plan gouvernemental qui aboutit à sacrifier cette industrie et à n'offrir en perspective que des licenciements, des licenciements, des licenciements. Tout cela assorti au cours de ces années d'une série de tromperies.

» On a toujours caché la vérité, les conséquences de la politique gouvernementale à ceux qui devaient en être les victimes. Ils ont toujours le sentiment d'être trompés. On avait envisagé d'abord la suppression de douze mille emplois ; ensuite, on est passé à seize mille ; on a annoncé vingt mille l'année dernière ; on en est aujourd'hui à trente-six mille. De plus, il semble bien que le gouvernement ne veuille pas utiliser toutes les capacités pour redresser la situation de la sidérurgie. »

M. Mitterrand a également dénoncé le fait qu'il n'y ait pas « *de planification sérieuse* », puis il a ajouté, en réponse à une intervention de René Andrieu, rédacteur en chef de *l'Humanité* : « *Le mot tabou* « nationalisation » *sert pour l'instant aux dirigeants communistes de réponse à tout sans que cela soit assorti de propositions sérieuses.* »

Le conflit de la S.F.P.

Le premier secrétaire du parti socialiste a ensuite évoqué le conflit de la S.F.P. Il a affirmé : « *Il me semble bien que l'ensemble des mesures qui ont été prises et qui aboutissent au licenciement de plus de quatre cents personnes ne correspond pas exactement à la nécessité proprement commerciale de la S.F.P. On assiste de plus en plus à une tentative de privatisation, de retour au domaine privé, de l'ensemble des secteurs que la collectivité publique avait estimé devoir gérer lorsqu'on avait décidé le monopole de la radiotélévision.*

» En dépit du partage des fonctions — partage d'ailleurs très critiquable — qui a été réalisé par M. Giscard d'Estaing, il semble bien, je livre cette réflexion à ceux qui connaissent ces problèmes, que le licenciement est une décision prématurée qui tend à démanteler un instrument dont la capacité demeure entière. Il y a donc là une opération qui semble aller contre les intérêts de la puissance publique. »

Après avoir réaffirmé la volonté du P.S. de « *construire l'Europe en y défendant les intérêts de la France* » et de doter l'Europe d'un plan, M. Mitterrand a qualifié de « *fade* » la politique étrangère de la France.

La Chine joue avec « un feu ravageur »

Puis il a indiqué, à propos du conflit entre la Chine et le Vietnam, qu'il « *ne redoute pas une guerre mondiale* », ajoutant toutefois qu'« *à partir d'un certain niveau de tension et de conflit, il arrive un moment où les hommes les plus puissants de la terre ne peuvent plus contrôler l'événement* ».

M. Mitterrand a défini en ces termes la position du P.S. sur ce conflit : « *Je condamne tout à fait cette entrée de la Chine au Vietnam, je n'hésite pas à le dire. C'est pour récupérer l'avantage perdu sur le plan du prestige par l'entrée du Vietnam au Cambodge ? Je ne justifie par l'affaire du Vietnam au Cambodge, elle est également coupable. Mais l'entrée d'armées chinoises au Vietnam n'est pas acceptable. De ce point de vue, si la Chine veut en cette circonstance tâter la capacité de résistance de l'Union soviétique, c'est vraiment jouer avec un feu ravageur dont la Chine subirait les premières conséquences.* »

La situation du P.S.

Le député de la Nièvre a enfin analysé la situation au sein du parti socialiste. Il a notamment indiqué qu' « *il n'est pas question* » pour le P.S. de choisir cette année son candidat à l'élection présidentielle de 1981. Il a ajouté : « *Il y a des majorités et des minorités au sein du parti socialiste. Les majorités et les minorités se font sur des textes politiques, sur des intentions politiques pour les deux années à venir, puisque nos congrès ont lieu tous les deux ans. Donc il appartient à chacun de se déterminer par rapport à la ligne du parti. Moi, si je n'étais pas majoritaire au sein du parti socialiste, il est bien entendu que je ne serais pas premier secrétaire de ce parti ni même au secrétariat. Je souhaite que Pierre Mauroy, qui a choisi pour l'instant un ligne un peu différente — je ne dirais pas tout à fait différente, — puisse se retrouver avec d'autres — car mon seul choix, au parti socialiste, c'est l'unité, — dans la majorité. Il y sera d'ailleurs peut-être ; c'est au parti socialiste et aux militants de choisir. Mais s'il est dans la majorité, je ne demande, avec Pierre Mauroy comme avec d'autres, qu'à reprendre le bon chemin et la bonne route.* »

Il a conclu en rappelant que, lors des prochaines élections cantonales, les candidats socialistes sont invités à se retirer, au second tour, en faveur du candidat de gauche le mieux placé.

AUX JOURNÉES PARLEMENTAIRES R.P.R.

M. Falala : « La politique économique de M. Barre a globalement échoué »

De notre envoyé spécial

Guadeloupe. — « *Le R.P.R. aurait-il eu le tort d'avoir raison trop tôt ?* », a demandé, lundi 26 février à Bouillante (Guadeloupe) M. Jean Falala, vice-président du groupe R.P.R., en ouvrant la séance des Journées parlementaires de sa formation consacrée aux problèmes économiques et sociaux.

Après avoir passé en revue un certain nombre de facteurs économiques, en concluant : « *Croyez-vous que nous pouvons, longtemps encore, continuer dans cette voie ?* », le député de la Marne a affirmé :

« *Le climat est mauvais. La confiance s'effiloche. Nos dirigeants sont contestés et leur prestige diminue chaque jour. Dans les régions les plus durement touchées par le chômage, la colère monte. Nous pouvons regretter de ne pas avoir été entendus. Mais, même si nous avons prévenu, proposé et critiqué, l'opinion ne nous tiendra pas quittes pour autant en cas d'échec. Elle pensera que nous avons subi, que nous n'avons pas été capables d'infléchir la politique gouvernementale. J'estime, à titre personnel, que la politique économique et celle de l'emploi menée par M. Barre ont globalement échoué. Leur poursuite ferait courir de grands risques à la majorité, car il n'y a pas de majorité de rechange, ainsi qu'au pays tout entier. Nous refusons l'alternative : soutien ou dissolution. Alors que faire ? Un vieil adage sportif dit :* « On ne change pas une équipe qui gagne », *alors* a contrario... »

LES PROPOS DE M. MARCHAIS EN FAVEUR DE LA CENTRALE DE PLOGOFF PROVOQUENT UN TOLLÉ

(De notre correspondant.)

Brest. — « *La Bretagne ne peut pas échapper au nucléaire. Si le site de Plogoff convient, je suis pour.* » M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C., qui achevait samedi 24 février une tournée de trois jours en Bretagne, a répété à Carhaix (Finistère) la petite phrase qu'il avait déjà lancée la veille à Rennes. M. Marchais s'en est expliqué devant un parterre de six cents convives rassemblés par la municipalité communiste de Carhaix : « *En Bretagne, les moyens de production énergétique sont insuffisants pour assurer la consommation de la région. Nous ne voulons pas que la Bretagne reste une région sous-développée. (...) Vous, Bretons, vous devez être conscients que les autres régions n'accepteront pas l'implantation de centrales chez elles pour alimenter la Bretagne.* »

Ces déclarations ont suscité l'étonnement et provoqué un tollé chez les opposants à la centrale. L'Union démocratique bretonne (U.D.B.) parle du « *curieux tandem Marchais-Boiteux* ». M. Louis Le Pensec, député socialiste du Finistère, évoque « *le virage à 180 degrés du parti communiste* ». Le comité antinucléaire de Plogoff se déclare « *consterné et scandalisé* ».

La prise de position de M. Georges Marchais a pris à contre-pied le candidat du P.C. aux élections cantonales dans le canton de Pont-Croix (Finistère) où se trouve la commune de Plogoff : celui-ci faisait, en effet, campagne contre le projet de centrale nucléaire. — *(Intérim.)*

Après les déclarations du général Bigeard

M. GUÉNA (R.P.R.) : la présidence de la commission de la défense doit être remise en cause.

La diffusion d'une lettre du général Marcel Bigeard (apparenté U.D.F.), président de la commission de la défense de l'Assemblée nationale (*le Monde* du 24 février et des 25-26 février), a suscité une certaine émotion parmi les parlementaires R.P.R., qui organisent, cette semaine, des journée d'études à la Guadeloupe. Une phrase a particulièrement retenu l'attention des élus gaullistes : « *Pour sa défense, la France compte essentiellement sur les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la République fédérale d'Allemagne* », a écrit notamment l'ancien secrétaire d'Etat à la défense.

« *Ou bien*, a déclaré M. Yves Guéna, conseiller politique du Rassemblement, *M. Bigeard a dit ce qu'il pensait, et dans ce cas il se trouve en contradiction avec le président de la République ; ou bien il a fait preuve d'irréflexion. Mais, dans les deux cas, la présidence de la commission de la défense doit être remise en question.* »

De son côté, M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R., a observé que « *le général Bigeard semblait oublier un peu vite que depuis toujours, et en tout cas depuis que le général de Gaulle avait assumé les destinées de la France, nous avions appris que pour se défendre notre pays ne devait compter que sur lui-même et sur personne d'autre.* »

M. Labbé a rapelé que les bureaux des commissions permanentes de l'Assemblée étaient renouvelés au début de chaque session : la présidence de la commission de la défense sera donc en cause au début d'avril. M. Labbé a toutefois reconnu que « *si un président sortait de la réserve inhérente à sa fonction, il était évident qu'il pouvait s'attendre à des réactions* ».

Pour la première fois

L'AVIATION RHODÉSIENNE BOMBARDE UN CAMP DE MAQUISARDS EN ANGOLA

Salisbury (Reuter, A.P.). — L'aviation rhodésienne a bombardé, *ce lundi 26 février*, une base d'entraînement des maquisards nationalistes en Angola, a annoncé un porte-parole de l'armée à Salisbury. C'est la première fois que des avions rhodésiens lancent un raid en Angola.

Selon le communiqué militaire, les appareils ont attaqué « une très grande base d'entraînement nationaliste à 8 h. 10 locales. Cette base abrite des maquisards de la ZAPU (Union populaire africaine du Zimbabwe) que dirige M. Joshua Nkomo ». L'aviation rhodésienne a, dans le passé, lancé de nombreux raids contre des camps nationalistes situés en Zambie et au Mozambique.

LE VENEZUELA AUGMENTERAIT A SON TOUR LES PRIX DE SON PÉTROLE

Le Venezuela aurait décidé d'augmenter de plus de 2 dollars par baril le prix de son pétrole à compter du 1er mars, indique l'hebdomadaire « Middle East Economic Survey ». La hausse varierait de 2,10 dollars à 2,51 dollars par baril, selon les qualités. Les majorations seraient sensiblement plus fortes pour les pétroles légers, qui passeraient de 16,48 à 19 dollars, que pour les « bruts » lourds (de 11,40 à 13,50). Les autorités vénézuéliennes se sont refusées, pour le moment, à tout commentaire.

Le 13 février, Qatar et les Emirats arabes unis avaient déjà décidé de relever de 7,2 % (1 dollar en moyenne) le prix de leur « brut » de qualité légère. Quelques jours plus tard, la Libye suivait, quoique de façon plus modeste (68 cents par baril). Selon le même hebdomadaire, outre Petroleos de Venezuela, la Sonatrach algérienne et la Société nationale pétrolière d'Irak auraient également informé leur clientèle de leur volonté d'ouvrir des discussions — comme le prévoient les contrats — sur une hausse des prix du « brut » au 1er avril.

A un mois de la réunion « consultative » de l'OPEP à Genève, on voit donc se multiplier les hausses « officielles » des prix du pétrole.

LA HAUSSE DES PRIX A ÉTÉ DE 1 % EN MOYENNE DANS LA C.E.E. EN JANVIER

La hausse des prix dans l'ensemble des pays de la C.E.E. a atteint en janvier un niveau sans précédent depuis août 1977 : 1 % en moyenne, les taux les plus forts étant enregistrés en Grande-Bretagne (1,5 %), en Allemagne fédérale (1,1 %) et en Italie (1 %). Pour la période de douze mois prenant fin le 31 janvier, la hausse des prix a été, selon les statistiques de la C.E.E., de 7,8 % en moyenne. L'Italie a enregistré le taux le plus élevé (11,8 %), suivie de la France (10 %), de la Grande-Bretagne (9,4 %), du Danemark (8,7 %), des Pays-Bas (4,3 %) et de l'Allemagne fédérale (2,9 %). — *(Agefi.)*

L'abolition de la peine de mort

M. BAS N'ACCEPTE PAS QUE LE DÉBAT « S'ENLISE »

M. Pierre Bas, député R.P.R. de Paris, président du comité d'études parlementaire pour l'abolition de la peine de mort a indiqué au cours d'une conférence de presse, le 23 février, qu' « *il ne saurait être question pour lui au cours de la prochaine session parlementaire de participer à un vague débat d'orientation ne débouchant sur aucun vote positif, un tel débat ayant déjà eu lieu le 24 octobre* ».

M. Philippe Seguin, député R.P.R. des Vosges, a adopté la même position. M. Bas a affirmé que le comité d'études parlementaire « *ne cautionnerait aucune palinodie tendant à faire croire fallacieusement au pays que le débat progresse alors qu'il s'enlise* ». Il a rappelé que M. Michel Aurillac avait déposé une proposition de loi prévoyant « *le remplacement de la peine de mort par la détention criminelle à perpétuité assortie de la transportation pénale ce qui signifie pratiquement la création d'un établissement pénitentiaire de sécurité qui pourrait être situé dans les terres australes ou antarctiques, en un lieu ne comportant aucune population permanente. Les condamnés au régime de la transportation pénale subiraient au moins quinze années de leur peine dans cet établissement où ils seraient astreints au travail. Cette période de quinze ans ne pourrait être réduite ni par décision judiciaire ni par décision administrative* ».

M. Bas, qui s'est très nettement prononcé contre toute solution s'apparentant au rétablissement d'un bagne, a présenté un autre projet de peine de remplacement, celle de l' « *internement perpétuel* », le qualificatif « perpétuel » devant être pris dans le sens « *qui dure un certain temps* ». Les condamnés à la peine de l'internement perpétuel ne pourraient ainsi bénéficier, pendant au moins vingt ans, d'aucune réduction de peine ou d'aucune mesure touchant à l'aménagement de l'exécution des peines.

NOUVELLES BRÈVES

● *M. Robert Galley, ministre de la coopération*, a assisté, samedi 24 février, à Saint-Jean-de-Monts (Vendée), aux obsèques de M. Jean-François Gibert, coopérant tué au Tchad le 15 février. Prononçant l'éloge funèbre du jeune professeur au lycée technique et commercial de N'Djamena, le ministre, saluant « *un enseignant exemplaire* », a notamment déclaré : « *Nous pleurons aujourd'hui la disparition d'un homme qui mettait toutes ses forces au service de ce à quoi il croyait.* » — *(Corresp.)*

● *Chrysler abandonne l'Amérique latine.* — Chrysler Corporation va vendre à General Motors ses installations au Venezuela et en Colombie. Chrysler avait produit en 1978 dans son usine de Valencia, au Venezuela, 20 000 voitures et 16 000 camions. Le groupe détenait près de 20 % du marché vénézuélien, occupant la troisième place derrière Ford et G.M. En Colombie, Chrysler détenait 22,7 % du marché des voitures particulières (8 000 véhicules vendus en 1978) et 37,9 % du marché des camions, dont 12 000 ont été assemblés en 1978 dans la filiale de Chrysler. Au début du mois de février, Chrysler Corporation avait vendu à Volkswagen sa participation de 67 % dans sa filiale brésilienne.

● *Satellites et droits d'auteur.* — Un accord vient d'être signé entre l'Union européenne de radiodiffusion, représentée par son président, M. Jean Autin, président de T.D.F., et la Confédération internationale des sociétés d'auteurs et compositeurs, représentée par le président de son comité européen, M. Jean-Loup Tournier, directeur général de la SACEM, sur « *l'utilisation des œuvres littéraires et artistiques par le moyen des satellites de communication directe et de distribution* ». Cet accord, précise un communiqué, « *est de nature à faciliter l'essor des satellites d'expérimentation et leur fonctionnement régulier dans le respect des droits de la propriété intellectuelle* ».

La chute des cheveux c'est un fait. La volonté de l'endiguer c'est une décision.
Vos cheveux subissent une agression de tous les instants. Votre cuir chevelu est littéralement asphyxié par les poussières et impuretés qui viennent se mélanger à des sécrétions anormales. Le crâne vous démange. Vos cheveux sont secs, cassants. Les pellicules de plus en plus nombreuses. Prenez aujourd'hui la décision de réagir.
EUROCAP joue cartes sur table avec ses clients. C'est notre franchise qui a fait notre réputation. Si nos spécialistes ne peuvent rien pour vous, ils vous le diront sans hésiter. S'ils s'occupent de la santé de vos cheveux, vous comprendrez alors rapidement que le succès des méthodes de L'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP est basé sur le sérieux et l'efficacité.
Ecrivez, téléphonez ou présentez-vous pour prendre rendez-vous (l'Institut est ouvert sans interruption, du lundi au vendredi de 11 h à 20 h et le samedi de 10 h à 17 h).
EUROCAP INSTITUTS CAPILLAIRES
4, rue de Castiglione 75001 Paris - Tél. : 260.38.84
LILLE : 16, rue Faidherbe Tél. : 51.24.19
BORDEAUX : 34, place Gambetta Tél. : 48.06.34
TOULOUSE : 42, rue de la Pomme Tél. : 23.29.84
METZ : 2-4, En Chaplerue Tél. : 75.00.11
NANCY : 4, rue Piroux Immeuble "Les Thiers" Tél. : 35.91.98
LYON : 30, rue de la République Tél. : 38.09.19
MARSEILLE : 58, rue Saint-Ferréol Tél. : 33.07.50
NICE : 1, Promenade des Anglais. Immeuble "Le Ruhl" Tél. : 88.25.44
NANTES : 3 bis, place Neptune Tél. : 47.63.75
REIMS : 9, place Drouet d'Erlon Tél. : 88.85.74
orel conseil

jusqu'au 28 février
offre spéciale d'avant-saison
NICOLL
COSTUME SUR MESURES
formule industrielle 1050 F
avec gilet 1200 F
La tradition anglaise du vêtement
à Paris, 29 rue Tronchet, depuis 1820
apl 23

Cette semaine dans
TC TEMOIGNAGE CHRETIEN
INTERVIEW EXCLUSIVE
MITTERRAND ET LES CHRETIENS DU PS
CHAQUE SEMAINE, des documents, des dossiers, des analyses
LISEZ, FAITES LIRE TEMOIGNAGE CHRETIEN
Le n° 6 F - CCP 5023 99 Paris. En vente chez les marchands de journaux ou au journal - 49, rue du Fgb. Poissonnière - 75009 Paris.